Budget supplémentaire 2016

Voté par le congrès de la
Nouvelle-Calédonie le 27 septembre 2016

NOUVELLE-CALÉDONIE

BS 2016

BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2016

Avant-propos

Le budget supplémentaire de la Nouvelle-Calédonie est, en 2016, historique à plus d'un titre.

Pour la première année, le budget propre est isolé dans son enveloppe particulière, ne pouvant plus utiliser le résultat cumulé antérieur de la répartition pour financer les dépenses relatives aux compétences qui lui incombent.

Ses marges de manœuvre sont ainsi particulièrement limitées. Elles le sont d'autant plus que les premières inscriptions à opérer doivent d'abord permettre de combler un déficit de plus de 7 mds F, né de cette construction budgétaire source des déficits récents.

En 2016, le budget supplémentaire s'attachera également à finaliser l'exercice de rigueur et de transparence budgétaire recommandé par la Chambre Territoriale des Comptes dès 2012. Les dépenses de précaution sont inscrites aux budgets annexes de répartition et de reversement, consistant à tenir compte des risques relatifs aux créances fiscales. Des écritures de régularisation sont également inscrites afin de considérer les charges, indument supportées par le budget propre, dans les équilibres respectifs de chacun des budgets.

Le rééquilibrage des comptes présente aussi cette année une autre spécificité, celle de raisonner en richesse globale de la collectivité et de faire contribuer à l'équilibre du budget propre, les établissements publics qui ont pu engranger des résultats confortables du fait de leur position privilégiée en tant qu'acteur de la politique publique. Tel est le cas en 2016 de l'Office des Postes et Télécommunications de la Nouvelle-Calédonie.

Enfin, des réductions conséquentes de crédit sont proposées, comme en 2015, faisant suite à un dialogue de gestion minutieux avec les directions et les institutions de la Nouvelle-Calédonie permettant d'ajuster au plus près les crédits disponibles avec les capacités de réalisation annuelle de chacun des opérateurs. Ces réductions permettront de concentrer les efforts budgétaires sur des actions prioritaires à mener d'ici la fin de l'année.

L'affectation des résultats

Pour la dernière fois en 2015, l'arrêté des comptes de la Nouvelle-Calédonie était présenté sous la forme de deux budgets : le budget principal et le budget annexe de reversement.

Or, au budget supplémentaire 2016 de la Nouvelle-Calédonie, les résultats cumulés 2015 issus du budget principal devront être repris pour une partie au budget de répartition (créé le 1^{er} janvier 2016) et pour l'autre partie au budget propre.

Des travaux de retraitement ont donc été nécessaires pour scinder les résultats comptables antérieurs des deux budgets. La méthodologie proposée est la suivante :

Le budget de répartition est alimenté des impôts, droits et taxes perçus au profit du budget de la Nouvelle-Calédonie entrant dans l'assiette d'imposition, ainsi que par les recettes de la régie des tabacs. Chaque année, la différence entre les droits constatés et les recouvrements donnent lieu à des restes à recouvrer qui viennent abonder le résultat cumulé de ce budget de répartition.

Partant du constat que le résultat cumulé du budget de répartition était composé quasi intégralement de restes à recouvrer, il est proposé de reconstituer le stock de restes à recouvrer au 31/12/2015 concernant les droits, impôts et taxes entrant dans l'assiette d'imposition. Ce montant est considéré comme le résultat cumulé au 31/12/2015 et sera affecté en balance d'entrée au budget supplémentaire de répartition.

L'essentiel du retraitement a consisté à reconstituer les restes à recouvrer au 31/12/2015 concernant les impôts, droits et taxes de l'assiette entrant dans le calcul des dotations.

Au final, les restes à recouvrer se répartissent ainsi :

	budget répartition	budget reversement	budget consolidé
DSF - PACIFISC	10 501 198 404	3 694 856 264	14 196 054 668
Douane - SYDONIA	2 701 801 474	724 702 981	3 426 504 455
Paierie - Etat paierie retraité	9 230 374 351	5 639 372 358	14 869 746 709
TOTAL	22 433 374 229	10 058 931 603	32 492 305 832

Par une délibération n° 132 du 22 juin 2016, le congrès de la Nouvelle-Calédonie a arrêté le résultat cumulé 2015 du budget principal à la somme de 17 688 678 237 F, composé en :

- Résultat cumulé d'investissement : + 2 672 775 213 F
- Résultat cumulé de fonctionnement : + 15 015 903 024 F

La scission de ce résultat cumulé du budget principal en résultat cumulé du budget de répartition et résultat cumulé du budget propre a été opérée de la manière suivante, étant entendu que le résultat cumulé du budget de répartition serait constitué des restes à recouvrer fiscaux tels que comptabilisés au 31/12/2015 et étant entendu que ce résultat concerne uniquement des opérations de fonctionnement :

Le résultat cumulé du budget de répartition s'élève à 22 433 374 229 F, dont l'intégralité en fonctionnement.

Le résultat total cumulé du budget propre est donc la contraction entre le résultat total cumulé principal et le résultat cumulé de répartition, tel que :

$$17\,688\,678\,237\text{ F} - 22\,433\,374\,229\text{ F} = -4\,744\,695\,992\text{ F}$$

Considérant que seul le budget propre porte des opérations d'investissement,

Le résultat cumulé du budget propre s'élève donc à - 4 744 695 992 F, composé en :

- **Résultat cumulé d'investissement : + 2 672 775 213 F**
- **Résultat cumulé de fonctionnement : - 7 417 471 205 F**

Par délibération n° 133 du 22 juin 2016, le congrès de la Nouvelle-Calédonie a arrêté le résultat cumulé 2015 du budget de reversement à la somme de 10 171 649 222 F.

Le résultat cumulé du budget de reversement s'élève à 10 171 649 222 F, dont l'intégralité en fonctionnement.

Le budget supplémentaire

I. Point sur les recettes fiscales

Au 31 juillet 2016, les recettes fiscales de la collectivité présentent une relative stabilité par rapport aux sept premiers mois de l'année 2015. En droits constatés (titres) elles sont stables, à -0,05 %. Elles progressent en termes d'encaissement de 2,01 %, fruit des efforts continus sur le recouvrement.

Il faut toutefois noter deux phénomènes majeurs :

- Un comportement dissocié entre les recettes de l'assiette qui alimentent les collectivités, et notamment le budget propre et celles qui sont directement redirigées vers d'autres affectataires au travers du budget de reversement ;
- Une dégradation notable des assiettes du budget de répartition avec des recettes constatées en baisse de 6,3 % par rapport à l'an passé.

7 mois - cumul de janvier à juillet	BP 2016	Droits constatés			Recouvrements bruts		
		2015	2016	Evol°	2015	2016	Evol°
<i>dont IRPP</i>	22 000	1 857	1 562	-16%	12 216	13 302	9%
<i>dont IS 30%</i>	32 000	15 953	14 923	-6%	15 040	14 792	-2%
<i>dont IRVM (principal)</i>	4 400	2 970	1 953	-34%	2 800	1 843	-34%
<i>dont DE (principal)</i>	4 500	2 593	3 732	44%	2 577	3 746	45%
<i>dont DD</i>	6 500	3 854	3 306	-14%	3 858	3 422	-11%
<i>dont TGI</i>	19 200	10 924	10 360	-5%	10 886	10 572	-3%
<i>dont TPP</i>	5 416	3 147	3 296	5%	3 264	3 149	-4%
<i>dont TAPP</i>	2 245	1 279	1 309	2%	1 334	1 251	-6%
<i>dont TBI</i>	7 100	4 137	3 860	-7%	4 141	3 976	-4%
BUDGET DE REPARTITION	124 473	58 845	55 140	-6,3%	70 426	68 713	-2,4%
<i>dont centimes Patente</i>	6 070	89	438	393%	5 267	5 101	-3%
<i>dont centimes TSPJ</i>	2 500	568	1 418	150%	568	1 418	150%
<i>dont CSA</i>	5 300	4 884	4 357	-11%	4 794	4 321	-10%
<i>dont centimes IRVM</i>	2 000	1 134	1 243	10%	1 102	1 224	11%
<i>dont TATSSS</i>	7 832	2 201	3 557	62%	2 212	3 618	64%
<i>dont centimes DE</i>	3 300	2 489	2 458	-1%	2 483	2 454	-1%
<i>dont TSS</i>	19 500	11 248	11 461	2%	10 857	11 233	3%
<i>dont CCS (IRVM / IRCDC / Fonciers)</i>	1 260	627	1 110	77%	626	1 108	77%
<i>dont TSPA</i>	1 727	409	855	109%	427	791	85%
<i>dont TAPP (SMTI/SMTU)</i>	1 980	581	1 159	99%	605	1 105	83%
BUDGET DE REVERSEMENT	63 555	29 960	33 622	12,2%	33 724	37 532	11,3%
TOTAL RECETTES FISCALES	188 028	88 805	88 761	-0,05%	104 150	106 245	2,01%

Le tableau supra illustre ces phénomènes avec un budget de reversement qui progresse de 11,3 % par rapport à la même période en 2015 notamment sous l'effet de l'augmentation des taxes sur le tabac (TATSSS) et les carburants, la réaffectation de la taxe sur les spectacles et les jeux (TSPJ), la réforme de la TSPA et la création de la CCS qui avait peiné à se mettre en place au début de l'année 2015. On note également le maintien de la TSS. Ce constat semble refléter la bonne tenue du secteur des services.

Le budget de répartition en revanche, subit une baisse de ses recouvrements mais aussi et surtout une baisse des bases d'imposition. L'impôt sur les sociétés perd notamment 6 % alors qu'il progressait de 2,6 % entre juillet 2014 et juillet 2015. Mais c'est surtout l'impôt sur le revenu des personnes physiques qui chute de 16 % sous l'effet de la fin des grands chantiers miniers qui ont entraîné le départ des personnels prélevés à la source, mais aussi les premières

retombées des mesures de défiscalisation sur le logement intermédiaire. L'IRVM continue de suivre une tendance baissière et les recettes d'importation ne s'améliorent que sous le coup de moindres exonérations. Seuls les droits d'enregistrement semblent contraires à l'évolution globale du budget de répartition avec une forte progression de plus de 40 % du à la mesure RILI.

La baisse des assiettes d'imposition devrait se faire sentir dans le niveau des recouvrements, et donc des dotations de l'année 2017.

II. Les trois budgets supplémentaires

Le budget supplémentaire de la Nouvelle-Calédonie s'appréhende sous ses trois composantes, que sont le budget propre, le budget de répartition et le budget de reversement.

Les deux derniers budgets, annexes, collectent les recettes fiscales qu'ils reversent à leurs affectataires lorsqu'elles sont recouvrées. Leurs fonds de roulement conséquents trouvent leur origine dans le décalage entre les recettes fiscales titrées et celles effectivement recouvrées. Ce fonds de roulement n'est donc que le reflet de recettes non acquises dont certaines ne seront jamais recouvrées.

Le focus, qui a été fait depuis le compte administratif 2015 sur les restes à recouvrer (RAR), a abouti à un travail de suivi régulier de ces créances fiscales, qui pour certaines, sont très anciennes.

Ce suivi a permis de constater l'évolution des stocks des RAR provenant des services fiscaux, de la paierie et des douanes (soit 21,7 milliards au 31 décembre 2015 contre 20 milliards en 2014), ainsi que l'évolution des flux et le rythme de recouvrement.

Le rythme de recouvrement modéré des impôts (au 30 juin 2016, le stock de RAR constaté au 31/12/2014 n'a été recouvert qu'à hauteur de 44 %), et notamment ceux liés à l'activité économique, s'explique par une dégradation de la qualité des créances. En effet, le montant des redressements et liquidations judiciaires a augmenté de 45 % de 2014 à 2015.

Les RAR étaient, précédemment, portés par le budget principal y compris les taxes et centimes additionnels. La création du budget de répartition au 1^{er} janvier 2016 ne rend plus opportun cette construction budgétaire. Chacun des budgets « fiscaux » devra supporter désormais les risques d'irrecouvrabilité de ses créances. Il est donc proposé de reprendre les provisions pour non recouvrement fiscal et admissions en non-valeur inscrites au bilan du budget propre à hauteur de 2 236 MF et de créer des dotations aux provisions pour ces mêmes créances aux budgets de répartition et de reversement.

Les principes généraux de la constitution d'une provision pour créances irrécouvrables doivent répondre à différents critères pour être justifiée d'un point de vue comptable. Ceux-ci sont, en outre, la sincérité de la créance et la probabilité de sa perte.

C'est pourquoi, une analyse, portant sur plusieurs années, sur le « comportement des impôts les plus importants (9) » a été réalisée, avec pour objectif d'établir un taux moyen de recouvrement, et par voie de conséquence de définir le risque de perte de ces créances.

Les taux de risques sont évidemment plus importants suivant l'ancienneté de la créance (1999 pour la plus ancienne). Ainsi, les taux suivants ont été définis :

- De 1999 à 2010, un taux variant de 80 % à 90 %, selon l'impôt,
- De 2011 à 2014, un taux variant de 10% à 90%, selon l'impôt,
- En 2015, un taux de 5%.

Par ailleurs, compte de la situation économique de la Nouvelle-Calédonie et sur conseils des comptables publics, il a été décidé d'appliquer un taux de 90 % aux créances dont les sociétés ou entreprises sont en redressement ou liquidation judiciaires. Quant aux admissions en non-valeur et dégrèvements ils seront provisionnés à hauteur de 100 %, compte tenu de l'irrecouvrabilité définitive de ces créances.

Dans ces conditions, la somme totale des dotations aux provisions sur les créances fiscales a été estimée à 8 183 MF, dont 5 734 MF pour le budget de répartition et 2 449 MF pour le budget de reversement.

→ *Le budget de répartition*

En complément de ces inscriptions de précaution, le budget de répartition comptabilisera les ajustements à effectuer sur les dotations versées aux provinces, communes et, pour la première fois, à la Nouvelle-Calédonie. Les recouvrements 2015 ayant été particulièrement favorables, en raison d'un travail accentué sur les sommes à recouvrer, des dotations complémentaires de plus de 6 mds F seront versées aux collectivités.

Enfin, une écriture de régularisation est prévue pour que le budget de répartition reprenne le stock de tabacs constitué sur les dépenses du budget propre. Les recettes du tabac entrent dans l'assiette des dotations, ce qui justifie que le budget de répartition porte les stocks et les charges de la régie.

Le budget supplémentaire du budget annexe de répartition se présente donc comme suit :

BS 2016 - Budget de répartition	Recettes	Dépenses
Résultat de fonctionnement reporté	22 433	
Réajustements dotations		6 498
<i>dont provinces</i>		3 606
<i>dont communes</i>		298
<i>dont Nouvelle-Calédonie</i>		2 594
Provisions pour créances irrécouvrables		5 734
Report		1 708
Rachat du stock de tabac au budget propre		324
ANV		700
Provision pour charge à venir		7 469
FDR cumulé post BS	22 433	22 433

Le détail des écritures est repris dans le rapport M01 du budget annexe de répartition.

→ *Le budget de reversement*

De façon similaire au budget annexe de répartition, le budget de reversement comptabilise désormais les provisions pour risque d'irrécouvrabilité des créances qui y sont inscrites.

Par ailleurs, le budget propre lui refacturera des charges qui y sont inscrites depuis 2012 et qui portent sur les admissions en non-valeur, les dégrèvements et les restitutions. Depuis cette date, en effet, les différentes dépenses fiscales relatives aux taxes affectées et centimes additionnels ont été comptabilisées en charge du budget propre alors que la recette initiale est inscrite au budget annexe de reversement. Ce sont donc presque 1,7 mds F qui seront refacturés, rétablissant l'équilibre des charges entre ces deux budgets.

Le budget supplémentaire du budget annexe de reversement se présente donc comme suit :

BS 2016 - Budget de reversement	Recettes	Dépenses
Résultat de fonctionnement reporté	10 171	
Provisions pour créances irrécouvrables		2 449
Provisions pour charges à venir		362
Remboursement ANV/dégrèvements/restitutions		1 734
ANV 2016		300
Report	1 216	6 346
Inscription nouvelles	1 038	1 235
FDR cumulé post BS	12 425	12 425

Le détail des écritures est repris dans le rapport M01 du budget annexe de reversement.

→ *Le budget propre*

Le budget supplémentaire du budget propre s'ouvre donc sur un résultat cumulé antérieur disponible de -4 776 MF qu'il faut ramener à l'équilibre, l'ensemble des difficultés portant sur la section de fonctionnement. Sur la section d'investissement, un effort doit être également porté sur la réalité des besoins financiers pour l'exercice en cours, dans la mesure où les prévisions de recettes d'emprunt pourraient ne pas se réaliser.

L'équilibre de la **section de fonctionnement** passe par cinq grandes étapes :

1. Inscrire les recettes nouvelles dont l'existence n'était pas avérée au moment de la construction du budget primitif.

Au même titre que les provinces et les communes, la dotation de fonctionnement de la Nouvelle-Calédonie est réajustée. Elle bénéficie de 27,75 % des excédents de recouvrement sur l'assiette des dotations, soit 2 726 MF.

Des recettes nouvelles proviendront également du versement des excédents des établissements publics de la Nouvelle-Calédonie. L'OPT-NC contribue en 2016 à hauteur de 2 000 MF grâce à un report à nouveau de plus de 26 506 MF et une trésorerie disponible supérieure à 25 332 MF.

2. Reconstruire le bilan du budget propre en répartissant entre les budgets les charges qui incombent à chacun d'eux et notamment en sortant du budget propre les inscriptions de charges indument portées depuis 2012.

Il s'agit d'abord de reprendre quelques 2 236 MF de provisions pour risques de non recouvrement des recettes fiscales présentes au bilan du budget propre, qui seront désormais inscrites au budget de répartition. De la même manière, le stock de tabacs, générant des recettes inscrites au budget de répartition, lui sera refacturé pour un montant de 324 MF.

Il s'agit ensuite de refacturer au budget annexe de reversement les charges nées des taxes affectées définitivement non acquises. Entre 2012 et 2015 ce sont 1 734 MF d'admissions en non-valeur, dégrèvements et restitutions de taxes affectées qui ont été indument enregistrées sur le budget propre et qui doivent dorénavant venir en réduction du fonds de roulement du budget annexe de reversement.

3. Financer les reports de la section de fonctionnement qui ont pu être contenus à moins de 1 000 MF de dépenses nettes grâce à une application rigoureuse des règles en la matière. Ces reports qui représentaient près de 5 000 MF en 2014 ont été réduits de 35 % en 2015 et de 69 % en 2016 représentant désormais 2,5 % du budget réel contre 12 % en 2014.
4. Réduire les inscriptions budgétaires du budget primitif.

Cette réduction a été facilitée par la mise en place en 2016 d'un début de pilotage des dépenses qui a consisté à geler 10 % des dépenses de fonctionnement (hormis la masse salariale et les dépenses réglementaires) et 20 % des dépenses d'investissement.

Sur le fonctionnement, cette réserve approchait les 500 MF et ne représentait que 1,2 % du budget réel avant reports. Elle impacte à plus de 56 % les autres charges de fonctionnement. Sur l'investissement, moins de 340 MF de crédits étaient gelés soit 1 % du budget primitif réel. La suppression définitive de ces crédits est proposée avec l'aval des directions concernées.

Le pilotage des crédits sera renforcé en 2017 avec en plus un cadencement dans la délivrance des crédits. Partant du constat que a) les recettes ne rentrent pas forcément au même rythme que les dépenses et b) l'exécution à 100 % des recettes notamment fiscales n'est pas assurée, la Nouvelle-Calédonie ne peut se permettre de libérer la totalité des crédits dès le 1^{er} janvier et doit mieux maîtriser l'adéquation entre ses entrées et ses sorties de trésorerie.

L'exercice de réduction des crédits a été complété par un contrôle de gestion élargi destiné à ramener les inscriptions budgétaires à leur niveau réel de consommation. Après 7 mois d'exécution budgétaire les directions sont désormais mieux à même d'identifier les crédits qui ne pourront pas être exécutés et d'appréhender le coût définitif d'actions pour lequel

un reliquat d'inscription subsiste. Il s'agit donc de reprendre les crédits de paiement dont l'absence de consommation est avérée d'ici la fin de l'année.

5. Redistribuer ces crédits sur des actions prioritaires, sous financées ou dont la justification s'est confirmée en cours d'année.

Dans ce contexte, le gouvernement propose le lancement d'un plan de soutien à l'économie et à l'emploi dont les 1^{ères} traductions figurent dans ce BS 2016, en fonctionnement et en investissement, pour pratiquement 1,9 milliards de francs. En section de fonctionnement, le gouvernement interviendra au travers de la direction de la formation professionnelle qui sacralisera des crédits pour le volet formation du plan de soutien (formations structurelles et conjoncturelles).

La création d'une direction à part entière de la protection judiciaire de la jeunesse est la deuxième grande priorité de ce budget supplémentaire. Cette création dont la nécessité a été confirmée par l'audit organisationnel effectué en 2015, devrait entrer en vigueur au 1^{er} octobre 2016.

Une vision globale du budget supplémentaire propre en fonctionnement est retracée dans le tableau qui suit. Le détail des inscriptions est donné dans les différentes missions.

BS 2016 - Budget propre de fonctionnement	Recettes	Dépenses
Résultat de fonctionnement reporté(négatif)		7 417
Reports	55	1 028
Réajustement dotation NC	2 594	
Versement excédents OPT	2 000	
Reprise de provisions sur créances	2 236	
Vente du stocks de tabac	324	
Refacturation ANV/dégrèvements/restitutions	1 734	
Recettes en moins	- 196	
Recettes en plus	109	
Restitution de crédits		- 1 668
Inscriptions nouvelles		2 079
<i>dont plan de soutien à l'économie</i>		195
<i>dont amort</i>		153
<i>dont provision (pour charges à venir et pour litiges)</i>		76
FDR cumulé post BS	8 856	8 856

En section **d'investissement**, des recettes non réalisées en 2015 en remboursement de nos avances sur le Médipôle, sont ré-inscrites en 2016.

Le contrôle de gestion, réalisé sur la section de fonctionnement, a été également mené en investissement, section pour laquelle les taux d'exécution sont structurellement bas. En contrepartie d'inscriptions budgétaires non réalisées, la Nouvelle-Calédonie emprunte des sommes conséquentes depuis deux ans qui génèrent des charges de plus en plus lourdes sur sa section de fonctionnement.

En anticipation d'une exécution inférieure aux crédits de paiement accordés, la Nouvelle-Calédonie réduit son inscription d'emprunts de 1 milliard de francs, et régularise une partie des avances consenties il y a plusieurs années à des établissements publics et dont le remboursement annuel n'est pas respecté.

Dans le cadre du plan de soutien à l'économie et à l'emploi, près de 1,7 milliards de francs ont été dégagés afin d'anticiper en 2016 la réalisation de travaux immobiliers et routiers notamment. Ces travaux se décomposent en 450 millions de francs CFP pour des opérations concernant la RT1 et la RT3 et des bâtiments publics, 400 millions de francs CFP pour des opérations complémentaires sur le réseau routier de la Nouvelle-Calédonie, 688,8 millions de francs CFP pour la rénovation des internats et bâtiments scolaires, 114 millions de francs CFP pour le centre culturel Tjibaou et 40 millions de francs CFP pour les études pour la réalisation d'une agropole à Païta.

Des opérations routières pourront être réalisées en anticipant et en complétant la programmation du PQIR 2014-2018.

Outre les opérations inscrites au PQIR, ces opérations pourront consister notamment à réaliser par anticipation les renforcements de corps de chaussée et la réhabilitation des couches de roulement programmés sur la RT1 et sur la RT3. La réalisation de ces opérations devrait se dérouler sur les exercices 2016, 2017 et 2018 compte tenu, pour certaines opérations, de délais d'étude indispensables à l'exécution des travaux.

Par ailleurs, les sommes affectées à la mise en œuvre du plan de soutien à l'économie concerneront des opérations nouvelles, notamment la rénovation des internats et bâtiments scolaires (le lycée Petro ATTITI, le lycée de Touho, et l'internat de Lifou).

De plus, des gros travaux de rénovation du centre culturel Tjibaou ayant été identifiés, notamment sur les toitures et les brise-soleils, le financement sur plusieurs années de ces travaux sera pris en charge.

Enfin, les études d'avant-projet définitif seront financées au travers de la CANC, permettant de concrétiser le projet de l'agropole de Païta, prévu à l'inscription de la nouvelle génération de contrats de développement.

Une vision globale du budget supplémentaire propre en investissement est retracée dans le tableau qui suit. Le détail des inscriptions est donné dans les différentes missions.

BS 2016 - Budget propre d'investissement	Recettes	Dépenses
Résultat d'investissement reporté	2 673	
Reports	42	2 643
Dotations aux amortissements	153	
Remboursement ASSNC/CHT avances Médipôle	1 765	
Restitution de crédits		- 2 324
Diminution des emprunts	- 1 000	
Subvention équipement ASEE/FELP		346
Inscriptions nouvelles	284	687
plan de soutien à l'économie		1 692
transfo avances trésorerie en prêts ou subv		553
augmentation en capital AIRCAL		319
résultat cumulé post BS	3 916	3 916

NOUVELLE-CALEDONIE

**BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2016
DE LA NOUVELLE-CALEDONIE –
BUDGET PRINCIPAL PROPRE**

NOUVELLE-CALEDONIE

BUDGET PRINCIPAL PROPRE

Mission M01

Relations financières avec les collectivités locales et établissements publics

Reports	Recettes	-
	Dépenses	16 420 243
Crédits complémentaires	Recettes	2 593 509 264
	Dépenses	586 576 165
Réduction proposée	Recettes	-
	Dépenses	- 137 500 000
BS 2016 après amendements	Recettes	2 593 509 264
	Dépenses	465 496 408

Financements réglementaires

Cette mission comprend la quote-part des recettes de l'assiette de répartition qui revient à la Nouvelle-Calédonie pour le financement de son budget propre.

La mission M01 du budget propre vise également à soutenir les collectivités locales lorsque la conjoncture ou l'intérêt général l'impose.

Budget supplémentaire 2016
**Relations financières avec les collectivités locales
 et établissements publics**

Historique des moyens financiers

En recettes et en dépenses :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
M01-Relations financières avec les collectivités locales et établissements publics								
Recettes	131 277 706 629	31 649 329 457	-	0,01%	-	2 593 509 264	2 593 509 264	34 242 838 721
P0101-Financements réglementaires	131 276 826 629	31 649 329 457	-	0,01%	-	2 593 509 264	2 593 509 264	34 242 838 721
P0102-Soutien exceptionnel aux collectivités locales	880 000	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses	89 999 358 484	278 922 613	16 420 243	17,62%	- 137 500 000	586 576 165	465 496 408	534 419 021
P0101-Financements réglementaires	89 770 972 505	47 500 000	-	0,00%	- 47 500 000	19 347 060	- 28 152 940	19 347 060
P0102-Soutien exceptionnel aux collectivités locales	228 385 979	231 422 613	16 420 243	21,00%	- 90 000 000	567 229 105	493 649 348	515 071 961

Budget supplémentaire 2016
**Relations financières avec les collectivités locales
 et établissements publics**

P0101-Financements réglementaires	Reports	Recettes	0
		Dépenses	0
	Crédits complémentaires	Recettes	2 593 509 264
		Dépenses	0
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-28 152 940
	TOTAL BS 2016	Recettes	2 593 509 264
		Dépenses	-28 152 940

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme financements réglementaires est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	518 934 562	31 649 329 457	0	0,00%	0	2 593 509 264	2 593 509 264	34 242 838 721
A0101-00-Recettes de l'assiette de répartition	20 000	0	0		0	0	0	0
A0101-02-Dotations aux provinces	518 914 562	0	0		0	0	0	0
A0101-06-Assiette de répartition - part Nouvelle-Calédonie	0	31 649 329 457	0	0,00%	0	2 593 509 264	2 593 509 264	34 242 838 721
Dépenses	61 207 636	47 500 000	0	0,00%	-28 152 940	0	-28 152 940	19 347 060
A0101-05-Fonds de concours	61 207 636	47 500 000	0	0,00%	-28 152 940	0	-28 152 940	19 347 060

Par nature de dépenses, la répartition est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	518 934 562	31 649 329 457	0	0,00%	0	2 593 509 264	2 593 509 264	34 242 838 721
(73) impôts et taxes	20 000	0	0		0	0	0	0
(74) dotations, subventions et participations	518 914 562	0	0		0	0	0	0
(75) autres produits de gestion courante	0	31 649 329 457	0	0,00%	0	2 593 509 264	2 593 509 264	34 242 838 721
Dépenses	61 207 636	47 500 000	0	0,00%	-28 152 940	0	-28 152 940	19 347 060
Subventions, participations et autres charges d'activité	61 207 636	47 500 000	0	0,00%	-28 152 940	0	-28 152 940	19 347 060

Bilan à mi-parcours

Direction : DIMENC

Dans le cadre du contrat de développement inter-collectivités 2011-2015, la Nouvelle-Calédonie et l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) réalisent des programmes annuels de maîtrise de l'énergie co-financés à part égale par le biais du FCME. La participation de la Nouvelle Calédonie en 2016 a été initialement établie à hauteur de 100 millions de francs. Ce chiffre est ramené à 91 194 120 francs en raison de la diminution de la participation de l'ADEME. Sur cette somme, 52,5 millions de francs proviennent de la TER estimé à 52,5 millions pour 2016 et du solde soit 38 694 120 francs financé sur fonds propres de la Nouvelle Calédonie. Pour tenir compte de la capacité de réalisation des dépenses de la collectivité, une autorisation d'engagement est ouverte sur le budget principal à hauteur 38 694 120 francs et la moitié (19 347 060 francs) est positionnée en crédits de paiement qui seront virées au budget de reversement.

La réduction ainsi opérée par rapport à l'inscription initiale est de 28 152 940 francs

Direction : DBAF

Le recouvrement net des recettes de l'assiette en 2015 engendre un réajustement de la quote-part de la Nouvelle-Calédonie à hauteur de 2 726 MF.

Par ailleurs, la quote-part 2016 est réduite de 132,7 MF afin de prendre en charge le complément de l'effet cliquet des communes. En effet, le cliquet inscrit au BP 2016 était basé sur la dotation finale 2014 qui s'élevait à 19 723 MF. La dotation finale 2015 des communes étant désormais connue et s'élevant à 19 856 MF, un complément de 132,7 MF doit être inscrit. Cela se manifeste par une réduction de la part NC (dans le budget propre) et une augmentation de la part des communes (dans le budget de répartition).

Ainsi, la quote-part 2015 de la NC s'élève après réajustement à 34 437 MF, soit 27,75% de l'assiette fiscale.

La quote-part prévisionnelle 2016 s'élève quant à elle à 31 516 MF, soit 26,84% de l'assiette fiscale en raison du poids de l'effet cliquet 2016 qui atteint 1 068,3 MF.

Budget supplémentaire 2016
**Relations financières avec les collectivités locales
 et établissements publics**

P0102-Soutien exceptionnel aux collectivités locales	Reports	Recettes	0
		Dépenses	16 420 243
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-90 000 000
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	567 229 105
	Total BS 2016	Recettes	0
		Dépenses	493 649 348

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme soutien exceptionnel aux collectivités locales est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	880 000	-	-		-	-	-	-
A0102-01-Financement exceptionnel de projets	880 000	-	-		-	-	-	-
Dépenses	228 385 979	231 422 613	16 420 243	21,00%	- 90 000 000	567 229 105	493 649 348	515 071 961
A0102-01-Financement exceptionnel de projets	228 385 979	231 422 613	16 420 243	21,00%	- 90 000 000	567 229 105	493 649 348	515 071 961

Par nature de dépenses, la répartition est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016	BS 2016
Recettes	880 000	-	-		-	-	-	-	-
(204) subventions d'équipement versées	880 000	-	-		-	-	-	-	-
Dépenses	228 385 979	231 422 613	16 420 243	21,00%	- 90 000 000	567 229 105	493 649 348	515 071 961	493 649 348
AP P0102-2008/1 - SUBVENTIONS EQUIPEMENTS AUX COMMUNES	60 784 110	2 790 400	-	73,18%	- 90 000 000	132 853 374	42 853 374	135 643 774	42 853 374
AP P0102-2012/1 - CONSTRUCTION MAIRIE DE FARINO	6 000 000	-	-		-	-	-	-	-
AP P0102-2014/1 - CONSTRUCTION DE LA MAIRIE DE DUMBEA	79 824 237	100 000 000	-	50,00%	-	120 175 731	120 175 731	220 175 731	120 175 731
AP P0102-2016/1 - SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES AUX COMMUNES PULSE	-	-	-		-	300 000 000	300 000 000	-	300 000 000
Charges exceptionnelles	50 336 595	128 632 213	12 125 196	0,00%	-	-	12 125 196	140 757 409	12 125 196
HAP subventions d'équipement versées	20 241 037	-	4 295 047	0,00%	-	-	4 295 047	4 295 047	4 295 047
Subventions, participations et autres charges d'activité	11 200 000	-	-		-	14 200 000	14 200 000	14 200 000	14 200 000

Bilan à mi-parcours

Direction : DBAF

Les soldes des subventions exceptionnelles aux communes n'ont pas été reportés sur l'exercice 2016 bien que des engagements juridiques existent (conventions en cours). Aussi, il est proposé de régulariser par une inscription au BS 2016. Il s'agit des subventions suivantes :

- Subvention d'équipement pour la construction de la mairie de Dumbéa : 120,1 MF
- Subventions d'équipement aux communes (conventions 2012 et 2013) : 31,7 MF
- Subvention équipement aux communes pour la TNT: 10,5 MF

Concernant les inscriptions nouvelles, il est proposé le financement d'une étude sur la fiscalité des communes sollicitée par l'association française des maires (3 MF en fonctionnement).

Direction : DSCGR

Il est proposé une subvention de fonctionnement au SIVM du SUD pour 11,2MF.

Direction : DAPM

Il est proposé une subvention de 4,3MF d'équipement aux communes sinistrées par cyclone.

Relations financières avec les collectivités locales
et établissements publics
Synthèse des crédits par programme et par chapitre

Synthèse des crédits par programme et par chapitre en dépenses

	P0101- Financements réglementaires	P0102-Soutien exceptionnel aux collectivités locales	Total
Investissements	-	467 324 152	467 324 152
900	-	120 175 731	120 175 731
905	-	4 295 047	4 295 047
907	-	342 853 374	342 853 374
Fonctionnement	- 28 152 940	26 325 196	- 1 827 744
930	-	-	-
931	-	11 200 000	11 200 000
p.m. report	-	16 420 243	16 420 243
p.m. Total Mesures Nouvelles (crédits et réductions)	- 28 152 940	477 229 105	449 076 165

Synthèse des crédits par programme et par chapitre en recettes

	P0101- Financements réglementaires	P0102-Soutien exceptionnel aux collectivités locales	Total
Investissements	0	0	0
907	0	0	0
Fonctionnement	2 593 509 264	0	2 593 509 264
940	0	0	0
942	0	0	0
943	2 593 509 264	0	2 593 509 264
Total	2 593 509 264	0	2 593 509 264
p.m. report	0	0	0
p.m. Total Mesures Nouvelles (crédits et réductions)	2 593 509 264	0	2 593 509 264

Synthèse des crédits par rubriques

	CA 2015	BP 2016 & Déplacement 2016	Reports 2016 (1)	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	% réalisé au 31/08	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Fonctionnement								
Recettes	131 276 826 629	31 649 329 457	0	0	2 593 509 264	0,01%	2 593 509 264	34 242 838 721
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	8 932 579 172	0	0	0	0		0	0
(73) impôts et taxes	121 772 674 766	0	0	0	0		0	0
(74) dotations, subventions et participations	563 663 965	0	0	0	0		0	0
(75) autres produits de gestion courante	7 908 726	31 649 329 457	0	0	2 593 509 264	0,00%	2 593 509 264	34 242 838 721
Dépenses	89 832 509 100	176 132 213	12 125 196	-47 500 000	33 547 060	0,00%	-1 827 744	174 304 469
Autres charges de fonctionnement	1 577 876 574	0	0	0	0		0	0
Charges exceptionnelles	50 336 595	128 632 213	12 125 196	0	0	0,00%	12 125 196	140 757 409
Contributions obligatoires	88 131 888 295	0	0	0	0		0	0
Subventions, participations et autres charges d'activité	72 407 636	47 500 000	0	-47 500 000	33 547 060	0,00%	-13 952 940	33 547 060
Investissements								
Recettes	880 000	0	0	0	0		0	0
(204) subventions d'équipement versées	880 000	0	0	0	0		0	0
Dépenses	166 849 384	102 790 400	4 295 047	-90 000 000	553 029 105	48,60%	467 324 152	360 114 552
AP P0102-2008/1 - SUBVENTIONS EQUIPEMENTS AUX COMMUNES	60 784 110	2 790 400	0	-90 000 000	132 853 374	73,18%	42 853 374	135 643 774
AP P0102-2012/1 - CONSTRUCTION MAIRIE DE FARINO	6 000 000	0	0	0	0		0	0
AP P0102-2014/1 - CONSTRUCTION DE LA MAIRIE DE DUMBEA	79 824 237	100 000 000	0	0	120 175 731	50,00%	120 175 731	220 175 731
HAP subventions d'équipement versées	20 241 037	0	4 295 047	0	0	0,00%	4 295 047	4 295 047
AP P0102-2016/1 - SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES AUX COMMUNES PULSE	0	0	0	0	300 000 000		300 000 000	0

Mission M02 Pouvoirs publics et institutions

Reports	Recettes	-
	Dépenses	224 145 051
Crédits complémentaires	Recettes	100 000 000
	Dépenses	211 884 500
Réduction proposée	Recettes	-
	Dépenses	- 184 012 779
Total BS 2016	Recettes	100 000 000
	Dépenses	252 016 772

Congrès

Gouvernement

Sénat coutumier

Conseils coutumiers et autorités coutumières

Conseil économique et social

La mission M02 regroupe l'ensemble des crédits destinés au bon fonctionnement des pouvoirs publics et institutions de la Nouvelle-Calédonie au sens de l'article 2 de la loi organique n° 99-209 modifiée.

Budget supplémentaire 2016

Pouvoirs publics et Institutions

Historique des moyens financiers

En Recettes et en Dépenses

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reportis 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
M02-Pouvoirs publics et institutions								
Recettes	10 094 078	7 561 012	-	37,29%	-	100 000 000	100 000 000	107 561 012
P0201-Congrès	1 317 895	7 561 012	-	12,09%	-	100 000 000	100 000 000	107 561 012
P0202-Gouvernement	7 764 253	-	-	-	-	-	-	-
P0204-Conseils et autorités coutumières	1 011 930	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses	2 389 737 497	2 928 676 719	224 145 051	50,90%	- 184 012 779	211 884 500	252 016 772	3 177 853 491
P0201-Congrès	1 232 948 129	1 543 792 663	180 399 493	53,15%	- 61 507 964	108 400 000	227 291 529	1 771 084 192
P0202-Gouvernement	637 550 994	707 487 000	26 498 603	44,37%	- 70 729 076	91 884 500	47 654 027	755 141 027
P0203-Sénat coutumier	229 366 931	233 000 000	8 516 418	60,59%	- 4 876 037	900 000	4 540 381	237 540 381
P0204-Conseils et autorités coutumières	178 381 090	290 177 056	57 246	51,87%	- 38 079 711	10 700 000	- 27 322 465	260 014 591
P0205-Conseil économique, social et environnemental	111 490 353	154 220 000	8 673 291	40,51%	- 8 819 991	-	- 146 700	154 073 300

P0201-Congrès	Reports	Recettes	0
		Dépenses	180 399 493
	Crédits complémentaires	Recettes	100 000 000
		Dépenses	108 400 000
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-61 507 964
	TOTAL BS 2016	Recettes	100 000 000
		Dépenses	227 291 529

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	1 317 895	7 561 012	0	12,09%	0	100 000 000	100 000 000	107 561 012
A0201-01-Parc immobilier	0	7 561 012	0	0,00%	0	100 000 000	100 000 000	107 561 012
A0201-03-Personnel	706 371	0	0	0	0	0	0	0
A0201-05-Soutien et pilotage	611 524	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses	1 232 948 129	1 543 792 663	180 399 493	47,79%	-61 507 964	108 400 000	227 291 529	1 771 084 192
A0201-01-Parc immobilier	29 587 741	214 516 012	95 043 434	2,33%	-50 000 000	100 000 000	145 043 434	359 559 446
A0201-02-Parc équipement	26 918 169	43 625 000	29 241 160	51,73%	0	0	29 241 160	72 866 160
A0201-03-Personnel	767 680 691	786 207 944	0	64,01%	-8 400 000	8 400 000	0	786 207 944
A0201-04-Formation	8 674 512	10 726 489	3 032 800	61,55%	0	0	3 032 800	13 759 289
A0201-05-Soutien et pilotage	359 716 987	443 669 551	28 315 549	51,57%	-3 107 964	0	25 207 585	468 877 136
A0201-06-Communication et partenariats institutionnels	39 181 659	45 047 667	20 062 550	36,80%	0	0	20 062 550	65 110 217
A0201-07-Comité consultatif de l'environnement	1 188 370	0	4 704 000	0,00%	0	0	4 704 000	4 704 000

Par nature de dépenses, la répartition est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	1 317 895	7 561 012	0	12,09%	0	100 000 000	100 000 000	107 561 012
(013) atténuations de charges	706 371	0	0	0	0	0	0	0
(041) opérations patrimoniales	0	7 561 012	0	0,00%	0	100 000 000	100 000 000	107 561 012
(65) autres charges d'activité	199 835	0	0	0	0	0	0	0
(77) produits exceptionnels	411 689	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses	1 232 948 129	1 543 792 663	180 399 493	47,79%	-61 507 964	108 400 000	227 291 529	1 771 084 192
AP P0201-2006/1 - MISE EN CONFORMITE DU CONGRES (126/06)	0	2 000 000	30 436 117	0,00%	0	0	30 436 117	32 436 117
AP P0201-2008/1 - EXTENSION.REAMENAGEMENT INTERIEUR EXTERIEUR DU BATIMENT PRINCIPAL	0	0	4 427 668	0,00%	0	0	4 427 668	4 427 668
AP P0201-2012/1 - RESTRUCTURATION LOCAUX CONGRES DE LA NOUVELLE-CALEDONIE	10 000 000	200 105 000	40 000 000	0,00%	-50 000 000	0	-10 000 000	190 105 000
Autres charges de fonctionnement	129 985 767	126 917 520	37 486 855	38,34%	0	0	37 486 855	164 404 375
Charges de personnel	611 567 023	629 535 119	0	63,15%	-8 400 000	0	-8 400 000	621 135 119
Charges exceptionnelles	4 283 217	1 300 000	494 000	0,00%	0	0	494 000	1 794 000
Charges fixes de fonctionnement	158 337 043	238 118 978	7 842 774	59,40%	-107 964	0	7 734 810	245 853 788
HAP immobilisations corporelles	34 544 606	32 195 000	41 951 034	51,75%	0	0	41 951 034	74 146 034
HAP immobilisations en cours	0	3 650 000	155 000	82,79%	0	0	155 000	3 805 000
HAP immobilisations incorporelles	11 961 304	12 630 000	7 314 775	17,00%	0	0	7 314 775	19 944 775
HAP opérations patrimoniales	0	7 561 012	0	0,00%	0	100 000 000	100 000 000	107 561 012
Subventions, participations et autres charges d'activité	272 269 169	289 780 034	10 291 270	57,43%	-3 000 000	8 400 000	15 691 270	305 471 304

Bilan à mi-parcours

Institution : Congrès

Au 31 août 2016, les engagements hors masse salariale représentent 76,34 % en fonctionnement et 25,12% en investissement. Le taux en investissement trouve son explication dans le fait que les travaux d'aménagement de l'immeuble « Le phare » n'ont pas débuté.

Dans le cadre des mesures d'économie demandées aux différentes institutions, le congrès propose une réduction de ses dépenses de 53 millions de francs (3 MF en fonctionnement et 50 MF en investissement).

Seuls sont proposés au budget supplémentaire, un virement de crédits de chapitre à chapitre dans la masse salariale et une opération d'ordre budgétaire de reclassement, sans impact budgétaire.

P0202-Gouvernement	Reports	Recettes	0
		Dépenses	26 498 603
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	91 884 500
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-70 729 076
TOTAL BS 2016	Recettes	0	
	Dépenses	47 654 027	

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme du gouvernement est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	7 764 253	0	0		0	0	0	0
A0202-03-Soutien et pilotage du Gouvernement	7 764 253	0	0		0	0	0	0
Dépenses	637 550 994	707 487 000	26 498 603	38,56%	-70 729 076	91 884 500	47 654 027	755 141 027
A0202-02-Subventions	65 470 000	110 232 500	4 000 000	45,98%	-6 800 000	89 292 500	86 492 500	196 725 000
A0202-03-Soutien et pilotage du Gouvernement	535 451 575	551 254 500	11 189 654	37,72%	-56 329 076	2 592 000	-42 547 422	508 707 078
A0202-04-Communication	33 629 419	36 000 000	11 308 949	17,68%	-7 600 000	0	3 708 949	39 708 949
A0202-05-Francophonie	3 000 000	10 000 000	0	100,00%	0	0	0	10 000 000

Par nature de dépenses, les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	7 764 253	0	0		0	0	0	0
(77) produits exceptionnels	7 764 253	0	0		0	0	0	0
Dépenses	637 550 994	707 487 000	26 498 603	38,56%	-70 729 076	91 884 500	47 654 027	755 141 027
Autres charges de fonctionnement	175 176 435	203 659 913	20 490 000	22,87%	-47 505 371	2 000 000	-25 015 371	178 644 542
Charges exceptionnelles	3 000 000	10 000 000	4 000 000	71,43%	-4 000 000	80 000 000	80 000 000	90 000 000
Charges fixes de fonctionnement	246 457 736	251 880 587	1 988 803	27,99%	-15 371 705	592 000	-12 790 902	239 089 685
HAP immobilisations corporelles	2 799 938	5 260 000	0	31,87%	-1 052 000	0	-1 052 000	4 208 000
Subventions, participations et autres charges d'activité	210 116 885	236 686 500	19 800	62,95%	-2 800 000	9 292 500	6 512 300	243 198 800

Bilan à mi-parcours

Direction : GVT

Dans le cadre du plan de soutien à l'économie, il est proposé d'inscrire une subvention aux provinces pour participer aux aides à l'emploi et aux entreprises (80 MF).

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, en partenariat avec les trois provinces, organise la mise en place de guichets uniques situés dans chacune des trois provinces pour venir en aide aux entreprises en difficulté et accompagner les salariés.

Direction : DAPM

Les objectifs du gouvernement sur 2016 restent les économies budgétaires. Un effort considérable a été fourni sur plusieurs secteurs tels que le fonctionnement courant, les déplacements et voyages, les réceptions.

De plus, certaines centralisations et économies débutées en 2015 se sont poursuivies en ce début d'année 2016 : déménagements de plusieurs directions dans des locaux appartenant à la collectivité, mise en place d'un pool de véhicules, réorganisation du pool de vagemestres.

Ces projets aboutis aujourd'hui ont permis de réaliser d'importantes économies sur les loyers, le carburant, l'entretien des véhicules mais aussi les frais postaux. Les crédits de fonctionnement se sont vus directement impactés à la baisse par ces mesures.

P0203-Sénat coutumier	Reports	Recettes	0
		Dépenses	8 516 418
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	900 000
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-4 876 037
	TOTAL BS 2016	Recettes	0
		Dépenses	4 540 381

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme sénat coutumier est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Dépenses	229 366 931	233 000 000	8 516 418	52,29%	-4 876 037	900 000	4 540 381	237 540 381
A0203-01-Institutions coutumières	141 778 859	141 650 000	0	61,01%	0	0	0	141 650 000
A0203-02-Manifestations coutumières et missions	44 263 585	46 120 276	6 617 336	27,85%	0	0	6 617 336	52 737 612
A0203-03-Soutien et pilotage du Sénat coutumier	43 324 487	45 229 724	1 899 082	53,42%	-4 876 037	900 000	-2 076 955	43 152 769

Par nature de dépenses, les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Dépenses	229 366 931	233 000 000	8 516 418	52,29%	-4 876 037	900 000	4 540 381	237 540 381
Autres charges de fonctionnement	53 340 732	54 161 050	7 479 086	29,07%	-213 000	0	7 266 086	61 427 136
Charges de personnel	6 887 132	5 500 000	0	68,12%	0	0	0	5 500 000
Charges fixes de fonctionnement	48 332 808	47 688 950	885 734	62,14%	-4 263 037	900 000	-2 477 303	45 211 647
HAP immobilisations corporelles	1 435 147	2 000 000	151 598	26,79%	-400 000	0	-248 402	1 751 598
Subventions, participations et autres charges d'activité	119 371 112	123 650 000	0	59,74%	0	0	0	123 650 000

Bilan à mi-parcours

Institution : Sénat coutumier

Action A0203-01 – Institutions

Cette action qui comprend le financement des vacances et indemnités liées aux déplacements et missions des 16 sénateurs coutumiers. Elle inclut également certaines charges fixes et courantes (carburants, télécommunications).

Action A0203-02 - Manifestations coutumières et missions

Cette action a pour objet de financer les opérations liées aux 3 axes ci-après:

- Les manifestations : elles s'inscrivent dans le cadre des compétences qui sont dévolues à l'institution (Congrès Pays Kanak, AG des 8 Pays kanak) et traduisent les politiques publiques de l'identité kanak, que ce soit au niveau culturel au travers notamment de la fête nationale de l'igname, au niveau mémoriel au travers notamment de la commémoration du 11 novembre , au niveau institutionnel au travers de l'organisation de séminaires portant sur des thèmes essentiels tels que le pluralisme juridique en Nouvelle-Calédonie, ou encore le futur projet de société...
- Les études : Le sénat coutumier a lancé plusieurs études et comptent en lancer davantage, le projet de livre foncier du district de Bayes est par exemple un chantier prioritaire dans l'optique de la restructuration des autorités coutumières et la prévention des conflits. Il en est de même en matière foncière avec un conventionnement avec la Fédération des GDPL Pays en vue de préparer un texte sur un nouveau statut pour les GDPL. En outre, sur le plan juridique, le sénat coutumier sollicite les services de spécialistes afin de travailler sur la question du pluralisme juridique mais également à l'élaboration de propositions de loi du pays qui concernent l'identité kanak (proposition de loi du pays sur les successions coutumières, proposition de loi du pays sur les savoirs traditionnels...)
- Les missions : le Sénat coutumier assure chaque année des missions visant notamment à renforcer les échanges avec les pays frères de la mélanésie et de la région. Ces missions comprennent également la communication sur l'identité kanak auprès des instances nationales et internationales.

Action A0203-03 - Soutien et pilotage du sénat coutumier

Cette action a pour objet de financer les dépenses liées au fonctionnement propre de l'institution.

P0204-Conseils et autorités coutumières	Reports	Recettes	0
		Dépenses	57 246
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	10 700 000
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-38 079 711
	Total BS 2016	Recettes	0
		Dépenses	-27 322 465

Les moyens

La répartition par action des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme conseils coutumiers et autorités coutumières est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	1 011 930	-	-		-	-	-	-
A0204-02-Drehu	18 783	-	-		-	-	-	-
A0204-04-Hoot Ma Whaap	412 992	-	-		-	-	-	-
A0204-07-Paicî-Cèmuhi	273 495	-	-		-	-	-	-
A0204-08-Xàràcùù	306 660	-	-		-	-	-	-
Dépenses	178 381 090	290 177 056	57 246	51,87%	- 38 079 711	10 700 000	- 27 322 465	260 014 591
A0204-01-Ajië Aro	18 018 129	24 685 729	57 246	71,53%	- 1 026 450	2 840 000	1 870 796	23 716 525
A0204-02-Drehu	22 345 155	36 746 000	-	53,01%	- 4 103 900	-	- 4 103 900	32 642 100
A0204-03-Drubea-Kapumé	25 392 181	31 345 500	-	48,78%	- 3 718 000	-	- 3 718 000	27 627 500
A0204-04-Hoot Ma Whaap	33 066 331	45 234 377	-	69,46%	- 2 106 975	600 000	- 1 506 975	43 727 402
A0204-05-Iaai	11 169 793	22 605 000	-	51,19%	- 2 209 592	-	- 2 209 592	20 395 408
A0204-06-Nengone	13 476 874	17 110 000	-	52,55%	- 1 413 717	-	- 1 413 717	15 696 283
A0204-07-Paicî-Cèmuhi	27 438 453	34 537 000	-	60,52%	- 2 077 510	5 200 000	3 122 490	37 659 490
A0204-08-Xàràcùù	27 474 174	56 565 000	-	44,52%	- 5 762 468	2 060 000	- 3 702 468	52 862 532
A0204-09-Cohésion sociale en tribus	-	21 348 450	-	0,00%	- 15 661 099	-	- 15 661 099	5 687 351

Par nature de dépenses, les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016	BS 2016
Recettes	1 011 930	-	-		-	-	-	-	-
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	11 666	-	-		-	-	-	-	-
(77) produits exceptionnels	1 000 264	-	-		-	-	-	-	-
Dépenses	178 381 090	290 177 056	57 246	51,87%	- 38 079 711	10 700 000	- 27 322 465	260 014 591	- 27 322 465
Autres charges de fonctionnement	44 578 595	95 604 476	57 246	39,36%	- 25 721 485	5 040 000	- 20 624 239	72 140 237	- 20 624 239
Charges exceptionnelles	-	5 957 851	-	99,56%	-	5 200 000	5 200 000	11 157 851	5 200 000
Charges fixes de fonctionnement	35 059 299	53 762 349	-	50,73%	- 8 742 146	460 000	- 8 282 146	45 480 203	- 8 282 146
HAP immobilisations corporelles	1 606 898	15 445 900	-	14,69%	- 3 616 080	-	- 3 616 080	11 829 820	- 3 616 080
Subventions, participations et autres charges d'activité	97 136 298	119 406 480	-	64,82%	-	-	-	119 406 480	-

Bilan à mi-parcours

Institutions : Conseils coutumiers Païci Camuki

La somme de 5,2 MF permettra de régler les prestations réalisées par l'ADCK dans le cadre de la collecte du Patrimoine (pour la période de 2012 à 2014 : 3,9 MF et 2015 : 1,3 MF).

Institutions : Conseils coutumiers Xârâcùù

Le conseil coutumier de l'aire Xârâcùù a subi un véritable remaniement fonctionnel en 2014, créant un regain d'activité en 2015 et en 2016. Bien qu'il ne soit qu'une instance consultative au regard de la législation en vigueur, en dehors des autres attributions qui lui ont été conféré tardivement (instance de recours au titre de la loi relative aux actes coutumier de 2007, assurer le tenue du registre des autorités coutumières), l'institution a souhaité renforcer son fonctionnement administratif (recrutement d'un nouveau secrétaire général et mise en place d'une convention avec un juriste libéral pour étudier et vulgariser les textes soumis pour avis lors des saisines et auto-saisines) et financier (assurer le paiement des indemnités des membres du conseil coutumier). En dehors de cela, l'institution a initié en concertation avec les autorités coutumières des politiques publiques participant tantôt à une meilleure prise en compte de l'identité kanak à travers notamment la mise en place du projet culturel du jardin de l'aire, d'un dispositif de gestion de conflit par le biais du « Bureau des médiateurs et des assesseurs coutumier », de travaux d'intérêt généraux en milieu coutumier, et tantôt à la mise en place d'un plan de communication à travers notamment la publication semestrielle d'un journal d'information d'activité du conseil coutumier : « Xâgu Xârâcùù » (la voix de l'aire Xârâcùù), la publication de dépliants d'informations. En termes de budget consommé, cela représente en section fonctionnement à 48%, en section investissement à 31% et d'une manière générale la consommation globale s'évalue à 43% du budget global.

L'exécution budgétaire en section investissement a rencontré des difficultés notamment suite à l'annulation de la mise à disposition du foncier pour la mise en place du jardin d'aire, et a créé du retard dans la réalisation du projet culturel. En termes de fonctionnement, la publication du journal d'information semestrielle a été revue de manière annuelle suite à la situation de crise budgétaire.

En termes de perspectives de consommation sur les 5 derniers mois de l'année, le taux de consommation attendu est de 97 %. La mise en place du projet culturel du jardin d'aire sera reportée à l'année prochaine.

Aucun crédit complémentaire n'est proposé au budget supplémentaire.

Institutions : Conseils coutumiers Nengone

Dans un cadre budgétaire restreint, le conseil coutumier de l'aire Nengone se trouve amputé d'une partie des dotations qui lui sont réservées, et ce malgré une activité extrêmement réduite.

En effet, les difficultés de fonctionnement ralentissent l'action de l'institution et empêchent le développement de projets structurants ainsi que la mise en place de politiques publiques propres aux missions du conseil coutumier.

Pour autant, Le service au public ne peut être empêché.

Aussi aucun crédit complémentaire ne sera proposé au budget supplémentaire hormis le strict minimum requis par les nécessités du service.

Institutions : Conseils coutumiers Hoot ma Whaap

Avec un taux d'exécution budgétaire compris entre 60 et 70%, le conseil coutumier HOOT MA WHAAP démontre une utilisation optimale des fonds qui lui ont été alloués au BP 2016 :

- Prise en charge des déplacements des membres du bureau du conseil coutumier (OCEANIA MEETINGS, Tournées dans les districts de l'Aire, Rendez-vous du Sénat coutumier etc.)
- Règlement de factures issues d'exercices antérieurs (Convention ADCK, OPT, BUI DUYET etc.)
- Charges fixes de fonctionnement de la structure (eaux, électricité etc.)

De ce fait, l'Institution regrette la restitution de crédits **(1,8 MF)** qui pourraient être utilisés avant la fin de l'exercice 2016.

En conséquence, pour les 5 derniers mois de l'année, l'Institution devra réduire la voilure et procéder à des ajustements pour finir l'année.

Il est toutefois évident que plusieurs factures, notamment celles qui concernent le transport des membres du bureau du conseil coutumier, seront réglées en 2017 pour un estimatif qui avoisinera deux millions de francs.

En tout cas, le taux d'exécution du budget de l'Institution pour l'exercice 2016, risque d'avoisiner celui de l'exercice 2015 (92%) si ce n'est au-delà.

Les mesures nouvelles au BS 2016, concernent une demande de **0,4 MF** pour la location de tivolis, dans le cadre de deux réunions en septembre et en décembre avec les représentants des 14 districts de l'Aire.

Elles concernent également une demande de maintien des 1 MF pour le règlement d'anciennes factures OPT.

Institutions : Conseils coutumiers Drehu

Il est proposé d'inscrire une réduction de 4 103 900 F.

Institutions : Conseils coutumiers Iaai

Il est proposé d'inscrire une réduction de 2 209 592 F.

Institutions : Conseils coutumiers Djubea Kapumë

Il est proposé d'inscrire une réduction de 3 718 000 F.

Institutions : Conseils coutumiers Ajië Aro

Il est proposé d'inscrire une réduction de 1 026 450 F.

P0205-Conseil économique, social et environnemental	Reports	Dépenses	8 673 291
	Crédits complémentaires	Dépenses	0
	Réduction proposée	Dépenses	-8 819 991
	TOTAL BS 2016	Dépenses	-146 700

Les moyens

La répartition par action des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme conseil économique, social et environnemental est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Dépenses	111 490 353	154 220 000	8 673 291	34,46%	-8 819 991	0	-146 700	154 073 300
A0205-01-Conseil Economique et Social	111 490 353	154 220 000	8 673 291	34,46%	-8 819 991	0	-146 700	154 073 300

Par nature de dépenses, la répartition est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Dépenses	111 490 353	154 220 000	8 673 291	34,46%	-8 819 991	0	-146 700	154 073 300
Autres charges de fonctionnement	10 058 676	18 225 000	2 243 082	22,39%	-1 600 000	0	643 082	18 868 082
Charges de personnel	24 555 489	55 200 000	0	22,63%	0	0	0	55 200 000
Charges fixes de fonctionnement	59 962 660	57 595 000	3 430 209	49,04%	-6 119 991	0	-2 689 782	54 905 218
HAP immobilisations corporelles	7 649 421	2 000 000	0	8,44%	-400 000	0	-400 000	1 600 000
HAP immobilisations incorporelles	2 240 417	3 500 000	3 000 000	34,74%	-700 000	0	2 300 000	5 800 000
Subventions, participations et autres charges d'activité	7 023 690	17 700 000	0	37,93%	0	0	0	17 700 000

Bilan à mi-parcours

Institution : Conseil économique, social et environnemental

Au 30 août 2016, le taux des engagements de dépenses du Conseil Economique Social et Environnemental s'élève globalement à 57.60% malgré un début d'activité au 21 avril date de son renouvellement.

Cette bonne exécution budgétaire s'explique par le nombre soutenu des séances, à savoir depuis le 21 avril :

- 9 séances plénières,
- 33 séances de bureau,
- 87 séances de commissions

Soit une moyenne de près de 32 réunions mensuelles liées aux 15 avis rendus par l'institution depuis son renouvellement.

A la demande du gouvernement et afin d'équilibrer le budget supplémentaire 2016, les mesures nouvelles s'élèvent pour l'Action A0205-01 Conseil Economique Social et Environnemental à -8 820 MF répartis de la façon suivante

- Autres charges de fonctionnement : - 1 600 MF
- Charges fixes de fonctionnement : - 6 120 MF
- Investissement : 1 100 MF

Telles sont les mesures de l'institution pour sa participation à l'équilibre du Budget supplémentaire 2016.

Synthèse des crédits par programme et par chapitre en dépenses

	P0201- Congrès	P0202- Gouvernement	P0203- Sénat coutumier	P0204- Conseils et autorités coutumières	P0205-Conseil économique, social et environnemental	Total
Investissements	174 284 594	-1 052 000	-248 402	-3 616 080	1 900 000	171 268 112
900	74 284 594	-1 052 000	-248 402	-3 616 080	1 900 000	71 268 112
925	100 000 000	0	0	0	0	100 000 000
Fonctionnement	53 006 935	48 706 027	4 788 783	-26 546 385	-2 046 700	77 908 660
930	44 193 527	42 213 527	4 788 783	-26 546 385	-2 046 700	62 602 752
932	0	-600 000	0	0	0	-600 000
933	0	6 792 500	0	0	0	6 792 500
934	0	0	0	0	0	0
935	0	-300 000	0	0	0	-300 000
939	0	600 000	0	0	0	600 000
944	8 813 408	0	0	0	0	8 813 408
Total	227 291 529	47 654 027	4 540 381	-30 162 465	-146 700	249 176 772
p.m. report	180 399 493	26 498 603	8 516 418	57 246	8 673 291	224 145 051
p.m. Total Mesures Nouvelles (crédits et réductions)	46 892 036	21 155 424	-3 976 037	-30 219 711	-8 819 991	25 031 721

Synthèse des crédits par programme et par chapitre en recettes

	P0201- Congrès	P0202- Gouvernement	P0204-Conseils et autorités coutumières	Total
Investissements	100 000 000	0	0	100 000 000
925	100 000 000	0	0	100 000 000
Fonctionnement	0	0	0	0
930	0	0	0	0
933	0	0	0	0
Total	100 000 000	0	0	100 000 000
p.m. report	0	0	0	0
p.m. Total Mesures Nouvelles (crédits et réductions)	100 000 000	0	0	100 000 000

Synthèse des crédits par rubriques

	CA 2015	BP 2016 & Déplacement 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Fonctionnement								
Recettes	10 094 078	0	0		0	0	0	0
(013) atténuations de charges	706 371	0	0		0	0	0	0
(65) autres charges d'activité	199 835	0	0		0	0	0	0
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	11 666	0	0		0	0	0	0
(77) produits exceptionnels	9 176 206	0	0		0	0	0	0
Dépenses	2 317 499 766	2 642 329 807	96 708 859	56,68%	-127 844 699	111 884 500	80 748 660	2 720 238 467
Autres charges de fonctionnement	413 140 205	494 809 523	67 756 269	37,85%	-75 039 856	7 040 000	-243 587	491 725 936
Charges de personnel	643 009 644	690 235 119	0	68,12%	-8 400 000	0	-8 400 000	681 835 119
Charges exceptionnelles	7 283 217	17 257 851	4 494 000	73,24%	-4 000 000	85 200 000	85 694 000	102 951 851
Charges fixes de fonctionnement	548 149 546	652 304 300	14 147 520	50,04%	-34 604 843	1 952 000	-18 505 323	633 798 977
Subventions, participations et autres charges d'activité	705 917 154	787 723 014	10 311 070	65,14%	-5 800 000	17 692 500	22 203 570	809 926 584
Investissements								
Recettes	0	7 561 012	0	0,00%	0	100000000	100 000 000	107 561 012
(041) opérations patrimoniales	0	7 561 012	0	0,00%	0	100 000 000	100 000 000	107 561 012
Dépenses	72 237 731	286 346 912	127 436 192	12,69%	-56 168 080	100 000 000	171 268 112	457 615 024
AP P0201-2006/1 - MISE EN CONFORMITE DU CONGRES (126/06)	0	2 000 000	30 436 117	0,00%	0	0	30 436 117	32 436 117
AP P0201-2008/1 - EXTENSION.REAMENAGEMENT INTERIEUR EXTERIEUR DU BATIMENT PRINCIPAL	0	0	4 427 668	0,00%	0	0	4 427 668	4 427 668
AP P0201-2012/1 - RESTRUCTURATION LOCAUX CONGRES DE LA NOUVELLE-CALEDONIE	10 000 000	200 105 000	40 000 000	0,00%	-50 000 000	0	-10 000 000	190 105 000
HAP immobilisations corporelles	48 036 010	58 200 900	42 102 632	43,58%	-5 468 080	0	36 634 552	94 835 452
HAP immobilisations en cours	0	3 650 000	155 000	82,79%	0	0	155 000	3 805 000
HAP immobilisations incorporelles	14 201 721	14 830 000	10 314 775	22,47%	-700 000	0	9 614 775	24 444 775
HAP opérations patrimoniales	0	7 561 012	0	0,00%	0	100 000 000	100 000 000	107 561 012

Coordination de l'action publique
Synthèse des crédits par rubriques

Synthèse des crédits par rubriques

	CA 2015	BP 2016 & Déplacement 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Fonctionnement								
Recettes	743 232 944	715 579 552	0	62,42%	0	1 789 976	1 789 976	717 369 528
(013) atténuations de charges	30 147 364	0	0		0	0	0	0
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	575 034 088	629 370 552	0	54,89%	0	0	0	629 370 552
(73) impôts et taxes	3 114 000	2 000 000	0	166,95%	0	0	0	2 000 000
(74) dotations, subventions et participations	60 829 485	59 200 000	0	62,80%	0	1 789 976	1 789 976	60 989 976
(75) autres produits de gestion courante	32 407 502	25 000 000	0	78,92%	0	0	0	25 000 000
(77) produits exceptionnels	41 700 505	9 000 000	0	233950,07%	0	0	0	9 000 000
Dépenses	15 714 035 343	15 897 284 924	78 127 682	64,04%	-524 801 704	525 892 917	79 218 895	15 976 503 819
Aides directes et indirectes	4 839 370	5 550 000	0	29,90%	-277 500	0	-277 500	5 272 500
Autres charges de fonctionnement	384 694 908	460 831 784	39 320 551	42,75%	-68 354 167	29 600 000	566 384	461 398 168
Charges de personnel	13 916 310 426	14 080 292 155	0	65,54%	-350 071 600	350 071 600	0	14 080 292 155
Charges exceptionnelles	44 238 091	36 775 200	0	80,96%	0	75 000 000	75 000 000	111 775 200
Charges fixes de fonctionnement	772 561 681	776 769 818	38 807 131	58,27%	-37 448 437	0	1 358 694	778 128 512
Contributions obligatoires	80 640 870	72 486 390	0	9,31%	-61 000 000	500 000	-60 500 000	11 986 390
Subventions, participations et autres charges d'activité	510 749 997	464 579 577	0	59,47%	-7 650 000	70 721 317	63 071 317	527 650 894
Investissements								
Recettes	720 141	0	0		0	60 000 000	60 000 000	60 000 000
(204) subventions d'équipement versées	0	0	0		0	60 000 000	60 000 000	60 000 000
(23) immobilisation en cours	720 141	0	0		0	0	0	0
Dépenses	1 320 666 783	1 320 899 287	104 921 694	34,59%	-263 746 225	60 000 000	-98 824 531	1 222 074 756
AP P0301-2004/1 - ANTENNE DES SERVICES DU GNC A KONE (54/04)	22 525 817	9 000 000	0	0,61%	-1 373 754	0	-1 373 754	7 626 246
AP P0304-2010/1 - ETAT ET DIFFUSION DU DROIT - JURIDOC	2 122 313	8 000 000	0	0,00%	-4 000 000	0	-4 000 000	4 000 000
AP P0307-2002/3 - ACHAT DE LOCAUX POUR LA DSF (30/02)	63 933 802	426 236	0	97,60%	0	0	0	426 236
AP P0307-2007/1 - RESTRUCTURATION DIMENC DITTT	606 892 390	384 573 764	19 494 327	68,87%	-5 000 000	0	14 494 327	399 068 091
AP P0307-2012/2 - POSE DE CLÔTURES et PORTAILS DEFENSIFS - NOUVILLE	0	19 830 000	0	0,00%	-4 000 000	0	-4 000 000	15 830 000
AP P0307-2012/4 - REAMENAGEMENT DES LOCAUX DE LA DTSI	5 836 064	0	0		0	0	0	0
AP P0307-2014/1 - TRAITEMENT AUTOMATISE DES EDITIONS	5 994 000	0	0		0	0	0	0
AP P0307-2015/1 - AMENAGEMENTS TECHNIQUES DTSI	0	20 000 000	0	0,00%	-1 700 373	0	-1 700 373	18 299 627
AP P0307-2015/2 - RESTAURATION BATIMENTS CLASSES	9 287 408	18 000 000	6 245 400	22,06%	-7 000 000	0	-754 600	17 245 400
AP P0307-2016/1 - REHABILITATION BATIMENTS DU CREIPAC	0	13 000 000	0	0,00%	0	0	0	13 000 000
AP P0307-2016/2 - AMENAGEMENT BUREAUX IMMEUBLE PLEXUS	0	18 000 000	0	3,02%	-6 944 445	0	-6 944 445	11 055 555
AP P0308-2003/1 - PROGRAMME DE TELEDETECTION (52/03)	10 379 127	0	0		0	0	0	0
AP P0308-2003/2 - INFORMATISATION GESTION DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (51/03)	2 483 250	0	0		0	0	0	0
AP P0308-2009/1 - GESTION ELECTRONIQUE DE DOCUMENT	682 500	0	0		0	0	0	0
AP P0308-2009/2 - PLAN DE REPRISE D'ACTIVITE	2 500 000	0	0		0	0	0	0
AP P0308-2011/1 - VIRTUALISATION DU POSTE DE TRAVAIL	5 000 000	7 000 000	0	18,03%	-1 400 000	0	-1 400 000	5 600 000
AP P0308-2011/2 - DEMATERIALISATION MARCHES PUBLICS	0	22 306 633	0	0,00%	-18 000 000	0	-18 000 000	4 306 633
AP P0308-2011/3 - GESTION DES IDENTITES	0	0	0		0	0	0	0
AP P0308-2013/2 - MIGRATION TIARHE VERSION 9	95 219 120	15 000 000	0	79,87%	0	0	0	15 000 000
AP P0308-2014/1 - DEVELOPEMENT DES SYSTEMES D'INFORMATION	44 945 750	209 251 154	0	7,99%	-83 210 004	0	-83 210 004	126 041 150
AP P0308-2016/1 - REFONTE DU SYSTEME DOUANIER ILDA	0	68 442 100	0	0,55%	-19 000 000	0	-19 000 000	49 442 100
HAP immobilisations corporelles	256 820 619	356 038 333	46 356 038	29,65%	-78 437 649	50 000 000	17 918 389	373 956 722
HAP immobilisations en cours	14 237 550	54 456 900	21 427 779	28,42%	-13 000 000	0	8 427 779	62 884 679
HAP immobilisations incorporelles	101 807 073	97 574 167	11 398 150	34,28%	-20 680 000	0	-9 281 850	88 292 317
HAP subventions d'équipement versées	70 000 000	0	0		0	10 000 000	10 000 000	10 000 000

Mission M03

Coordination de l'action publique, gestion des ressources et moyens généraux

Reports	Recettes	0
	Dépenses	183 049 376
Crédits complémentaires	Recettes	61 789 976
	Dépenses	585 892 917
Réduction proposée	Recettes	0
	Dépenses	-788 547 929
Total BS 2016	Recettes	61 789 976
	Dépenses	-19 605 636

**Coordination administrative, transferts
de compétences**

Relations extérieures

Aménagement et prospective

Affaires juridiques

Fonction publique

**Gestion des ressources humaines de
la Nouvelle-Calédonie**

**Moyens généraux et gestion
patrimoniale**

**Technologies et systèmes
d'information**

La mission M03 regroupe l'ensemble des moyens humains et matériels mis à la disposition des directions opérationnelles pour exercer leurs missions.

Dans l'évolution du plan de performance des politiques publiques, il est prévu que ces charges qui concourent indirectement à l'accomplissement des missions, puissent être ventilées afin de donner une vision plus fine du coût réel de chacune des missions, et plus particulièrement les dépenses de personnel.

Sont également incluses dans cette mission les charges liées à la coordination de l'administration avec notamment les frais de fonctionnement du secrétariat général.

Historique des moyens financiers

En Recettes et en Dépenses

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
M03-Coordination de l'action publique, gestion des ressources et moyens								
Recettes	743 953 085	715 579 552	0	63,30%	0	61 789 976	61 789 976	777 369 528
P0301-Coordination administrative, transferts de compétences	30 200 003	30 000 000	0	43,64%	0	0	0	30 000 000
P0302-Relations extérieures	0	0	0		0	60 000 000	60 000 000	60 000 000
P0303-Aménagement et prospective	0	0	0		0	1 789 976	1 789 976	1 789 976
P0304-Affaires juridiques	20 000 000	0	0		0	0	0	0
P0305-Fonction publique	12 416 894	11 500 000	0	116,90%	0	0	0	11 500 000
P0306-Gestion des ressources humaines de la Nouvelle-Calédonie	502 482 226	444 599 552	0	76,01%	0	0	0	444 599 552
P0307-Moyens généraux et gestion patrimoniale	45 781 453	10 000 000	0	25,18%	0	0	0	10 000 000
P0308-Technologies et systèmes d'information	133 072 509	219 480 000	0	38,06%	0	0	0	219 480 000
Dépenses	17 034 702 126	17 218 184 211	183 049 376	61,68%	-788 547 929	585 892 917	-19 605 636	17 198 578 575
P0301-Coordination administrative, transferts de compétences	192 220 289	186 673 696	10 199 062	55,55%	-16 663 396	13 000 000	6 535 666	193 209 362
P0302-Relations extérieures	670 056 184	569 147 399	0	50,57%	-76 877 970	72 200 000	-4 677 970	564 469 429
P0303-Aménagement et prospective	46 941 975	60 496 000	4 063 150	52,65%	-14 440 097	6 321 317	-4 055 630	56 440 370
P0304-Affaires juridiques	59 175 054	70 147 209	5 102 053	53,27%	-7 543 772	9 300 000	6 858 281	77 005 490
P0305-Fonction publique	42 962 325	36 129 667	11 514 840	41,64%	-7 112 000	0	4 402 840	40 532 507
P0306-Gestion des ressources humaines de la Nouvelle-Calédonie	14 124 711 873	14 263 190 195	9 437 796	65,41%	-362 196 288	425 071 600	72 313 108	14 335 503 303
P0307-Moyens généraux et gestion patrimoniale	1 435 253 547	965 180 066	80 280 594	51,28%	-97 373 397	60 000 000	42 907 197	1 008 087 263
P0308-Technologies et systèmes d'information	463 380 879	1 067 219 979	62 451 881	32,76%	-206 341 009	0	-143 889 128	923 330 851

P0301-Coordination administrative, transferts de compétences	Reports	Recettes	0
		Dépenses	10 199 062
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	13 000 000
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-16 663 396
TOTAL BS 2016		Recettes	0
		Dépenses	6 535 666

Les moyens

La répartition par actions des crédits au budget supplémentaire 2016 pour le programme coordination administrative, transferts de compétences est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	30 200 003	30 000 000	0	43,64%	0	0	0	30 000 000
A0301-03-Antenne de Koné	1 200 141	0	0		0	0	0	0
A0301-06-Soutien et pilotage	28 999 862	30 000 000	0	43,64%	0	0	0	30 000 000
Dépenses	192 220 289	186 673 696	10 199 062	55,55%	-16 663 396	13 000 000	6 535 666	193 209 362
A0301-01-Gestion et simplification des flux administratifs	3 186 539	5 133 856	0	41,71%	-1 366 656	0	-1 366 656	3 767 200
A0301-02-Elaborer, maintenir et évaluer le système qualité	5 022 974	9 443 000	2 650 024	25,46%	-5 000 000	0	-2 349 976	7 093 024
A0301-03-Antenne de Koné	36 212 015	30 020 000	0	33,15%	-5 766 141	0	-5 766 141	24 253 859
A0301-04-Préparer et organiser les transferts de compétences	8 727 213	11 660 473	0	47,12%	0	0	0	11 660 473
A0301-06-Soutien et pilotage	139 071 548	130 416 367	7 549 038	64,29%	-4 530 599	13 000 000	16 018 439	146 434 806

Par nature de dépenses, les résultats sont le suivant:

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	30 200 003	30 000 000	0	43,64%	0	0	0	30 000 000
(23) immobilisation en cours	720 141	0	0		0	0	0	0
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	28 947 749	29 991 000	0	41,85%	0	0	0	29 991 000
(77) produits exceptionnels	532 113	9 000	0	6000,00%	0	0	0	9 000
Dépenses	192 220 289	186 673 696	10 199 062	55,55%	-16 663 396	13 000 000	6 535 666	193 209 362
AP P0301-2004/1 - ANTENNE DES SERVICES DU GNC A KONE (54/04)	22 525 817	9 000 000	0	0,61%	-1 373 754	0	-1 373 754	7 626 246
Autres charges de fonctionnement	42 743 613	44 918 700	3 507 485	49,13%	-7 565 194	13 000 000	8 942 291	53 860 991
Charges exceptionnelles	67 000	6 000	0	100,00%	0	0	0	6 000
Charges fixes de fonctionnement	120 530 484	132 065 996	6 691 577	61,63%	-7 724 448	0	-1 032 871	131 033 125
Contributions obligatoires	6 140 870	0	0		0	0	0	0
HAP immobilisations corporelles	150 597	43 000	0	0,00%	0	0	0	43 000
HAP immobilisations incorporelles	61 908	640 000	0	0,00%	0	0	0	640 000

Bilan à mi-parcours

Direction : Antenne de Koné

L'antenne de Koné a réduit ses dépenses de fonctionnement pour l'année 2016 de 4,3 MF. Ces crédits avaient été inscrits pour l'entretien et la réparation des véhicules du pool de Koné mais ces dépenses ont finalement été prises en charge par la DAPM.

Le taux de consommation des crédits de l'antenne reste stable malgré une hausse de l'activité des services dû à l'arrivée de nouveaux agents. On note également une augmentation significative de la fréquentation qui est liée à la hausse du nombre de réunions et de formations organisées à l'antenne.

En ce qui concerne l'investissement l'AP 54/04 concernant la construction de l'antenne de Koné devrait être clôturée en 2017, un reliquat de 1,4 MF a été restitué.

Direction : DAPM

La création de la direction des achats du patrimoine et des moyens (DAPM) a permis de réaliser, dès 2016, des économies importantes en termes de loyers estimées en année pleine à 30 MF.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, plusieurs déménagements de directions et services, dans des locaux en propriété ou moins coûteux, ont été en effet opérés (DAE, DTSI, DGRAC, DITTT, DASS/CAE, service de l'aménagement et de la planification, cellule médiation logement, services de l'ex direction des affaires administratives, ex service intérieur du gouvernement). D'autres sont prévus d'ici la fin de l'année (DRH, DIMENC).

La mise en place du bureau de gestion centralisée du courrier, rendue possible par la mutualisation des vagues des directions, a conduit également à une baisse sensible des dépenses d'affranchissement et de distribution du courrier confiée à des prestataires privés. Les prévisions en termes d'économies attendues pour 2016 s'élèvent à environ 25 MF.

La fusion du service de l'édition de la DTSI (Ouémo) avec le service de l'imprimerie de la DAPM (immeuble Iékawé), a débuté en janvier 2016. Une priorité a été donnée à la mise en place des nouvelles procédures et des nouveaux outils pour améliorer notamment les relations avec les clients internes et externes (informatisation de la gestion des commandes, mise en place d'une cellule « clientèle »). Depuis le début de l'année, les services de la Nouvelle-Calédonie s'adressent de plus en plus à l'imprimerie pour leurs travaux d'impression, ce qui a permis de réduire les montants des prestations confiées aux imprimeurs privés. Dans le même temps, une rationalisation des matériels a été engagée permettant de diminuer les coûts de location des photocopieurs (-9,3 MF en 2016). Enfin, il est prévu d'ici la fin de l'année de débiter la réflexion pour le regroupement du service de l'imprimerie de la DAPM sur un seul site à Doniambo.

D'autres actions sont envisagées d'ici la fin de l'exercice en lien avec la DBAF pour réduire les dépenses de fonctionnement courant comme la mise en place d'un contrat flotte global pour la téléphonie mobile, la réduction des coûts par l'opérateur en cas de paiement par prélèvement automatique des factures de téléphonie fixe, la poursuite de la rationalisation du parc de véhicules.

Service : SCAI

Le SCAI assure le lien entre les directions de la Nouvelle-Calédonie et le secrétariat général ainsi que le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie. Il a notamment en charge la coordination de l'administration, la gestion du courrier de la Nouvelle-Calédonie, le suivi des conseils d'administration des établissements publics de la Nouvelle-Calédonie et de la représentation de la Nouvelle-Calédonie au sein de différents organismes, l'organisation des réunions hebdomadaires du gouvernement, les relations avec les autres institutions de la Nouvelle-Calédonie, et le pilotage de la « démarche qualité » de la Nouvelle-Calédonie.

Dans le cadre de ses missions, les objectifs du SCAI pour 2016 visent :

- la finalisation de la rédaction de ses processus métiers dans la perspective d'un audit blanc mi-2017 : un prestataire accompagne le SCAI depuis 2015 pour la cartographie et la rédaction de ses processus ;
- l'amélioration des statistiques relatives à l'activité du gouvernement : il a été nécessaire de travailler avec un prestataire à l'élaboration d'un tableau de bord permettant de suivre l'ensemble des projets de texte dans les circuits du gouvernement et du congrès, et l'extraction de statistiques sur les volumes et les délais de traitement notamment ;
- l'élaboration d'une base de données pour la gestion de la représentation de la Nouvelle-Calédonie et du président du gouvernement : là aussi, il a été fait appel à un prestataire pour le développement d'un outil spécifique ;
- la refonte des statuts des établissements publics de la Nouvelle-Calédonie, hors chambres consulaires et hôpitaux : un projet de délibération a été rédigé et déposé sur le bureau du congrès le 19 avril 2016. Il est actuellement en cours d'adoption. Cet objectif n'a généré aucune dépense au budget du SCAI.

Pour l'accomplissement de ses missions et son fonctionnement, le SCAI dispose au BP 2016 de :

- 5,13 MF de crédits inscrits sur la gestion et simplification des flux administratifs ;
- 12 MF dont 2,65 MF de reports de crédits, inscrits sur l'action A0301-02 Elaborer, maintenir et évaluer le système qualité.

Sur l'action A0301-01, le taux de consommation des crédits du SCAI s'élève à 51,16% au 31 juillet 2016. Les dépenses liquidées sur cette action ont permis d'assurer le fonctionnement du service et concernent notamment les frais de location et d'entretien de photocopieurs/scanners, de développements d'outils bureautiques adaptés et de formations spécifiques sur ces outils (tableaux Excel avec macros, bases de données et outils statistiques), liés à la préparation et la gestion des réunions du gouvernement, à la gestion du courrier, à la coordination de l'administration et des établissements publics de la Nouvelle-Calédonie.

Les crédits inscrits sur l'action A0301-02 sont financés par l'autorisation d'engagement P0301-2014/1 votée en 2014 pour 5 ans à hauteur de 50 millions de F CFP pour la mission « démarche qualité des directions de la Nouvelle-Calédonie » portée par le SCAI.

Sur cette action, le taux de consommation des crédits s'élève à 31,43% au 31 juillet 2016. Les dépenses liquidées sur cette action ont permis de payer des prestations d'accompagnement à la formalisation des processus métiers pour la direction du budget et des affaires financières (DBAF), la direction de la formation professionnelle continue (DFPC), la direction des infrastructures, de la topographie et des transports terrestres (DITTT) et le SCAI.

Ce faible taux de consommation s'explique par la vacance du poste de chef de projet de la démarche qualité depuis le mois d'août 2015. Il n'a pas été pourvu jusque-là dans la

perspective d'une réorganisation du secrétariat général du gouvernement et d'un repositionnement de la démarche qualité directement auprès du secrétaire général du gouvernement dans le but de mieux assoir son pilotage.

Cette réorganisation a été votée par le gouvernement le 26 juillet 2016 et depuis lors, la mission de la démarche qualité n'est plus au SCAI.

Le bilan de l'utilisation des crédits de la démarche qualité depuis 2014 est le suivant :

1°) Pour l'année 2014 :

Sept (7) directions et services se sont engagées dans la démarche qualité et ont envoyé leurs agents en formation « Management par les processus », à savoir la DBAF, la direction des ressources humaines et de la fonction publique (DRHFPNC), la DITTT, la direction des affaires économiques (DAE), la direction des technologies et des services de l'information (DTSI), la cellule comptabilité du gouvernement et le SCAI.

La DRHFPNC a commencé les travaux préparatoires à la formalisation de ses processus : définition des enjeux et du contexte, cartographie et plan d'actions.

Par ailleurs, la cellule comptabilité du gouvernement a rédigé ses processus métiers et a été accompagnée jusqu'à la certification ISO 9001 qu'elle a obtenu en septembre 2014.

2°) Pour l'année 2015 :

Trois (3) directions, la DBAF, la DRHFPNC et le SCAI, ont poursuivi le travail entamé en 2014 par la réalisation des travaux préparatoires à la formalisation des processus : définition des enjeux et du contexte, cartographie et plan d'actions. Ces directions ont également commencé la formalisation de leurs processus : rédaction des guides et logigrammes.

La DFPC, déjà bien avancée dans la démarche qualité, a sollicité des crédits en 2015 pour la formation ou la remise à niveau de ses agents, ainsi que pour la réalisation de la phase préparatoire et la formalisation de ses processus.

Par ailleurs, la direction de la gestion et de la réglementation des affaires coutumières (DGRAC) a été accompagnée pour réaliser la phase préparatoire des travaux et débiter la formalisation de ses processus.

La direction des affaires sanitaires et sociales (DASS) a, quant à elle, sollicité des crédits en 2015 pour un accompagnement à la formalisation de certains de ses processus.

3°) Pour l'année 2016 :

Trois (3) directions, la DBAF, la DFPC et le SCAI, ont poursuivi le travail entamé par la formalisation de leurs processus, procédures et modes opératoires.

La DITTT a, quant à elle, été accompagnée pour réaliser les travaux préparatoires à la formalisation de ses processus.

Pour les quatre derniers mois de l'année 2016, le SCAI va assurer la passation du projet de la démarche qualité avec le futur chargé de mission, et les crédits restants seront utilisés pour :

- poursuivre le travail engagé avec la DBAF, la DFPC, la DITTT, la DGRAC et lui-même ;
- relancer la démarche qualité de la DRHFPNC ;

- formaliser certains processus de la direction de l'industrie, des mines et de l'énergie (DIMENC).

En conclusion, ce sont dix (10) directions de la Nouvelle-Calédonie qui ont bénéficié de 13,67 MF de crédits de 2014 au 31 juillet 2016 dans le cadre du projet de la démarche qualité.

P0302-Relations extérieures	Reports	Recettes	0	
		Dépenses	0	
	Crédits complémentaires	Recettes	60 000 000	
		Dépenses	72 200 000	
	Réduction proposée	Recettes	0	
		Dépenses	-76 877 970	
	TOTAL BS 2016		Recettes	60 000 000
			Dépenses	-4 677 970

Les moyens

La répartition par actions des crédits au budget supplémentaire 2016 pour le programme relations extérieures est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	0	0	0		0	60 000 000	60 000 000	60 000 000
A0302-01-Participer à l'élaboration de la politique extérieure et à sa mise en oeuvre	0	0	0		0	60 000 000	60 000 000	60 000 000
Dépenses	670 056 184	569 147 399	0	50,57%	-76 877 970	72 200 000	-4 677 970	564 469 429
A0302-01-Participer à l'élaboration de la politique extérieure et à sa mise en oeuvre	670 056 184	569 147 399	0	50,57%	-76 877 970	72 200 000	-4 677 970	564 469 429

Par nature de dépenses, les résultats sont les suivants :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	0	0	0		0	60 000 000	60 000 000	60 000 000
(204) subventions d'équipement versées	0	0	0		0	60 000 000	60 000 000	60 000 000
Dépenses	670 056 184	569 147 399	0	50,57%	-76 877 970	72 200 000	-4 677 970	564 469 429
Autres charges de fonctionnement	24 183 653	56 874 600	0	51,71%	-7 252 386	4 000 000	-3 252 386	53 622 214
Charges fixes de fonctionnement	17 426 133	14 886 409	0	59,10%	-1 665 384	0	-1 665 384	13 221 025
Contributions obligatoires	74 500 000	72 486 390	0	9,31%	-61 000 000	500 000	-60 500 000	11 986 390
HAP immobilisations corporelles	84 928	850 000	0	0,00%	-810 200	0	-810 200	39 800
HAP subventions d'équipement versées	70 000 000	0	0		0	0	0	0
Subventions, participations et autres charges d'activité	483 861 470	424 050 000	0	57,27%	-6 150 000	67 700 000	61 550 000	485 600 000

Bilan à mi-parcours

Direction : SCRRE

Depuis le début de l'année, le SCRRE agit au travers de ses 4 pôles. Sur le plan budgétaire, cela se caractérise notamment par (1) le paiement de nos contributions aux organisations régionales (sauf la CPS qui n'avait pas été positionnée sur la bonne ligne de crédit) ; (2) la mise en œuvre de notre coopération au développement dans le cadre de la convention de coopération avec le Vanuatu et du Fonds Pacifique ; (3) la mise en œuvre de notre diplomatie économique au travers de l'organisation de missions du gouvernement et d'acteurs économiques au Vanuatu et en Nouvelle-Zélande et, en parallèle, l'élaboration du Schéma d'orientation pour le soutien à l'export (SOSE) ; (4) l'élaboration des documents de programmation du 11ème FED et la conduite de nos relations avec l'Union européenne.

Le SCRRE a fait face à des difficultés dans le paiement de nos contributions à la CPS et au PROE mais ces difficultés devraient être résolues avant la fin de l'année.

Le SCRRE restitue 9,460 MF à la fois sur ses crédits d'intervention sur des lignes surévaluées lors du BP et notamment sur la LC 14088 (- 400 MF sur la ligne « ménage et entretien ») ; la LC 18826 (- 1 MF sur la ligne « location de véhicules sans chauffeur ») ; la LC 10024 (-1 MF sur la ligne « conférence, colloques et séminaires ») et la LC17171 (-600 MF sur la ligne « déplacement du personnel). Sur les subventions, le SCRRE restitue 3 MF sur la LC 18539 (« coopération décentralisée WF »). En investissement, le SCRRE restitue 810.200 F non utilisés.

Le SCRRE envisage de consommer l'intégralité de ses crédits restants non restitués. Sur la LC 24970, les 3 MF pris pour la subvention pour le cluster Avex seront restitués à la LC 21386 pour la mise en œuvre des actions de coopération bilatérale. Des actions complémentaires de communication et de promotion du Schéma d'Orientation Stratégique à l'Export seront mises en place sur la LC 24970.

Le SCRRE a demandé des dégels pour faire face à ses engagements contractuels (versement de contributions obligatoires, etc). Il demande également des crédits complémentaires (2 MF) sur des lignes de crédits sous-évaluées lors du BP. Il s'agit de la LC 8733 (« transport personnel coopération ») avec + 0,5 MF pour faire face aux missions du personnel d'ici la fin de l'année et de la LC 15825 : la ligne (« frais de mission du personnel ») avec une demande de 1,5 MF. Ces demandes supplémentaires sont établies sur la base d'un tableau précis des missions obligatoires à effectuer avant la fin de l'année. Enfin, il a été demandé par un membre du gouvernement d'inscrire 1 MF sur la LC 21386 pour permettre l'installation de deux vitrines NC au sein des alliances françaises de la région.

Budget supplémentaire 2016
Coordination de l'action publique

P0303-Aménagement et prospective	Reports	Recettes	0
		Dépenses	4 063 150
	Crédits complémentaires	Recettes	1 789 976
		Dépenses	6 321 317
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-14 440 097
	TOTAL BS 2016	Recettes	1 789 976
		Dépenses	-4 055 630

Les moyens

La répartition par actions des crédits au budget supplémentaire 2016 pour le programme aménagement et prospective est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	0	0	0		0	1 789 976	1 789 976	1 789 976
A0303-01-Proposer et conduire la politique d'aménagement du territoire	0	0	0		0	1 789 976	1 789 976	1 789 976
Dépenses	46 941 975	60 496 000	4 063 150	52,65%	-14 440 097	6 321 317	-4 055 630	56 440 370
A0303-01-Proposer et conduire la politique d'aménagement du territoire	46 941 975	50 496 000	4 063 150	58,67%	-11 418 780	3 300 000	-4 055 630	46 440 370
A0303-03-STRATEGIE TERRITORIALE DE L'INNOVATION	0	10 000 000	0	19,79%	-3 021 317	3 021 317	0	10 000 000

Par nature de dépenses, les résultats sont les suivants :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	0	0	0		0	1 789 976	1 789 976	1 789 976
(74) dotations, subventions et participations	0	0	0		0	1 789 976	1 789 976	1 789 976
Dépenses	46 941 975	60 496 000	4 063 150	52,65%	-14 440 097	6 321 317	-4 055 630	56 440 370
Autres charges de fonctionnement	31 005 679	33 649 913	4 063 150	23,20%	-14 130 997	3 300 000	-6 767 847	26 882 066
Charges fixes de fonctionnement	11 612 553	6 446 087	0	90,27%	-109 100	0	-109 100	6 336 987
HAP immobilisations corporelles	4 323 743	1 000 000	0	2,00%	-200 000	0	-200 000	800 000
Subventions, participations et autres charges d'activité	0	19 400 000	0	100,00%	0	3 021 317	3 021 317	22 421 317

Bilan à mi-parcours

Direction : SAP

Le schéma d'aménagement et de développement de la Nouvelle-Calédonie (SAD-NC) a été approuvé par le congrès de la Nouvelle-Calédonie le 11 août 2016. Du fait qu'aucune étude complémentaire en vue de l'approbation du schéma n'a été sollicitée, les crédits prévus au BP16 ont été rendus car ils ne pourront pas être utilisés cette année. En effet, la nature des études à conduire a changé du fait de l'approbation du schéma. Le plan d'action et le budget associé pour le suivi de la mise en œuvre et la réactualisation du schéma seront proposés pour le budget 2017.

Le service de l'aménagement et de la planification a finalisé le projet de schéma global des transports et de la mobilité (SGTM) qui a été remis au gouvernement en avril 2016. Le budget 2016 a pu être intégralement engagé au cours du premier semestre permettant d'élaborer les cahiers des charges concernant la mise en œuvre d'un compte transport et le déploiement d'un observatoire des mobilités. L'exécution sera complète lorsque le forum de la mobilité, prévu en septembre, sera finalisé. Le lancement de l'observatoire sera proposé au budget 2017 et il est proposé d'ouvrir une autorisation d'engagement de 10 MF avec 2,5MF de crédit de paiement en 2016 pour réaliser le compte transport dès cette année.

La stratégie territoriale de l'innovation (STI) a été validée par le gouvernement en janvier 2016. Les crédits 2016 permettent d'accompagner le projet pilote (« Recettes Bénéfiques : vers une autosuffisance alimentaire et durable en milieu insulaire ») issu de cette stratégie. Ce projet est soutenu par l'Europe (OCTA-innovation) à hauteur de 19 MF, mais le processus d'attribution ayant été retardé à septembre (au lieu de juin), l'engagement des crédits de la Nouvelle-Calédonie en a été retardé. Pour cette action STI, trois ajustements budgétaires sont nécessaires : (i) les crédits pour le projet pilote doivent faire l'objet d'un déplacement sur une ligne de subvention, (ii) le « dégels des crédits pour maintenir nos engagements sur cette opération, (iii) un virement de crédit du SCRRE vers le SAP du fait d'un partage des frais entre les actions « export » et « innovation » pour une conférence sur Sydney qui s'est tenue en juin 2016.

Dans le cadre de l'élaboration d'une politique d'adaptation au changement climatique (PACC), un soutien financier de la CPS (via le programme européen INTEGRE) a été obtenu en début d'année à hauteur de 1,6 MF. Il convient au BS d'inscrire cette recette et de prévoir la dépense associée pour une prestation d'expertise qui accompagnera ce travail.

Concernant les contrats de développement, les crédits gérés par le service pour l'opération « conservatoire des espaces naturels » ont été intégralement consommés.

P0304-Affaires juridiques	Reports	Recettes	0
		Dépenses	5 102 053
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	9 300 000
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-7 543 772
	TOTAL BS 2016	Recettes	0
		Dépenses	6 858 281

Les moyens

La répartition par actions des crédits au budget supplémentaire 2016 pour le programme affaires juridiques est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	20 000 000	0	0		0	0	0	0
A0304-09-Soutien aux actions juridiques	20 000 000	0	0		0	0	0	0
Dépenses	59 175 054	70 147 209	5 102 053	53,27%	-7 543 772	9 300 000	6 858 281	77 005 490
A0304-01-Etudes juridiques	0	1 500 000	0	0,00%	-150 000	0	-150 000	1 350 000
A0304-03-Préparer les transferts de compétence du droit civil et du droit commercial	2 500 000	0	0		0	0	0	0
A0304-05-Accessibilité du droit applicable	2 122 313	8 000 000	0	0,00%	-4 000 000	0	-4 000 000	4 000 000
A0304-06-Contentieux non fiscal	22 767 512	28 100 000	4 803 191	70,93%	-305 000	9 300 000	13 798 191	41 898 191
A0304-09-Soutien aux actions juridiques	31 785 229	32 547 209	298 862	58,60%	-3 088 772	0	-2 789 910	29 757 299

Par nature de dépenses, les résultats sont les suivants :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	20 000 000	0	0		0	0	0	0
(77) produits exceptionnels	20 000 000	0	0		0	0	0	0
Dépenses	59 175 054	70 147 209	5 102 053	53,27%	-7 543 772	9 300 000	6 858 281	77 005 490
AP P0304-2010/1 - ETAT ET DIFFUSION DU DROIT - JURIDOC	2 122 313	8 000 000	0	0,00%	-4 000 000	0	-4 000 000	4 000 000
Autres charges de fonctionnement	25 652 997	27 838 597	4 803 191	64,62%	-2 647 861	9 300 000	11 455 330	39 293 927
Charges de personnel	3 579 952	0	0		0	0	0	0
Charges exceptionnelles	3 321 008	10 100 000	0	60,85%	0	0	0	10 100 000
Charges fixes de fonctionnement	21 998 784	24 208 612	298 862	62,62%	-895 911	0	-597 049	23 611 563
Subventions, participations et autres charges d'activité	2 500 000	0	0		0	0	0	0

Bilan à mi-parcours

Direction : DAJ

La direction des affaires juridiques (DAJ) doit faire face à une série de contentieux en augmentation (pour rappel en 2014 les frais d'avocats et de jugements avoisinaient les 18 MF, puis 20 MF en 2015, et ils totalisent déjà 17 MF pour cette année avec un encours de 6 MF)

Par ailleurs, le transfert du droit civil et du droit commercial a engendré de nouvelles dépenses principalement liées :

- aux nouvelles attributions de greffe d'état civil exercées par le bureau d'état civil de la direction
- à la nécessité de compléter le fonds documentaire de la direction d'un volet dédié au « droit civil et commercial »

Dans un contexte budgétaire restreint les dépenses globales de fonctionnement ont été calculées au plus juste et permettront, à l'exception de dépenses liées au contentieux, de ne formuler aucune demande complémentaire au BS pour terminer l'année 2016.

S'agissant des contentieux la totalité des crédits obtenus au BP ayant été utilisée (soit 15 MF), des crédits supplémentaires d'un montant de 9,3 MF sont proposés afin d'honorer les jugements devenus définitifs (6 MF) et prévoir le paiement des contentieux en cours (5 MF).

La mise en place du pool des plantons a par ailleurs généré des économies pour la direction qui justifie le reversement au budget général de la somme 1 MF.

Enfin les crédits de paiement de 8 MF inscrits sur l'AP « Accessibilité du droit applicable » et dédié au projet e-jonc ont été ramenés à 4 MF afin de tenir compte de l'avancement du projet.

Budget supplémentaire 2016
Coordination de l'action publique

P0305-Fonction publique	Reports	Recettes	0
		Dépenses	11 514 840
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	0
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-7 112 000
TOTAL BS 2016	Recettes	0	
	Dépenses	4 402 840	

Les moyens

La répartition par actions des crédits au budget supplémentaire 2016 pour le programme fonction publiques est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	12 416 894	11 500 000	0	116,90%	0	0	0	11 500 000
A0305-03-Gestion des conventions de service et de prestations	12 416 894	11 500 000	0	116,90%	0	0	0	11 500 000
Dépenses	42 962 325	36 129 667	11 514 840	41,64%	-7 112 000	0	4 402 840	40 532 507
A0305-01-Rénover la fonction publique	7 713 660	4 169 187	11 466 540	36,67%	-3 500 000	0	7 966 540	12 135 727
A0305-03-Gestion des conventions de service et de prestations	35 248 665	31 960 480	48 300	44,07%	-3 612 000	0	-3 563 700	28 396 780

Par nature de dépenses, la répartition est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	12 416 894	11 500 000	0	116,90%	0	0	0	11 500 000
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	9 302 894	9 500 000	0	106,36%	0	0	0	9 500 000
(73) impôts et taxes	3 114 000	2 000 000	0	166,95%	0	0	0	2 000 000
Dépenses	42 962 325	36 129 667	11 514 840	41,64%	-7 112 000	0	4 402 840	40 532 507
Autres charges de fonctionnement	40 876 579	31 765 368	11 514 840	41,57%	-6 250 000	0	5 264 840	37 030 208
Charges fixes de fonctionnement	2 085 746	4 364 299	0	42,39%	-862 000	0	-862 000	3 502 299

Bilan à mi-parcours

Direction : DRH

Le taux d'exécution sur le programme est de 46,18% (22 MF) et concerne :

- La réalisation du baromètre sur la qualité de vie au travail dont les résultats sont attendus pour la fin de l'année 2016.
- La tenue des différents concours organisés par la Nouvelle-Calédonie représente un taux d'exécution de 34,11 % pour 30 concours déjà organisés. Il reste encore 50 concours à ouvrir avant la fin de l'année.
- Les élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires. Pour l'organisation de ces élections, 18,38% du budget est consommé soit 0,6 MF. Afin de réduire les coûts, la DRHFPNC a eu recours aux services de l'imprimerie administrative pour les nombreuses impressions et aux agents de la DRHFPNC pour la mise sous pli. Les dépenses seront ainsi réduites aux services de l'huissier de justice qui assurera la régularité de ces élections.

Budget supplémentaire 2016
Coordination de l'action publique

P0306-Gestion des ressources humaines de la Nouvelle-Calédonie	Reports	Recettes	0
		Dépenses	9 437 796
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	425 071 600
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-362 196 288
TOTAL BS 2016		Recettes	0
		Dépenses	72 313 108

Les moyens

La répartition par actions des crédits au budget supplémentaire 2016 pour le programme gestion des RH de la Nouvelle-Calédonie est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	502 482 226	444 599 552	0	74,78%	0	0	0	444 599 552
A0306-01-Gérer les ressources humaines	242 650	0	0		0	0	0	0
A0306-03-Maîtriser, contrôler et piloter les coûts de fonctionnement	32 407 502	25 000 000	0	78,92%	0	0	0	25 000 000
A0306-04-Masse salariale	469 832 074	419 599 552	0	74,43%	0	0	0	419 599 552
Dépenses	14 124 711 873	14 263 190 195	9 437 796	65,35%	-362 196 288	425 071 600	72 313 108	14 335 503 303
A0306-01-Gérer les ressources humaines	268 056 937	241 653 500	9 105 471	64,61%	-7 039 000	0	2 066 471	243 719 971
A0306-02-Politique sociale	19 060 858	14 400 000	0	80,95%	-27 500	0	-27 500	14 372 500
A0306-03-Maîtriser, contrôler et piloter les coûts de fonctionnement	54 182 900	74 272 957	332 325	57,42%	-5 058 188	75 000 000	70 274 137	144 547 094
A0306-04-Masse salariale	13 783 411 178	13 932 863 738	0	65,39%	-350 071 600	350 071 600	0	13 932 863 738

Par nature de dépenses, la répartition est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	502 482 226	444 599 552	0	74,78%	0	0	0	444 599 552
(013) atténuations de charges	30 147 364	0	0		0	0	0	0
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	403 865 736	404 399 552	0	67,33%	0	0	0	404 399 552
(74) dotations, subventions et participations	15 200 000	15 200 000	0	0,00%	0	0	0	15 200 000
(75) autres produits de gestion courante	32 407 502	25 000 000	0	78,92%	0	0	0	25 000 000
(77) produits exceptionnels	20 861 624	0	0		0	0	0	0
Dépenses	14 124 711 873	14 263 190 195	9 437 796	65,35%	-362 196 288	425 071 600	72 313 108	14 335 503 303
Aides directes et indirectes	4 839 370	5 550 000	0	29,90%	-277 500	0	-277 500	5 272 500
Autres charges de fonctionnement	135 821 974	124 137 437	9 437 796	44,54%	-8 930 000	0	507 796	124 645 233
Charges de personnel	13 912 730 474	14 079 104 038	0	65,54%	-350 071 600	350 071 600	0	14 079 104 038
Charges exceptionnelles	40 758 583	26 669 200	0	88,58%	0	75 000 000	75 000 000	101 669 200
Charges fixes de fonctionnement	25 061 472	27 579 520	0	53,39%	-2 887 188	0	-2 887 188	24 692 332
HAP immobilisations corporelles	0	150 000	0	0,00%	-30 000	0	-30 000	120 000
Subventions, participations et autres charges d'activité	5 500 000	0	0		0	0	0	0

Bilan à mi-parcours

Direction : DRH

Le taux d'exécution sur le programme est de 55,64% (126 MF) et se répartit dans les dépenses suivantes :

- La Formation : le taux exécution du budget est de 43,91% (45 MF) pour 40,2% du plan de formation soit 67 formations déjà réalisées). De nombreuses formations sont à venir (34 sont en cours d'instruction) avec l'envoi de plusieurs agents à l'extérieur du territoire et 140 devraient être réalisées d'ici la fin de l'exercice budgétaire.
- La location des locaux de la direction représente la dépense de fonctionnement la plus importante de la DRHFPNC avec un taux de 54,71% soit 8 MF. Dans un souci d'économie, une partie de la DRHFPNC a réintégré l'immeuble IEKAWE, réduisant fortement le coût des locations pour la fin de l'année 2016 (coût de l'économie annuelle : 10 MF).
- Les contentieux marquent particulièrement l'année 2016 avec un taux d'exécution de 70%. Les crédits restants sont insuffisants pour honorer les affaires en cours, dont 22 devraient être jugées avant la fin de l'année, pour lesquelles la Nouvelle-Calédonie devrait être condamnée. Aussi, il est sollicité 168.
- La masse salariale : Le taux d'exécution au 31/07/2016 est de 57,13%. Avec l'avancement différencié (90 MF), la revalorisation du point d'INM (43 MF pour 2016) et la création de postes sollicitées par la DSF dans le cadre de la mise en œuvre de la TGC (8 postes) et la DPJEJ (4 postes), la masse salariale devrait être exécutée en totalité.

Budget supplémentaire 2016
Coordination de l'action publique

P0307-Moyens généraux et gestion patrimoniale	Reports	Recettes	0
		Dépenses	80 280 594
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	60 000 000
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-97 373 397
	TOTAL BS 2016	Recettes	0
		Dépenses	42 907 197

Les moyens

La répartition par actions des crédits au budget supplémentaire 2016 pour le programme moyens généraux et gestion patrimoniale est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	45 781 453	10 000 000	0	24,89%	0	0	0	10 000 000
A0307-02-Entretien et grosses réparations des logements administratifs et des bâtiments publics pour en maintenir la valeur	151 968	0	0		0	0	0	0
A0307-05-Traitement automatisés des éditions (volumes en forte augmentation)	0	10 000 000	0	24,89%	0	0	0	10 000 000
A0307-07-Maintenance des matériels et évolution des logiciels	45 629 485	0	0		0	0	0	0
Dépenses	1 435 253 547	965 180 066	80 280 594	51,28%	-97 373 397	60 000 000	42 907 197	1 008 087 263
A0307-01-Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage des constructions de bâtiment de la NC et de ses partenaires	687 958 150	511 191 250	44 739 727	53,46%	-50 844 445	10 000 000	3 895 282	515 086 532
A0307-02-Entretien et grosses réparations des logements administratifs et des bâtiments publics pour en maintenir la valeur	174 175 943	143 260 122	735 420	59,86%	-593 500	0	141 920	143 402 042
A0307-03-Grosse réparations (structure, sécurité...) et amélioration des bâtiments publics pour en accroître la valeur	91 694 005	172 774 200	0	23,58%	-34 781 052	50 000 000	15 218 948	187 993 148
A0307-04-Entretien du parc de véhicule et remise en état des véhicules accidentés	74 111 121	63 621 662	0	78,25%	-350 000	0	-350 000	63 271 662
A0307-05-Traitement automatisés des éditions (volumes en forte augmentation)	39 740 830	23 013 732	8 035 531	76,45%	-648 500	0	7 387 031	30 400 763
A0307-06-Fourniture des matériels et logiciels informatiques	110 546 800	0	0		0	0	0	0
A0307-07-Maintenance des matériels et évolution des logiciels	151 576 649	0	0		0	0	0	0
A0307-08-Matériels	38 251 540	13 640 300	4 630 606	37,48%	-5 714 200	0	-1 083 594	12 556 706
A0307-09-Mobiliers	26 778 401	20 363 000	18 220 810	54,75%	-1 142 000	0	17 078 810	37 441 810
A0307-10-Véhicules	40 420 108	17 315 800	3 918 500	49,40%	-3 299 700	0	618 800	17 934 600

Par nature de dépenses, les résultats sont les suivants :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	45 781 453	10 000 000	0	24,89%	0	0	0	10 000 000
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	0	10 000 000	0	24,89%	0	0	0	10 000 000
(74) dotations, subventions et participations	45 629 485	0	0		0	0	0	0
(77) produits exceptionnels	151 968	0	0		0	0	0	0
Dépenses	1 435 253 547	965 180 066	80 280 594	51,28%	-97 373 397	60 000 000	42 907 197	1 008 087 263
AP P0307-2002/3 - ACHAT DE LOCAUX POUR LA DSF (30/02)	63 933 802	426 236	0	97,60%	0	0	0	426 236
AP P0307-2007/1 - RESTRUCTURATION DIMENC DITTT	606 892 390	384 573 764	19 494 327	68,87%	-5 000 000	0	14 494 327	399 068 091
AP P0307-2012/2 - POSE DE CLÔTURES et PORTAILS DEFENSIFS - NOUVILLE	0	19 830 000	0	0,00%	-4 000 000	0	-4 000 000	15 830 000
AP P0307-2012/4 - REAMENAGEMENT DES LOCAUX DE LA DTSI	5 836 064	0	0		0	0	0	0
AP P0307-2014/1 - TRAITEMENT AUTOMATISE DES EDITIONS	5 994 000	0	0		0	0	0	0
AP P0307-2015/1 - AMENAGEMENTS TECHNIQUES DTSI	0	20 000 000	0	0,00%	-1 700 373	0	-1 700 373	18 299 627
AP P0307-2015/2 - RESTAURATION BATIMENTS CLASSES	9 287 408	18 000 000	6 245 400	22,06%	-7 000 000	0	-754 600	17 245 400
AP P0307-2016/1 - REHABILITATION BATIMENTS DU CREIPAC	0	13 000 000	0	0,00%	0	0	0	13 000 000
AP P0307-2016/2 - AMENAGEMENT BUREAUX IMMEUBLE PLEXUS	0	18 000 000	0	3,02%	-6 944 445	0	-6 944 445	11 055 555
Autres charges de fonctionnement	24 022 974	12 441 497	0	66,88%	-538 500	0	-538 500	11 902 997
Charges exceptionnelles	91 500	0	0		0	0	0	0
Charges fixes de fonctionnement	461 398 591	217 094 019	8 770 951	66,99%	-853 500	0	7 917 451	225 011 470
HAP immobilisations corporelles	210 727 866	231 051 700	26 769 916	29,56%	-55 636 579	50 000 000	21 133 337	252 185 037
HAP immobilisations en cours	8 793 526	13 048 000	19 000 000	32,43%	-13 000 000	0	6 000 000	19 048 000
HAP immobilisations incorporelles	38 275 426	17 714 850	0	29,87%	-2 700 000	0	-2 700 000	15 014 850
HAP subventions d'équipement versées	0	0	0		0	10 000 000	10 000 000	10 000 000

Bilan à mi-parcours

Direction : DAPM

Les objectifs portent principalement sur la conduite d'opérations de construction de bâtiments, l'entretien et les grosses réparations sur le patrimoine bâti, l'entretien de la flotte de véhicules.

Bilan qualitatif à mi-parcours

A la mi-année, les actions suivantes ont été menées :

- Les nouveaux bâtiments de la DIMENC et de la DITTT ont été réceptionnés en juin 2016. L'accueil des usagers à la DITTT au niveau du guichet unique des permis de conduire et des cartes grises a été sensiblement amélioré.
- Les travaux de rénovation de la Chapelle des Américains à Plum ont débuté en août et se termineront avant la fin de l'année.
- Les études de l'aménagement de la DTE et de la DFPC au troisième étage du Plexus ont débuté en août 2016.
- De nombreux contrats d'entretien des bâtiments administratifs (climatisation, ascenseur, etc..) ont été passés en début d'année, permettant une prise en compte préventive des risques de désordres.
- La réduction du nombre de véhicules administratifs a permis de maintenir le niveau d'entretien du parc restant.
- Les marchés de travaux pour la rénovation du système de détection-extinction incendie des salles serveur de la DTSI sont en cours d'attribution.

Difficultés rencontrés ou changements non prévus:

Les travaux de réfection de la toiture de l'administration des archives de Nouville seront entrepris en 2017 car des études techniques ont été rendues nécessaires en raison de la complexité d'intervention des entreprises (présence de systèmes de climatisation posés sur l'étanchéité avec maintien en service pendant les travaux).

De même, il était envisagé une première tranche des travaux de remise en état des logements de la CPS au Mont Coffyn. Un bail emphytéotique lui ayant été proposé, les travaux prévus, initialement à la charge de la Nouvelle-Calédonie seront transférés en gestion à la CPS.

La consultation pour les travaux de mise en œuvre du système de détection-extinction incendie des salles serveur de la DTSI ayant donné de bons résultats, une réduction des crédits est proposée.

Enfin, les opérations d'aménagement du MWA KAA et des terrains de Nouville (barrières océaniques) ne seront pas mises en œuvre en totalité cette année, pour cause de modification de programme des demandeurs. Des crédits sont donc proposés à la restitution dans le cadre du présent budget supplémentaire.

Plan de soutien

Dans le cadre du plan de soutien à l'économie et notamment aux petites et moyennes entreprises du BTP, des opérations nouvelles en travaux sur le patrimoine bâti de la Nouvelle-Calédonie seront réalisées d'ici fin 2016 pour un montant d'environ 60 millions de F CFP. Elles concernent principalement des prestations de sécurisation des sites (clôtures, alarmes intrusion, mise en place de portes métalliques) et de pérennité des bâtiments (étanchéité de toiture, réhabilitation de logements administratifs,...).

Ce programme sera poursuivi au 1er semestre 2017 sur diverses opérations (ravalements de façades, création de rampe handicapée, remplacements de menuiseries, installation de lignes de vie sur toiture) pour un montant d'environ 100 millions F CFP, soit un total de 160 millions de F CFP.

Par ailleurs, une subvention exceptionnelle d'équipement de 10 MF est proposée en faveur de la mairie de Boulouparis pour l'aider à reconstruire le dock communal détruit lors d'un incendie en cours d'année 2016.

P0308-Technologies et systèmes d'information	Reports	Recettes	0
		Dépenses	62 451 881
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	0
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-206 341 009
TOTAL BS 2016		Recettes	0
		Dépenses	-143 889 128

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme technologies et systèmes d'information est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	133 072 509	219 480 000	0	37,99%	0	0	0	219 480 000
A0308-02-Frais généraux DTISI	22 854 948	0	0		0	0	0	0
A0308-04-Développement SI métiers	110 062 761	219 480 000	0	37,99%	0	0	0	219 480 000
A0308-07-Plan bureautique	154 800	0	0		0	0	0	0
Dépenses	463 380 879	1 067 219 979	62 451 881	32,76%	-206 341 009	0	-143 889 128	923 330 851
A0308-01-Gouvernance SI et IT	6 991 676	64 766 215	0	30,53%	-12 442 236	0	-12 442 236	52 323 979
A0308-02-Frais généraux DTISI	112 739 460	125 962 518	1 705 371	57,09%	-8 084 082	0	-6 378 711	119 583 807
A0308-03-Socles techniques informatiques	11 212 369	116 845 659	6 219 750	25,48%	-18 853 156	0	-12 633 406	104 212 253
A0308-04-Développement SI métiers	169 075 586	341 750 109	6 922 429	9,48%	-128 060 004	0	-121 137 575	220 612 534
A0308-05-Maintien en condition opérationnelle du SI	33 104 962	316 473 955	21 349 820	46,35%	-21 319 821	0	29 999	316 503 954
A0308-06-Sécurité du système d'information	11 938 040	3 507 236	18 951 711	64,61%	-1 580 840	0	17 370 871	20 878 107
A0308-07-Plan bureautique	111 407 786	97 914 287	7 302 800	39,81%	-16 000 870	0	-8 698 070	89 216 217
A0308-10-Rationalisation des coûts de fonctionnement informatiques de la NC	6 911 000	0	0		0	0	0	0

Par nature de dépenses, les résultats sont les suivants :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	133 072 509	219 480 000	0	37,99%	0	0	0	219 480 000
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	132 917 709	175 480 000	0	27,35%	0	0	0	175 480 000
(74) dotations, subventions et participations	0	44 000 000	0	80,43%	0	0	0	44 000 000
(77) produits exceptionnels	154 800	0	0		0	0	0	0
Dépenses	463 380 879	1 067 219 979	62 451 881	32,76%	-206 341 009	0	-143 889 128	923 330 851
AP P0308-2003/1 - PROGRAMME DE TELEDETECTION (52/03)	10 379 127	0	0		0	0	0	0
AP P0308-2003/2 - INFORMATISATION GESTION DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (51/03)	2 483 250	0	0		0	0	0	0
AP P0308-2009/1 - GESTION ELECTRONIQUE DE DOCUMENT	682 500	0	0		0	0	0	0
AP P0308-2009/2 - PLAN DE REPRISE D'ACTIVITE	2 500 000	0	0		0	0	0	0
AP P0308-2011/1 - VIRTUALISATION DU POSTE DE TRAVAIL	5 000 000	7 000 000	0	18,03%	-1 400 000	0	-1 400 000	5 600 000
AP P0308-2011/2 - DEMATERIALISATION MARCHES PUBLICS	0	22 306 633	0	0,00%	-18 000 000	0	-18 000 000	4 306 633
AP P0308-2011/3 - GESTION DES IDENTITES	0	0	0		0	0	0	0
AP P0308-2013/2 - MIGRATION TIARHE VERSION 9	95 219 120	15 000 000	0	79,87%	0	0	0	15 000 000
AP P0308-2014/1 - DEVELOPEMENT DES SYSTEMES D'INFORMATION	44 945 750	209 251 154	0	7,99%	-83 210 004	0	-83 210 004	126 041 150
AP P0308-2016/1 - REFONTE DU SYSTEME DOUANIER ILDA	0	68 442 100	0	0,55%	-19 000 000	0	-19 000 000	49 442 100
Autres charges de fonctionnement	60 387 439	129 205 672	5 994 089	33,27%	-21 039 229	0	-15 045 140	114 160 532
Charges de personnel	0	1 188 117	0	0,00%	0	0	0	1 188 117
Charges fixes de fonctionnement	112 447 918	350 124 876	23 045 741	51,41%	-22 450 906	0	594 835	350 719 711
HAP immobilisations corporelles	41 533 485	122 943 633	19 586 122	30,23%	-21 760 870	0	-2 174 748	120 768 885
HAP immobilisations en cours	5 444 024	41 408 900	2 427 779	25,50%	0	0	2 427 779	43 836 679
HAP immobilisations incorporelles	63 469 739	79 219 317	11 398 150	35,39%	-17 980 000	0	-6 581 850	72 637 467
Subventions, participations et autres charges d'activité	18 888 527	21 129 577	0	78,37%	-1 500 000	0	-1 500 000	19 629 577

Bilan à mi-parcours

Direction : DTSI

La DTSI est chargée de la mise en œuvre des systèmes d'information et de la conduite des orientations technologiques. En globalité, le taux d'engagement de la DTSI, à la mi-année, est de 60% pour une réalisation (mandatement) de 30%. S'agissant des frais généraux, les éléments d'exécution budgétaire ressortent respectivement à 87% d'engagement et à 48% de réalisation.

La DTSI a pu réaliser ses missions traditionnelles et avancer avec sa nouvelle organisation budgétaire sans véritable difficulté financière en regard des crédits votés au budget primitif 2016.

En gouvernance des systèmes d'information et des technologies (A0308-01 - taux d'engagement de **52%**), les études préalables aux futurs projets ont été menées (refonte du courrier et des actes, portail sanitaire, application mobile de l'observatoire des prix, cases numériques etc...). Parallèlement, un audit de performance de la DTSI a été réalisé par un cabinet d'études métropolitain. Il a permis de constater que l'organisation et les méthodes de gouvernance, développement et maintenance du système d'information se situent dans une bonne moyenne métropolitaine avec de nombreux axes d'optimisation, souvent déjà identifiés. Il confirme toutefois que les moyens humains pérennes restent insuffisants pour la réalisation de la totalité des missions et projets tant en ressources internes qu'externes.

Concernant les missions de maintien en condition opérationnelle, de mise à disposition du socle technologique et de sécurité des systèmes d'information, les taux d'engagement sont respectivement de **72%** (A0308-05), **67%** (A0308-03) et **80%** (A0308-06). C'est ainsi que le taux de disponibilité des applications informatiques a été durant ce premier semestre 2016 proche de 100%.

Dans le cadre des développements des systèmes d'information métier (A0308-04 - taux d'engagement de 28%), la plupart des projets en 2016 ont été lancés comme prévu. Il s'agit notamment des projets de refonte du système douanier, de téléservices des offres et demandes d'emploi, de développement du système fiscal ou de gestion des identités ainsi que la refonte de sites internet dont celui du gouvernement. Parallèlement les projets de journal électronique ou de numérisation du RCS ont récemment été lancés.

Quelques projets ont toutefois souffert d'un manque de disponibilité de leurs ordonnateurs ou de ressources au sein de la DTSI. C'est notamment le cas pour la dématérialisation des processus comptables et des bulletins de salaire ou l'informatisation du suivi des projets et marchés de la DITTT. En conséquence, en complément de plusieurs ajustements constatant des économies, il est restitué la somme de 92.330.004 F au budget supplémentaire 2016.

Le taux d'engagement de la mission de mise à disposition des matériels et logiciels bureautiques est de **76%** (A0308-07). Les marchés à bons de commande ont été lancés et les quantités minimales commandées.

Les objectifs de consommation, hors aléas, d'ici la fin de l'année sont de l'ordre de 95% des crédits et une réalisation en correspondance.

Aucun crédit complémentaire n'est sollicité compte tenu de la relative exhaustivité et estimations détaillées au BP.

Synthèse des crédits par programme et par chapitre en dépenses

	P0301- Coordination administrative , transferts de compétences	P0302- Relations extérieures	P0303- Aménagement et prospective	P0304-Affaires juridiques	P0305- Fonction publique	P0306-Gestion des ressources humaines de la Nouvelle- Calédonie	P0307-Moyens généraux et gestion patrimoniale	P0308- Technologies et systèmes d'information	Total
Investissements	-1 373 754	-810 200	-200 000	-4 000 000	0	-30 000	35 528 246	-127 938 823	-98 824 531
900	-1 373 754	-810 200	0	-4 000 000	0	-30 000	12 882 846	-127 938 823	-121 269 931
901	0	0	0	0	0	0	15 000 000	0	15 000 000
903	0	0	0	0	0	0	-12 354 600	0	-12 354 600
904	0	0	0	0	0	0	10 000 000	0	10 000 000
905	0	0	0	0	0	0	5 000 000	0	5 000 000
907	0	0	0	0	0	0	0	0	0
908	0	0	-200 000	0	0	0	0	0	-200 000
909	0	0	0	0	0	0	5 000 000	0	5 000 000
Fonctionnement	7 909 420	-3 867 770	-3 855 630	10 858 281	4 402 840	72 343 108	7 378 951	-15 950 305	79 218 895
930	7 909 420	-3 867 770	0	10 858 281	4 402 840	-231 962 898	7 378 951	-15 950 305	-221 231 481
931	0	0	0	0	0	14 000 000	0	0	14 000 000
932	0	0	0	0	0	13 000 000	0	0	13 000 000
933	0	0	0	0	0	14 000 000	0	0	14 000 000
934	0	0	0	0	0	71 000 000	0	0	71 000 000
935	0	0	0	0	0	30 972 500	0	0	30 972 500
936	0	0	0	0	0	90 333 506	0	0	90 333 506
937	0	0	-1 978 961	0	0	50 000 000	0	0	48 021 039
938	0	0	-1 876 669	0	0	25 000 000	0	0	23 123 331
939	0	0	0	0	0	-4 000 000	0	0	-4 000 000
943	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	6 535 666	-4 677 970	-4 055 630	6 858 281	4 402 840	72 313 108	42 907 197	-143 889 128	-19 605 636
p.m. report	10 199 062	0	4 063 150	5 102 053	11 514 840	9 437 796	80 280 594	62 451 881	183 049 376
p.m. Total Mesures Nouvelles (crédits et réductions)	-3 663 396	-4 677 970	-8 118 780	1 756 228	-7 112 000	62 875 312	-37 373 397	-206 341 009	-202 655 012

Synthèse des crédits par programme et par chapitre en recettes

	P0301- Coordination administrative , transferts de compétences	P0302- Relations extérieures	P0303- Aménagement et prospective	P0304-Affaires juridiques	P0305- Fonction publique	P0306-Gestion des ressources humaines de la Nouvelle- Calédonie	P0307-Moyens généraux et gestion patrimoniale	P0308- Technologies et systèmes d'information	Total
Investissements	0	60 000 000	0	0	0	0	0	0	60 000 000
900	0	60 000 000	0	0	0	0	0	0	60 000 000
Fonctionnement	0	0	1 789 976	0	0	0	0	0	1 789 976
930	0	0	0	0	0	0	0	0	0
931	0	0	0	0	0	0	0	0	0
932	0	0	0	0	0	0	0	0	0
933	0	0	0	0	0	0	0	0	0
934	0	0	0	0	0	0	0	0	0
935	0	0	0	0	0	0	0	0	0
936	0	0	0	0	0	0	0	0	0
937	0	0	1 789 976	0	0	0	0	0	1 789 976
938	0	0	0	0	0	0	0	0	0
939	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	60 000 000	1 789 976	0	0	0	0	0	61 789 976
p.m. report	0	0	0	0	0	0	0	0	0
p.m. Total Mesures Nouvelles (crédits et réductions)	0	60 000 000	1 789 976	0	0	0	0	0	61 789 976

Coordination de l'action publique
Synthèse des crédits par rubriques

Synthèse des crédits par rubriques

	CA 2015	BP 2016 & Déplacement 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	RS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Fonctionnement								
Recettes	743 232 944	715 579 552	0	62,42%	0	1 789 976	1 789 976	717 369 528
(013) atténuations de charges	30 147 364	0	0		0	0	0	0
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	575 034 088	629 370 552	0	54,89%	0	0	0	629 370 552
(73) impôts et taxes	3 114 000	2 000 000	0	166,95%	0	0	0	2 000 000
(74) dotations, subventions et participations	60 829 485	59 200 000	0	62,80%	0	1 789 976	1 789 976	60 989 976
(75) autres produits de gestion courante	32 407 502	25 000 000	0	78,92%	0	0	0	25 000 000
(77) produits exceptionnels	41 700 505	9 000	0	233950,07%	0	0	0	9 000
Dépenses	15 714 035 343	15 897 284 924	78 127 682	64,04%	-524 801 704	525 892 917	79 218 895	15 976 503 819
Aides directes et indirectes	4 839 370	5 550 000	0	29,90%	-277 500	0	-277 500	5 272 500
Autres charges de fonctionnement	384 694 908	460 831 784	39 320 551	42,75%	-68 354 167	29 600 000	566 384	461 398 168
Charges de personnel	13 916 310 426	14 080 292 155	0	65,54%	-350 071 600	350 071 600	0	14 080 292 155
Charges exceptionnelles	44 238 091	36 775 200	0	80,96%	0	75 000 000	75 000 000	111 775 200
Charges fixes de fonctionnement	772 561 681	776 769 818	38 807 131	58,27%	-37 448 437	0	1 358 694	778 128 512
Contributions obligatoires	80 640 870	72 486 390	0	9,31%	-61 000 000	500 000	-60 500 000	11 986 390
Subventions, participations et autres charges d'activité	510 749 997	464 579 577	0	59,47%	-7 650 000	70 721 317	63 071 317	527 650 894
Investissements								
Recettes	720 141	0	0		0	60 000 000	60 000 000	60 000 000
(204) subventions d'équipement versées	0	0	0		0	60 000 000	60 000 000	60 000 000
(23) immobilisation en cours	720 141	0	0		0	0	0	0
Dépenses	1 320 666 783	1 320 899 287	104 921 694	34,59%	-263 746 225	60 000 000	-98 824 531	1 222 074 756
AP P0301-2004/1 - ANTENNE DES SERVICES DU GNC A KONE (54/04)	22 525 817	9 000 000	0	0,61%	-1 373 754	0	-1 373 754	7 626 246
AP P0304-2010/1 - ETAT ET DIFFUSION DU DROIT - JURIDOC	2 122 313	8 000 000	0	0,00%	-4 000 000	0	-4 000 000	4 000 000
AP P0307-2002/3 - ACHAT DE LOCAUX POUR LA DSF (30/02)	63 933 802	426 236	0	97,60%	0	0	0	426 236
AP P0307-2007/1 - RESTRUCTURATION DIMENC DITTT	606 892 390	384 573 764	19 494 327	68,87%	-5 000 000	0	14 494 327	399 068 091
AP P0307-2012/2 - POSE DE CLÔTURES et PORTAILS DEFENSIFS - NOUVILLE	0	19 830 000	0	0,00%	-4 000 000	0	-4 000 000	15 830 000
AP P0307-2012/4 - REAMENAGEMENT DES LOCAUX DE LA DTSI	5 836 064	0	0		0	0	0	0
AP P0307-2014/1 - TRAITEMENT AUTOMATISE DES EDITIONS	5 994 000	0	0		0	0	0	0
AP P0307-2015/1 - AMENAGEMENTS TECHNIQUES DTSI	0	20 000 000	0	0,00%	-1 700 373	0	-1 700 373	18 299 627
AP P0307-2015/2 - RESTAURATION BATIMENTS CLASSES	9 287 408	18 000 000	6 245 400	22,06%	-7 000 000	0	-754 600	17 245 400
AP P0307-2016/1 - REHABILITATION BATIMENTS DU CREIPAC	0	13 000 000	0	0,00%	0	0	0	13 000 000
AP P0307-2016/2 - AMENAGEMENT BUREAUX IMMEUBLE PLEXUS	0	18 000 000	0	3,02%	-6 944 445	0	-6 944 445	11 055 555
AP P0308-2003/1 - PROGRAMME DE TELEDETECTION (52/03)	10 379 127	0	0		0	0	0	0
AP P0308-2003/2 - INFORMATISATION GESTION DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (51/03)	2 483 250	0	0		0	0	0	0
AP P0308-2009/1 - GESTION ELECTRONIQUE DE DOCUMENT	682 500	0	0		0	0	0	0
AP P0308-2009/2 - PLAN DE REPRISE D'ACTIVITE	2 500 000	0	0		0	0	0	0
AP P0308-2011/1 - VIRTUALISATION DU POSTE DE TRAVAIL	5 000 000	7 000 000	0	18,03%	-1 400 000	0	-1 400 000	5 600 000
AP P0308-2011/2 - DEMATERIALISATION MARCHES PUBLICS	0	22 306 633	0	0,00%	-18 000 000	0	-18 000 000	4 306 633
AP P0308-2011/3 - GESTION DES IDENTITES	0	0	0		0	0	0	0
AP P0308-2013/2 - MIGRATION TIARHE VERSION 9	95 219 120	15 000 000	0	79,87%	0	0	0	15 000 000
AP P0308-2014/1 - DEVELOPEMENT DES SYSTEMES D'INFORMATION	44 945 750	209 251 154	0	7,99%	-83 210 004	0	-83 210 004	126 041 150
AP P0308-2016/1 - REFONTE DU SYSTEME DOUANIER ILDA	0	68 442 100	0	0,55%	-19 000 000	0	-19 000 000	49 442 100
HAP immobilisations corporelles	256 820 619	356 038 333	46 356 038	29,65%	-78 437 649	50 000 000	17 918 389	373 956 722
HAP immobilisations en cours	14 237 550	54 456 900	21 427 779	28,42%	-13 000 000	0	8 427 779	62 884 679
HAP immobilisations incorporelles	101 807 073	97 574 167	11 398 150	34,28%	-20 680 000	0	-9 281 850	88 292 317
HAP subventions d'équipement versées	70 000 000	0	0		0	10 000 000	10 000 000	10 000 000

Mission M04 Aménagement, urbanisme, environnement et prévention des risques

Reports	Recettes	-
	Dépenses	708 109 477
Crédits complémentaires	Recettes	-
	Dépenses	36 152 160
Réduction proposée	Recettes	- 2 000 000
	Dépenses	- 381 108 512
BS 2016 après amendements	Recettes	- 2 000 000
	Dépenses	363 153 125

**Gestion domaniale et
urbanisme**

Météorologie

Gestion de l'eau

**Sécurité sanitaire des aliments
et biosécurité**

**Prévention des pollutions et
risques industriels**

Energie

La mission M04 regroupe l'ensemble des moyens de la Nouvelle-Calédonie concourant à l'aménagement, l'environnement et la prévention des risques. Elle regroupe des actions de la direction des affaires vétérinaires, alimentaires et rurales, du service de la météorologie et de la direction de l'industrie, des mines et de l'énergie

Budget supplémentaire 2016

Aménagement, urbanisme, environnement et prévention des risques

Historique des moyens financiers

En Recettes et en Dépenses

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
M04-Economie verte, aménagement urbanisme, environnement, prévent^o et gest^o risques								
Recettes	305 615 087	498 900 689	-	5,89%	- 2 000 000	-	- 2 000 000	496 900 689
P0401-Economie verte, gestion domaniale et urbanisme	6 048 165	6 000 000	-	22,76%	- 2 000 000	-	- 2 000 000	4 000 000
P0402-Météorologie	1 767 783	1 000 000	-	46,97%	-	-	-	1 000 000
P0403-Gestion de l'eau	-	140 520 000	-	0,00%	-	-	-	140 520 000
P0404-Sécurité sanitaire des aliments et biosécurité	23 120 539	73 800 689	-	17,10%	-	-	-	73 800 689
P0405-Prévention des pollutions et risques industriels	8 391 980	7 580 000	-	33,11%	-	-	-	7 580 000
P0406-Energie	17 041 320	20 000 000	-	23,34%	-	-	-	20 000 000
P0407-Prévention et gestion des risques	249 245 300	250 000 000	-	3,09%	-	-	-	250 000 000
Dépenses	1 483 842 530	2 043 773 670	708 109 477	29,36%	- 381 108 512	36 152 160	363 153 125	2 393 726 795
P0401-Economie verte, gestion domaniale et urbanisme	97 260 090	94 697 500	7 692 493	40,30%	- 30 046 703	3 700 000	- 18 654 210	76 043 290
P0402-Météorologie	88 285 104	81 150 000	21 011 350	23,55%	- 1 491 628	-	19 519 722	100 669 722
P0403-Gestion de l'eau	259 625 105	209 877 070	40 013 269	25,67%	- 27 826 446	1 000 000	13 186 823	223 063 893
P0404-Sécurité sanitaire des aliments et biosécurité	433 614 977	851 473 900	104 638 460	21,90%	- 60 708 516	5 300 000	49 229 944	900 703 844
P0405-Prévention des pollutions et risques industriels	17 746 000	16 400 000	-	97,56%	- 31 000	-	31 000	16 369 000
P0406-Energie	37 775 441	18 000 000	6 177 743	46,67%	- 6 702 908	-	525 165	17 474 835
P0407-Prévention et gestion des risques	549 535 813	772 175 200	528 576 162	33,96%	- 254 301 311	26 152 160	300 427 011	1 059 402 211

Budget supplémentaire 2016
**Aménagement, urbanisme, environnement
et prévention des risques**

P0401-Economie verte, gestion domaniale et urbanisme	Reports	Recettes	0
		Dépenses	7 692 493
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	3 700 000
	Réduction proposée	Recettes	-2 000 000
		Dépenses	-30 046 703
TOTAL BS 2016		Recettes	-2 000 000
		Dépenses	-18 654 210

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme gestion domaniale et urbanisme est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	6 048 165	6 000 000	0	16,43%	-2 000 000	0	-2 000 000	4 000 000
A0401-05-Production d'une cartographie terrestre de référence	2 325 342	0	0		0	0	0	0
A0401-08-Production de la donnée cadastrale	3 722 823	6 000 000	0	16,43%	-2 000 000	0	-2 000 000	4 000 000
Dépenses	97 260 090	94 637 500	7 692 493	35,92%	-30 046 703	3 700 000	-18 654 210	75 983 290
A0401-04-Systèmes de localisation géographique de précision	35 369 379	28 052 239	0	75,43%	-1 095 941	0	-1 095 941	26 956 298
A0401-05-Production d'une cartographie terrestre de référence	12 662 827	32 832 500	3 417 750	20,41%	-24 000 000	0	-20 582 250	12 250 250
A0401-07-Diffusion de la donnée cartographique	7 198 182	4 200 000	0	76,17%	-1 000 762	0	-1 000 762	3 199 238
A0401-08-Production de la donnée cadastrale	5 690 250	0	0		0	0	0	0
A0401-09-Instruction des demandes d'études et préparation des documents fonciers nécessaires à la rédaction des actes	1 737 750	2 425 000	0	0,00%	-1 500 000	0	-1 500 000	925 000
A0401-10-Réglementation et sécurité des bâtiments	9 631 204	9 327 761	0	0,00%	-2 000 000	0	-2 000 000	7 327 761
A0401-11-Economie verte	24 970 498	17 800 000	4 274 743	22,65%	-450 000	3 700 000	7 524 743	25 324 743

Par nature de dépenses, les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	6 048 165	6 000 000	0	16,43%	-2 000 000	0	-2 000 000	4 000 000
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	3 722 823	6 000 000	0	16,43%	-2 000 000	0	-2 000 000	4 000 000
(77) produits exceptionnels	2 325 342	0	0		0	0	0	0
Dépenses	97 260 090	94 637 500	7 692 493	35,92%	-30 046 703	3 700 000	-18 654 210	75 983 290
AP P0401-2008/1 - REVISION BDTOPO-NC	9 808 977	0	0		0	0	0	0
AP P0401-2008/2 - S.I.G CADASTRE	4 862 550	0	0		0	0	0	0
AP P0401-2012/1 - POSITIONNEMENT GEOGRAPHIQUE DE PRECISION	17 658 522	9 845 730	0	84,46%	-480 000	0	-480 000	9 365 730
AP P0401-2012/2 - ECONOMIE VERTE (INVEST)	0	9 300 000	0	0,00%	0	3 700 000	3 700 000	13 000 000
AP P0401-2014/1 - MISE A JOUR IMAGERIE AERIENNE ET BASE DONNEES TOPO-NC	2 853 850	32 750 798	3 417 750	20,24%	-24 000 000	0	-20 582 250	12 168 548
Autres charges de fonctionnement	39 677 941	15 962 761	4 274 743	10,29%	-4 865 062	0	-590 319	15 372 442
Charges fixes de fonctionnement	10 421 060	11 592 239	0	68,64%	-251 641	0	-251 641	11 340 598
HAP immobilisations corporelles	3 977 190	3 604 270	0	83,35%	0	0	0	3 604 270
HAP immobilisations incorporelles	0	81 702	0	93,01%	0	0	0	81 702
Subventions, participations et autres charges d'activité	8 000 000	11 500 000	0	69,57%	-450 000	0	-450 000	11 050 000

Bilan à mi-parcours

Direction : DAE

Les dépenses ont concerné le versement en cours de subventions « économie verte » à diverses associations qui œuvrent pour l'environnement (Stop OGM, association sauvegarde de la nature, SOS Mangrove...), à des promoteurs dans le cadre de la sylviculture et enfin à certaines municipalités pour le suivi des plantations citoyennes,

Direction : DAPM

Gestion domaniale et urbanisme

La mise en place d'un système normatif en Nouvelle Calédonie dans le domaine du BTP (produits et procédés de mise en œuvre) se poursuit. Une mission d'étude normative a été confiée depuis la fin de l'année 2015 à l'AFNOR et à Standard Australia. L'objectif principal est d'assister la Nouvelle-Calédonie afin de définir et prioriser les familles de produits à étudier pour envisager des compatibilités potentielles entre les normes « françaises » et « australiennes ». Enfin, un chargé de mission, dédié à ce projet, a été recruté et prendra ses fonctions au sein de la DAPM le 1^{er} septembre prochain.

Direction : DITTT

Les missions de la DITTT correspondent aux opérations de développement, de fiabilisation et de diffusion des informations liée à la cartographie, au cadastre et à l'imagerie aérienne couvrant l'ensemble du territoire. Elle assure les missions de conservation, de fiabilisation et de mise en sécurité du réseau routier et met en œuvre les actions de politique de sécurité routière de la Nouvelle Calédonie. Elle réalise également le maintien en condition opérationnelle du balisage lié à la sécurisation des voies maritimes.

- **Développement et fiabilisation des données cartographiques** : Les actions prévues dans le cadre du budget primitif 2016 (67,05 MF) qui ont été engagées sur ce programme représentent une consommation des crédits d'environ 42% à mi-parcours. Le chantier sur l'imagerie aérienne pour la révision cartographique des 65 500 ha (Koné, Boulouparis, La Foa/Farino/Sarraméa et Poindimié) a bien été engagé et sera finalisé en fin d'année. Une restitution des crédits de 23 MF a cependant été opérée dans le cadre du BS 2016 dans la mesure où le paiement de la dernière tranche se fera en 2017.

Budget supplémentaire 2016
**Aménagement, urbanisme, environnement
et prévention des risques**

P0402-Météorologie	Reports	Recettes	0
		Dépenses	21 011 350
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	0
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-1 491 628
	TOTAL BS 2016	Recettes	0
		Dépenses	19 519 722

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme météorologie est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	1 767 783	1 000 000	0	46,01%	0	0	0	1 000 000
A0402-05-Réalisation des produits adaptés	1 767 783	1 000 000	0	46,01%	0	0	0	1 000 000
Dépenses	88 285 104	81 150 000	21 011 350	21,04%	-1 491 628	0	19 519 722	100 669 722
A0402-01-Opération du réseau de mesure (installation, maintenance, télécom)	40 821 648	28 702 723	21 011 350	39,77%	-1 265 878	0	19 745 472	48 448 195
A0402-03-Développement de nouveaux services	2 983 294	133 800	0	100,00%	0	0	0	133 800
A0402-04-Conservation de la mémoire du climat	2 783 726	2 080 000	0	51,15%	-180 000	0	-180 000	1 900 000
A0402-05-Réalisation des produits adaptés	0	5 720	0	100,00%	0	0	0	5 720
A0402-06-Installations et maintenance des équipements de mesure sur aérodrome	0	6 812 887	0	0,00%	0	0	0	6 812 887
A0402-08-Direction, Finance, Secrétariat, RH, Eco-responsabilité	41 696 436	43 411 475	0	1,19%	-45 750	0	-45 750	43 365 725
A0402-10-Infrastructure et bâtiments	0	3 395	0	91,02%	0	0	0	3 395

Par nature de dépenses, la répartition est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	1 767 783	1 000 000	0	46,01%	0	0	0	1 000 000
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	1 767 783	1 000 000	0	46,01%	0	0	0	1 000 000
Dépenses	88 285 104	81 150 000	21 011 350	21,04%	-1 491 628	0	19 519 722	100 669 722
AP P0402-2015/1 - AQUISITION GENERATEUR HYDROGENE	2 766 110	0	8 298 329	33,33%	0	0	8 298 329	8 298 329
AP P0402-2016/1 - RENOUELEMENT MATERIELS METEOROLOGIQUES	0	1 763 695	0	0,00%	0	0	0	1 763 695
AP P0402-2016/2 - RENOUELEMENT STATIONS METEOROLOGIQUES	0	1 148 898	0	0,00%	0	0	0	1 148 898
Autres charges de fonctionnement	8 316 418	11 352 931	2 156 149	47,63%	-1 195 000	0	961 149	12 314 080
Charges de personnel	40 757 939	42 400 000	0	0,00%	0	0	0	42 400 000
Charges fixes de fonctionnement	9 389 360	10 297 069	189 451	60,00%	-296 628	0	-107 177	10 189 892
HAP immobilisations corporelles	14 524 393	14 187 407	4 002 362	33,00%	0	0	4 002 362	18 189 769
HAP immobilisations en cours	12 530 884	0	6 365 059	0,00%	0	0	6 365 059	6 365 059

Bilan à mi-parcours

Direction : METEO

Le service de la météorologie de la Nouvelle-Calédonie a pour objectifs :

- de fournir des produits d'avertissement et d'alerte relatifs aux conditions dangereuses d'origine météorologique, à destination des pouvoirs publics, de la défense, du public et des autres clients ;
- de concevoir, développer, et fournir à ses clients et commercialiser des produits et services météorologiques relatifs à l'observation, la climatologie et la prévision ;
- de contribuer à la surveillance du climat ;
- de fournir le service météorologique à la navigation aérienne conformément aux demandes de la Direction Générale de l'Aviation Civile.

En recettes (chapitre 907), 40% des recettes prévues ont été réalisées (406 778 XPF).

En fonctionnement (chapitre 937), 91% de nos crédits ont été engagés (exécutés à 35%). 27% de ces crédits sont en instance de liquidation car les factures viennent de nous parvenir. Les dépenses sont actuellement nominales. Il s'agit essentiellement du matériel de secours d'un système de radiosondage automatique et d'un générateur d'hydrogène. Les dépenses ont été réduites autant que possible, mais nous avons pu réaliser une maintenance préventive et curative de nos 3 radars. Compte tenu des réductions budgétaires, les crédits ont été redéployés afin de couvrir nos dépenses obligatoires jusqu'à la fin de l'année.

En investissement (chapitre 907), 86% de nos crédits ont été engagés. Le reliquat est en cours d'engagement. Nous avons limité les commandes de nos équipements en fonction des réductions de crédits. Outre les achats d'équipements (pluviomètres, stations météorologiques, pièces pour les radars, télémètres à nuages ...), nous avons finalisé les opérations d'achat et d'installation d'un système de radiosondage automatique et d'un générateur d'hydrogène dont le fonctionnement sera confié à Météo-France dès leur réception définitive.

L'ensemble des reliquats de crédits actuels sont en cours et/ou feront l'objet d'un engagement à régler sur cet exercice budgétaire. Aucun report ni restitution de crédits ne sont prévus.

Direction : DRH

Selon les termes de la convention signée entre la Nouvelle-Calédonie et Météo France, le remboursement des salaires et charges patronales de 4 personnels à Météo France pour un montant de 42,5 MF est en cours et devrait utiliser tous les crédits affectés à cette dépense (42,5 MF).

Budget supplémentaire 2016
**Aménagement, urbanisme, environnement
et prévention des risques**

P0403-Gestion de l'eau	Reports	Recettes	0
		Dépenses	40 013 269
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	1 000 000
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-27 826 446
	TOTAL BS 2016	Recettes	0
		Dépenses	13 186 823

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme gestion de l'eau est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	0	140 520 000	0	0,00%	0	0	0	140 520 000
A0403-01-Protection et disponibilité de la ressource en eau et gestion du domaine public fluvial de la Nouvelle-Calédonie	0	140 520 000	0	0,00%	0	0	0	140 520 000
Dépenses	259 625 105	210 237 000	40 013 269	18,96%	-27 826 446	1 000 000	13 186 823	223 423 823
A0403-01-Protection et disponibilité de la ressource en eau et gestion du domaine public fluvial de la Nouvelle-Calédonie	241 139 796	189 267 855	32 445 669	17,54%	-25 669 320	1 000 000	7 776 349	197 044 204
A0403-02-Connaissance et suivi de la ressource en eau	18 485 309	20 969 145	7 567 600	30,00%	-2 157 126	0	5 410 474	26 379 619

Par nature de dépenses, les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	0	140 520 000	0	0,00%	0	0	0	140 520 000
(74) dotations, subventions et participations	0	140 520 000	0	0,00%	0	0	0	140 520 000
Dépenses	259 625 105	210 237 000	40 013 269	18,96%	-27 826 446	1 000 000	13 186 823	223 423 823
AP P0403-2013/1 - RENOVATION BARRAGE DUMBEA	10 000 000	0	0		0	0	0	0
Autres charges de fonctionnement	82 530 567	84 102 438	14 513 269	20,67%	-6 875 820	0	7 637 449	91 739 887
Charges fixes de fonctionnement	3 663 742	3 619 300	0	70,83%	-135 000	0	-135 000	3 484 300
HAP immobilisations corporelles	14 823 364	11 500 000	0	46,96%	-1 815 626	0	-1 815 626	9 684 374
HAP subventions d'équipement versées	30 400 000	30 120 000	0	10,62%	0	0	0	30 120 000
Remboursements aux collectivités	114 607 432	77 863 262	25 500 000	13,32%	-19 000 000	0	6 500 000	84 363 262
Subventions, participations et autres charges d'activité	3 600 000	3 032 000	0	70,32%	0	1 000 000	1 000 000	4 032 000

Bilan à mi-parcours

Direction : DAVAR

Ce programme vise à assurer la connaissance (qualitative et quantitative), la protection et la disponibilité de la ressource en eau d'une part et la gestion du domaine public de la Nouvelle-Calédonie d'autre part. Dès début 2016, le marché de suivi de la qualité des cours d'eau et nappes souterraines a été engagé pour un montant global de 23 MF, en parallèle des inventaires des milieux aquatiques sur Moindou et Voh. Les études de délimitations des périmètres de captages d'eau potable ont été lancées sur les communes de Lifou, Kaala Gomen, Pouébo, Kouaoua pour un montant global de 8 MF, 5,5 MF de matériel ont été achetés pour le suivi du réseau hydro pluviométrique. L'appui au service pour les travaux juridiques a permis la sortie de la délibération sur l'hydroélectricité le 7 avril 2016.

Les retards de réalisation des travaux d'entretien des cours d'eau, délégués aux collectivités partenaires et la non-finalisation des études qui leur sont confiées, expliquent un taux de réalisation faible.

En outre, les conventions relatives à la gestion des cours d'eau s'échelonnent sur 2 à 3 années, pour permettre aux délégataires de recenser les besoins, les chiffrer, passer les marchés publics et les commandes de travaux puis les contrôler.

Ces budgets inscrits au BP correspondent à des reports d'exercices anciens et n'ont plus lieu d'être car certaines collectivités ont montré des difficultés à réaliser et justifier la réalisation des travaux dans les délais.

Ainsi, les crédits seront restitués à hauteur de 19 MF correspondant à des dépenses inscrites au budget 2016 (BP+report) relatives aux entretiens des cours d'eau des provinces Nord et Sud ainsi que des communes de Paita, Mont-Dore et Dumbéa.

Budget supplémentaire 2016
**Aménagement, urbanisme, environnement
et prévention des risques**

P0404-Sécurité sanitaire des aliments et biosécurité	Reports	Recettes	0
		Dépenses	104 638 460
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	5 300 000
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-60 708 516
TOTAL BS 2016		Recettes	0
		Dépenses	49 229 944

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme sécurité sanitaire des aliments et biosécurité est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	23 120 539	73 800 689	0	16,00%	0	0	0	73 800 689
A0404-02-Santé animale	0	20 000 000	0	0,00%	0	0	0	20 000 000
A0404-03-Installations quarantaines et bio-sécuritaires	12 629 190	14 000 000	0	32,47%	0	0	0	14 000 000
A0404-07-Réalisation d'analyses	10 491 349	39 800 689	0	18,25%	0	0	0	39 800 689
Dépenses	433 614 977	851 473 900	104 638 460	19,66%	-60 708 516	5 300 000	49 229 944	900 703 844
A0404-01-Sécurité sanitaire des aliments	39 953 292	34 120 621	2 032 096	68,49%	-1 274 000	2 000 000	2 758 096	36 878 717
A0404-02-Santé animale	112 565 371	23 978 969	500 000	22,63%	-2 360 000	500 000	-1 360 000	22 618 969
A0404-03-Installations quarantaines et bio-sécuritaires	45 247 671	599 520 000	97 012 204	14,17%	-228 000	1 000 000	97 784 204	697 304 204
A0404-04-Protection des végétaux	29 912 590	1 592 298	2 422 057	42,46%	-140 000	0	2 282 057	3 874 355
A0404-05-Inspection aux frontières	48 214 952	19 204 810	227 918	13,43%	-4 257 500	1 800 000	-2 229 582	16 975 228
A0404-07-Réalisation d'analyses	119 572 329	144 795 000	2 318 185	28,45%	-51 158 654	0	-48 840 469	95 954 531
A0404-09-Fonctions supports et dépenses communes	38 148 772	28 262 202	126 000	45,12%	-1 290 362	0	-1 164 362	27 097 840

Par nature de dépenses, les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	23 120 539	73 800 689	0	16,00%	0	0	0	73 800 689
(13) subventions d'investissement	0	27 800 689	0	0,00%	0	0	0	27 800 689
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	23 120 539	26 000 000	0	45,42%	0	0	0	26 000 000
(74) dotations, subventions et participations	0	20 000 000	0	0,00%	0	0	0	20 000 000
Dépenses	433 614 977	851 473 900	104 638 460	19,66%	-60 708 516	5 300 000	49 229 944	900 703 844
AP P0404-2005/2 - COMPLEXE DE PROTECTION ZOO ET PHYTOSANITAIRE DE LA NC (98/05)	36 960 596	472 999 500	72 751 955	16,78%	0	1 000 000	73 751 955	546 751 455
AP P0404-2011/1 - CONSTRUCTION BATIMENTS BUREAUX SIVAP	4 256 963	124 250 500	24 260 249	3,97%	0	0	24 260 249	148 510 749
Autres charges de fonctionnement	174 623 982	109 516 186	4 701 395	33,62%	-8 119 500	4 300 000	881 895	110 398 081
Charges exceptionnelles	16 130	0	0	0,00%	0	0	0	0
Charges fixes de fonctionnement	42 561 172	45 483 814	326 655	48,66%	-1 989 016	0	-1 662 361	43 821 453
HAP immobilisations corporelles	23 101 148	75 035 900	566 110	11,02%	-50 600 000	0	-50 033 890	25 002 010
HAP immobilisations incorporelles	3 117 082	0	0	0,00%	0	0	0	0
Remboursements aux collectivités	5 967 904	6 600 000	2 032 096	45,55%	0	0	2 032 096	8 632 096
Subventions, participations et autres charges d'activité	143 010 000	17 588 000	0	100,00%	0	0	0	17 588 000

Bilan à mi-parcours

Direction : DAVAR

Ce programme vise à prévenir et à maîtriser l'apparition ou la multiplication de tout risque biologique et de certains risques chimiques, susceptibles par leur présence ou leur développement de porter atteinte soit à la santé animale, soit à l'économie ou à l'environnement de la Nouvelle-Calédonie.

Le SIVAP est chargé de préparer la réglementation zoo et phytosanitaire suite à des analyses des risques, et de mettre en œuvre son contrôle, qui porte sur les flux commerciaux et privés de végétaux, produits végétaux, animaux et produits à l'importation et l'exportation. A l'identique, le contrôle des établissements d'abattage, de production des denrées alimentaires et des produits mis sur le marché localement nécessite ces mêmes opérations. Enfin, la surveillance du statut zoo et phyto sanitaire du territoire complète l'axe des missions du Sivap.

De plus, il est à noter que l'activité d'analyse réalisé par le LNC sur les 7 premiers mois de 2016 a été identique à celle de 2015 avec la prise en charge de plusieurs foyers pathologiques spécifiques (nodules tumoraux sur poule, maladie respiratoire sur chevaux, analyse Nipah roussettes, leptospirose sur chien...) et le maintien de certaines enquêtes d'actualisation (maintien de l'enquête bovine et du suivi aviaire mais abandon de l'enquête porcine et crevette).

Pour assurer la continuité du service, il est proposé :

- un ajustement technique des dépenses au regard des taux de consommations et des besoins réels
- un dégel de certaines réserves afin de continuer à assurer les prestations d'analyse sur les pathogènes ou les risques chimiques majeurs (achat de réactifs de laboratoire, rémunérations de prestataires concernant les frais d'analyses à réaliser d'ici la fin de l'année (plan de contrôle, analyse Nipah, enquête bovine...)).

Les besoins de crédits identifiés en dépenses de fonctionnement dans le cadre de la préparation du BS 2016 s'élèvent à 2, 5 MF répartis comme suit :

1) Inspection post mortem des carcasses issus d'abattoir privés :

La sécurité sanitaire des aliments (SSA) est assurée, à la fois, par le contrôle des établissements agréés et la réalisation d'analyses (eaux et denrées alimentaires et par le recours aux services de vétérinaires du secteur privé pour les inspections ante et post-mortem des animaux de boucherie (mandats sanitaires).

Afin de terminer l'année au risque de ne plus pouvoir contrôler les viandes mises sur le marché, il est proposé de demander une enveloppe supplémentaire de 2 MF relatives aux prestations, honoraires, rémunérations d'intermédiaires.

2) Chantiers babébiose

Il s'agit de crédits alloués aux opérations de lutte contre la babébiose dans la région de la Tamoia. Afin de pouvoir finaliser ces chantiers, une enveloppe supplémentaire est demandée à hauteur de 0,500 MF.

Au niveau des dépenses d'investissement, des ajustements techniques sont également à prévoir au niveau de :

- l'action « Inspection aux frontières » avec l'acquisition d'un appareil à rayons X à Tontouta permettant une augmentation sensible du taux d'inspection des passagers

puisqu'il est prévu qu'il passe d'un taux actuel de l'ordre de 12% à un taux prévisionnel de 30%. Dernièrement, le SIVAP a pris contact avec la CCI pour le rachat d'un appareil à rayon X neuf non utilisé à une valeur moindre. Ainsi, il est proposé la restitution de crédits à hauteur de 2 MF.

- l'action « Réalisation d'analyses » avec l'achat de matériels d'analyse de pesticides dans les végétaux et de métaux lourds dans les eaux (programme CDI 2016). Depuis, le financement par l'Etat de ce dispositif n'est plus d'actualité. Il convient donc de répartir les crédits, de rattacher cette opération à l'AP 2005-2 (CPZP) à hauteur de 45 MF avec un échelonnement à hauteur de 1 MF en 2016 et 44 MF en 2017 dans le cadre du budget supplémentaire, il est proposé la restitution de crédits à hauteur de 44 MF en 2016.

La perspective de consommation sur les 5 derniers mois pour le programme P0404 devrait approcher les 100% sur le budget de fonctionnement et d'investissement (hormis CPZP). La majeure partie des dépenses d'intervention a été réalisé ou est en cours.

Enfin, s'agissant des recettes de fonctionnement au niveau de la quarantaine animale, une diminution des recettes est à prévoir 11 MF au lieu de 14 MF.

Budget supplémentaire 2016
Aménagement, urbanisme, environnement
et prévention des risques

P0405-Prévention des pollutions et risques industriels	Reports	Recettes	0
		Dépenses	0
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	0
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-31 000
	TOTAL BS 2016	Recettes	0
		Dépenses	-31 000

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme Prévention des pollutions et risques industriels est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	8 391 980	7 580 000	0	31,25%	0	0	0	7 580 000
A0405-08-Inspect° des équipements sous press° (instruct°, contrôle,évolut° réglementaire)en coordinat° avec des organismes délégués pour le contrôle de premier niveau	68 000	80 000	0	22,50%	0	0	0	80 000
A0405-11-Cadre réglem. & Inspect° poids & mesures (instruct°, contrôle, éolut° réglem.)en coordinat° avec des organismes délégués pour le contrôle de 1er niveau (Gouv)	8 323 980	7 500 000	0	31,34%	0	0	0	7 500 000
Dépenses	17 746 000	16 400 000	0	97,56%	-31 000	0	-31 000	16 369 000
A0405-03-Elaboration d'une réglementation en matière de qualité de l'air et participation au suivi de la qualité de l'air	17 114 000	16 000 000	0	100,00%	0	0	0	16 000 000
A0405-11-Cadre réglem. & Inspect° poids & mesures (instruct°, contrôle, éolut° réglem.)en coordinat° avec des organismes délégués pour le contrôle de 1er niveau (Gouv)	632 000	400 000	0	0,00%	-31 000	0	-31 000	369 000

Par nature de dépenses, la répartition est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	8 391 980	7 580 000	0	31,25%	0	0	0	7 580 000
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	8 391 980	7 580 000	0	31,25%	0	0	0	7 580 000
Dépenses	17 746 000	16 400 000	0	97,56%	-31 000	0	-31 000	16 369 000
Autres charges de fonctionnement	632 000	0	0	0,00%	0	0	0	0
Charges fixes de fonctionnement	0	200 000	0	0,00%	-20 000	0	-20 000	180 000
HAP immobilisations corporelles	0	200 000	0	0,00%	-11 000	0	-11 000	189 000
Subventions, participations et autres charges d'activité	17 114 000	16 000 000	0	100,00%	0	0	0	16 000 000

Budget supplémentaire 2016
**Aménagement, urbanisme, environnement
et prévention des risques**

P0406-Energie	Reports	Recettes	0
		Dépenses	6 177 743
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	0
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-6 702 908
TOTAL BS 2016		Recettes	0
		Dépenses	-525 165

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme énergie est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	17 041 320	20 000 000	0	11,81%	0	0	0	20 000 000
A0406-06-Promotion de la maîtrise de la demande énergétique et du développement des énergies renouvelables	17 041 320	20 000 000	0	11,81%	0	0	0	20 000 000
Dépenses	37 775 441	18 000 000	6 177 743	23,09%	-6 702 908	0	-525 165	17 474 835
A0406-06-Promotion de la maîtrise de la demande énergétique et du développement des énergies renouvelables	30 649 740	16 175 900	620 524	22,47%	-1 380 000	0	-759 476	15 416 424
A0406-07-Information et sensibilisation des industriels et de la population	2 955 101	1 824 100	1 557 219	53,46%	-1 322 908	0	234 311	2 058 411
A0406-09-Contrôle de la conformité technique de l'implantation des lignes et de la qualité des produits pétroliers mis sur le marché	0	0	4 000 000	0,00%	-4 000 000	0	0	0
A0406-13-Application et mise à jour des structures tarifaires des carburants, du gaz et de l'électricité et contrôle de leur bonne application	4 170 600	0	0		0	0	0	0

Par nature de dépenses, les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	17 041 320	20 000 000	0	11,81%	0	0	0	20 000 000
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	17 041 320	20 000 000	0	11,81%	0	0	0	20 000 000
Dépenses	37 775 441	18 000 000	6 177 743	23,09%	-6 702 908	0	-525 165	17 474 835
Autres charges de fonctionnement	24 179 257	2 000 000	6 177 743	29,69%	-5 322 908	0	854 835	2 854 835
Charges fixes de fonctionnement	13 596 184	16 000 000	0	19,71%	-1 380 000	0	-1 380 000	14 620 000

Bilan à mi-parcours

Direction : DIMENC

Les actions en faveur d'une consommation rationnelle de l'énergie et le développement des énergies renouvelables concourent à réduire les vulnérabilités du pays en termes de dépendance énergétique. En 2016 les actions prévues s'inscrivent dans la continuité : maintien des centrales TEP VERTES et fonctionnement de l'observatoire de l'énergie pour une enveloppe initiale de 18 millions de francs.

Le budget énergie enregistre une diminution de 6 702 303 francs dont la principale, 4 millions de francs, est liée à l'absence de facturation du service des essences des armées pour l'analyse des produits pétroliers depuis plusieurs années, ceci, bien que la prestation soit exécutée. 1,3 millions de francs sur l'observatoire de l'énergie relatifs à une prestation complémentaire qui sera différée et 1,3 millions de francs sur l'entretien des centrales TEP VERTES sont également ôtées du budget.

Les crédits restant permettront strictement d'honorer les engagements déjà pris au titre des dossiers précités.

Budget supplémentaire 2016
Aménagement, urbanisme, environnement
et prévention des risques

P0407-Prévention et gestion des risques	Reports	Recettes	0
		Dépenses	528 576 162
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-254 301 311
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	26 152 160
	Total BS 2016	Recettes	0
		Dépenses	300 427 011

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme prévention gestion des risques est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	249 245 300	250 000 000	-	3,09%	-	-	-	250 000 000
A0407-02-Formation des acteurs de sécurité civile	9 245 300	10 000 000	-	77,25%	-	-	-	10 000 000
A0407-04-Soutien et pilotage	240 000 000	240 000 000	-	0,00%	-	-	-	240 000 000
Dépenses	549 535 813	772 175 200	528 576 162	33,96%	- 254 301 311	26 152 160	300 427 011	1 059 402 211
A0407-01-Prévention des risques technologiques et naturels	19 517 779	13 060 000	540 750	15,31%	- 3 526 301	-	- 2 985 551	10 074 449
A0407-02-Formation des acteurs de sécurité civile	98 150 265	174 518 424	46 370 975	40,44%	- 20 232 520	-	26 138 455	200 656 879
A0407-03-Opération et gestion de crise	267 243 712	459 229 354	474 472 723	31,31%	- 224 259 324	10 452 160	260 665 559	719 894 913
A0407-04-Soutien et pilotage	153 711 107	102 863 085	7 191 714	50,10%	- 4 003 166	500 000	3 688 548	106 551 633
A0407-05-Assistance aux acteurs de sécurité civile	10 912 950	22 504 337	-	12,51%	- 2 280 000	15 200 000	12 920 000	22 224 337

Par nature de dépenses, les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016	BS 2016
Recettes	249 245 300	250 000 000	-	3,09%	-	-	-	250 000 000	-
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	9 245 300	10 000 000	-	77,25%	-	-	-	10 000 000	-
(74) dotations, subventions et participations	240 000 000	240 000 000	-	0,00%	-	-	-	240 000 000	-
Dépenses	549 535 813	772 175 200	528 576 162	33,96%	- 254 301 311	26 152 160	300 427 011	1 059 402 211	300 427 011
AP P0407-2015/1 - EQUIPEMENTS ET AMENAGEMENT PEDAGOGIQUE DU CENTRE DE FORMATION	20 719 957	51 831 600	38 597 868	5,20%	- 14 160 000	-	24 437 868	76 269 468	24 437 868
AP P0407-2015/2 - EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE EPI TENUES LOURDES	649 765	8 281 380	6 735 200	50,24%	- 1 400 000	478 630	5 813 830	14 095 210	5 813 830
AP P0407-2015/3 - EQUIPEMENTS ET ENGINES DE SECURITE CIVILE	1 924 224	139 428 722	332 655 473	40,34%	- 130 000 000	-	202 655 473	342 084 195	202 655 473
AP P0407-2015/4 - EQUIPEMENTS ET MATERIEL DE GESTION ALERTE ET TRANSMISSIONS	9 658 373	15 665 000	6 194 885	57,85%	- 3 060 000	1 400 000	4 534 885	20 199 885	4 534 885
Autres charges de fonctionnement	281 700 956	279 034 714	120 079 666	19,14%	- 89 022 521	7 470 000	38 527 145	317 561 859	38 527 145
Charges de personnel	61 738 313	89 209 052	-	63,82%	-	-	-	89 209 052	-
Charges exceptionnelles	72 512	-	-	-	-	-	-	-	-
Charges fixes de fonctionnement	90 334 226	118 171 434	6 426 446	49,40%	- 5 206 686	-	1 219 760	119 391 194	1 219 760
HAP autres immobilisations financières	56 000	-	-	-	-	-	-	-	-
HAP immobilisations corporelles	73 620 096	57 487 501	16 950 935	39,54%	- 9 852 104	1 153 530	8 252 361	65 739 862	8 252 361
HAP immobilisations incorporelles	2 230 181	3 065 797	935 689	26,59%	- 600 000	450 000	785 689	3 851 486	785 689
HAP subventions d'équipement versées	-	-	-	-	-	13 200 000	13 200 000	-	13 200 000
Subventions, participations et autres charges d'activité	6 831 210	10 000 000	-	10,00%	- 1 000 000	2 000 000	1 000 000	11 000 000	1 000 000

Bilan à mi-parcours

Direction : DGR

A la moitié de l'année, les objectifs suivants du plan stratégique de la direction ont été remplis :

Concernant le service de la planification des risques technologiques et naturels :

- Le dossier sur les risques majeurs (DRM) a été finalisé, adopté et diffusé aux institutions. C'est la première fois que ce document (obligatoire dans les départements métropolitains depuis 1990) est réalisé en Nouvelle-Calédonie.
- Le Plan Particulier d'Intervention du site industriel de Doniambo (SLN/Enercal) a été finalisé et adopté. C'est le second PPI disponible en Nouvelle-Calédonie après celui du site industriel de Goro réalisé l'année dernière. Le groupe de travail pour la réalisation d'un PPI sur le bassin à risque de Numbo se réunit régulièrement en vue de disposer d'un nouveau plan pour le début de l'année 2017.
- Le guide de construction des casernes et le guide sur la défense contre l'incendie ont été finalisés et diffusés aux communes pour éclairer leur décision et leur choix d'investissement.

S'agissant du service des opérations et de la gestion de crise :

- Le plan d'acquisition des moyens se poursuit. Six nouveaux véhicules d'interventions ont été livrés et seront opérationnels notamment pour la saison des feux pour appuyer les moyens communaux. Ces moyens peuvent intervenir sur l'ensemble des communes de la Nouvelle-Calédonie.
- La Nouvelle-Calédonie s'est dotée cette année d'un potentiel d'heures de vol pour des missions de secours aérien et notamment en milieu inaccessible. L'hélicoptère est désormais disponible pour des missions de secours simples et d'ici la fin de l'année pour permettre la plénitude de ses missions.
- La saison des feux de forêt permettra d'expérimenter un dispositif de prévention basé sur la mobilisation sur le terrain d'une centaine de jeunes volontaires du service civique pour des actions de prévention, de surveillance, de sensibilisation ou de soutien auprès des communes.

Concernant le service de la formation :

- Le partenariat avec la Marine Nationale se poursuit pour la formation à la spécialité « feux de navire ». Le simulateur de feux est en commande et sera livré en début d'année 2017. A partir de cette échéance, les formations pourront débuter et les sapeurs-pompiers locaux disposeront désormais de ces nouvelles compétences d'intervention rendues nécessaires par l'augmentation du trafic commercial maritime.
- Les formations des sapeurs-pompiers se déroulent conformément au calendrier établi en début d'année. On peut noter l'organisation en Nouvelle-Calédonie de formations de secours en milieu périlleux et de chef de groupe « feux de forêt » qui ont permis à 26 sapeurs-pompiers locaux d'acquérir ces spécialités jusqu'à présent dispensées uniquement en métropole.

Enfin s'agissant du service d'assistance aux acteurs de sécurité civile :

- Le dispositif d'aide aux communes pour la rédaction ou l'actualisation des plans communaux de sauvegarde est pleinement opérationnel. Les arrêtés d'application ont été pris et les prestataires agréés. Il reste désormais aux communes de solliciter les aides financières disponibles.
- Le bureau du soutien médical a débuté les visites médicales d'aptitudes auprès des centres de secours communaux. Depuis le début de l'année, 130 visites médicales d'aptitudes ont été réalisées par les personnels médicaux et paramédicaux volontaires

de la DSCGR. Ces visites ont concerné à ce jour les communes du Mont Dore, Thio, SIVM Sud et Lifou. Les visites en province Nord sont programmées.

- Une campagne de promotion de l'engagement bénévole et volontaire auprès des associations agréées de sécurité civile a été engagée pour inciter les citoyens à s'engager dans ces associations d'utilité publique.

2/ Les demandes du budget supplémentaire

Un seul projet non-prévu au budget primitif nécessite des financements complémentaires.

A/ Les auxiliaires de sécurité civile (7,5 MF) (section de fonctionnement)

Dans le cadre de la préparation de la prochaine saison des feux de forêt, il a été proposé aux communes de mettre à leur disposition, pendant 6 mois, entre 2 et 4 volontaires du service civique pour des missions de prévention, de sensibilisation, de surveillance ou de soutien aux services publics en charge de la lutte contre les incendies.

Ce dispositif permettra à une centaine de jeunes âgés de 18 à 25 ans de s'engager dans ces différentes missions « citoyennes ». La Nouvelle-Calédonie prendra en charge la formation, l'équipement et une partie de la rémunération des jeunes. Le budget alloué à ce projet est de :

- 1,07 M FCFP pour l'équipement des volontaires (trousseau) ;
- 6,4 M FCFP pour l'indemnité réglementaire à verser chaque mois aux volontaires.

B/ Le soutien au RSMA pour l'acquisition d'un outil de formation (13,2 MF) (section d'investissement)

Le RSMA forme chaque année, des jeunes calédoniens aux métiers de la sécurité et en particulier à celui de sapeur-pompier. Pour parfaire leur formation, le régiment souhaite acquérir un camion de lutte contre l'incendie pour permettre aux stagiaires de manœuvrer sur ce type d'équipement.

Le RSMA envisage ainsi de faire l'acquisition d'un camion pour la somme de 26,4 MF et sollicite la Nouvelle-Calédonie pour un co-financement à 50%, soit 13,2 MF.

Cet équipement permettrait par ailleurs à la DSCGR de disposer d'un moyen supplémentaire d'intervention disponible en province Nord, en particulier durant la saison des feux de forêt.

Il pourrait donc être envisagé un partenariat avec le RSMA qui viserait, en contre partie à ce financement, à bénéficier du prêt à titre gracieux du véhicule en fonction des besoins de la DSCGR, et une dévolution à la Nouvelle-Calédonie dans l'hypothèse où le RSMA déciderait de cesser ses actions dans cette filière de formation.

Aménagement, urbanisme, environnement
et prévention des risques
Synthèse des crédits par programme et par chapitre

Synthèse des crédits par programme et par chapitre en Dépense

	P0401-Economie verte, gestion domaniale et urbanisme	P0402-Météorologie	P0403-Gestion de l'eau	P0404-Sécurité sanitaire des aliments et biosécurité	P0405-Prévention des pollutions et risques industriels	P0406-Energie	P0407-Prévention et gestion des risques	Total
Investissements	- 17 362 250	18 665 750	- 1 815 626	47 978 314	- 11 000	-	259 680 106	307 135 294
901	-	-	-	-	-	-	259 680 106	259 680 106
907	- 21 062 250	18 665 750	- 1 815 626	-	- 11 000	-	-	4 223 126
909	3 700 000	-	-	47 978 314	-	-	-	51 678 314
Fonctionnement	- 1 291 960	853 972	15 002 449	1 251 630	- 20 000	- 525 165	40 746 905	56 017 831
931	-	-	-	-	-	-	41 031 905	41 031 905
937	- 5 116 703	853 972	15 002 449	-	- 20 000	- 525 165	- 285 000	9 909 553
p.m. report	7 692 493	21 011 350	40 013 269	104 638 460	-	6 177 743	528 576 162	708 109 477
p.m. Total Mesures Nouvelles (crédits et réductions)	- 26 346 703	- 1 491 628	- 26 826 446	- 55 408 516	- 31 000	- 6 702 908	- 228 149 151	- 344 956 352

Synthèse des crédits par programme et par chapitre en Recettes

	P0401-Economie verte, gestion domaniale et urbanisme	P0402-Météorologie	P0403-Gestion de l'eau	P0404-Sécurité sanitaire des aliments et biosécurité	P0405-Prévention des pollutions et risques industriels	P0406-Energie	P0407-Prévention et gestion des risques	Total
Investissements	0	0	0	0	0	0	0	0
909	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonctionnement	-2 000 000	0	0	0	0	0	0	-2 000 000
931	0	0	0	0	0	0	0	0
937	-2 000 000	0	0	0	0	0	0	-2 000 000
939	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	-2 000 000	0	0	0	0	0	0	-2 000 000
p.m. report	0	0	0	0	0	0	0	0
p.m. Total Mesures Nouvelles (crédits et réductions)	-2 000 000	0	0	0	0	0	0	-2 000 000

Aménagement, urbanisme, environnement et prévention des risques
Synthèse des crédits par rubriques

Synthèse des crédits par rubriques

	CA 2015	BP 2016 & Déplacement 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Fonctionnement								
Recettes	305 615 087	471 100 000	0	6,23%	-2 000 000	0	-2 000 000	469 100 000
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	63 289 745	70 580 000	0	41,60%	-2 000 000	0	-2 000 000	68 580 000
(74) dotations, subventions et participations	240 000 000	400 520 000	0	0,00%	0	0	0	400 520 000
(77) produits exceptionnels	2 325 342	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses	1 183 342 305	981 225 270	186 377 613	35,26%	-145 129 782	14 770 000	56 017 831	1 037 243 101
Autres charges de fonctionnement	611 661 121	502 750 901	151 902 965	26,45%	-115 400 811	11 770 000	48 272 154	551 023 055
Charges de personnel	102 496 252	131 609 052	0	44,06%	0	0	0	131 609 052
Charges exceptionnelles	88 642	0	0	0	0	0	0	0
Charges fixes de fonctionnement	169 965 744	204 951 708	6 942 552	53,42%	-9 278 971	0	-2 336 419	202 615 289
Remboursements aux collectivités	120 575 336	83 793 609	27 532 096	19,49%	-19 000 000	0	8 532 096	92 325 705
Subventions, participations et autres charges d'activité	178 555 210	58 120 000	0	78,49%	-1 450 000	3 000 000	1 550 000	59 670 000
Investissements								
Recettes	0	27 800 689	0	0,00%	0	0	0	27 800 689
(13) subventions d'investissement	0	27 800 689	0	0,00%	0	0	0	27 800 689
Dépenses	300 500 225	1 062 548 400	521 731 864	25,01%	-235 978 730	21 382 160	307 135 294	1 356 483 694
AP P0401-2008/1 - REVISION BDTOPO-NC	9 808 977	0	0	0	0	0	0	0
AP P0401-2008/2 - S.I.G CADASTRE	4 862 550	0	0	0	0	0	0	0
AP P0401-2012/1 - POSITIONNEMENT GEOGRAPHIQUE DE PRECISION	17 658 522	10 445 730	0	87,97%	-480 000	0	-480 000	9 965 730
AP P0401-2012/2 - ECONOMIE VERTE (INVEST)	0	9 300 000	0	0,00%	0	3 700 000	3 700 000	13 000 000
AP P0401-2014/1 - MISE A JOUR IMAGERIE AERIENNE ET BASE DONNEES TOPO-NC	2 853 850	32 750 798	3 417 750	17,17%	-24 000 000	0	-20 582 250	12 168 548
AP P0402-2015/1 - AQUISITION GENERATEUR HYDROGENE	2 766 110	0	8 298 329	33,33%	0	0	8 298 329	8 298 329
AP P0402-2016/1 - RENOUELEMENT MATERIELS METEOROLOGIQUES	0	1 194 351	0	0,00%	0	0	0	1 194 351
AP P0402-2016/2 - RENOUELEMENT STATIONS METEOROLOGIQUES	0	1 148 898	0	0,00%	0	0	0	1 148 898
AP P0403-2013/1 - RENOVATION BARRAGE DUMBEA	10 000 000	0	0	0	0	0	0	0
AP P0404-2005/2 - COMPLEXE DE PROTECTION ZOO ET PHYTOSANITAIRE DE LA NC (98/05)	36 960 596	472 999 500	72 751 955	18,21%	0	1 000 000	73 751 955	546 751 455
AP P0404-2011/1 - CONSTRUCTION BATIMENTS BUREAUX SIVAP	4 256 963	124 250 500	24 260 249	3,97%	0	0	24 260 249	148 510 749
AP P0407-2015/1 - EQUIPEMENTS ET AMENAGEMENT PEDAGOGIQUE DU CENTRE DE FORMATION	20 719 957	51 831 600	38 597 868	5,20%	-14 160 000	0	24 437 868	76 269 468
AP P0407-2015/2 - EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE EPI-TENUES LOURDES	649 765	8 281 380	6 735 200	50,24%	-1 400 000	478 630	5 813 830	14 095 210
AP P0407-2015/3 - EQUIPEMENTS ET ENGINS DE SECURITE CIVILE	1 924 224	139 428 722	332 655 473	40,34%	-130 000 000	0	202 655 473	342 084 195
AP P0407-2015/4 - EQUIPEMENTS ET MATERIEL DE GESTION ALERTE ET TRANSMISSIONS	9 658 373	15 665 000	6 194 885	57,85%	-3 060 000	1 400 000	4 534 885	20 199 885
HAP autres immobilisations financières	56 000	0	0	0	0	0	0	0
HAP immobilisations corporelles	130 046 191	161 984 422	21 519 407	28,95%	-62 278 730	1 153 530	-39 605 793	122 378 629
HAP immobilisations en cours	12 530 884	0	6 365 059	0,00%	0	0	6 365 059	6 365 059
HAP immobilisations incorporelles	5 347 263	3 147 499	935 689	27,92%	-600 000	450 000	785 689	3 933 188
HAP subventions d'équipement versées	30 400 000	30 120 000	0	10,62%	0	13 200 000	13 200 000	30 120 000

Mission M05 Coordination et développement des transports

Reports	Recettes	0
	Dépenses	385 636 659
Crédits complémentaires	Recettes	15 300 000
	Dépenses	1 099 853 166
Réduction proposée	Recettes	-144 000 000
	Dépenses	-773 416 304
Total BS 2016	Recettes	-128 700 000
	Dépenses	712 073 521

Contrôle et exploitation aériens

Le programme contrôle et exploitation aériens regroupe les activités de la direction de l'aviation civile (DAC) en Nouvelle-Calédonie en matière de prestations de services de navigation aérienne, incluant l'installation et la maintenance des systèmes techniques de navigation aérienne.

Développement du transport aérien

Ce programme regroupe les missions de régulations économique et juridique en matière d'aéroport, de transports aériens et d'environnement, ainsi que l'ensemble de l'ingénierie aéronautique.

Infrastructures et sécurité routières

Le programme infrastructures et sécurité routières comporte deux volets :

- le volet infrastructures : routes et bâtiments,
- le volet transports terrestres et circulation routière.

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme infrastructures et sécurité routières, pour le volet infrastructures, la DITTT construit, aménage et entretient les infrastructures telles que :

Transports et activités maritimes

- les routes pour faciliter les déplacements des personnes et des biens dans les conditions de sécurité, et de régularité du temps de parcours adaptées aux besoins de la population ;
- les bâtiments destinés à recevoir les services publics liés à la sécurité routière.

Pour le volet transports terrestres et circulation routière, la DITTT est chargée de faire appliquer la réglementation en la matière (permis de conduire, autorisation de circuler, cartes professionnelles...) et de définir une politique stratégique quinquennale de sécurité routière.

Cette mission M05 permet à la direction des affaires maritimes de la Nouvelle-Calédonie (DAMNC) de mener ses actions en matière de gestion administrative des gens de mer, de sécurité des navires et de navigation maritime. Par le biais du budget qui lui est alloué, la DAMNC s'attache également à organiser et à soutenir le transport maritime et plus particulièrement les dessertes au niveau du Territoire.

Le budget supplémentaire 2015 permet d'ajuster les dépenses et recettes prévues pour 2015 au plus près des dernières estimations. Deux domaines sont concernés, en fonctionnement comme en investissement :

- la continuité territoriale maritime (réévaluation de la participation du gouvernement et annulation pour 2015 de l'aide à la construction d'une barge à Poum)
- le sauvetage en mer (réduction de la dotation liée à un trop-perçu en 2014 et participation au renouvellement du canot de sauvetage de Nouméa)

La DITTT, quant à elle, contribue à la sécurité des routes maritimes et à la sauvegarde de l'environnement marin de la Nouvelle-Calédonie par la mise en place et l'entretien du balisage et la participation au plan POLMAR. La compétence en matière de signalisation maritime et d'hydrographie du lagon est transférée depuis 1er janvier 2011.

Historique des moyens financiers

En recettes et en dépenses

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
M05-Coordination et développement des transports								
Recettes	449 091 556	471 718 190	0	30,32%	-144 000 000	15 300 000	-128 700 000	343 018 190
P0501-Contrôle et exploitation aériens	8 192 725	10 418 190	0	25,61%	0	0	0	10 418 190
P0502-Régulation économique du transport aérien et continuité territoriale	222 622 120	154 800 000	0	10,31%	-144 000 000	12 500 000	-131 500 000	23 300 000
P0503-Infrastructures et sécurité routières	216 842 680	306 500 000	0	40,58%	0	0	0	306 500 000
P0504-Transports et activités maritimes	1 434 031	0	0		0	2 800 000	2 800 000	2 800 000
Dépenses	5 133 647 571	5 368 046 164	385 636 659	52,28%	-773 416 304	1 099 853 166	712 073 521	6 080 119 685
P0501-Contrôle et exploitation aériens	85 434 667	118 042 820	56 418 421	33,85%	-19 233 448	1 089 588	38 274 561	156 317 381
P0502-Régulation économique du transport aérien et continuité territoriale	1 148 552 873	1 412 439 763	166 831 463	21,36%	-535 208 512	103 487 843	-264 889 206	1 147 550 557
P0503-Infrastructures et sécurité routières	3 762 672 090	3 643 722 206	88 415 765	66,87%	-136 179 344	891 275 735	843 512 156	4 487 234 362
P0504-Transports et activités maritimes	136 987 941	193 841 375	73 971 010	43,24%	-82 795 000	104 000 000	95 176 010	289 017 385

Budget supplémentaire 2016
Coordination et développement des transports

P0501-Contrôle et exploitation aériens	Reports	Recettes	0
		Dépenses	56 418 421
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	1 089 588
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-19 233 448
	TOTAL BS 2016	Recettes	0
		Dépenses	38 274 561

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 concernant le programme contrôle et exploitation aériens est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	8 192 725	10 418 190	0	25,61%	0	0	0	10 418 190
A0501-04-Exploitation opérationnelle et technique	8 192 725	10 418 190	0	25,61%	0	0	0	10 418 190
Dépenses	85 434 667	118 042 820	56 418 421	33,85%	-19 233 448	1 089 588	38 274 561	156 317 381
A0501-01-Certifications et sécurité	2 112 171	0	0		0	0	0	0
A0501-02-Formation	3 437 500	360 000	0	-217,01%	0	265 000	265 000	625 000
A0501-03-Soutien et pilotage	6 179 210	43 313 120	198 157	8,02%	-962 000	824 588	60 745	43 373 865
A0501-04-Exploitation opérationnelle et technique	73 705 786	74 369 700	56 220 264	43,15%	-18 271 448	0	37 948 816	112 318 516

Par nature de dépenses, les propositions se répartissent comme suit :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	8 192 725	10 418 190	0	25,61%	0	0	0	10 418 190
(74) dotations, subventions et participations	8 192 725	10 418 190	0	25,61%	0	0	0	10 418 190
Dépenses	85 434 667	118 042 820	56 418 421	33,85%	-19 233 448	1 089 588	38 274 561	156 317 381
AP P0501-2011/1 - EXTENSION SEAC - NC	0	36 000 000	0	0,00%	0	0	0	36 000 000
Autres charges de fonctionnement	12 472 709	15 189 270	87 940	44,44%	-2 323 300	824 588	-1 410 772	13 778 498
Charges exceptionnelles	0	199 000	0	0,00%	0	0	0	199 000
Charges fixes de fonctionnement	23 717 418	25 724 550	556 387	51,61%	-1 024 148	0	-467 761	25 256 789
HAP immobilisations corporelles	28 980 695	36 971 148	33 319 296	32,53%	-15 886 000	0	17 433 296	54 404 444
HAP immobilisations en cours	12 314 174	958 852	21 291 822	62,28%	0	0	21 291 822	22 250 674
HAP immobilisations incorporelles	2 112 171	0	1 162 976	100,00%	0	0	1 162 976	1 162 976
Remboursements aux collectivités	2 400 000	2 640 000	0	60,61%	0	0	0	2 640 000
Subventions, participations et autres charges d'activité	3 437 500	360 000	0	-217,01%	0	265 000	265 000	625 000

Bilan à mi-parcours

Direction : DAC

Ce programme regroupe les actions d'accompagnement de la sécurité et la certification des services de la circulation aérienne sur les aérodromes de Nouméa-Magenta (contrôle d'approche et d'aérodrome), de Lifou (contrôle d'aérodrome) et de Koné (AFIS). Elles comprennent le développement des systèmes de la sécurité aérienne, la compétence et l'instruction des personnels qui interviennent sur les aérodromes territoriaux et par convention d'assistance sur les aérodromes des provinces.

Les objectifs sont de nature à garantir un haut niveau de sécurité et de qualité des prestations des services de la navigation aérienne qui contribuent à la disponibilité des systèmes de la sécurité de la navigation aérienne, au développement durable, à l'efficacité économique ainsi qu'à la prise en compte de l'aviation générale.

Les actions opérationnelles et techniques destinées la circulation aérienne sont à un rythme nominal avec un taux de réalisation dépassant les 70%.

Le remplacement de la chaîne radio a été réalisé, sa mise en service opérationnelle est en cours de validation technique au regard de la sécurité.

Sur l'investissement, 8,3 millions sont restitués et des commandes 2016 MF (radiobalise Amédée et feux de guidage butte Pentecost) qui ne seront mandatées qu'en 2017 permettent de dégager 20,5 millions à inscrire en AP.

En fonctionnement, une demande supplémentaire de 1 089 588 F est nécessaire pour financer les déplacements pour missions de maintenance sur les équipements de navigation aérienne. La compagnie Aircal a en effet mis fin en septembre 2015 à la réduction de 50% accordée jusqu'alors aux institutions. Cette hausse n'avait pas été intégrée au BP en faisant l'hypothèse du rétablissement des tarifs préférentiels, qui finalement n'a pas été effective.

➤ 265 000 F - La subvention versée à l'Aéro-Club Calédonien permet de prendre en charge les coûts de formation de jeunes calédoniens sélectionnés pour se présenter au brevet de pilotage (« bourse de pilotage »).

L'Aéro-Club Calédonien n'a pas inscrit de boursiers sur l'année 2016. Le budget sollicité au BP et au BS 2016 doit permettre de finaliser les formations entamées sur l'exercice 2015.

Un projet d'aide indirecte à la personne devrait être proposé pour le budget 2017 en substitution du dispositif actuel.

➤ 824 588 F - Il est sollicité une enveloppe supplémentaire pour prendre en compte les déplacements réalisés par la maintenance régionale et l'augmentation tarifaire depuis le 1er septembre 2015.

➤ 703 600 F - En fonctionnement, le montant indiqué ne sera pas consommé d'ici la fin de l'année. Il s'agit notamment des annonces et insertions (- 50 000 F), des frais de communication externe (- 453 600 F) et de télécommunications (- 200 000 F).

➤ 8 300 000 F - L'exploitation opérationnelle des aérodromes de la Nouvelle-Calédonie nécessite l'installation de divers matériels techniques.

Sont revues à la baisse les dépenses suivantes :

Déport SIGMA LIFOU : la totalité de l'enveloppe initiale ne sera pas consommée avant la fin

de l'année pour cause de modification du choix technique (- 5 MF).

Modernisation du balisage MAGENTA : les commandes de matériels spécifiques achetés hors NC ne pourront pas être réalisées avant la fin 2016 (- 1,3 MF).

Equipements divers (achats d'appareils de mesures spécifiques) : les achats ne seront effectués qu'en 2017 (- 2 MF).

✎ 630 000 F sont rendus dont 600 000 F en frais de déplacement car les maintenances techniques sont désormais effectuées par 2 techniciens au lieu de 3 agents initialement prévus

P0502-Régulation économique du transport aérien et continuité territoriale	Reports	Recettes	0
		Dépenses	166 831 463
	Crédits complémentaires	Recettes	12 500 000
		Dépenses	103 487 843
	Réduction proposée	Recettes	-144 000 000
		Dépenses	-535 208 512
	TOTAL BS 2016	Recettes	-131 500 000
		Dépenses	-264 889 206

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 concernant le programme régulation économique du transport aérien est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	222 622 120	154 800 000	0	10,20%	-144 000 000	12 500 000	-131 500 000	23 300 000
A0502-03-Développer l'aéroport de Koné	46 778 630	0	0		0	0	0	0
A0502-05-Gestion des aéroports territoriaux	25 104 042	2 800 000	0	435,18%	0	12 500 000	12 500 000	15 300 000
A0502-07-Contribuer à la continuité territoriale aérienne	150 739 448	152 000 000	0	2,37%	-144 000 000	0	-144 000 000	8 000 000
Dépenses	1 148 552 873	1 412 439 763	166 831 463	21,36%	-535 208 512	103 487 843	-264 889 206	1 147 550 557
A0502-03-Développer l'aéroport de Koné	111 552 262	106 000 000	1 759 800	7,74%	-104 924	0	1 654 876	107 654 876
A0502-04-Adapter les infrastructures à l'évolution du trafic	9 710 216	696 450 000	2 141 628	2,36%	-425 900 000	0	-423 758 372	272 691 628
A0502-05-Gestion des aéroports territoriaux	365 169 066	444 469 763	162 902 560	25,85%	-108 913 838	5 350 647	59 339 369	503 809 132
A0502-06-Exercer une tutelle économique sur les compagnies aériennes locales et sur les aéroports	9 175 000	0	0		0	572 839	572 839	572 839
A0502-07-Contribuer à la continuité territoriale aérienne	652 946 329	165 520 000	27 475	99,47%	-289 750	97 564 357	97 302 082	262 822 082

Budget supplémentaire 2016

Coordination et développement des transports

Par nature de dépenses, les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	222 622 120	154 800 000	0	10,20%	-144 000 000	12 500 000	-131 500 000	23 300 000
(23) immobilisation en cours	38 995 682	0	0		0	0	0	0
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	209 925	800 000	0	0,00%	0	0	0	800 000
(74) dotations, subventions et participations	150 739 448	152 000 000	0	2,37%	-144 000 000	0	-144 000 000	8 000 000
(75) autres produits de gestion courante	0	2 000 000	0	0,00%	0	0	0	2 000 000
(77) produits exceptionnels	32 677 065	0	0		0	12 500 000	12 500 000	12 500 000
Dépenses	1 148 552 873	1 412 439 763	166 831 463	21,36%	-535 208 512	103 487 843	-264 889 206	1 147 550 557
AP P0502-2008/3 - MAGENTA-CONSTRUCTION AEROGARE FRET	1 582 696	475 000 000	391 424	0,32%	-280 000 000	0	-279 608 576	195 391 424
AP P0502-2010/1 - KONE AMENAGEMENT AERODROME ACCUEIL ATR42	111 552 262	103 000 000	1 759 800	7,26%	-104 924	0	1 654 876	104 654 876
AP P0502-2011/1 - ENTRETIEN ET GROSSES REPARATIONS	132 790 611	111 800 000	111 222 903	47,16%	-52 200 000	0	59 022 903	170 822 903
AP P0502-2011/3 - AMENAGEMENT ET EXTENSION PARKING VOITURES MAGENTA	7 892 291	450 000	0	90,23%	0	0	0	450 000
AP P0502-2011/4 - DEVELOPPEMENT SIG - DAC	2 675 030	9 700 000	3 858 730	34,89%	-1 940 000	0	1 918 730	11 618 730
AP P0502-2015/1 - MISE AUX NORMES CODE 3 AERODROME MAGENTA	0	46 000 000	0	1,11%	0	0	0	46 000 000
AP P0502-2016/1 - EXTENSION AEROGARE DE LIFOU	0	170 000 000	0	8,28%	-140 900 000	0	-140 900 000	29 100 000
AP P0502-2016/2 - DEPLOIEMENT OUTIL SURVEILLANCE WAM - NC	0	5 000 000	0	0,00%	-5 000 000	0	-5 000 000	0
AP P0502-2016/3 - AMENAGEMENT DU PARKING PUBLIC AEROGARE DE MAGENTA	0	0	0		0	0	0	0
AP P0502-2016/4 - VOIE ACCES AUX INSTALLATIONS AERODROME KONE	0	3 000 000	0	24,64%	0	0	0	3 000 000
AP P0502-2016/5 - ACHAT VEHICULES SSLIA POUR LES AERODROMES DE LA NC	0	100 000	0	0,00%	0	0	0	100 000
Autres charges de fonctionnement	16 063 500	25 039 963	36 091 671	17,24%	-8 114 563	0	27 977 108	53 017 071
Charges exceptionnelles	0	0	0		0	1 500 000	1 500 000	1 500 000
Charges fixes de fonctionnement	52 775 740	63 818 800	6 460 666	43,94%	-6 747 625	3 850 647	3 563 688	67 382 488
HAP immobilisations corporelles	1 338 266	1 507 000	18 491	11,21%	-301 400	0	-282 909	1 224 091
HAP immobilisations en cours	0	0	1 403 704	0,00%	0	0	1 403 704	1 403 704
HAP immobilisations incorporelles	15 861 227	25 000 000	5 104 949	9,92%	-7 600 000	0	-2 495 051	22 504 949
Remboursements aux collectivités	5 146 250	4 024 000	519 125	70,77%	0	0	519 125	4 543 125
Subventions, participations et autres charges d'activité	800 875 000	369 000 000	0	41,96%	-32 300 000	98 137 196	65 837 196	434 837 196

Bilan à mi-parcours

Direction : DAC

Ce programme regroupe les actions d'accompagnement du développement de l'aérien en Nouvelle-Calédonie qui comprennent la gestion des aéroports et infrastructures aéroportuaires et leurs développements, les interventions auprès des acteurs de l'aérien : compagnies, aéroports et passagers, la régulation économique et juridique de l'ensemble des activités liées à l'aviation civile.

Les objectifs sont d'améliorer la desserte intérieure par l'augmentation de la qualité du service et le soutien à la continuité territoriale des populations des îles, ou encore l'adaptation des infrastructures à l'évolution très importante du trafic intérieur.

Les projets structurants tels que le réaménagement de la Gourmette (dans le cadre de la mise aux normes de l'aéroport de Magenta), la nouvelle aérogare de fret à Magenta, la construction d'aire de stationnement avion à Koné sont lancés.

La mise en œuvre des conventions de délégation de Magenta à la CCI et du dispositif Continuité Pays (solde avant reprise par l'ADANC) n'est pas encore effective en raison d'importants délais de validation. En matière d'investissements, la restitution globale s'élève à 425 millions expliqués par des décalages sur les projets (ex : 6 mois pour l'attribution du marché de l'aérogare de Lifou, 6 mois pour l'attribution du marché de l'aérogare de fret de Magenta).

D'ici la fin de l'année et compte tenu des restitutions prévues, les taux de consommation devraient être élevés avec 190 millions de dépenses prévues sur l'aérogare de fret, 80 millions à Koné (parkings avion), 40 millions sur le réaménagement de la Gourmette et 30 millions pour la maîtrise d'œuvre de la future aérogare de Lifou. Les dépenses liées à l'exécution des conventions CCI et Aircal vont atteindre 250 millions (160 millions pour la gestion de Magenta et 90 millions pour la Continuité pays).

La rectification du prévisionnel d'exploitation de Magenta 2016 par la CCI fait passer la subvention de 205 millions à 160 millions de F.CFP alors que 100 millions non prévus au budget primitif sont nécessaires pour la continuité Pays. En ajoutant 13 millions liés à une sous-traitance nouvelle CCI sur Lifou, les besoins supplémentaires s'élèvent à 68 millions.

Financé sur AP

✎ 104 924 F - Sur le marché de création d'une aire de stationnement et d'une bretelle sur l'aéroport de Koné de 222 MF, seuls 80 MF seront réalisés en 2016, le reliquat mentionné peut être rendu. Les CP complémentaires seront demandés au BP 2017.

Financé sur AP

✎ 280 000 000 F - aéroport Magenta : construction d'une aérogare de fret.
Les travaux de construction démarrent au 1er septembre 2016. La durée des travaux (12 mois) a donc été ajustée au prorata de la consommation des CP sur l'exercice 2016, soit environ 3 mois de chantier.

✎ 140 900 000 F - aéroport Lifou : extension de l'aérogare.
Le marché de maîtrise d'œuvre pour la construction de la nouvelle aérogare a été signé tardivement. De même, l'opération de démolition et de reconstruction de deux logements a

été reportée en 2017, suite à des appels d'offre infructueux. Seule la phase APS pour les études de l'aérogare est prévue cette année. Les études se poursuivront en 2017 pour une estimation de début des travaux en 2018.

➤ 5 000 000 F - installation du WAM (Wide Area Multilateration).

Le WAM est un système de visualisation de la position des aéronefs en Nouvelle-Calédonie (premier investissement dans le cadre du plan stratégique pour l'aviation civile). Le bénéfice d'un tel dispositif est de pouvoir visualiser sur l'ensemble des espaces tout aéronef possédant un transpondeur, équipé ADS-B ou non, ce qui est un gain de sécurité en terme de contrôle (optimisation des trajectoires, situations d'attentes réduites avec une norme à 10Nm) mais aussi en terme d'opérations SAR (Search & Rescue). L'investissement dans cet équipement entre dans le cadre de la stratégie globale d'amélioration des outils des contrôleurs aériens à Magenta.

Les 5MF inscrits au BP 2016 n'ont pas été consommés dans la mesure où ces études ont pu finalement être réalisées par la DAC-NC. A cet effet, des déplacements sur site ont permis de s'assurer d'une part de l'éligibilité des équipements en place et recenser d'autre part les ajouts éventuels indispensables pour accueillir un tel système.

Une coordination doit avoir lieu courant septembre avec les services de la DGAC pour la mise en place des modalités d'un marché NC.

➤ 45 000 000 F - Le budget est revu à la baisse avec une réduction de 45 MF, touchant principalement les opérations sur l'aérodrome de Magenta relatives à la réfection des hangars SSLIA et Hélicud. Cette baisse s'explique par une priorisation d'autres opérations sur cette AP, tel l'assainissement de la plateforme de Magenta.

Pour autant, les études sont achevées et les travaux seront réinscrits sur le budget 2017.

➤ 2 600 000 F - Les dépenses pour les levés topographiques, les prises de vue aériennes et les relevés d'obstacles aux abords de la plateforme de Bourail seront réalisés au 2ème semestre 2016 pour 15 MF, ceux de l'aérodrome de Belep seront reportés à 2017.

➤ 3 850 647 F - Si l'on prend en compte la suppression du gel à hauteur de 1,4 MF, le budget sollicité est de 3,85 MF pour financer des besoins nouveaux (contrat désinsectisation/dératisation, photocopieur). A cela s'ajoute les travaux électriques de conformité sur l'aérodrome de Magenta, l'entretien de climatiseurs supplémentaires sur installés sur les aérodromes de Lifou et Koné ; ou encore la répercussion des révisions de prix sur les différents contrats et conventions.

➤ 12 919 753 F - Les prévisions de rénovation de clôture ne seront pas réalisées et le contrôle des obstacles ne se fera que partiellement.

Annulation de titres sur exercices antérieurs (67)

➤ 1 500 000 F - Suite à un trop perçu sur l'exercice 2015 au titre de continuité pays, la Nouvelle-Calédonie doit rembourser 1,5 MF à la province des Iles. Ce montant correspond partiellement à la participation de la PIL à hauteur de 25 % dans le cadre de la continuité pays pour le troisième trimestre 2015.

Les subventions d'équilibre sollicitées par la CCI ont été ajustées comme suit :

➤ 45 000 000 F - subvention d'équilibre pour la CCI Magenta : 160 MF au lieu de 205 MF prévus au BP 2016, soit une baisse de 45 MF, correspondant au transfert du SSLIA non effectué à ce jour ;

➤ 12 700 000 F - subvention d'équilibre pour la CCI Lifou : démarrage au 1er avril 2016, soit

neuf mois correspondant à un montant de 12,7 MF, non-inscrits au BP 2016.

Ces ajustements en dépenses d'intervention engendrent au global une baisse de 32,3 MF par rapport à l'estimation sollicitée au BP 2016.

La subvention d'équilibre versée à la CCI en 2015 a été surévaluée (140 MF au lieu de 115 MF réalisés). Cette recette correspond donc au remboursement par la CCI du montant excédentaire de 12 185 078 F au profit de la Nouvelle-Calédonie.

➤ 572 839 F - Par convention n° 002/DCTY/GOUV/2016-01 du 19 janvier 2016, la compagnie Air Calédonie a demandé à la Nouvelle-Calédonie le remboursement des dépenses de prise en charge des passagers suite à l'annulation de vols domestiques en octobre et novembre 2014 pour des raisons non imputables à la compagnie. La subvention demandée s'élève à 572 839 F.

➤ 220 250 F - Les dépenses de fournitures de bureau ainsi que l'entretien de matériel, outillage et mobilier sont revues à la baisse.

Dépenses prévues par texte réglementaire ou loi de pays

montant	commentaire	justification
➤ 97 564 357 F	Aide au passage aérien domestique dans le cadre de l'aide à la continuité pays (estimation pour une année faite sur le réalisé 2015)	Délib. cadre N° 184 du 9 janvier 2012

L'aide au passage aérien domestique dans le cadre de l'aide à la continuité pays est prise en charge par l'ADANC depuis le 1er mai 2016.

Les besoins en financement pour couvrir le premier trimestre et avril 2016 s'élèvent à 154,6 MF.

S'agissant de recettes :

montant	commentaire
8 MF	Participation des Provinces au financement de la mesure d'aide à la continuité pays (à hauteur de 25%)

➤ 144 000 000 F - Le montant des recettes est revu à la baisse étant donné :

la prise en charge de la continuité pays par l'ADANC à compter du 1er mai 2016 ;
le remboursement direct, depuis le 1er janvier 2016, par la province des Iles à la compagnie Air Calédonie.

Budget supplémentaire 2016
Coordination et développement des transports

P0503-Infrastructures et sécurité routières	Reports	Recettes	0
		Dépenses	88 415 765
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	891 275 735
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-136 179 344
	TOTAL BS 2016	Recettes	0
		Dépenses	843 512 156

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme Infrastructures et sécurité routières est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	216 842 680	306 500 000	0	40,31%	0	0	0	306 500 000
A0503-06-Sécurité des véhicules	199 303 500	246 500 000	0	41,61%	0	0	0	246 500 000
A0503-08-Aménagement et entretien des routes	17 539 180	60 000 000	0	34,94%	0	0	0	60 000 000
Dépenses	3 762 672 090	3 643 722 206	88 415 765	66,87%	-136 179 344	891 275 735	843 512 156	4 487 234 362
A0503-01-Politique de sécurité routière (sensibilisation, responsabilisation, réglementation et communication)	49 981 563	105 332 948	5 986 651	10,18%	-45 860 000	0	-39 873 349	65 459 599
A0503-02-Délivrance des permis de conduire	8 456 578	444 086	0	38,86%	-102 086	0	-102 086	342 000
A0503-05-Aptitudes des conducteurs	29 278 414	24 775 136	9 048 292	48,49%	-1 243 963	5 000 000	12 804 329	37 579 465
A0503-06-Sécurité des véhicules	130 132 139	52 712 877	1 384 166	15,49%	-6 106 220	729 750	-3 992 304	48 720 573
A0503-07-Réseau inter-provincial	581 154	58 924 521	0	2,65%	-53 125 083	0	-53 125 083	5 799 438
A0503-08-Aménagement et entretien des routes	3 492 223 183	3 353 458 643	71 277 374	70,77%	-27 612 471	877 045 985	920 710 888	4 274 169 531
A0503-09-Soutien et pilotage	52 019 059	48 073 995	719 282	70,22%	-2 129 521	8 500 000	7 089 761	55 163 756

Par nature de dépenses, les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	216 842 680	306 500 000	0	40,31%	0	0	0	306 500 000
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	199 303 500	246 500 000	0	41,61%	0	0	0	246 500 000
(77) produits exceptionnels	17 539 180	0	0		0	0	0	0
Opération pour tiers CARREFOUR VOH-SUD	0	60 000 000	0	0,00%	0	0	0	60 000 000
Dépenses	3 762 672 090	3 643 722 206	88 415 765	66,87%	-136 179 344	891 275 735	843 512 156	4 487 234 362
Aides directes et indirectes	14 366 274	13 500 000	0	92,33%	0	5 000 000	5 000 000	18 500 000
AP P0503-2006/1 - TRANSFERT DES PISTES PERMIS DE CONDUIRE (121/06)	0	0	8 304 429	0,00%	0	0	8 304 429	8 304 429
AP P0503-2006/2 - CENTRE D'EDUCATION ROUTIERE A KOUMAC (118/06)	14 075 170	4 747 136	0	0,00%	0	0	0	4 747 136
AP P0503-2007/1 - PROGRAMME ROUTIER ANTERIEUR	165 125 594	25 000 000	0	100,00%	0	0	0	25 000 000
AP P0503-2009/1 - PROGRAMME ROUTIER 2009-2014	654 500	0	0		0	0	0	0
AP P0503-2010/1 - PROGRAMME ROUTIER 2010-2015	767 474 410	670 557 820	39 537 107	92,42%	0	0	39 537 107	710 094 927
AP P0503-2011/1 - PROGRAMME ROUTIER 2011-2016	1 171 231 782	138 676 315	3 556 853	92,64%	0	800 000 000	803 556 853	942 233 168
AP P0503-2012/1 - PROGRAMME ROUTIER 2012/2017	3 136 299	22 456 981	121 716	10,93%	0	0	121 716	22 578 697
AP P0503-2012/2 - PROJET HOSPITALIER PRIVE	20 597 722	14 900 126	0	39,92%	0	0	0	14 900 126
AP P0503-2012/3 - AMENAGEMENT AXE ROUTIER "ROND POINT BERTHELOT"	77 400 000	0	0		0	0	0	0
AP P0503-2013/1 - PROGRAMME ROUTIER 2013/2018	666 688 136	1 857 600 369	7 658 485	73,83%	0	62 045 985	69 704 470	1 927 304 839
AP P0503-2013/3 - CREATION CENTRALE MOBILITE	581 154	58 924 521	0	2,65%	-53 125 083	0	-53 125 083	5 799 438
AP P0503-2013/4 - CENTRE CONTROLE TECHNIQUE VEHICULE A CANALA	871 500	8 000 000	424 766	10,94%	-3 000 000	0	-2 575 234	5 424 766
AP P0503-2015/2 - PARTICIPATION AU FINANCEMENT DE L'ECHANGEUR DES ERUDITS (DESSERT MEDIPOLE)	150 000 000	100 000 000	0	0,00%	0	0	0	100 000 000
Autres charges de fonctionnement	468 641 401	379 727 988	2 549 795	51,99%	-4 705 191	15 000 000	12 844 604	392 572 592
Charges exceptionnelles	8 210 465	55 752 600	18 933 213	52,89%	-27 500 000	0	-8 566 787	47 185 813
Charges fixes de fonctionnement	75 767 001	71 218 800	1 103 950	45,57%	-3 459 320	8 500 000	6 144 630	77 363 430
HAP immobilisations corporelles	5 603 097	56 362 800	5 332 051	1,56%	-42 160 000	0	-36 827 949	19 534 851
HAP immobilisations incorporelles	5 080 879	8 093 000	323 400	7,02%	-1 229 750	0	-906 350	7 186 650
HAP subventions d'équipement versées	32 411 285	77 625 000	570 000	1,83%	0	0	570 000	78 195 000
Opération pour tiers CARREFOUR VOH-SUD	0	60 000 000	0	0,00%	0	0	0	60 000 000
Opération pour tiers LOCAUX PERMIS DE CONDUIRE EN PROVINCE NORD	90 058 780	78 750	0	100,00%	0	729 750	729 750	808 500
Subventions, participations et autres charges d'activité	24 696 641	20 500 000	0	39,02%	-1 000 000	0	-1 000 000	19 500 000

Bilan à mi-parcours

Direction : DAPM

Infrastructure et sécurité routières

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme « infrastructures et sécurité routières », la DAPM construit les bâtiments destinés à recevoir les services publics liés à la circulation et à la sécurité routière.

Bilan qualitatif à mi-parcours

A mi-année, les objectifs suivants ont été remplis :

- Le dossier concernant la construction du centre de contrôle technique des véhicules (CCTV) à Canala est en cours d'études. Il est à noter que le terrain d'assise a été modifié car le précédent a été classé en 2015 en zone maritime par la province Nord, ce qui a retardé le projet. Une restitution de crédits de paiement est ainsi proposée au BS 2016.
- Les études pour l'extension et la réhabilitation du centre de contrôle technique des véhicules de Rivière Salée ont été lancées au 1^{er} semestre.

Direction : DITTT

Infrastructures routières : Dans le cadre du plan pluriannuel d'investissement (PPI) et notamment sur la période 2014-2018, le budget dédié à ce programme pour 2016 est de **3 434,28 MF en dépense** (dont 3035,63 MF en investissement et 398.65 MF en fonctionnement) et de **70 MF en recette**. Les travaux d'investissement et d'entretien réalisés à mi-parcours représentent une consommation d'environ 67% des crédits (dont **69% en investissement** et **57% en fonctionnement**). Les principales opérations qui ont été engagées jusqu'à présent sont les suivantes :

- Renouvellement des couches de roulement sur la RT1 et la RT3
- Pont de la Ouenghi
- Création d'un créneau de dépassement à Camp Brun
- Renforcement de la chaussée Tontouta, pont de Tontouta
- Traversées de tribus sur la RT3 (Houailou & Ponérihouen)

Hormis les 53 MF en dépense d'investissement sur la centrale de mobilité qui seront restitués dans le cadre du BS 2016 compte tenu du décalage du projet en 2017, l'effort sera soutenu ces prochains mois sur les opérations d'investissement et d'entretien pour atteindre les objectifs fixés pour cette année et consommer l'intégralité du budget alloué à ce programme. Par ailleurs, dans le cadre du plan de soutien à l'économie et à l'emploi des crédits complémentaires (800 MF) sont proposés pour accélérer le rythme des travaux déjà engagés dans le cadre du programme routier 2014-2018 (+400 MF) et amplifier les renforcements de chaussées sur la RT1 et sur la RT3 (400 MF). A ce stade les sections Tontouta-La Foa et Houailou-Ponérihouen ont été identifiées.

Transports terrestres, circulation et sécurité routière : Les actions liées à la mise en application de la réglementation en la matière (permis de conduire, autorisation de circuler, cartes professionnelles de transport routier de personnes...) et la mise en œuvre de la politique stratégique quinquennale de sécurité routière 2014-2018 correspondent à un budget global de 177,5 MF en 2016.

15 MF ont été engagées pour l'accompagnement et le fonctionnement de la caravane de la sécurité routière.

55 MF ont été partiellement engagées concernant l'acquisition de radars et d'équipement de sécurité routière. Dans la mesure où ces crédits ne pourront pas être consommés cette année, 42 MF ont été restituées dans le cadre du BS 2016 ainsi que la création d'une AP pour poursuivre cette action en 2017.

Une demande supplémentaire de 5 MF est formulée dans le cadre du BS 2016 pour poursuivre l'action liée au dispositif « permis pour l'emploi » (PPE)

Les autres actions qui constituent ce programme devraient se poursuivre et être finalisées cette année.

Développement et entretien du balisage: Dans le cadre de l'exercice budgétaire 2016, des opérations d'entretien du balisage maritime ont été menées ainsi que des opérations d'investissement dont les suivantes :

- 9,9 MF acquisition d'une unité mobile sur remorque. Remplacement « Agéna » non réglementaire pour la 3ème catégorie de navigation a bien été engagé.
- 3,9 MF maintien en condition opérationnelle du navire baliseur Louis Henin avec notamment la mise en place de 2 groupes électrogènes neufs.

La poursuite des opérations programmées se fera sur le reliquat des crédits alloués à ce programme.

Budget supplémentaire 2016
Coordination et développement des transports

P0504-Transports et activités maritimes	Reports	Recettes	0
		Dépenses	73 971 010
	Crédits complémentaires	Recettes	2 800 000
		Dépenses	104 000 000
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-82 795 000
	TOTAL BS 2016	Recettes	2 800 000
		Dépenses	95 176 010

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme transport et activités maritimes est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	1 434 031	0	0		0	2 800 000	2 800 000	2 800 000
A0504-11-Contribuer à la continuité territoriale maritime	1 434 031	0	0		0	2 800 000	2 800 000	2 800 000
Dépenses	136 987 941	193 841 375	73 971 010	43,24%	-82 795 000	104 000 000	95 176 010	289 017 385
A0504-01-Droit du travail et inspection du travail maritime	30 072	0	0		0	0	0	0
A0504-02-Tutelle académique sur la formation professionnelle maritime	405 368	0	0		0	0	0	0
A0504-03-Contrôle de la conformité des navires aux règles de sécurité	619 450	3 180 000	0	57,89%	-312 000	0	-312 000	2 868 000
A0504-05-Sécurité, Police et réglementation de la circulation maritime dans les eaux territoriales	7 500 000	59 760 000	20 000 000	30,59%	-48 600 000	0	-28 600 000	31 160 000
A0504-09-Développement, modernisation et entretien du balisage	82 256 051	81 901 375	0	46,03%	-3 783 000	0	-3 783 000	78 118 375
A0504-10-Réalisation des travaux d'hydrographie dans les eaux territoriales	177 000	1 000 000	0	16,74%	-100 000	0	-100 000	900 000
A0504-11-Contribuer à la continuité territoriale maritime	46 000 000	48 000 000	53 971 010	50,70%	-30 000 000	104 000 000	127 971 010	175 971 010

Par nature de dépenses, les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	1 434 031	0	0		0	2 800 000	2 800 000	2 800 000
(74) dotations, subventions et participations	1 434 031	0	0		0	2 800 000	2 800 000	2 800 000
Dépenses	136 987 941	193 841 375	73 971 010	43,24%	-82 795 000	104 000 000	95 176 010	289 017 385
Autres charges de fonctionnement	31 757 198	33 880 070	23 971 010	47,20%	-3 089 500	0	20 881 510	54 761 580
Charges de personnel	405 368	0	0		0	0	0	0
Charges fixes de fonctionnement	27 746 512	21 771 305	0	59,38%	-905 500	0	-905 500	20 865 805
HAP immobilisations corporelles	2 180 480	2 498 759	0	43,58%	-200 000	0	-200 000	2 298 759
HAP immobilisations en cours	17 887 883	24 350 313	0	8,99%	0	0	0	24 350 313
HAP immobilisations incorporelles	220 500	290 928	0	65,63%	0	0	0	290 928
HAP subventions d'équipement versées	0	48 600 000	50 000 000	20,28%	-78 600 000	30 000 000	1 400 000	50 000 000
Subventions, participations et autres charges d'activité	56 790 000	62 450 000	0	83,42%	0	74 000 000	74 000 000	136 450 000

Bilan à mi-parcours

Direction : DAM

Les subventions de fonctionnement votées au bénéfice de la confédération des pêcheurs et de l'association des sauveteurs en mer (SNSM) ont été versées ou sont en voie de l'être.

En revanche, la 2ème tranche du concours de la Nouvelle-Calédonie à l'acquisition d'un nouveau navire de sauvetage, soit 48.6 millions de francs, sera servie par le port autonome. En conséquence, la dépense correspondante, prévue au budget primitif, peut être retirée du budget de la Nouvelle-Calédonie.

L'étude pour la mise en place de délégation (s) de service public en matière de desserte maritime intérieure a été engagée. L'acompte (déjà payé) et les trois premières tranches du coût de cette étude, soit 18,881 millions de francs au total, seront imputés sur le budget 2016. La dotation initiale peut donc être réduite du reliquat, soit 5,088 millions de francs correspondant aux deux tranches conditionnelles, qui seront payées en 2017 si elles sont affermies.

Une opération importante se rapporte au dispositif continuité pays. La dotation initiale (48 millions de francs) a été entièrement consacrée au paiement des droits ouverts à la société Sudiles au titre des engagements de la convention 2015. Il a en effet été observé une augmentation très forte de la fréquentation des lignes maritimes entre Nouméa, l'île des pins et les îles Loyauté. Dans ces conditions, il convient non seulement d'abonder de nouveau cette ligne, mais encore d'actualiser les prévisions de trafic et donc de coût. Le montant estimé de l'aide en 2016 est de 90 millions de francs. Une dotation de 74 millions de francs permettrait de payer ce qui peut l'être sur l'exercice 2016. Avant la fin de l'année, la Nouvelle-Calédonie devrait percevoir le montant de la participation de la province sud au dispositif pour 2014 et 2015, soit une recette de 2,831 millions de francs.

Enfin, il est proposé de modifier l'imputation de l'opération relative à Poum, en basculant la ligne de crédits de la barge vers le wharf, comme cela avait été validé par le congrès lors des débats relatifs au budget supplémentaire 2015 dont la décision n'avait pas été formalisée dans les documents budgétaires. A cette date de l'année, les travaux ne pourront être menés en totalité. La somme est donc portée en autorisation de programme.

Synthèse des crédits par programme et par chapitre en dépenses

	P0501-Contrôle et exploitation aériens	P0502-Régulation économique du transport aérien et continuité territoriale	P0503-Infrastructures et sécurité routières	P0504-Transports et activités maritimes	Total
Investissements	39 888 094	-364 286 323	829 089 709	1 200 000	505 891 480
900	0	0	-62 150	0	-62 150
901	0	0	0	-28 600 000	-28 600 000
908	39 888 094	-364 286 323	828 422 109	29 800 000	533 823 880
9240303	0	0	729 750	0	729 750
9240808	0	0	0	0	0
Fonctionnement	-1 613 533	99 397 117	14 422 447	93 976 010	206 182 041
931	0	0	0	0	0
938	-1 613 533	99 397 117	14 422 447	93 976 010	206 182 041
Total	38 274 561	-264 889 206	843 512 156	95 176 010	712 073 521
p.m. report	56 418 421	166 831 463	88 415 765	73 971 010	385 636 659
p.m. Total Mesures Nouvelles (crédits et réductions)	-18 143 860	-431 720 669	755 096 391	21 205 000	326 436 862

Synthèse des crédits par programme et par chapitre en recettes

	P0501-Contrôle et exploitation aériens	P0502-Régulation économique du transport aérien et continuité territoriale	P0503-Infrastructures et sécurité routières	P0504-Transports et activités maritimes	Total
Investissements	0	0	0	0	0
908	0	0	0	0	0
9240808	0	0	0	0	0
Fonctionnement	0	-131 500 000	0	2 800 000	-128 700 000
938	0	-131 500 000	0	2 800 000	-128 700 000
Total	0	-131 500 000	0	2 800 000	-128 700 000
p.m. report	0	0	0	0	0
p.m. Total Mesures Nouvelles (crédits et réductions)	0	-131 500 000	0	2 800 000	-128 700 000

	CA 2015	BP 2016 & Déplacement 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Fonctionnement								
Recettes	410 095 874	411 718 190	0	34,49%	-144 000 000	15 300 000	-128 700 000	283 018 190
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	199 513 425	247 300 000	0	41,48%	0	0	0	247 300 000
(74) dotations, subventions et participations	160 366 204	162 418 190	0	3,86%	-144 000 000	2 800 000	-141 200 000	21 218 190
(75) autres produits de gestion courante	0	2 000 000	0	0,00%	0	0	0	2 000 000
(77) produits exceptionnels	50 216 245	0	0	0	0	12 500 000	12 500 000	12 500 000
Dépenses	1 625 268 977	1 164 796 346	90 273 757	48,18%	-91 169 147	207 077 431	206 182 041	1 370 978 387
Aides directes et indirectes	14 366 274	13 500 000	0	92,33%	0	5 000 000	5 000 000	18 500 000
Autres charges de fonctionnement	528 934 808	453 837 291	62 700 416	47,12%	-18 232 554	15 824 588	60 292 450	514 129 741
Charges de personnel	405 368	0	0	0	0	0	0	0
Charges exceptionnelles	8 210 465	55 951 600	18 933 213	52,75%	-27 500 000	1 500 000	-7 066 787	48 884 813
Charges fixes de fonctionnement	180 006 671	182 533 455	8 121 003	47,38%	-12 136 593	12 350 647	8 335 057	190 868 512
Remboursements aux collectivités	7 546 250	6 664 000	519 125	67,03%	0	0	519 125	7 183 125
Subventions, participations et autres charges d'activité	885 799 141	452 310 000	0	47,34%	-33 300 000	172 402 196	139 102 196	591 412 196
Investissements								
Recettes	38 995 682	60 000 000	0	0,00%	0	0	0	60 000 000
(23) immobilisation en cours	38 995 682	0	0	0	0	0	0	0
Opération pour tiers CARREFOUR VOH-SUD	0	60 000 000	0	0,00%	0	0	0	60 000 000
Dépenses	3 508 378 594	4 203 249 818	295 362 902	53,42%	-682 247 157	892 775 735	505 891 480	4 709 141 298
AP P0501-2011/1 - EXTENSION SEAC - NC	0	36 000 000	0	0,00%	0	0	0	36 000 000
AP P0502-2008/3 - MAGENTA-CONSTRUCTION AEROGARE FRET	1 582 696	475 000 000	391 424	0,32%	-280 000 000	0	-279 608 576	195 391 424
AP P0502-2010/1 - KONE AMENAGEMENT AERODROME ACCUEIL ATR42	111 552 262	103 000 000	1 759 800	7,26%	-104 924	0	1 654 876	104 654 876
AP P0502-2011/1 - ENTRETIEN ET GROSSES REPARATIONS	132 790 611	111 800 000	111 222 903	47,16%	-52 200 000	0	59 022 903	170 822 903
AP P0502-2011/3 - AMENAGEMENT ET EXTENSION PARKING VOITURES MAGENTA	7 892 291	450 000	0	90,23%	0	0	0	450 000
AP P0502-2011/4 - DEVELOPPEMENT SIG - DAC	2 675 030	9 700 000	3 858 730	34,89%	-1 940 000	0	1 918 730	11 618 730
AP P0502-2015/1 - MISE AUX NORMES CODE 3 AERODROME MAGENTA	0	46 000 000	0	1,11%	0	0	0	46 000 000
AP P0502-2016/1 - EXTENSION AEROGARE DE LIFOU	0	170 000 000	0	8,28%	-140 900 000	0	-140 900 000	29 100 000
AP P0502-2016/2 - DEPLOIEMENT OUTIL SURVEILLANCE WAM - NC	0	5 000 000	0	0,00%	-5 000 000	0	-5 000 000	0
AP P0502-2016/3 - AMENAGEMENT DU PARKING PUBLIC AEROGARE DE MAGENTA	0	0	0	0	0	0	0	0
AP P0502-2016/4 - VOIE ACCES AUX INSTALLATIONS AERODROME KONE	0	3 000 000	0	24,64%	0	0	0	3 000 000
AP P0502-2016/5 - ACHAT VEHICULES SSLIA POUR LES AERODROMES DE LA NC	0	100 000	0	0,00%	0	0	0	100 000
AP P0503-2006/1 - TRANSFERT DES PISTES PERMIS DE CONDUIRE (121/06)	0	0	8 304 429	0,00%	0	0	8 304 429	8 304 429
AP P0503-2006/2 - CENTRE D'EDUCATION ROUTIERE A KOUMAC (118/06)	14 075 170	4 747 136	0	0,00%	0	0	0	4 747 136
AP P0503-2007/1 - PROGRAMME ROUTIER ANTERIEUR	165 125 594	25 000 000	0	100,00%	0	0	0	25 000 000
AP P0503-2009/1 - PROGRAMME ROUTIER 2009-2014	654 500	0	0	0	0	0	0	0
AP P0503-2010/1 - PROGRAMME ROUTIER 2010-2015	767 474 410	670 557 820	39 537 107	92,42%	0	0	39 537 107	710 094 927
AP P0503-2011/1 - PROGRAMME ROUTIER 2011-2016	1 171 231 782	138 676 315	3 556 853	92,64%	0	800 000 000	803 556 853	942 233 168
AP P0503-2012/1 - PROGRAMME ROUTIER 2012/2017	3 136 299	22 456 981	121 716	10,93%	0	0	121 716	22 578 697
AP P0503-2012/2 - PROJET HOSPITALIER PRIVE	20 597 722	14 900 126	0	39,92%	0	0	0	14 900 126
AP P0503-2012/3 - AMENAGEMENT AXE ROUTIER "ROND POINT BERTHELOT"	77 400 000	0	0	0	0	0	0	0
AP P0503-2013/1 - PROGRAMME ROUTIER 2013/2018	666 688 136	1 857 600 369	7 658 485	73,83%	0	62 045 985	69 704 470	1 927 304 839
AP P0503-2013/3 - CREATION CENTRALE MOBILITE	581 154	58 924 521	0	2,65%	-53 125 083	0	-53 125 083	5 799 438
AP P0503-2013/4 - CENTRE CONTROLE TECHNIQUE VEHICULE A CANALA	871 500	8 000 000	424 766	10,94%	-3 000 000	0	-2 575 234	5 424 766
AP P0503-2015/2 - PARTICIPATION AU FINANCEMENT DE L'ECHANGEUR DES ERUDITS (DESSERTA MEDIPOLE)	150 000 000	100 000 000	0	0,00%	0	0	0	100 000 000
HAP immobilisations corporelles	38 102 538	97 339 707	38 669 838	18,45%	-58 547 400	0	-19 877 562	77 462 145
HAP immobilisations en cours	30 202 057	25 309 165	22 695 526	33,43%	0	0	22 695 526	48 004 691
HAP immobilisations incorporelles	23 274 777	33 383 928	6 591 325	12,34%	-8 829 750	0	-2 238 425	31 145 503
HAP subventions d'équipement versées	32 411 285	126 225 000	50 570 000	12,12%	-78 600 000	30 000 000	1 970 000	128 195 000
Opération pour tiers CARREFOUR VOH-SUD	0	60 000 000	0	0,00%	0	0	0	60 000 000
Opération pour tiers LOCAUX PERMIS DE CONDUIRE EN PROVINCE NORD	90 058 780	78 750	0	100,00%	0	729 750	729 750	808 500

Mission M06 Santé

Reports	Recettes	0
	Dépenses	87 275 548
Crédits complémentaires	Recettes	1 846 533 667
	Dépenses	209 686 533
Réduction proposée	Recettes	0
	Dépenses	-218 609 899
Total BS 2016	Recettes	1 846 533 667
	Dépenses	78 352 182

Offre et qualité de soins

Prévention, veille, surveillance Expertise et alerte

Santé environnementale

Médipôle et hôpital de Koné

Au travers d'un dispositif hospitalier public et privé disposant des matériels les plus modernes, de personnels de santé hautement qualifiés, d'une politique en matière de prévention sanitaire et de santé environnementale, la Nouvelle-Calédonie compétente dans le domaine de la santé, a engagé, de façon constante, une action forte pour préserver la santé de ses concitoyens et pour améliorer leur prise en charge en cas d'accident de santé.

La concrétisation aux alentours de 2016 du projet de construction d'un nouvel hôpital à Koutio et à Koné, la mise en œuvre de nouveaux schémas territoriaux d'organisation sanitaire, socles d'une répartition spatiale plus efficiente au bénéfice de la population, la poursuite d'un programme ambitieux en matière de prévention sanitaire et de santé environnementale qui passe par la poursuite de la politique de vaccination, la lutte contre les maladies à forte morbidité ou l'amélioration des données naturelles telles que l'eau, l'air ou l'amiante environnementale, la modernisation et l'extension de sa réglementation en matière de protection sociale sont autant d'éléments démontrant la haute priorité du secteur de la santé dans la politique publique conduite par la Nouvelle-Calédonie.

Historique des moyens financiers

En Recettes et en Dépenses

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
M06-Santé								
Recettes	13 472 911 115	4 255 531 541	0	98,28%	0	1 846 533 667	1 846 533 667	6 102 065 208
P0601-Offre et qualité de soins	1 159 106	0	0		0	0	0	0
P0602-Prévention, veille, surveillance, expertise et alerte	184 330 449	34 300 000	0	8,84%	0	0	0	34 300 000
P0603-Santé environnementale	0	0	0		0	0	0	0
P0604-Médipôle et hôpital de Koné	13 287 421 560	4 221 231 541	0	99,01%	0	1 846 533 667	1 846 533 667	6 067 765 208
Dépenses	16 208 027 008	5 296 284 494	87 275 548	33,94%	-218 609 899	209 686 533	78 352 182	5 374 636 676
P0601-Offre et qualité de soins	546 599 698	620 304 313	13 448 754	65,42%	-14 237 519	1 000 000	211 235	620 515 548
P0602-Prévention, veille, surveillance, expertise et alerte	136 023 224	90 517 949	3 726 000	45,15%	-15 814 013	13 506 909	1 418 896	91 936 845
P0603-Santé environnementale	414 557 330	158 777 138	61 366 934	31,39%	-23 212 568	9 150 000	47 304 366	206 081 504
P0604-Médipôle et hôpital de Koné	15 110 846 756	4 426 685 094	8 733 860	29,33%	-165 345 799	186 029 624	29 417 685	4 456 102 779

P0601-Offre et qualité de soins	Reports	Recettes	0
		Dépenses	13 448 754
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	1 000 000
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-14 237 519
	TOTAL BS 2016	Recettes	0
		Dépenses	211 235

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme offre et qualité de soins est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	1 159 106	0	0		0	0	0	0
A0601-09-Soutien et pilotage: fonctionnement global DASS (hors PJEJ)	1 159 106	0	0		0	0	0	0
Dépenses	546 599 698	620 304 313	13 448 754	65,42%	-14 237 519	1 000 000	211 235	620 515 548
A0601-03-Réglementation, suivi, financement des établissements hospitaliers publics	10 000 000	110 000 000	0	100,00%	0	0	0	110 000 000
A0601-05-Soutien financier aux établissements publics et à l'institut Pasteur	390 891 357	366 300 000	0	58,20%	0	0	0	366 300 000
A0601-06-Elaboration et suivi de la réglementation des activités de santé	15 166 047	13 238 663	13 448 754	17,29%	-10 798 570	0	2 650 184	15 888 847
A0601-07-Régulation et organisation de l'offre de soins	33 889 188	30 292 482	0	81,01%	-2 625	1 000 000	997 375	31 289 857
A0601-08-Aide, conseils et expertises	270 125	608 775	0	56,63%	-139 000	0	-139 000	469 775
A0601-09-Soutien et pilotage: fonctionnement global DASS (hors PJEJ)	96 382 981	99 864 393	0	61,99%	-3 297 324	0	-3 297 324	96 567 069

Par nature de dépenses, les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	1 159 106	0	0		0	0	0	0
(77) produits exceptionnels	1 159 106	0	0		0	0	0	0
Dépenses	546 599 698	620 304 313	13 448 754	65,42%	-14 237 519	1 000 000	211 235	620 515 548
Aides directes et indirectes	23 000 000	26 292 482	0	78,12%	-2 625	0	-2 625	26 289 857
Autres charges de fonctionnement	26 455 162	21 860 416	13 448 754	25,42%	-12 515 463	0	933 291	22 793 707
Charges de personnel	10 793 520	53 500 000	0	94,11%	0	0	0	53 500 000
Charges exceptionnelles	28 898 633	0	0		0	0	0	0
Charges fixes de fonctionnement	87 310 267	89 851 415	0	62,87%	-1 319 431	0	-1 319 431	88 531 984
HAP immobilisations corporelles	942 912	2 000 000	0	70,32%	-400 000	0	-400 000	1 600 000
HAP subventions d'équipement versées	3 582 426	0	0		0	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Subventions, participations et autres charges d'activité	365 616 778	426 800 000	0	64,86%	0	0	0	426 800 000

Bilan à mi-parcours

Direction : DASS

Ce programme comporte notamment une ligne pour la prise en charge des frais des autopsies médicales à visée scientifique, comme prévu par la réglementation (à la demande des médecins). 2 autopsies ont été effectuées en 2016.

Aucune difficulté particulière n'a été rencontrée dans l'exécution budgétaire.

Sur les 13 MF de crédits votés au BP 16 pour le don d'organes, -10,2 MF sont restitués et 2,8 MF sont conservés (dédiés à d'autres interventions soit 2 MF pour les études relatives au préambule du code de santé publique et 0,8 MF à titre de complément à l'audit pharmacie). Les études sur le sujet « dons d'organes » et la campagne de sensibilisation seront des actions qui glisseront sur 2017.

Régularisation d'un reliquat de subvention non versé de 160 F sollicité par le CHT G Bourret pour le recrutement d'une pharmacienne

Un montant total de 7,14 MF a été versé à ce titre, or la dépense totale était de 7,142 MF D'où la nécessité d'une régulariser au budget supplémentaire car s'agissant de crédits de subvention.

Une demande de 1 MF de crédit de subvention en investissement sont alloués à l'association « *Naître en Nouvelle Calédonie* » pour l'équipement (achat de lits, chevets, armoires, vaisseliers) du bâtiment "Un toit pour mes parents", dans le cadre de son déménagement de Magenta pour les alentours du Médipôle.

La dépense est toutefois compensée en interne sur le budget de la direction.

Il convient de noter que les crédits ont été ajustés au regard des taux de consommation et des besoins réels jusqu'à la fin de l'année.

Direction : DRHFPNC

La Nouvelle-Calédonie soutient le financement de la recherche notamment par le remboursement des salaires et charges patronales de trois agents de l'Institut Pasteur de Nouvelle-Calédonie. Le fort taux d'exécution (94,11% soit 50 MF) s'explique par la régularisation des remboursements dus à l'Institut au titre des années 2014 et 2015. Pour honorer les paiements dus sur l'année 2016 dès réception des factures réclamées à l'Institut, les crédits sont insuffisants et nécessitent un virement depuis la masse salariale.

P0602-Prévention, veille, surveillance, expertise et alerte	Reports	Recettes	0
		Dépenses	3 726 000
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	13 506 909
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-15 814 013
TOTAL BS 2016	Recettes	0	
	Dépenses	1 418 896	

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme prévention, veille, surveillance, expertise et alerte est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	184 330 449	34 300 000	0	8,84%	0	0	0	34 300 000
A0602-02-Surveillance et urgence sanitaires	160 330 449	6 300 000	0	48,15%	0	0	0	6 300 000
A0602-03-Lutte contre les pathologies à forte morbidité	24 000 000	28 000 000	0	0,00%	0	0	0	28 000 000
Dépenses	136 023 224	90 517 949	3 726 000	45,15%	-15 814 013	13 506 909	1 418 896	91 936 845
A0602-01-Présentation de l'état sanitaire de la population	2 090 875	7 970 350	0	7,28%	-689 500	0	-689 500	7 280 850
A0602-02-Surveillance et urgence sanitaires	107 345 984	48 707 877	2 226 000	64,04%	-2 560 486	335 000	514	48 708 391
A0602-03-Lutte contre les pathologies à forte morbidité	24 742 823	24 964 159	0	37,31%	-10 651 127	13 171 909	2 520 782	27 484 941
A0602-04-Evaluation des programmes de prévention sanitaire	0	5 290 363	0	0,00%	-500 000	0	-500 000	4 790 363
A0602-05-Information des professionnels de santé	1 843 542	3 585 200	1 500 000	0,84%	-1 412 900	0	87 100	3 672 300

Par nature de dépenses, les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	184 330 449	34 300 000	0	8,84%	0	0	0	34 300 000
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	4 264 572	6 300 000	0	48,15%	0	0	0	6 300 000
(74) dotations, subventions et participations	24 000 000	28 000 000	0	0,00%	0	0	0	28 000 000
opérations d'ordre (dotations/provisions)	156 065 877	0	0		0	0	0	0
Dépenses	136 023 224	90 517 949	3 726 000	45,15%	-15 814 013	13 506 909	1 418 896	91 936 845
Autres charges de fonctionnement	99 434 935	65 390 838	2 226 000	43,92%	-11 973 662	335 000	-9 412 662	55 978 176
Charges exceptionnelles	5 060	0	0		0	0	0	0
Charges fixes de fonctionnement	11 160 492	9 989 464	0	49,53%	-2 097 451	0	-2 097 451	7 892 013
Contributions obligatoires	9 592 217	8 708 647	0	90,81%	0	7 908 647	7 908 647	16 617 294
HAP immobilisations corporelles	5 374 349	0	0		0	0	0	0
HAP immobilisations incorporelles	5 867 925	0	0		0	0	0	0
Subventions, participations et autres charges d'activité	4 588 246	6 429 000	1 500 000	0,00%	-1 742 900	5 263 262	5 020 362	11 449 362

Bilan à mi-parcours

Direction : DASS

Dans le cadre du programme de la connaissance et d'amélioration de l'état sanitaire de la population, la situation sanitaire a été mise à jour, et le mémento publié. De plus, des actions de communication et de prévention ont été engagées (campagnes scolaires : leptospirose, dengue, infections respiratoires, lavage des mains ; vaccination contre la grippe saisonnière ; réédition des carnets de santé ; semaine dengue en cours de préparation).

Une étude sur les facteurs de risque d'hépatite virale B, notamment le lien avec la pratique du tatouage, a également été menée ainsi qu'une étude sur les souches circulantes de virus de la grippe en NC afin d'adapter le calendrier vaccinal. Une étude sur le portage digestif des bactéries hautement résistantes aux antibiotiques est en cours, afin d'adapter les prescriptions d'antibiotiques des médecins.

Concernant l'application du règlement sanitaire international, la numérisation des fiches de déclaration sanitaire a été mise en place pour un contrôle plus efficace des arrivées internationales. L'activité du centre « santé voyage » monte en puissance, permettant ainsi une meilleure prévention individuelle et collective pour minimiser le risque d'introduction de nouvelles pathologies infectieuses en Nouvelle-Calédonie.

A noter que -1,8 MF ont été restitués suite au déménagement du registre du cancer dans de nouveaux locaux en location moins chers, il s'agit en l'espèce d'une économie.

La campagne dengue sera finalisée au travers de la semaine dengue, qui ne peut se tenir qu'au début de la période chaude pour être plus efficiente. Le renouvellement des vaccins du « centre santé-voyages » (qui font l'objet d'une recette) et qui tient compte des dates de péremption des vaccins, se fera en fin d'année.

Une demande de 7,908 MF de crédits complémentaire est sollicitée par la CAFAT au titre du financement du fonds autonome de compensation en santé publique FACPS (pour le 2^e semestre) (soit un total pour l'année 2016 de 15,81 MF). Cette dépense est compensée par virement de crédit au sein de la direction.

→ Conformément à la Délibération 10 du 08/09/04

Un montant de 5,263 MF de crédits de subvention sont nécessaires pour permettre le versement d'une subvention aux établissements suivants pour la prise en charge de dépense de personnel (: financement des médecins internes):

- CHT G.Bourret : remboursement salaire CHAMPAGNAT : 4,199 MF
- CHU de Bordeaux : remboursement de l'indexation : 1,064 MF salaire VIDAL

Cette dépense est compensée par virement de crédit en interne.

Il convient de noter que les crédits ont été ajustés au regard des taux de consommation et des besoins réels jusqu'à la fin de l'année.

P0603-Santé environnementale	Reports	Recettes	0
		Dépenses	61 366 934
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	9 150 000
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-23 212 568
TOTAL BS 2016		Recettes	0
		Dépenses	47 304 366

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme santé environnementale est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Dépenses	414 557 330	158 777 138	61 366 934	31,39%	-23 212 568	9 150 000	47 304 366	206 081 504
A0603-01-Améliorer les connaissances sur la ressource en eau et règlementer pour garantir sa qualité	50 616 625	69 596 950	12 643 684	19,28%	-9 042 769	0	3 600 915	73 197 865
A0603-02-Lutte anti vectorielle	37 677 708	44 473 451	6 422 106	47,65%	-5 185 000	5 000 000	6 237 106	50 710 557
A0603-03-Consolidation et amélioration des connaissances sur la qualité de l'air et des risques sur la santé	6 569 807	2 300 000	1 071 000	7,48%	-410 000	0	661 000	2 961 000
A0603-06-Amiante	319 693 190	42 406 737	41 230 144	34,36%	-8 574 799	4 150 000	36 805 345	79 212 082

Par nature de dépenses, les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Dépenses	414 557 330	158 777 138	61 366 934	31,39%	-23 212 568	9 150 000	47 304 366	206 081 504
AP P0603-2012/2 - TRAVAUX DE REMEDIATION AMIANTE	0	32 156 737	33 709 620	35,08%	-4 264 799	0	29 444 821	61 601 558
AP P0603-2015/1 - SIC DESAMANTAGE TOURS DE ST-QUENTIN	300 000 000	0	0		0	0	0	0
Autres charges de fonctionnement	86 289 986	94 910 151	27 657 314	21,81%	-18 787 769	4 150 000	13 019 545	107 929 696
Charges de personnel	28 267 344	30 000 000	0	63,79%	0	5 000 000	5 000 000	35 000 000
Charges fixes de fonctionnement	0	110 250	0	100,00%	0	0	0	110 250
Subventions, participations et autres charges d'activité	0	1 600 000	0	0,00%	-160 000	0	-160 000	1 440 000

Bilan à mi-parcours

Direction : DIMENC

Le problème de santé publique posé par la présence d'amiante dans certains environnements naturels de Nouvelle-Calédonie a incité le gouvernement à développer les connaissances dans ce domaine afin d'en mesurer le risque. Il s'agit notamment de réaliser la cartographie de l'amiante environnementale et de faire réaliser les analyses des échantillons prélevés sur le terrain.

La réduction budgétaire sur ce programme est de 660 000 francs, directement liée au gel d'une partie des crédits de fonctionnement.

Direction : DASS

Le bureau santé environnement traite, en outre, de la qualité des eaux de loisirs (piscines et plages), de l'accompagnement et du contrôle de l'eau potable et des eaux embouteillées, de l'amiante, de la qualité de l'air, des déchets médicaux à risques infectieux, ainsi que des actions liées à la lutte anti vectorielle. Le bureau gère aussi régulièrement des alertes sanitaires.

La majeure partie des actions programmées ont été engagées, même s'il est à noter un retard important sur la thématique eau potable en raison de la signature tardive du marché public.

En matière de lutte anti vectorielle (LAV), des actions de formation ont été réalisées pour les agents PPIC, d'autres sont en cours de mise en place, notamment à destination des agents communaux, dans le cadre de la LAV et de la prévention de la leptospirose.

Un montant de 4,264 MF de crédits de subventions en investissement (non individualisé) aux communes sont à restituer dans le cadre des travaux de remédiation amiante, s'agissant des montants initialement prévus à destination des communes de Thio et Koné (les engagements budgétaires ne sont pas encore entérinés dans leur budget pour l'exercice 2016).

Il convient de noter que 12,955 MF et 14,936 MF de subvention individualisées vont prochainement être attribuées aux communes suivantes : Ouégoua et Kaala Gomen. Elles ont été demandées par les mairies concernées, les subventions ayant déjà été présentées et intégrées à leur programme d'actions 2016.

En outre, 3,285 MF de crédits sont à restituer, s'agissant de prestation de service relative à l'amiante. En lien avec la restitution de crédits de subvention ci-dessus, en effet les budgets « subvention » et « suivi des travaux » restent ainsi en théorie indissociables.

Enfin, 3 MF sont à restituer dans le cadre de l'étude anthropologique « Océanide », cette action glissera sur 2017.

Au titre de la lutte anti vectorielle un complément de 5 MF est sollicité pour régler la 2nde facturation qui sera émise prochainement par la province Sud avant fin 2016 (dans le cadre de la mise à disposition d'agents PPIC) ainsi qu'un montant de 15 MF, s'agissant d'une année à forte épidémie dengue.

Cette dépense est compensée par virement de crédit en interne.

→ *Convention n° 23011-2012 du 7 juin 2013 conclue entre la NC et la province Sud*

Il convient de noter que les crédits ont été ajustés au regard des taux de consommation et des besoins réels jusqu'à la fin de l'année.

P0604-Médipôle et hôpital de Koné	Reports	Recettes	0
		Dépenses	8 733 860
	Crédits complémentaires	Recettes	1 846 533 667
		Dépenses	186 029 624
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-165 345 799
	TOTAL BS 2016	Recettes	1 846 533 667
		Dépenses	29 417 685

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme Médipôle et hôpital de Koné est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	13 287 421 560	4 221 231 541	0	99,01%	0	1 846 533 667	1 846 533 667	6 067 765 208
A0604-03-Financement & suivi du Médipôle de Koutio	11 719 596 560	1 171 231 541	0	169,37%	0	1 378 666 667	1 378 666 667	2 549 898 208
A0604-04-Financement et suivi de l'hôpital de Koné	1 567 825 000	3 050 000 000	0	71,98%	0	467 867 000	467 867 000	3 517 867 000
Dépenses	15 110 846 756	4 426 685 094	8 733 860	29,33%	-165 345 799	186 029 624	29 417 685	4 456 102 779
A0604-03-Financement & suivi du Médipôle de Koutio	12 908 372 768	1 167 210 094	7 381 360	51,08%	-102 029 094	186 029 624	91 381 890	1 258 591 984
A0604-04-Financement et suivi de l'hôpital de Koné	2 200 000 000	3 050 000 000	0	22,95%	0	0	0	3 050 000 000
A0604-05-Projets culturels du Médipôle de Koutio et de l'hôpital du Nord	2 473 988	209 475 000	1 352 500	0,50%	-63 316 705	0	-61 964 205	147 510 795

Par nature de dépenses, les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	13 287 421 560	4 221 231 541	0	99,01%	0	1 846 533 667	1 846 533 667	6 067 765 208
(13) subventions d'investissement	13 285 149 162	4 221 231 541	0	99,01%	0	1 846 533 667	1 846 533 667	6 067 765 208
(76) produits financiers	2 272 398	0	0		0	0	0	0
Dépenses	15 110 846 756	4 426 685 094	8 733 860	29,33%	-165 345 799	186 029 624	29 417 685	4 456 102 779
AP P0604-2006/1 - CENTRE HOSPITALIER DE KOUTIO (109/06)	12 905 390 138	1 062 931 000	4 922 260	56,19%	0	0	4 922 260	1 067 853 260
AP P0604-2013/2 - CONSTRUCTION NOUVEL HOPITAL EN PROVINCE NORD	2 200 000 000	3 050 000 000	0	22,95%	0	0	0	3 050 000 000
AP P0604-2014/1 - PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL MEDIPOLE-INVESTISSEMENT	625 000	177 475 000	0	0,47%	-35 495 000	0	-35 495 000	141 980 000
AP P0604-2016/1 - PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL HOPITAL DU NORD-INVESTISSEMENT	0	22 000 000	0	0,00%	-22 000 000	0	-22 000 000	0
Autres charges de fonctionnement	4 831 618	12 250 000	3 811 600	1,32%	-5 821 705	2 000 530	-9 575	12 240 425
HAP immobilisations en cours	0	102 029 094	0	0,00%	-102 029 094	0	-102 029 094	0
HAP subventions d'équipement versées	0	0	0		0	184 029 094	184 029 094	184 029 094

Bilan à mi-parcours

Direction : DBAF

Les participations de l'Agence sanitaire et du CHT sur le dernier appel de fonds 2015 du Médipôle de Koutio et de l'hôpital de Koné ont été décalées sur l'exercice 2016, sans que les inscriptions au BP 2016, ni les reports n'aient été prévus. Aussi, il est proposé de régulariser les inscriptions de recettes à hauteur de 1 764, 5 MF.

Par ailleurs, l'inscription en recettes comme en dépenses des crédits correspondants à la participation de l'Etat à la construction du laboratoire P3 de l'institut Pasteur est proposée pour un montant de 82 MF.

Direction : DCCF

Il est proposé des réductions de crédit à hauteur de 63,3 MF concernant les prestations de services liés aux projets artistiques et culturels.

Synthèse des crédits par programme et par chapitre en dépenses

	P0601-Offre et qualité de soins	P0602-Prévention, veille, surveillance, expertise et alerte	P0603-Santé environnementale	P0604-Médipôle et hôpital de Koné	Total
Investissements	600 000	0	29 444 821	29 427 260	59 472 081
903	0	0	0	-57 495 000	-57 495 000
904	600 000	0	29 444 821	86 922 260	116 967 081
906	0	0	0	0	0
Fonctionnement	-388 765	1 418 896	17 859 545	-9 575	18 880 101
933	0	0	0	-4 469 205	-4 469 205
934	-388 765	1 418 896	17 859 545	4 459 630	23 349 306
936	0	0	0	0	0
945	0	0	0	0	0
Total	211 235	1 418 896	47 304 366	29 417 685	78 352 182
p.m. report	13 448 754	3 726 000	61 366 934	8 733 860	87 275 548
p.m. Total Mesures Nouvelles (crédits et réductions)	-13 237 519	-2 307 104	-14 062 568	20 683 825	-8 923 366

Synthèse des crédits par programme et par chapitre en recettes

	P0601-Offre et qualité de soins	P0602-Prévention, veille, surveillance, expertise et alerte	P0604-Médipôle et hôpital de Koné	Total
Investissements	0	0	1 846 533 667	1 846 533 667
904	0	0	1 846 533 667	1 846 533 667
Fonctionnement	0	0	0	0
934	0	0	0	0
943	0	0	0	0
945	0	0	0	0
Total	0	0	1 846 533 667	1 846 533 667
p.m. report	0	0	0	0
p.m. Total Mesures Nouvelles (crédits et réductions)	0	0	1 846 533 667	1 846 533 667

Synthèse des crédits par rubriques

	CA 2015	BP 2016 & Déplacement 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Fonctionnement								
Recettes	187 761 953	34 300 000	0	8,85%	0	0	0	34 300 000
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	4 264 572	6 300 000	0	48,15%	0	0	0	6 300 000
(74) dotations, subventions et participations	24 000 000	28 000 000	0	0,00%	0	0	0	28 000 000
(76) produits financiers	2 272 398	0	0		0	0	0	0
(77) produits exceptionnels	1 159 106	0	0		0	0	0	0
opérations d'ordre (dotations/provisions)	156 065 877	0	0		0	0	0	0
Dépenses	786 244 258	847 692 663	48 643 668	56,00%	-54 421 006	24 657 439	18 880 101	866 572 764
Aides directes et indirectes	23 000 000	26 292 482	0	78,12%	-2 625	0	-2 625	26 289 857
Autres charges de fonctionnement	217 011 701	194 411 405	47 143 668	27,17%	-49 098 599	6 485 530	4 530 599	198 942 004
Charges de personnel	39 060 864	83 500 000	0	83,22%	0	5 000 000	5 000 000	88 500 000
Charges exceptionnelles	28 903 693	0	0		0	0	0	0
Charges fixes de fonctionnement	98 470 759	99 951 129	0	61,57%	-3 416 882	0	-3 416 882	96 534 247
Contributions obligatoires	9 592 217	8 708 647	0	90,81%	0	7 908 647	7 908 647	16 617 294
Subventions, participations et autres charges d'activité	370 205 024	434 829 000	1 500 000	63,44%	-1 902 900	5 263 262	4 860 362	439 689 362
Investissements								
Recettes	13 285 149 162	4 221 231 541	0	99,01%	0	1 846 533 667	1 846 533 667	6 067 765 208
(13) subventions d'investissement	13 285 149 162	4 221 231 541	0	99,01%	0	1 846 533 667	1 846 533 667	6 067 765 208
Dépenses	15 421 782 750	4 448 591 831	38 631 880	29,54%	-164 188 893	185 029 094	59 472 081	4 508 063 912
AP P0603-2012/2 - TRAVAUX DE REMEDIATION AMIANTE	0	32 156 737	33 709 620	35,08%	-4 264 799	0	29 444 821	61 601 558
AP P0603-2015/1 - SIC DESAMIANTAGE TOURS DE ST-QUENTIN	300 000 000	0	0		0	0	0	0
AP P0604-2006/1 - CENTRE HOSPITALIER DE KOUTIO (109/06)	12 905 390 138	1 062 931 000	4 922 260	56,19%	0	0	4 922 260	1 067 853 260
AP P0604-2013/2 - CONSTRUCTION NOUVEL HOPITAL EN PROVINCE NORD	2 200 000 000	3 050 000 000	0	22,95%	0	0	0	3 050 000 000
AP P0604-2014/1 - PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL MEDIPOLE-INVESTISSEMENT	625 000	177 475 000	0	0,47%	-35 495 000	0	-35 495 000	141 980 000
AP P0604-2016/1 - PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL HOPITAL DU NORD-INVESTISSEMENT	0	22 000 000	0	0,00%	-22 000 000	0	-22 000 000	0
HAP immobilisations corporelles	6 317 261	2 000 000	0	70,32%	-400 000	0	-400 000	1 600 000
HAP immobilisations en cours	0	102 029 094	0	0,00%	-102 029 094	0	-102 029 094	0
HAP immobilisations incorporelles	5 867 925	0	0		0	0	0	0
HAP subventions d'équipement versées	3 582 426	0	0		0	185 029 094	185 029 094	185 029 094

Mission M07 Solidarité

Reports	Recettes	0
	Dépenses	48 083 458
Crédits complémentaires	Recettes	0
	Dépenses	229 482 122
Réduction proposée	Recettes	-500 000
	Dépenses	-51 082 568
Total BS 2016	Recettes	-500 000
	Dépenses	226 483 012

Handicap et dépendance

Protection sociale

Protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse

L'amélioration de la prise en charge sanitaire de la population passe aussi par la modernisation et l'extension de notre système de protection sociale afin de favoriser un égal accès aux soins sans que la donnée financière ne devienne un frein à ce droit. La couverture complémentaire obligatoire, la modernisation de notre réglementation pour la rendre plus accessible, la politique de maîtrise de nos dépenses de santé, l'amélioration de notre dispositif conventionnel sont autant d'éléments concourant à cet objectif d'une protection sociale plus efficace et plus globale.

Historique des moyens financiers

En Recettes et en Dépenses

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
M07-Solidarités								
Recettes	33 975 972	31 170 000	0	134,03%	-500 000	0	-500 000	30 670 000
P0701-Handicap et dépendance	17 682 381	16 170 000	0	24,74%	2 000 000	0	2 000 000	18 170 000
P0702-Protection sociale	14 938 661	15 000 000	0	251,65%	-2 500 000	0	-2 500 000	12 500 000
P0703-Protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse	1 354 930	0	0		0	0	0	0
Dépenses	4 624 578 643	3 142 314 928	48 083 458	39,22%	-51 082 568	229 482 122	226 483 012	3 368 797 940
P0701-Handicap et dépendance	2 014 900 525	1 396 869 178	3 547 394	38,64%	-3 271 267	2 580 000	2 856 127	1 399 725 305
P0702-Protection sociale	1 213 085 136	538 351 630	8 781 334	74,75%	-12 555 366	61 902 122	58 128 090	596 479 720
P0703-Protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse	1 396 592 982	1 207 094 120	35 754 730	24,23%	-35 255 935	165 000 000	165 498 795	1 372 592 915

P0701-Handicap et dépendance	Reports	Recettes	0
		Dépenses	3 547 394
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	2 580 000
	Réduction proposée	Recettes	2 000 000
		Dépenses	-3 271 267
TOTAL BS 2016		Recettes	2 000 000
		Dépenses	2 856 127

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme handicap et dépendance est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	17 682 381	16 170 000	0	24,74%	2 000 000	0	2 000 000	18 170 000
A0701-03-Coordonner la mise en œuvre du dispositif de prise en charge du handicap de la dépendance	17 682 381	16 170 000	0	24,74%	2 000 000	0	2 000 000	18 170 000
Dépenses	2 014 900 525	1 396 869 178	3 547 394	38,64%	-3 271 267	2 580 000	2 856 127	1 399 725 305
A0701-01-Accueillir les personnes handicapées ou dépendantes, reconnaître leurs handicaps ou leurs dépendances et instruire les demandes d'aides	9 320 836	11 499 178	495 175	50,37%	-1 473 295	0	-978 120	10 521 058
A0701-02-Structurer le secteur médico-social	206 527 020	167 200 000	0	76,70%	-200 000	0	-200 000	167 000 000
A0701-03-Coordonner la mise en œuvre du dispositif de prise en charge du handicap de la dépendance	1 799 052 669	1 218 170 000	3 052 219	33,31%	-1 597 972	2 580 000	4 034 247	1 222 204 247

Par nature de dépenses, les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	17 682 381	16 170 000	0	24,74%	2 000 000	0	2 000 000	18 170 000
(75) autres produits de gestion courante	17 682 381	16 170 000	0	24,74%	2 000 000	0	2 000 000	18 170 000
Dépenses	2 014 900 525	1 396 869 178	3 547 394	38,64%	-3 271 267	2 580 000	2 856 127	1 399 725 305
AP P0701-2012/1 - MODERNISATION ETABLISSEMENTS SOCIAUX ET MEDICO SOCIAUX	17 931 835	0	0		0	0	0	0
Autres charges de fonctionnement	20 597 203	18 340 731	3 547 394	34,19%	-1 893 515	2 580 000	4 233 879	22 574 610
Charges fixes de fonctionnement	5 003 764	4 778 447	0	57,98%	-317 752	0	-317 752	4 460 695
Contributions obligatoires	1 785 000 000	1 202 000 000	0	33,28%	0	0	0	1 202 000 000
HAP immobilisations corporelles	67 723	150 000	0	0,00%	-30 000	0	-30 000	120 000
Remboursements aux collectivités	12 000 000	12 000 000	0	100,00%	0	0	0	12 000 000
Subventions, participations et autres charges d'activité	174 300 000	159 600 000	0	74,48%	-1 030 000	0	-1 030 000	158 570 000

Bilan à mi-parcours

Direction : DASS

Ce programme traduit l'activité du pôle handicap et dépendance qui reçoit les personnes handicapées et dépendantes en vue de constituer leur dossier de demande de reconnaissance et d'établir un plan individualisé qui sera examiné, soit en Commission de Reconnaissance du Handicap et de la Dépendance (CRHD), soit en Commission pour les Enfants et les Jeunes en situation de Handicap (CEJH).

Au 30 juin 2016, les équipes de la CRHD ont étudié 990 demandes et les équipes de la CEJH ont étudié 269 demandes. Ce volume d'activité est légèrement supérieur au 1er semestre 2015. 31 commissions se sont réunies pour valider ces demandes. Les équipes se sont déplacées sur l'ensemble du territoire à 17 reprises correspondant à 35 jours de déplacement.

Ce programme supporte également le soutien au GIP « Union pour le handicap afin d'assurer son équilibre financier.

S'agissant principalement de crédits de fonctionnement permettant aux équipes de se déplacer ou d'être renforcées par l'intervention de prestataires de service, le taux de consommation attendu est proche de 100% avec comme objectif de maintenir notre délai d'instruction.

Un complément de + 40 MF de crédit de subvention pour le fonctionnement GIP Union pour le Handicap (GIP UPH) est sollicité (les 155 MF ayant été votés au BP 16 ne sont pas suffisants, depuis plusieurs années le GIP percevait 173 MF/an, montant qui ne permet plus l'équilibre de la structure).

Un complément de + 2,580 MF de CP sont nécessaires pour effectuer un renfort en ingénierie pour l'élaboration du schéma directeur du Handicap (cette dépense sera compensée en partie à hauteur de - 0,580 MF par des CP de subvention à transformer en prestation de service au BS).

A noter que cette opération est sans impact pour la N-C car les dépenses de l'action A0701-03 relative au conseil du handicap et de la dépendance sont remboursées par la CAFAT (une recette supplémentaire de + 2 MF est donc à inscrire au BS 16).

P0702-Protection sociale	Reports	Recettes	0
		Dépenses	8 781 334
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	61 902 122
	Réduction proposée	Recettes	-2 500 000
		Dépenses	-12 555 366
TOTAL BS 2016		Recettes	-2 500 000
		Dépenses	58 128 090

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme protection sociale est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	14 938 661	15 000 000	0	251,65%	-2 500 000	0	-2 500 000	12 500 000
A0702-04-Mettre en oeuvre les actions sociales de la Nouvelle-Calédonie	14 938 661	15 000 000	0	251,65%	-2 500 000	0	-2 500 000	12 500 000
Dépenses	1 213 085 136	538 351 630	8 781 334	74,75%	-12 555 366	61 902 122	58 128 090	596 479 720
A0702-03-Mettre en oeuvre et évaluer les politiques de protection sociale et de maîtrisées dépenses de santé	544 600 000	110 000 000	0	100,00%	0	0	0	110 000 000
A0702-04-Mettre en oeuvre les actions sociales de la Nouvelle-Calédonie	668 485 136	428 351 630	8 781 334	68,40%	-12 555 366	61 902 122	58 128 090	486 479 720

Par nature de dépenses, les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	14 938 661	15 000 000	0	251,65%	-2 500 000	0	-2 500 000	12 500 000
(75) autres produits de gestion courante	14 938 661	15 000 000	0	251,65%	-2 500 000	0	-2 500 000	12 500 000
Dépenses	1 213 085 136	538 351 630	8 781 334	74,75%	-12 555 366	61 902 122	58 128 090	596 479 720
Aides directes et indirectes	154 321 386	145 500 000	500 000	23,56%	-11 873 866	0	-11 373 866	134 126 134
Autres charges de fonctionnement	15 977 851	5 209 530	152 600	68,12%	-581 500	5 000 000	4 571 100	9 780 630
Charges exceptionnelles	0	0	3 598 683	4,97%	0	7 421 622	11 020 305	11 020 305
Charges fixes de fonctionnement	1 159 246	891 292	0	19,43%	-100 000	0	-100 000	791 292
Contributions obligatoires	605 396 809	0	4 530 051	0,25%	0	0	4 530 051	4 530 051
Subventions, participations et autres charges d'activité	436 229 844	386 750 808	0	95,82%	0	49 480 500	49 480 500	436 231 308

Bilan à mi-parcours

Direction : DASS

Concernant l'activité réglementaire dans le secteur de la protection sociale, le service a produit sur ce premier semestre 4 lois du pays et 2 délibérations:

- Loi du pays relative au service civique universel de l'Etat adopté par le congrès de la N-C en avril ;
- projet de loi du pays portant diverses mesures d'ordre social (report du code de la mutualité et encadrement de l'évolution des prestations familiales) programmé à la séance du gouvernement du 23 août et son projet de délibération d'application;
- projet de loi du pays relative aux modalités d'avance de frais de santé (en cours d'inscription en séance gouvernement);
- projet de loi du pays relative au service civique calédonien obligatoire pour tous (ouverture des prestations familiales aux jeunes engagés).
- projet de délibération modifiant les taux de cotisations au régime des prestations familiales et au RUAMM (en cours d'inscription séance congrès)

Ce programme assure la participation financière de la Nouvelle-Calédonie aux actions de lutte contre les exclusions en partenariat avec les provinces et les communes, au soutien du milieu associatif du secteur sanitaire et social ou la prise en charge de dispositifs d'aides sociales au profit de certaines catégories de la population qui se voient exclus des systèmes classiques. Ainsi:

- 41 associations ont reçu une subvention, 8 sont en cours d'étude.
- les soins de 19 ressortissants français du Vanuatu et 43 bénéficiaires de l'aide médicale ont été pris en charge.

Devant le montant conséquent de l'enveloppe de crédit actuellement disponible (soit 11 MF) relative aux dépenses de prise en charge d'aide médicale dont le taux d'exécution est difficilement prévisible, il est proposé de restituer -7 MF (dont - 2,5 MF destinés à compenser la dépense relative à la mission IGAS)

S'agissant des débours d'aides judiciaires (paiement des avocats, des experts et huissiers), il convient de noter que -2 MF de crédits sont restitués et que les montants relatifs au paiement des avocats par le biais de la CARPANC ont été engagés (90 MF), ils ne sont pas exécutés à ce jour s'agissant d'une avance consentie par le payeur déduction faite du reliquat N-1 non consommé. Le versement effectif des crédits par la collectivité sera effectué début 2017 et fera l'objet d'un rattachement de charges.

Un complément de 49,480 MF de crédit de subvention est sollicité dans le cadre de la tutelle des majeurs (compétence transférée à la N-C), montant décomposé comme suit :

- 41,262 MF à l'association pour la gestion des tutelles en N-C (AGTNC)
- 8,218 MF à l'association de coopération sociale et médico-sociale (ACSMS)

A noter que 5 MF sont nécessaires pour la prise en charge d'une dépense nouvelle non prévue à savoir la prise en charge d'une mission d'experts ACOSS, IGAS et CMS, toutefois celle-ci sera compensée en totalité par virement au sein de la direction (à noter une suppression de recette de -2,5 MF évasan résident Vanuatu)

De plus 30 MF sont nécessaires pour le paiement à la CAFAT des Allocations Familiales des établissements d'intérêt social au titre du 3^{ème} et 4^{ème} trimestre 2015.

Il est important de relever que les facturations des 4 trimestres 2016 relatives à cette dépense seront compensées par l'agence sanitaire et sociale au titre des compensations de cotisations. La Nouvelle-Calédonie doit à la CAFAT la compensation du taux réduit des prestations familiales de certaines associations (1% en lieu et place de 6,14 %)

Enfin, 7,421 MF sont sollicités sur le budget de la DASS : annulation titre evasan vanuatu

P0703-Protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse	Reports	Recettes	0
		Dépenses	35 754 730
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	165 000 000
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-35 255 935
TOTAL BS 2016		Recettes	0
		Dépenses	165 498 795

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	1 354 930	0	0		0	0	0	0
A0703-04-Soutien et pilotage: fonctionnement PJEJ	1 354 930	0	0		0	0	0	0
Dépenses	1 396 592 982	1 207 094 120	35 754 730	24,23%	-35 255 935	165 000 000	165 498 795	1 372 592 915
A0703-01-Diversifier les propositions éducatives	1 330 961 253	1 117 024 025	34 548 730	22,81%	-27 548 217	150 000 000	157 000 513	1 274 024 538
A0703-02-Adapter la prise en charge éducative des mineurs	1 996 913	5 700 000	656 000	17,59%	-1 000 000	0	-344 000	5 356 000
A0703-03-Coordonner les intervenants éducatifs et judiciaires	11 650 000	25 000 000	550 000	39,14%	0	15 000 000	15 550 000	40 550 000
A0703-04-Soutien et pilotage: fonctionnement PJEJ	51 984 816	59 370 095	0	46,18%	-6 707 718	0	-6 707 718	52 662 377

Par nature de dépenses, les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	1 354 930	0	0		0	0	0	0
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	30 000	0	0		0	0	0	0
(77) produits exceptionnels	1 324 930	0	0		0	0	0	0
Dépenses	1 396 592 982	1 207 094 120	35 754 730	24,23%	-35 255 935	165 000 000	165 498 795	1 372 592 915
Aides directes et indirectes	76 104 028	89 784 119	3 685 690	42,98%	-15 095 085	0	-11 409 395	78 374 724
AP P0703-2008/1 - GARAGE PJEJ NOUVILLE	12 464 799	129 483	0	100,00%	0	0	0	129 483
Autres charges de fonctionnement	39 436 034	56 615 707	2 084 253	26,69%	-10 991 924	0	-8 907 671	47 708 036
Charges de personnel	0	300 000	0	0,00%	0	0	0	300 000
Charges exceptionnelles	0	48 547	0	82,49%	0	0	0	48 547
Charges fixes de fonctionnement	57 346 641	59 162 997	111 200	56,06%	-6 437 463	0	-6 326 263	52 836 734
HAP immobilisations corporelles	5 852 481	19 870 517	0	54,21%	-1 800 000	0	-1 800 000	18 070 517
HAP immobilisations incorporelles	2 911 620	5 000 000	0	3,74%	0	0	0	5 000 000
HAP subventions d'équipement versées	0	0	7 500 000	0,00%	0	0	7 500 000	7 500 000
Remboursements aux collectivités	913 176 413	700 000 000	21 823 587	0,00%	0	150 000 000	171 823 587	871 823 587
Subventions, participations et autres charges d'activité	289 300 966	276 182 750	550 000	72,62%	-931 463	15 000 000	14 618 537	290 801 287

Bilan à mi-parcours

Direction : DASS

Des crédits relatifs aux placements en famille d'accueil ont été restitués pour un montant total de -10 MF, le budget 2016 d'un montant de 32,9 MF n'ayant été exécuté qu'à hauteur de 24 % à début août. Toutefois, une partie des crédits non utilisés ont été conservés afin de compenser les frais de placement chez les tiers dignes de confiance. Au final, la PJEJ disposera au global sur exercice 2016 pour ces 2 types de dépenses du montant total exécuté sur l'exercice 2015 soit 68 MF.

Le premier semestre 2016 a vu l'arrivée de la nouvelle chef du service de la PJEJ, Mme Christiane Tetu-Wolff et la restitution de l'audit organisationnel dudit service. Un travail de fond a été conduit en vue d'une nouvelle organisation plus efficiente du service qui a abouti à la création d'une nouvelle direction par arrêté qui entrera en vigueur à compter du 1er octobre 2016. Compte tenu de ce contexte très particulier, les crédits alloués au niveau du BP 2016 ont été consommés moins rapidement.

Toutefois, il convient de noter les actions suivantes :

- renégociation des conventions cadre de prestation de services relative à la protection de l'enfance avec les provinces Sud et Nord et de la convention avec l'APEJ;
- reprise du travail en partenariat avec les juges pour enfants et le procureur de la République pour les mises en œuvre des décisions judiciaires ;
- Réactivation de la prise en charge des mesures de réparations pénales
- soutien administratif renforcé des équipes de direction et des éducateurs ;
- poursuite du travail rédactionnel du projet de loi de pays sur les assistants familiaux.

Pour précision, une nouvelle convention 2016 est en cours de finalisation avec les provinces Sud et Nord dans le cadre du remboursement aux provinces des dépenses d'aides sociales à l'enfance supportées par elles pour le compte de la Nouvelle-Calédonie.

Seront donc prochainement exécutés **700 MF**, un montant décomposé comme suit :

- forfait de 500 MF au profit de la Province Sud
- forfait de 200 MF au profit de la Province Nord.

Il convient également de noter qu'une mission (de 15 jours) d'un expert de la direction de la protection judiciaire et de la jeunesse venu de métropole est prévue en septembre 2016 (d'un montant de 4 MF), afin d'évaluer la pertinence de la réalisation d'un centre éducatif fermé (CEF) en Nouvelle-Calédonie à destination des délinquants multi-réitérants.

Au-delà de la pertinence de la réalisation d'un CEF, l'expert de la DPJJ devra être force de proposition afin de permettre l'adaptation d'une telle structure en tenant compte des spécificités de la N-C.

Un complément de + 150 MF est sollicité dans le cadre du remboursement aux provinces Nord et Sud des dépenses d'aides sociales à l'enfance supportées par elles pour le compte de la Nouvelle-Calédonie.

Sur la convention 2013 échue au 31/12/15 : un total de 170 MF est nécessaire, décomposé comme suit :

- province Sud: correspondant à un reliquat des débours 2015 d'un montant de 86 MF
- province Nord : 2,3 et 4^{ème} trimestre 2015 d'un montant de 84 MF

Toutefois, il reste un disponible de crédit de report sur l'exercice 2016 d'un montant de 20 MF (il ne faut donc inscrire que le delta).

Un complément de + 15 MF de crédits de subvention est sollicité dans le cadre des CLSPD, pour le versement à 3 communes (Nouméa, Mont-Dore et Dumbéa) qui ont vu leur subvention relative à leurs actions 2015 prélevées non pas sur cet exercice mais sur l'exercice 2016 conformément au rejet de leur arrêté d'individualisation à l'occasion du contrôle de légalité.

Direction : DAPM

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme PJEJ pour le volet infrastructures, la DAPM réhabilite ou restructure les foyers et les locaux abritant la direction et les services.

Bilan qualitatif à mi-parcours :

Les premiers travaux de reprise des auvents bétonnés du foyer d'actions éducatives de Païta seront réalisés au troisième trimestre 2016. Une seconde partie est prévue en 2017. En conséquence, une restitution de crédits de paiement est proposée au BS2016.

L'emménagement plus fonctionnel du centre d'activité éducatif (CAE) sur le site de Nouville est effectif depuis fin juillet 2016 en remplacement d'une location inadaptée au Receiving.

Difficultés rencontrées :

Les études pour la restructuration des locaux du PJEJ Nouville n'ont pas pu débuter compte tenu de la création de la nouvelle direction en octobre 2016. En effet la modification de l'organisation et l'augmentation du personnel sur le site de Nouville nécessitent une reprise du programme technique.

Synthèse des crédits par programme et par chapitre en dépenses

	P0701- Handicap et dépendance	P0702- Protection sociale	P0703- Protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse	Total
Investissements	-30 000	0	5 700 000	5 670 000
900	0	0	0	0
905	-30 000	0	5 700 000	5 670 000
Fonctionnement	2 886 127	58 128 090	159 798 795	220 813 012
934	0	0	0	0
935	2 886 127	58 128 090	159 798 795	220 813 012
Total	2 856 127	58 128 090	165 498 795	226 483 012
p.m. report	3 547 394	8 781 334	35 754 730	48 083 458
p.m. Total Mesures Nouvelles (crédits et réductions)	-691 267	49 346 756	129 744 065	178 399 554

Synthèse des crédits par programme et par chapitre en recettes

	P0701- Handicap et dépendance	P0702- Protection sociale	P0703- Protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse	Total
Fonctionnement	2 000 000	-2 500 000	0	-500 000
935	2 000 000	-2 500 000	0	-500 000
Total	2 000 000	-2 500 000	0	-500 000
p.m. report	0	0	0	0
p.m. Total Mesures Nouvelles (crédits et réductions)	2 000 000	-2 500 000	0	-500 000

Solidarité
Synthèse des crédits par rubriques

Synthèse des crédits par rubriques (en Recettes / Dépenses) :

	CA 2015	BP 2016 & Déplacement 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Fonctionnement								
Recettes	33 975 972	31 170 000	0	133,94%	-500 000	0	-500 000	30 670 000
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	30 000	0	0		0	0	0	0
(75) autres produits de gestion courante	32 621 042	31 170 000	0	133,94%	-500 000	0	-500 000	30 670 000
(77) produits exceptionnels	1 324 930	0	0		0	0	0	0
Dépenses	4 585 350 185	3 117 164 928	40 583 458	39,27%	-49 252 568	229 482 122	220 813 012	3 337 977 940
Aides directes et indirectes	230 425 414	235 284 119	4 185 690	31,14%	-26 968 951	0	-22 783 261	212 500 858
Autres charges de fonctionnement	76 011 088	80 165 968	5 784 247	31,19%	-13 466 939	7 580 000	-102 692	80 063 276
Charges de personnel	0	300 000	0	0,00%	0	0	0	300 000
Charges exceptionnelles	0	48 547	3 598 683	6,00%	0	7 421 622	11 020 305	11 068 852
Charges fixes de fonctionnement	63 509 651	64 832 736	111 200	55,70%	-6 855 215	0	-6 744 015	58 088 721
Contributions obligatoires	2 390 396 809	1 202 000 000	4 530 051	33,15%	0	0	4 530 051	1 206 530 051
Remboursements aux collectivités	925 176 413	712 000 000	21 823 587	1,64%	0	150 000 000	171 823 587	883 823 587
Subventions, participations et autres charges d'activité	899 830 810	822 533 558	550 000	83,88%	-1 961 463	64 480 500	63 069 037	885 602 595
Investissements								
Dépenses	39 228 458	25 150 000	7 500 000	33,96%	-1 830 000	0	5 670 000	30 820 000
AP P0701-2012/1 - MODERNISATION ETABLISSEMENTS SOCIAUX ET MEDICO SOCIAUX	17 931 835	0	0		0	0	0	0
AP P0703-2008/1 - GARAGE PJEJ NOUVILLE	12 464 799	129 483	0	100,00%	0	0	0	129 483
HAP immobilisations corporelles	5 920 204	20 020 517	0	53,81%	-1 830 000	0	-1 830 000	18 190 517
HAP immobilisations incorporelles	2 911 620	5 000 000	0	3,74%	0	0	0	5 000 000
HAP subventions d'équipement versées	0	0	7 500 000	0,00%	0	0	7 500 000	7 500 000

Mission M08 Jeunesse et Sport

Reports	Recettes	0
	Dépenses	41 107 854
Crédits complémentaires	Recettes	0
	Dépenses	57 475 000
Réduction proposée	Recettes	0
	Dépenses	-22 739 834
Total BS 2016	Recettes	0
	Dépenses	75 843 020

Jeunesse

Le programme jeunesse conforte les actions déjà menées et les renforce par la mise en place d'un observatoire permettant de mieux comprendre les problématiques liées aux jeunes et ainsi, d'orienter plus efficacement l'action des collectivités.

Sports

Le programme sports s'inscrit dans la continuité des actions mises en place en particulier dans le cadre des conventions d'objectifs avec les ligues et comités mais aussi de celles réalisées pour la protection de l'utilisateur, du sportif. Les objectifs liés à la lutte contre le dopage restent également prioritaires en 2015.

Jeux du Pacifique

Budget supplémentaire 2016
Jeunesse et sport

Historique des moyens financiers

En Recettes et en Dépenses :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
M08-Jeunesse et sports								
Recettes	1 065 755	0	0		0	0	0	0
P0802-Sports	1 065 755	0	0		0	0	0	0
P0803-Jeux du Pacifique 2011	0	0	0		0	0	0	0
Dépenses	963 242 689	608 221 900	41 107 854	60,24%	-22 739 834	57 475 000	75 843 020	684 064 920
P0801-Jeunesse	85 071 080	62 408 100	0	52,17%	-700 000	10 000 000	9 300 000	71 708 100
P0802-Sports	878 171 609	539 238 534	41 107 854	60,66%	-22 039 834	47 475 000	66 543 020	605 781 554
P0803-Jeux du Pacifique 2011	0	6 575 266	0	99,71%	0	0	0	6 575 266

P0801-Jeunesse	Reports	Dépenses	0
	Crédits complémentaires	Dépenses	10 000 000
	Réduction proposée	Dépenses	-700 000
	TOTAL BS 2016		Dépenses

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme jeunesse est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Dépenses	85 071 080	62 408 100	0	52,17%	-700 000	10 000 000	9 300 000	71 708 100
A0801-02-Règlementation et contrôle	17 000 000	24 000 000	0	0,00%	0	0	0	24 000 000
A0801-03-Accompagnement des associations d'éducation populaire et de jeunesse	19 000 000	5 000 000	0	0,00%	0	10 000 000	10 000 000	15 000 000
A0801-04-Accompagnement des collectivités	5 500 000	3 000 000	0	100,00%	0	0	0	3 000 000
A0801-06-Information jeunesse	15 000 000	7 200 000	0	100,00%	0	0	0	7 200 000
A0801-07-Initiatives de ou pour les jeunes	28 571 080	23 208 100	0	96,34%	-700 000	0	-700 000	22 508 100

Par nature de dépenses, les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Dépenses	85 071 080	62 408 100	0	52,17%	-700 000	10 000 000	9 300 000	71 708 100
Autres charges de fonctionnement	133 730	937 850	0	13,70%	-700 000	0	-700 000	237 850
Charges exceptionnelles	5 500 000	3 000 000	0	100,00%	0	0	0	3 000 000
Charges fixes de fonctionnement	437 350	270 250	0	85,44%	0	0	0	270 250
Remboursements aux collectivités	17 000 000	24 000 000	0	0,00%	0	0	0	24 000 000
Subventions, participations et autres charges d'activité	62 000 000	34 200 000	0	85,38%	0	10 000 000	10 000 000	44 200 000

Bilan à mi-parcours

Direction : DJS

Les crédits sollicités dans le cadre du BS 2016 concernent principalement une subvention pour la jeunesse à hauteur de 10 MF et une réduction de 700 000 F en prestation de service.

P0802-Sports	Reports	Recettes	0
		Dépenses	41 107 854
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	47 475 000
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-22 039 834
TOTAL BS 2016		Recettes	0
		Dépenses	66 543 020

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme sport est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	1 065 755	0	0		0	0	0	0
A0802-09-Soutien et pilotage	1 065 755	0	0		0	0	0	0
Dépenses	878 171 609	539 238 534	41 107 854	60,66%	-22 039 834	47 475 000	66 543 020	605 781 554
A0802-01-Soutien aux actions sportives	524 463 203	332 369 500	0	65,71%	-5 014 000	25 425 000	20 411 000	352 780 500
A0802-02-Certification (référentiel et agrément)	930 000	0	0		0	0	0	0
A0802-04-Suivi médical et para médical	2 226 963	2 736 000	0	37,65%	-214 000	0	-214 000	2 522 000
A0802-05-Prévention et lutte contre le dopage	4 280 466	4 322 449	0	11,54%	-762 000	0	-762 000	3 560 449
A0802-06-Entretien et grosses réparations des installations sportives pour en maintenir la valeur	60 650 598	61 208 500	0	68,56%	-680 000	0	-680 000	60 528 500
A0802-07-Soutien aux infrastructures sportives	251 580 769	109 670 234	41 107 854	49,17%	-11 945 000	22 050 000	51 212 854	160 883 088
A0802-08-Gardiennage des installations sportives et mise en place des équipements	4 135 229	2 800 000	0	93,03%	0	0	0	2 800 000
A0802-09-Soutien et pilotage	29 904 381	26 131 851	0	51,20%	-3 424 834	0	-3 424 834	22 707 017

Par nature de dépenses, les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	1 065 755	0	0		0	0	0	0
(75) autres produits de gestion courante	480 000	0	0		0	0	0	0
(77) produits exceptionnels	585 755	0	0		0	0	0	0
Dépenses	878 171 609	539 238 534	41 107 854	60,66%	-22 039 834	47 475 000	66 543 020	605 781 554
Aides directes et indirectes	15 300 000	24 255 000	0	91,09%	0	12 050 000	12 050 000	36 305 000
AP P0802-2006/2 - CENTRE INTERNATIONAL DE SEJOUR ET EXPERTISE (128/06)	132 500 000	0	0		0	0	0	0
AP P0802-2010/1 - TERRAIN DE FOOTBALL CANALA	0	0	25 000 000	0,00%	0	0	25 000 000	25 000 000
Autres charges de fonctionnement	39 171 255	23 979 561	0	31,01%	-7 195 984	0	-7 195 984	16 783 577
Charges exceptionnelles	0	26 843	0	100,00%	0	0	0	26 843
Charges fixes de fonctionnement	78 059 925	77 312 396	0	65,85%	-2 079 850	0	-2 079 850	75 232 546
HAP immobilisations corporelles	28 328 729	20 774 734	16 107 854	60,57%	-200 000	7 000 000	22 907 854	43 682 588
HAP immobilisations en cours	0	5 000 000	0	0,00%	-5 000 000	0	-5 000 000	0
HAP immobilisations incorporelles	0	6 650 000	0	0,00%	-6 650 000	0	-6 650 000	0
HAP subventions d'équipement versées	10 642 998	0	0		0	5 800 000	5 800 000	5 800 000
Subventions, participations et autres charges d'activité	574 168 702	381 240 000	0	65,37%	-914 000	22 625 000	21 711 000	402 951 000

Bilan à mi-parcours

Direction : DJS

Les actions en faveur de la jeunesse et du sport ont été confortées en ce début d'année, notamment :

- La journée internationale du sport et de l'activité physique organisée le 9 avril dernier à Deva (Bourail),
- Les assises du sport qui se sont tenues le 21 mai dernier à l'Université de Nouville,
- La journée internationale de la jeunesse organisée par le comité jeunesse de Nouvelle-Calédonie, le 12 août dernier à Dumbéa.

Le soutien financier de la collectivité pour accompagner les projets des associations a également été privilégié.

Ainsi,

- 44% des crédits inscrits ont été versés aux associations du secteur jeunesse pour l'information jeunesse, l'accompagnement du service volontaire océanien et la mobilité des jeunes.
Il reste à attribuer le remboursement aux provinces Nord et Sud de la délégation de compétences en matière de suivi et de contrôle des centres de vacances et de loisirs ainsi que des crédits pour la formation d'animateurs et de directeurs pour les accueils collectifs pour mineurs.
- 60% des crédits inscrits ont été versés aux associations sportives, ligues et comités sportifs pour la réalisation de leurs projets 2016.

Les crédits sollicités dans le cadre du BS 2016 concernent principalement :

- Le renouvellement du matériel et des appareils de la salle de musculation située à l'intérieur du Stade Numa Daly (7 MF)
- Le réajustement des aides financières individuelles attribuées aux sportifs de haut niveau (12 MF pour 11 sportifs) pour l'année 2015.

Par ailleurs, il est sollicité dans le cadre du BS des crédits d'investissement pour une participation du Gouvernement de Nouvelle-Calédonie à :

- La réalisation d'une main courante autour du terrain de football de Goa (commune de Ponérihouen) pour un montant de 3,8 MF
- La rénovation de 4 courts de tennis du Ouen-Toro (Ville de Nouméa pour un montant de 2 MF, la province Sud participe à hauteur de 2 MF et la ville de Nouméa pour 4 MF.

Direction : DAPM

La Nouvelle-Calédonie est propriétaire d'installations sportives destinées à accueillir des manifestations sportives à l'échelle du pays et assurer un appui aux ligues et fédérations. Ces installations ont fait l'objet d'une remise à niveau lors des jeux du pacifique. Des équipements techniques nouveaux ou améliorés (éclairage d'entraînement ou de compétition, revêtements sportifs) ont été installés de même que des équipements d'animation (écrans géants, sonorisation, tableaux d'affichage dynamiques, support publicitaire) rendant la gestion plus exigeante et l'utilisation plus complexe. Un taux d'utilisation de plus en plus élevé pose enfin le problème de l'organisation technique et pratique de la disponibilité des équipements.

Les prestations d'entretien des installations sportives portent sur les prestations suivantes :

- maintenance des installations ;
- consommations électriques et eau ;
- nettoyage des bâtiments ;
- Entretien et traçages des aires de jeu du stade de Magenta et du terrain de cricket N'Du ;
- Prestations de gardiennage pour le stade Numa Daly.

Les prestations d'aménagement et gros entretien des infrastructures sportives de la Nouvelle Calédonie portent sur les prestations suivantes :

- travaux d'aménagement et gros entretien des installations sportives de la NC tels que traitement anticorrosion des pylônes de Magenta et clôtures terrain de cricket N'Du) ;
- travaux de mise aux normes sécurité de la maison des sports ;
- travaux de sécurité de la salle omnisports de l'Anse Vata ;
- études diverses.

Bilan qualitatif à mi-parcours

A la moitié de l'année, les opérations suivantes ont été menées :

- les pylônes de magenta ont été traités contre la corrosion et les clôtures du stade de Cricket de N'Du reposées. La maison des sports et la salle omnisports de l'Anse Vata sont en cours de mise en sécurité contre les risques d'incendie des locaux d'archivage et contre les intrusions malveillantes.
- les études sur l'état des toitures des tribunes des diverses installations ne pourront être entreprises qu'en 2017, compte tenu de la charge de travail du bureau de la gestion et de l'entretien des bâtiments très mobilisée depuis janvier sur les remises en état, consécutives aux déménagements des services. Par conséquent, des crédits sont restitués au présent budget supplémentaire.

P0803-Jeux du Pacifique 2011	Reports	Recettes	0
		Dépenses	0
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	0
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	0
	TOTAL BS 2016	Recettes	0
		Dépenses	0

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme jeux du Pacifique est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Dépenses	0	6 575 266	0	99,71%	0	0	0	6 575 266
A0803-02-Financement des infrastructures et contrôle de réalisation(y compris patrimoine propre)	0	6 575 266	0	99,71%	0	0	0	6 575 266

Par nature de dépenses, la répartition est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Dépenses	0	6 575 266	0	99,71%	0	0	0	6 575 266
AP P0803-2007/2 - JP 2011 SALLE OMNISPORT	0	6 575 266	0	99,71%	0	0	0	6 575 266

Synthèse des crédits par programme et par chapitre en dépenses

	P0801- Jeunesse	P0802-Sports	P0803-Jeux du Pacifique 2011	Total
Investissements	0	42 057 854	0	42 057 854
903	0	42 057 854	0	42 057 854
Fonctionnement	9 300 000	24 485 166	0	33 785 166
933	9 300 000	24 485 166	0	33 785 166
Total	9 300 000	66 543 020	0	75 843 020
p.m. report	0	41 107 854	0	41 107 854
p.m. Total Mesures Nouvelles (crédits et réductions)	9 300 000	25 435 166	0	34 735 166

Jeunesse et sport
Synthèse des crédits par programme et par chapitre

Synthèse des crédits par rubriques (en Recettes / Dépenses) :

	CA 2015	BP 2016 & Déplacement 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Fonctionnement								
Recettes	1 065 755	0	0		0	0	0	0
(75) autres produits de gestion courante	480 000	0	0		0	0	0	0
(77) produits exceptionnels	585 755	0	0		0	0	0	0
Dépenses	791 770 962	569 221 900	0	63,64%	-10 889 834	44 675 000	33 785 166	603 007 066
Aides directes et indirectes	15 300 000	24 255 000	0	91,09%	0	12 050 000	12 050 000	36 305 000
Autres charges de fonctionnement	39 304 985	24 917 411	0	30,36%	-7 895 984	0	-7 895 984	17 021 427
Charges exceptionnelles	5 500 000	3 026 843	0	100,00%	0	0	0	3 026 843
Charges fixes de fonctionnement	78 497 275	77 582 646	0	65,92%	-2 079 850	0	-2 079 850	75 502 796
Remboursements aux collectivités	17 000 000	24 000 000	0	0,00%	0	0	0	24 000 000
Subventions, participations et autres charges d'activité	636 168 702	415 440 000	0	67,02%	-914 000	32 625 000	31 711 000	447 151 000
Investissements								
Dépenses	171 471 727	39 000 000	41 107 854	36,07%	-11 850 000	12 800 000	42 057 854	81 057 854
AP P0802-2006/2 - CENTRE INTERNATIONAL DE SEJOUR ET EXPERTISE (128/06)	132 500 000	0	0		0	0	0	0
AP P0802-2010/1 - TERRAIN DE FOOTBALL CANALA	0	0	25 000 000	0,00%	0	0	25 000 000	25 000 000
AP P0803-2007/2 - JP 2011 SALLE OMNISPORT	0	6 575 266	0	99,71%	0	0	0	6 575 266
HAP immobilisations corporelles	28 328 729	20 774 734	16 107 854	60,57%	-200 000	7 000 000	22 907 854	43 682 588
HAP immobilisations en cours	0	5 000 000	0	0,00%	-5 000 000	0	-5 000 000	0
HAP immobilisations incorporelles	0	6 650 000	0	0,00%	-6 650 000	0	-6 650 000	0
HAP subventions d'équipement versées	10 642 998	0	0		0	5 800 000	5 800 000	5 800 000

Mission M09 Culture, condition féminine et citoyenneté

Reports	Recettes	0
	Dépenses	145 239 511
Crédits complémentaires	Recettes	0
	Dépenses	147 500 000
Réduction proposée	Recettes	0
	Dépenses	-68 891 558
Total BS 2016	Recettes	0
	Dépenses	223 847 953

Patrimoine, art et culture

Condition féminine et citoyenneté

La direction de la culture, de la condition féminine et de la citoyenneté (DCCFC) a été créée par arrêté n° 2010-333/GNC du 12 janvier 2010 avec trois missions :

1. à la condition féminine
2. à la citoyenneté
3. au livre et à la lecture.

Le programme « *patrimoine, art et culture* » regroupe les activités de l'ensemble de la direction en matière culturelle, incluant notamment :

- la collection, le classement, la conservation et la diffusion du patrimoine documentaire ;
- la conservation, l'enrichissement, la protection et la transmission du patrimoine artistique et culturel ;
- le soutien à la création artistique et culturelle.

Le programme « condition féminine et citoyenneté » coordonne les actions décidées par le gouvernement.

Budget supplémentaire 2016
 Culture, condition féminine et citoyenneté

Historique des moyens financiers

En Recettes et en Dépenses :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
M09-Culture, condition féminine et citoyenneté								
Recettes	7 219 779	37 789 143	0	5,29%	0	0	0	37 789 143
P0901-Patrimoine, art et culture	7 219 779	37 789 143	0	5,29%	0	0	0	37 789 143
Dépenses	1 695 667 027	1 696 775 602	145 239 511	57,69%	-68 891 558	147 500 000	223 847 953	1 920 623 555
P0901-Patrimoine, art et culture	1 669 058 556	1 599 633 196	138 036 570	59,43%	-48 793 187	137 500 000	226 743 383	1 826 376 579
P0902-Condition féminine et citoyenneté	26 608 471	97 142 406	7 202 941	28,85%	-20 098 371	10 000 000	-2 895 430	94 246 976

Budget supplémentaire 2016
Culture, condition féminine et citoyenneté

P0901-Patrimoine, art et culture	Reports	Recettes	0	
		Dépenses	138 036 570	
	Crédits complémentaires	Recettes	0	
		Dépenses	137 500 000	
	Réduction proposée	Recettes	0	
		Dépenses	-48 793 187	
	TOTAL BS 2016		Recettes	0
			Dépenses	226 743 383

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme patrimoine, art et culture est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	7 219 779	37 789 143	0	5,28%	0	0	0	37 789 143
A0901-03-Participation, communication et coopération autour du patrimoine documentaire	363 430	0	0		0	0	0	0
A0901-08-Communiquer autour des collections (publication, exposition, rencontres..)	508 350	1 000 000	0	96,45%	0	0	0	1 000 000
A0901-09-Eduquer et sensibiliser	792 500	1 200 000	0	25,49%	0	0	0	1 200 000
A0901-12-Soutien et pilotage	5 555 499	35 589 143	0	1,65%	0	0	0	35 589 143
Dépenses	1 669 058 556	1 599 633 196	138 036 570	59,43%	-48 793 187	137 500 000	226 743 383	1 826 376 579
A0901-01-Gestion de l'offre de fonds documentaires communicables	17 333 007	38 300 374	0	70,93%	-6 174 982	0	-6 174 982	32 125 392
A0901-03-Participation, communication et coopération autour du patrimoine documentaire	473 708	690 192	0	29,27%	-70 821	0	-70 821	619 371
A0901-04-Animer un centre de ressources et d'informations (recherche et études)	3 972 497	849 142	0	42,60%	-30 000	0	-30 000	819 142
A0901-05-Enrichir, inventorier, et conserver les collections du musée de Nouvelle-Calédonie	8 271 772	10 810 100	5 936 467	32,12%	-3 738 109	3 000 000	5 198 358	16 008 458
A0901-08-Communiquer autour des collections (publication, exposition, rencontres..)	7 632 147	5 456 480	0	29,58%	-2 223 445	0	-2 223 445	3 233 035
A0901-09-Eduquer et sensibiliser	936 937	1 341 000	11 615	50,68%	-414 600	0	-402 985	938 015
A0901-10-Promouvoir les savoir faire et les productions artistiques et culturels	17 236 313	72 976 451	0	63,07%	-15 810 915	0	-15 810 915	57 165 536
A0901-11-Accompagner et soutenir les établissements et associations culturels	1 548 752 988	1 348 130 550	131 132 705	62,09%	-5 832 705	134 500 000	259 800 000	1 607 930 550
A0901-12-Soutien et pilotage	64 449 187	121 078 907	955 783	26,80%	-14 497 610	0	-13 541 827	107 537 080

Budget supplémentaire 2016 Culture, condition féminine et citoyenneté

Par nature de dépenses, les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	7 219 779	37 789 143	0	5,28%	0	0	0	37 789 143
(13) subventions d'investissement	0	32 189 143	0	0,00%	0	0	0	32 189 143
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	3 939 429	5 600 000	0	35,64%	0	0	0	5 600 000
(77) produits exceptionnels	3 280 350	0	0		0	0	0	0
Dépenses	1 669 058 556	1 599 633 196	138 036 570	59,43%	-48 793 187	137 500 000	226 743 383	1 826 376 579
AP P0901-2004/1 - EXTENSION DU MUSEE (56/04)	18 725 700	77 297 143	0	7,85%	-10 000 000	0	-10 000 000	67 297 143
AP P0901-2013/1 - RENOV. BAT 1981 BIB. BERNHEIM	0	0	45 000 000	0,00%	0	0	45 000 000	45 000 000
Autres charges de fonctionnement	39 139 594	91 467 319	2 317 574	54,17%	-23 741 110	0	-21 423 536	70 043 783
Charges exceptionnelles	26 907 706	0	0		0	0	0	0
Charges fixes de fonctionnement	49 782 983	48 553 832	62 398	61,58%	-5 681 215	0	-5 618 817	42 935 015
HAP immobilisations corporelles	8 738 198	34 062 152	4 523 893	70,70%	-3 523 157	3 000 000	4 000 736	38 062 888
HAP immobilisations incorporelles	3 902 148	0	0		0	0	0	0
HAP subventions d'équipement versées	40 225 282	55 850 000	86 132 705	37,96%	-4 932 705	119 000 000	200 200 000	256 050 000
Subventions, participations et autres charges d'activité	1 481 636 945	1 292 402 750	0	68,99%	-915 000	15 500 000	14 585 000	1 306 987 750

Bilan à mi-parcours

Direction : DCCFC

L'activité de la direction tourne essentiellement autour de l'évènementiel : journée de la femme, des violences faites aux femmes, journée de la citoyenneté. Cette année, le principal évènement a été le festival des arts du Pacifique qui s'est déroulé à Guam.

Des difficultés restent liées aux marchés : agrandissement et extension du musée, maisons de la femme en province nord et îles. Les crédits des MDF n'ont pas été restitués mais accusent des retards importants dans les délais prévus pour la construction.

Des opérations sont prévues avec le 1 % culturel dans la construction et l'agrémentation des jardins du Médipôle : marché en cours d'appel d'offres mais exécution pouvant glisser vers 2017.

6.5 MF : AFMI

Il est proposé d'attribuer à l'A.F.M.I une subvention de 6.5 MF fléchée sur la participation de la Nouvelle-Calédonie au budget de fonctionnement du département des musiques traditionnelles et des chants polyphoniques océaniques (DMTCPO).

6 MF : Musée d'histoire maritime de la NC

Le musée d'histoire maritime de la Nouvelle-Calédonie fait part de ses difficultés de fonctionnement sur l'année 2016. Il rencontre notamment des problèmes quant à la conservation de ses collections et le paiement des salaires des employés n'est pas assuré

jusqu'à la fin de l'année. Pour ces raisons, la directrice du musée sollicite une subvention complémentaire de 6 MF.

2 MF : Etablissements publics

Sollicitée pour être le gestionnaire de la médiathèque prévue dans le cadre du développement d'un secteur culturel au Médipôle de Koutio, la bibliothèque Bernheim pourvoit un poste de bibliothécaire pour le Médipôle de Koutio. Pour une ouverture dès 2016, le poste nécessite un budget de 2 MF sur le budget de la NC.

6 MF : Subventions diverses

La demande de soutien émanant des associations oeuvrant dans les secteurs de la culture, de la condition féminine et de la citoyenneté, est en recrudescence en ce milieu d'année (totalisant près de 80 MF en demande), il est proposé d'attribuer 6 MF complémentaires en subventions diverses.

Direction : DAPM

Patrimoine, art et culture

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme « patrimoine et culture » pour le volet infrastructures, la DAPM assure la conduite d'opération de l'extension-rénovation du musée de la Nouvelle Calédonie du Quartier Latin et de l'aménagement des réserves externalisées..

Bilan qualitatif à mi-parcours

Les études des réserves ont abouti au lancement d'un appel d'offres « travaux » en juillet 2016. L'acquisition du troisième dock est en cours de finalisation. La date prévisionnelle de livraison des nouveaux locaux est programmée à la fin du troisième trimestre 2017.

Par ailleurs, le concours de maîtrise d'œuvre pour l'extension – rénovation du musée a été lancé au premier semestre 2016 et doit aboutir à la sélection du maître d'œuvre en fin d'année. La date prévisionnelle de livraison du nouveau bâtiment est programmée pour le mois d'octobre 2020.

Plan de soutien

A la suite d'une visite en juillet 2016, la DAPM a relevé des problèmes importants d'infiltration des eaux résiduelles dans les bâtiments.

Les bâtiments et les terrains du site de Montravel ayant été remis en dotation auprès de l'Institut d'Archéologie de Nouvelle-Calédonie et du Pacifique (IANCP), il est proposé la mise en place d'une subvention d'investissement de 5 millions de F CFP à destination du syndicat mixte de l'IANCP sur l'action « A0901-11 - Accompagner et soutenir les établissements et associations culturels » pour la réalisation des travaux de protection.

Direction : DBAF

Dans le cadre du plan de soutien à l'économie et à l'emploi, il est proposé d'inscrire une enveloppe de 114 000 000 F en subvention d'investissement à l'ADCK pour le démarrage des rénovations du centre culturel Tjibaou. Des rénovations d'envergure doivent en effet être désormais menées qui devraient s'étaler sur 5 ans à raison de quelques 200 MF par an en moyenne. La première enveloppe attribuée permettra notamment d'ici la fin de l'année de mener les travaux sur les éléments de structure suivants : faux-plafonds de l'allée centrale, toiture (problème d'étanchéité sur les chéneaux), brise-soleil, enrobés, espaces verts...

P0902-Condition féminine et citoyenneté	Reports	Dépenses	7 202 941
	Crédits complémentaires	Dépenses	10 000 000
	Réduction proposée	Dépenses	-20 098 371
	TOTAL BS 2016		Dépenses

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme condition féminine et citoyenneté est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Dépenses	26 608 471	97 142 406	7 202 941	28,85%	-20 098 371	10 000 000	-2 895 430	94 246 976
A0902-02-Accompagner et participer à la mise en oeuvre des actions du Comité Citoyenneté	13 015 476	14 906 098	0	8,49%	-2 700 000	0	-2 700 000	12 206 098
A0902-03-Animer et faire vivre les instances de coopération et de coordination de la politique en faveur de la condition féminine	2 562 135	19 283 011	301 800	86,29%	-1 600 169	0	-1 298 369	17 984 642
A0902-04-Accompagner et participer à la mise en oeuvre des actions	11 030 860	62 953 297	6 901 141	17,09%	-15 798 202	10 000 000	1 102 939	64 056 236

Par nature de dépenses, les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Dépenses	26 608 471	97 142 406	7 202 941	28,85%	-20 098 371	10 000 000	-2 895 430	94 246 976
AP P0902-2010/1 - CONSTRUCTION MAISON DE LA FEMME ET DE LA CULTURE	501 186	46 218 857	5 495 426	1,92%	-10 000 000	10 000 000	5 495 426	51 714 283
Autres charges de fonctionnement	25 966 585	50 873 549	1 501 020	55,57%	-9 891 876	0	-8 390 856	42 482 693
Charges exceptionnelles	56 700	50 000	0	0,00%	0	0	0	50 000
Charges fixes de fonctionnement	84 000	0	206 495	0,00%	-206 495	0	0	0

Bilan à mi-parcours

Direction : DCCFC

3 MF : Aménagement d'un dock sur le port autonome

Le projet de local est le fruit de discussions entre le cabinet de Mme Gorodey et celui de M. Tuiyenon. Afin de donner plus de dimension à la promotion des savoir-faire des femmes du pays, la demande de mise à disposition d'un local sur le port ayant été validée par le conseil d'administration de Port autonome. Les travaux de rénovation du dock seront menés par le secteur de M. Tuiyenon. Le secteur de la condition féminine devra pour sa part financer l'aménagement intérieur du local et sa décoration extérieure. Pour cela, il souhaite faire réaliser du mobilier et une décoration graphique par des artistes locaux. Il est donc proposé d'inscrire 3 MF.

Synthèse des crédits par programme et par chapitre en dépenses

	P0901- Patrimoine, art et culture	P0902- Condition féminine et citoyenneté	Total
Investissements	239 200 736	5 495 426	244 696 162
903	239 200 736	5 495 426	244 696 162
Fonctionnement	-12 457 353	-8 390 856	-20 848 209
933	-12 457 353	-8 390 856	-20 848 209
Total	226 743 383	-2 895 430	223 847 953
p.m. report	138 036 570	7 202 941	145 239 511
p.m. Total Mesures Nouvelles (crédits et réductions)	88 706 813	-10 098 371	78 608 442

Culture, condition féminine et citoyenneté
Synthèse des crédits par article à trois chiffres

Synthèse des crédits par rubriques

	CA 2015	BP 2016 & Déplacement 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Fonctionnement								
Recettes	7 219 779	5 600 000	0	35,64%	0	0	0	5 600 000
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	3 939 429	5 600 000	0	35,64%	0	0	0	5 600 000
(77) produits exceptionnels	3 280 350	0	0		0	0	0	0
Dépenses	1 623 574 513	1 483 347 450	4 087 487	65,52%	-40 435 696	15 500 000	-20 848 209	1 462 499 241
Autres charges de fonctionnement	65 106 179	142 340 868	3 818 594	54,67%	-33 632 986	0	-29 814 392	112 526 476
Charges exceptionnelles	26 964 406	50 000	0	-53815,41%	0	0	0	50 000
Charges fixes de fonctionnement	49 866 983	48 553 832	268 893	61,32%	-5 887 710	0	-5 618 817	42 935 015
Subventions, participations et autres charges d'activité	1 481 636 945	1 292 402 750	0	68,99%	-915 000	15 500 000	14 585 000	1 306 987 750
Investissements								
Recettes	0	32 189 143	0	0,00%	0	0	0	32 189 143
(13) subventions d'investissement	0	32 189 143	0	0,00%	0	0	0	32 189 143
Dépenses	72 092 514	213 428 152	141 152 024	24,88%	-28 455 862	132 000 000	244 696 162	458 124 314
AP P0901-2004/1 - EXTENSION DU MUSEE (56/04)	18 725 700	77 297 143	0	7,85%	-10 000 000	0	-10 000 000	67 297 143
AP P0901-2013/1 - RENOV. BAT 1981 BIB. BERNHEIM	0	0	45 000 000	0,00%	0	0	45 000 000	45 000 000
AP P0902-2010/1 - CONSTRUCTION MAISON DE LA FEMME ET DE LA CULTURE	501 186	46 218 857	5 495 426	1,92%	-10 000 000	10 000 000	5 495 426	51 714 283
HAP immobilisations corporelles	8 738 198	34 062 152	4 523 893	70,70%	-3 523 157	3 000 000	4 000 736	38 062 888
HAP immobilisations incorporelles	3 902 148	0	0		0	0	0	0
HAP subventions d'équipement versées	40 225 282	55 850 000	86 132 705	37,96%	-4 932 705	119 000 000	200 200 000	256 050 000

Mission M10 Affaires coutumières

Reports	Recettes	42 400 000
	Dépenses	8 191 148
Crédits complémentaires	Recettes	-
	Dépenses	53 243 231
Réduction proposée	Recettes	- 42 000 000
	Dépenses	- 32 471 969
Total BS 2016	Recettes	42 400 000
	Dépenses	28 962 410

Patrimoine et terres coutumières

Actes coutumiers

Chargée de la coordination et de la mise en œuvre des compétences de la Nouvelle-Calédonie, en matière de statut civil coutumier, de terres coutumières et de palabres coutumiers, la direction de la gestion et de la réglementation des affaires coutumières (DGRAC) assure également la gestion de toutes les dépenses de fonctionnement de la direction, du service, de ses bureaux et du corps des officiers publics coutumiers (OPC).

Elle a également en charge les crédits d'investissement prévus pour la construction des bureaux des OPC, des sièges d'aires coutumières et de l'extension du sénat coutumier.

Depuis le 1^{er} janvier 2011 les OPC, agents de DGRAC ont pour attribution d'assurer les missions de fonctionnaires-huissiers.

Budget supplémentaire 2016

Affaires coutumières

Historique des moyens financiers

En Recettes et en Dépenses

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
M10-Affaires coutumières								
Recettes	-	400 000	42 400 000	51,50%	- 42 000 000	-	42 400 000	84 800 000
P1002-Actes coutumiers	-	400 000	42 400 000	51,50%	- 42 000 000	-	42 400 000	84 800 000
Dépenses	298 655 969	271 770 398	8 191 148	37,70%	- 32 471 969	53 243 231	28 962 410	305 732 808
P1001-Patrimoine et terres coutumières	13 982 633	54 989 596	6 599 197	12,62%	- 15 637 585	14 947 137	5 908 749	60 898 345
P1002-Actes coutumiers	284 673 336	216 780 802	1 591 951	44,77%	- 16 834 384	38 296 094	23 053 661	244 834 463

P1001-Patrimoine et terres coutumières	Reports	Recettes	0
		Dépenses	6 599 197
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	14 947 137
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-15 637 585
TOTAL BS 2016	Recettes	0	
	Dépenses	5 908 749	

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme patrimoine et terres coutumières est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Dépenses	13 982 633	57 107 311	6 599 197	13,97%	-15 637 585	14 947 137	5 908 749	63 016 060
A1001-01-Mise en valeur des terres coutumières	13 982 633	57 028 359	6 599 197	13,99%	-15 599 040	14 947 137	5 947 294	62 975 653
A1001-03-Organisation et fonctionnement des structures coutumières	0	78 952	0	0,00%	-38 545	0	-38 545	40 407

Par nature de dépenses, les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Dépenses	13 982 633	57 107 311	6 599 197	13,97%	-15 637 585	14 947 137	5 908 749	63 016 060
AP P1001-2014/1 - INFRASTRUCTURES EN MILIEU TRIBAL	5 464 861	5 052 863	5 052 863	50,00%	0	14 947 137	20 000 000	25 052 863
Autres charges de fonctionnement	8 517 772	51 995 496	1 546 334	7,18%	-15 601 040	0	-14 054 706	37 940 790
Charges fixes de fonctionnement	0	58 952	0	0,00%	-36 545	0	-36 545	22 407

Bilan à mi-parcours

Direction : DGRAC

Dans l'action P1001-01 : Mise en valeur des terres coutumières.

Les actions contenues dans ce programme visent à satisfaire les besoins des tribus et de leurs chefferies à travers des programmes d'interventions telles que le dispositif de sécurité civile, les constructions et rénovations des maisons communes, équipement des chefferies , nettoyage des bords de route non classés et la gestion des cours d'eau situés en terres coutumières.

S'agissant du programme d'intervention en matière de sécurité civile en milieu tribal, la mise en œuvre d'une convention d'un montant de 19 999 500 Fcfp vise à poursuivre le dispositif sur cinq nouvelles tribus tout en maintenant opérationnelles les trois premières tribus pilotes au titre de la formation continue.

S'agissant du programme de nettoyage des bords de routes non classées, trois associations tribales ont été subventionnées à hauteur de 2 345 982 Fcfp

S'agissant du programme de construction et de rénovation des maisons communes, l'association Pexijota de la tribu de Koua dans la commune de THIO a reçu un financement d'un montant de 4 989 863 Fcfp pour la rénovation de leur maison commune. (traput ?)

Sur les perspectives de consommation sur les 5 derniers mois de l'année on peut noter :

- 20M pour les deux maisons communes
- 5M pour le dispositif de cohésion et de solidarité en milieu tribal
- 8M pour le nettoyage des bords de routes et pour l'entretien des cours d'eau.

15M sont inscrits en crédits complémentaires pour la construction des deux maisons communes (Traput et Gohapin).

P1002-Actes coutumiers	Reports	Recettes	42 400 000
		Dépenses	1 591 951
	Réduction proposée	Recettes	-42 000 000
		Dépenses	-16 834 384
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	38 296 094
Total BS 2016	Recettes	42 400 000	
	Dépenses	23 053 661	

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme actes coutumiers est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	-	400 000	42 400 000	51,50%	- 42 000 000	-	42 400 000	84 800 000
A1002-02-Assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée des investissements des institutions coutumières	-	-	42 000 000	0,00%	- 42 000 000	-	42 000 000	84 000 000
A1002-04-Gérer les actes coutumiers (Etat civil et foncier)	-	400 000	400 000	2755,25%	-	-	400 000	800 000
Dépenses	284 673 336	216 780 802	1 591 951	44,77%	- 16 834 384	38 296 094	23 053 661	244 834 463
A1002-02-Assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée des investissements des institutions coutumières	231 608 500	131 698 183	-	38,99%	- 10 000 000	-	- 10 000 000	121 698 183
A1002-04-Gérer les actes coutumiers (Etat civil et foncier)	37 680 725	59 931 603	1 336 144	45,90%	- 1 144 704	29 300	220 740	60 152 343
A1002-05-Soutien et pilotage	15 384 111	25 151 016	255 807	71,96%	- 5 689 680	38 266 794	32 832 921	62 983 937

Par nature de dépenses, les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016	BS 2016
Recettes	-	400 000	42 400 000	51,50%	- 42 000 000	-	42 400 000	84 800 000	400 000
(13) subventions d'investissement	-	-	42 000 000	0,00%	- 42 000 000	-	42 000 000	84 000 000	-
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	-	400 000	400 000	2755,25%	-	-	400 000	800 000	400 000
Dépenses	284 673 336	216 780 802	1 591 951	44,77%	- 16 834 384	38 296 094	23 053 661	244 834 463	23 053 661
AP P1002-1992/1 - LOCAUX CONSEILS AIRES COUTUMIERES (1/92)	2 752 000	74 524 466	-	19,64%	- 10 000 000	-	- 10 000 000	64 524 466	- 10 000 000
AP P1002-2005/2 - SIEGE DU SENAT COUTUMIER (82/05)	228 856 500	57 173 717	-	64,22%	-	-	-	57 173 717	-
AP P1002-2013/1 - REHABILITATION EX-INTERNAT JEUNES FILLES	44 100	-	-	-	- 5 000 000	30 106 050	25 106 050	30 106 050	25 106 050
Autres charges de fonctionnement	9 970 117	16 498 294	228 233	79,88%	- 496 000	-	- 267 767	16 230 527	- 267 767
Charges fixes de fonctionnement	41 203 833	41 786 523	1 363 718	59,27%	- 1 268 384	-	95 334	41 881 857	95 334
HAP immobilisations corporelles	847 186	26 797 802	-	27,88%	- 70 000	29 300	- 40 700	26 757 102	- 40 700
HAP immobilisations incorporelles	999 600	-	-	-	-	8 160 744	8 160 744	8 160 744	8 160 744

Bilan à mi-parcours

Direction : DGRAC

Les actions de ce programme visent essentiellement à financer des travaux d'investissement et les besoins en fonctionnement de la direction.

S'agissant de la construction de la maison de l'aire PAICI CEMUKI le montant du marché s'élève à 60 660 673 frs avec une réalisation budgétaire à hauteur de 14M.

Les crédits complémentaires visent notamment à satisfaire les besoins en carburant et en transports collectifs en vue des déplacements au titre des nouvelles affectations des officiers publics coutumiers.

Synthèse des crédits par programme et par chapitre en dépenses

	P1001-Patrimoine et terres coutumières	P1002-Actes coutumiers	Total
Investissements	20 000 000	23 226 094	43 226 094
900	20 000 000	23 226 094	43 226 094
Fonctionnement	- 14 091 251	- 172 433	- 14 263 684
930	- 14 091 251	- 172 433	- 14 263 684
Total	5 908 749	23 053 661	28 962 410
p.m. report	6 599 197	1 591 951	8 191 148
p.m. Total Mesures Nouvelles (crédits et réductions)	- 690 448	21 461 710	20 771 262

Synthèse des crédits par programme et par chapitre en recettes

	P1002-Actes coutumiers	Total
Investissements	42 000 000	42 000 000
900	42 000 000	42 000 000
Fonctionnement	400 000	400 000
930	400 000	400 000
Total	42 400 000	42 400 000
p.m. report	42 400 000	42 400 000
p.m. Total Mesures Nouvelles (crédits et réductions)	-	-

Affaires coutumières
Synthèse des crédits par rubriques

Synthèse des crédits par rubriques

	CA 2015	BP 2016 & Déplacement 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1) + (2) + (3)	Total Budget 2016
Fonctionnement								
Recettes	0	400 000	400 000	2755,25%	0	0	400 000	800 000
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	0	400 000	400 000	2755,25%	0	0	400 000	800 000
Dépenses	59 691 722	108 221 550	3 138 285	37,41%	-17 401 969	0	-14 263 684	93 957 866
Autres charges de fonctionnement	18 487 889	66 398 482	1 774 567	23,59%	-16 097 040	0	-14 322 473	52 076 009
Charges fixes de fonctionnement	41 203 833	41 823 068	1 363 718	59,22%	-1 304 929	0	58 789	41 881 857
Investissements								
Recettes	0	0	42 000 000	0,00%	-42 000 000	0	42 000 000	84 000 000
(13) subventions d'investissement	0	0	42 000 000	0,00%	-42 000 000	0	42 000 000	84 000 000
Dépenses	238 964 247	163 548 848	5 052 863	37,89%	-15 070 000	53 243 231	43 226 094	211 774 942
AP P1001-2014/1 - INFRASTRUCTURES EN MILIEU TRIBAL	5 464 861	5 052 863	5 052 863	50,00%	0	14 947 137	20 000 000	25 052 863
AP P1002-1992/1 - LOCAUX CONSEILS AIRES COUTUMIERES (1/92)	2 752 000	74 524 466	0	19,64%	-10 000 000	0	-10 000 000	64 524 466
AP P1002-2005/2 - SIEGE DU SENAT COUTUMIER (82/05)	228 856 500	57 173 717	0	64,22%	0	0	0	57 173 717
AP P1002-2013/1 - REHABILITATION EX-INTERNAT JEUNES FILLES	44 100	0	0		-5 000 000	30 106 050	25 106 050	30 106 050
HAP immobilisations corporelles	847 186	26 797 802	0	27,88%	-70 000	29 300	-40 700	26 757 102
HAP immobilisations incorporelles	999 600	0	0		0	8 160 744	8 160 744	8 160 744

Mission M11 Enseignement

Reports	Recettes	-
	Dépenses	679 170 392
Crédits complémentaires	Recettes	-
	Dépenses	821 061 344
Réduction proposée	Recettes	-
	Dépenses	- 535 860 350
Total BS 2016	Recettes	-
	Dépenses	964 371 386

Enseignement du premier degré

Formation enseignants

Enseignement supérieur, et autres actions de soutien à l'enseignement scolaire, soutien à la recherche

Enseignement technique agricole

Enseignement privé

Enseignement second degré public

La direction de l'enseignement de la Nouvelle-Calédonie (DENC) a pour mission :

- l'élaboration des programmes scolaires de l'école primaire publique, sous réserve de la compétence des provinces pour leur adaptation en fonction des réalités culturelles et linguistiques ;
- la formation initiale et continue des maîtres de l'enseignement primaire public ;
- le conseil et le contrôle pédagogiques de l'enseignement primaire public.

La Direction du Service d'Etat de l'Agriculture, de la Forêt et de l'Environnement (DAFE) :

Compétence transférée de l'Etat à la Nouvelle-Calédonie au 1^{er} janvier 2012, **l'enseignement technique agricole** offre des formations générale, technologique ou

professionnelle. Les métiers concernés relèvent de l'agriculture et de l'élevage, de l'horticulture, de la forêt, de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles, de l'entretien de l'espace, de la gestion de l'eau et de l'environnement ainsi que des services aux personnes en milieu rural.

La Direction Générale de l'Enseignement : Conformément à l'article 56-1 de la loi organique du 19 mars 1999, l'Etat et la Nouvelle-Calédonie décident d'exercer au sein d'un service unique dénommé direction général des services les compétences respectives qu'ils détiennent en matière d'enseignement.

En ce qui concerne les compétences de la Nouvelle-Calédonie, le service unique est notamment chargé de :

1°) Organisation des enseignements scolaires

- répartir les moyens que la Nouvelle-Calédonie consacre à l'éducation, afin d'assurer en particulier l'égalité d'accès au service public ;
- participer au contrôle et à l'évaluation des politiques éducatives, en vue d'assurer la cohésion d'ensemble du système éducatif, sans préjudice de la compétence de l'Etat en matière de contrôle pédagogique des enseignants ;
- planifier et organiser les formations ;
- organiser la concertation et la consultation locale dans le domaine de l'enseignement ;
- définir les modalités de la scolarisation dans les établissements scolaires, et notamment celles des élèves présentant un handicap ou un trouble de santé invalidant ;
- arrêter la carte scolaire de l'enseignement public du second degré ;
- informer, orienter et affecter les élèves de l'enseignement public du second degré.

2°) En matière d'établissements d'enseignement du second degré public

- établir le programme prévisionnel des investissements relatifs aux lycées. À ce titre, il définit la localisation des établissements d'enseignement, leur capacité d'accueil, leur structure pédagogique et le mode d'hébergement des élèves ;
- assurer, en concertation avec la direction des infrastructures, de la topographie et des transports terrestres, la construction, la reconstruction, l'extension, les grosses réparations, l'équipement et le fonctionnement des lycées ;
- attribuer des aides au bénéfice des établissements pour les projets d'action éducative, la recherche et l'expérimentation pédagogiques, les projets d'établissements ou les projets relevant d'un programme national ou d'un programme de la Nouvelle-Calédonie.

3°) Enseignement privé

- préparation et mise en œuvre des contrats passés entre les directions de l'enseignement privé et la Nouvelle-Calédonie ;
- gestion des aides financières à l'enseignement privé ;
- dans l'élaboration de la carte des formations, organisation de la concertation avec les enseignements privés.

4°) Santé scolaire

- contribuer au bien-être des élèves et les aider à adopter des comportements qui préservent leur santé dans le respect d'eux-mêmes, des autres et de leur environnement ;
- organiser, au sein des établissements et en liaison avec les partenaires de la santé publique, des actions de prévention, notamment en matière de conduites à risque et de maltraitance.

Historique des moyens financiers

En Recettes et en Dépenses

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
M11-Enseignement								
Recettes	344 066	-	-		-	-	-	-
P1106-Enseignement second degré public	344 066	-	-		-	-	-	-
Dépenses	5 909 805 487	6 541 229 143	679 170 392	54,98%	- 535 860 350	821 061 344	964 371 386	7 759 800 529
P1101-Enseignement du premier degré	147 467 896	160 885 500	1 640 175	50,97%	- 12 540 881	-	- 10 900 706	149 984 794
P1102-Formation initiale des enseignants du 1er degré public	332 371 343	283 268 000	-	70,65%	- 386 800	-	- 386 800	282 881 200
P1103-Enseignement sup, autres actions de soutien à l'enseignement sco. Recherche	869 887 987	1 124 725 309	30 281 270	68,04%	- 170 227 285	53 850 000	- 86 096 015	1 027 629 294
P1104-Enseignement technique agricole	145 761 757	173 239 359	7 000 000	44,51%	- 3 781 000	5 633 000	8 852 000	182 091 359
P1105-Enseignement privé	2 325 728 268	2 318 298 382	385 505	68,58%	- 4 502 500	432 293 707	428 176 712	2 746 475 094
P1106-Enseignement second degré public	2 088 588 236	2 480 812 593	639 863 442	39,43%	- 344 421 884	329 284 637	624 726 195	3 370 738 788

Budget supplémentaire 2016
Enseignement

P1101-Enseignement du premier degré	Reports	Recettes	0
		Dépenses	1 640 175
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	0
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-12 540 881
TOTAL BS 2016		Recettes	0
		Dépenses	-10 900 706

Les moyens

La répartition par action des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme Enseignement du premier degré est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Dépenses	147 467 896	160 885 500	1 640 175	44,78%	-12 540 881	0	-10 900 706	149 984 794
A1101-01-Soutien aux actions éducatives pour la réussite scolaire	60 164 692	64 400 000	1 640 175	24,83%	-6 347 000	0	-4 706 825	59 693 175
A1101-02-Contrôle, accompagnement et formation continue des enseignants	953 050	1 293 000	0	37,53%	-169 300	0	-169 300	1 123 700
A1101-03-Adaptation aux publics spécifiques	481 119	340 000	0	11,49%	-49 000	0	-49 000	291 000
A1101-04-Soutien et pilotage	85 869 035	94 852 500	0	58,89%	-5 975 581	0	-5 975 581	88 876 919

Par nature de dépenses, les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Dépenses	147 467 896	160 885 500	1 640 175	44,78%	-12 540 881	0	-10 900 706	149 984 794
Autres charges de fonctionnement	41 278 848	47 190 000	1 640 175	43,46%	-4 957 139	0	-3 316 964	43 873 036
Charges exceptionnelles	402 325	900 000	0	4,44%	0	0	0	900 000
Charges fixes de fonctionnement	69 897 364	80 315 500	0	59,01%	-4 237 742	0	-4 237 742	76 077 758
HAP immobilisations corporelles	264 355	480 000	0	53,81%	-96 000	0	-96 000	384 000
Subventions, participations et autres charges d'activité	35 625 004	32 000 000	0	12,09%	-3 250 000	0	-3 250 000	28 750 000

P1102-Formation initiale des enseignants du 1er degré public	Reports	Dépenses	0
	Crédits complémentaires	Dépenses	0
	Réduction proposée	Dépenses	-386 800
	TOTAL BS 2016	Dépenses	-386 800

Les moyens

La répartition par action des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme de la direction de l'enseignement de la Nouvelle-Calédonie est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Dépenses	332 371 343	283 268 000	0	70,65%	-386 800	0	-386 800	282 881 200
A1102-02-Processus de certification et de titularisation	2 699 915	3 268 000	0	3,90%	-386 800	0	-386 800	2 881 200
A1102-03-Mise en oeuvre des programmes de la formation initiale	329 671 428	280 000 000	0	71,43%	0	0	0	280 000 000

Par nature de dépenses, les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Dépenses	332 371 343	283 268 000	0	70,65%	-386 800	0	-386 800	282 881 200
Autres charges de fonctionnement	2 654 602	3 193 000	0	3,99%	-379 300	0	-379 300	2 813 700
Charges fixes de fonctionnement	45 313	75 000	0	0,00%	-7 500	0	-7 500	67 500
Subventions, participations et autres charges d'activité	329 671 428	280 000 000	0	71,43%	0	0	0	280 000 000

Budget supplémentaire 2016 Enseignement

P1103-Enseignement sup, autres actions de soutien à l'enseignement sco. Recherche	Reports	Recettes	0
		Dépenses	30 281 270
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	53 850 000
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-170 227 285
	Total BS 2016	Recettes	0
		Dépenses	-86 096 015

Les moyens

La répartition par action des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme de la direction de l'enseignement de la Nouvelle-Calédonie est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Dépenses	869 887 987	1 124 725 309	30 281 270	68,04%	- 170 227 285	53 850 000	- 86 096 015	1 027 629 294
A1103-01-Soutien à l'enseignement supérieur	256 458 928	493 028 913	-	46,69%	- 168 260 000	5 800 000	-162 460 000	327 568 913
A1103-02-Soutien aux autres actions d'enseignements scolaire	129 980 200	155 700 000	1 200 000	91,41%	- 700 000	48 000 000	48 500 000	196 200 000
A1103-03-Soutien à la recherche	480 632 085	460 996 396	29 081 270	83,19%	-	50 000	29 131 270	490 127 666
A1103-04-Projet éducatif de la Nouvelle-Calédonie	2 816 774	15 000 000	-	30,10%	- 1 267 285	-	- 1 267 285	13 732 715

Par nature de dépenses, les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016	BS 2016
Recettes	1 011 930	-	-		-	-	-	-	-
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	11 666	-	-		-	-	-	-	-
(77) produits exceptionnels	1 000 264	-	-		-	-	-	-	-
Dépenses	178 381 090	290 177 056	57 246	51,87%	- 38 079 711	10 700 000	-27 322 465	260 014 591	- 27 322 465
Autres charges de fonctionnement	44 578 595	95 604 476	57 246	39,36%	- 25 721 485	5 040 000	-20 624 239	72 140 237	- 20 624 239
Charges exceptionnelles	-	5 957 851	-	99,56%	-	5 200 000	5 200 000	11 157 851	5 200 000
Charges fixes de fonctionnement	35 059 299	53 762 349	-	50,73%	- 8 742 146	460 000	- 8 282 146	45 480 203	- 8 282 146
HAP immobilisations corporelles	1 606 898	15 445 900	-	14,69%	- 3 616 080	-	- 3 616 080	11 829 820	- 3 616 080
Subventions, participations et autres charges d'activité	97 136 298	119 406 480	-	64,82%	-	-	-	119 406 480	-

Bilan à mi-parcours

Direction : DENC

Au regard des contraintes budgétaires, la DENC agit de telle sorte que les crédits engagés permettent la réalisation des actions conformes à sa mission.

Un taux de consommation de 90% est attendu pour le programme 1 relatif à la réussite éducative, conséquence d'une gestion rigoureuse du budget de fonctionnement de la DENC et de l'investissement des enseignants dans la réalisation des projets éducatifs et projets d'école (environnement durable, sécurité routière, prévention de l'illettrisme...)

Le taux de réalisation du programme 2 concernant notamment les certifications reste faible pour l'heure puisque les épreuves relatives aux examens, engageant des défraiements ne débiteront qu'en septembre.

Les propositions de réduction des dépenses de fonctionnement pour ce budget supplémentaire émises par la direction de l'enseignement de la Nouvelle-Calédonie sont évaluées de telle sorte qu'elles maintiennent prioritairement le travail des conseillers pédagogiques dans leurs missions premières d'accompagnement du corps enseignant dans les écoles et ce sur l'ensemble des circonscriptions (7 dont 2 circonscriptions en province nord et une aux îles Loyauté).

Outre quelques dépenses de fonctionnement revues à la baisse, certaines prestations de service sont repensées : réalisation d'outils pédagogiques reportée ou impressions moins coûteuses, honoraires des locuteurs bilingues versés sur service réellement fait.

En revanche, pour soutenir et accompagner les jeunes calédoniens désirant poursuivre leurs études et passer les concours, une nouvelle aide financière de 8 000 000 F CFP est attribuée à l'association « Foyer Tutorat MWA Sup »

Direction : DBAF

Il est proposé une subvention d'équilibre au centre de documentation pédagogique de 40 000 000 F. En effet, Le compte administratif 2015 de l'établissement s'est clôturé sur un déficit de la section de fonctionnement de 65 MF. Or, L'établissement n'a pas pu couvrir ce déficit par son fonds de roulement qui s'élevait à 48 MF (hors dépréciation de stocks). La baisse significative de la subvention de fonctionnement en 2015 (qui est passée de 113 MF à 69 MF), la dépréciation comptable des stocks obsolètes et la baisse des ressources propres ont contribué à cette situation dégradée. La subvention de 40 MF permettra donc au CDP de couvrir son déficit de fonctionnement et de reconstituer une partie de son fonds de roulement.

Budget supplémentaire 2016
Enseignement

P1104-Enseignement technique agricole	Reports	Dépenses	7 000 000
	Crédits complémentaires	Dépenses	5 633 000
	Réduction proposée	Dépenses	-3 781 000
	TOTAL BS 2016		Dépenses

Les moyens

La répartition par action des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme Enseignement technique agricole est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Dépenses	145 761 757	173 239 359	7 000 000	16,55%	-3 781 000	5 633 000	8 852 000	182 091 359
A1104-01-Enseignement public	47 900 000	62 300 000	7 000 000	15,15%	0	0	7 000 000	69 300 000
A1104-02-Enseignement privé temps plein	39 799 341	49 905 609	0	7,41%	0	0	0	49 905 609
A1104-03-Enseignement privé rythme alterné	44 786 155	38 920 000	0	0,00%	-941 000	0	-941 000	37 979 000
A1104-04-Développement et ouverture sociale de l'élève	11 005 500	15 763 750	0	73,38%	-2 650 000	4 950 000	2 300 000	18 063 750
A1104-05-Bourse pour stage à l'étranger	1 200 057	4 000 000	0	75,00%	0	200 000	200 000	4 200 000
A1104-06-Soutien et pilotage	1 070 704	2 350 000	0	44,95%	-190 000	483 000	293 000	2 643 000

Par nature de dépenses, les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Dépenses	145 761 757	173 239 359	7 000 000	16,55%	-3 781 000	5 633 000	8 852 000	182 091 359
Autres charges de fonctionnement	6 144 655	11 148 174	0	5,04%	-3 721 000	650 000	-3 071 000	8 077 174
Charges fixes de fonctionnement	1 045 704	1 201 826	0	58,98%	-60 000	183 000	123 000	1 324 826
Contributions obligatoires	76 799 341	90 585 609	0	0,00%	0	0	0	90 585 609
HAP subventions d'équipement versées	6 000 000	18 500 000	7 000 000	41,96%	0	0	7 000 000	25 500 000
Subventions, participations et autres charges d'activité	55 772 057	51 803 750	0	34,46%	0	4 800 000	4 800 000	56 603 750

Bilan à mi-parcours

Direction : DAFE

Le budget 2016 mis en œuvre par la DAFE est composé pour la plus grande part de dotations et de subventions versées aux établissements d'enseignement technique agricole : lycée agricole et général de Pouebout ainsi que ses trois centres de formation professionnelle pour adultes, lycée privé Do Néva à Houailou et Maisons Familiales Rurales (MFR) de Poindimié, Koné, Pouébo et Bélep.

Ce budget participe au fonctionnement ainsi qu'aux actions d'innovation pédagogique, d'insertion et à la coopération internationale.

L'exécution budgétaire a été un peu retardée au premier semestre pour les MFR suite aux difficultés de répartition de l'enveloppe globale mais ce problème est maintenant en cours de résolution.

Les mouvements sollicités à l'occasion du budget supplémentaire 2016 sont exclusivement des redéploiements rendus possibles suite à une révision à la baisse d'une dépense de prestation et aucun crédit supplémentaire n'est sollicité.

Budget supplémentaire 2016
Enseignement

P1105-Enseignement privé	Reports	Dépenses	385 505
	Crédits complémentaires	Dépenses	432 293 707
	Réduction proposée	Dépenses	-4 502 500
	TOTAL BS 2016		Dépenses

Les moyens

La répartition par action des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme Enseignement privé public est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Dépenses	2 325 728 268	2 316 798 382	385 505	68,62%	-4 502 500	432 293 707	428 176 712	2 744 975 094
A1105-02-Enseignement second degré privé	2 325 728 268	2 316 798 382	385 505	68,62%	-4 502 500	432 293 707	428 176 712	2 744 975 094

Par nature de dépenses, les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Dépenses	2 325 728 268	2 316 798 382	385 505	68,62%	-4 502 500	432 293 707	428 176 712	2 744 975 094
Autres charges de fonctionnement	19 016 332	17 606 382	385 505	1,66%	-1 202 500	0	-816 995	16 789 387
Contributions obligatoires	2 049 510 625	2 076 192 000	0	66,34%	-3 000 000	0	-3 000 000	2 073 192 000
HAP subventions d'équipement versées	253 381 311	220 000 000	0	96,56%	0	32 793 707	32 793 707	252 793 707
Subventions, participations et autres charges d'activité	3 820 000	3 000 000	0	0,00%	-300 000	3 500 000	3 200 000	6 200 000
AP P1105-2016/1 - EQUIPEMENT DIRECTIONS ENSEIGNEMENT PRIVE-ASEE	0	0	0		0	296 000 000	296 000 000	296 000 000
AP P1105-2016/2 - EQUIPEMENT DIRECTIONS ENSEIGNEMENT PRIVE-FELP	0	0	0		0	100 000 000	100 000 000	100 000 000

Bilan à mi-parcours

Direction : Vice rectorat

L'action A1105-02 prend en compte les crédits destinés aux trois directions de l'enseignement privé, l'Alliance Scolaire de l'Ecole Evangélique (ASEE), la direction Diocésaine de l'Ecole Catholique (DEC) et la Fédération de l'Enseignement Libre Protestant (FELP). A mi-année 66.4 % des crédits inscrits au BP 2016 ont été exécutés.

Les crédits budgétaires sont organisés autour de deux axes principaux :

1) Les inscriptions obligatoires liées aux contrats simples et aux contrats d'association, pour lesquels la Nouvelle-Calédonie est subrogée à l'Etat depuis le 1er janvier 2012

Les subventions versées aux trois directions se répartissent ainsi :

- le forfait d'externat, dont le calcul est basé sur des taux par catégorie d'élèves, qui représente 99 % des sommes attribuées ;
- les crédits des fonds sociaux collégiens et lycéens ;
- les crédits pédagogiques ;
- les crédits pour les actions culturelles ;
- les crédits liés aux conventions avec l'Institut d'Etudes Politiques de Paris ;
- la prise en charge des visites médicales liées à l'orientation des élèves.

Les effectifs d'élèves constatés dans l'enseignement secondaire privé à la rentrée 2016 étant inférieurs aux prévisions (baisse prévue de 54 élèves, baisse constatée de 125 élèves, soit 71 élèves de moins que prévu), un ajustement du forfait d'externat est à réaliser et permet de dégager des crédits. Cet ajustement est basé sur l'hypothèse que les effectifs d'élèves du 3^e terme seront identiques à ceux du 2^e terme, constatés le 7 juin.

2) Les inscriptions liées aux investissements :

En investissement, il est proposé de créer deux AP d'un montant global de 700 millions de francs CFP destinée à financer des travaux et installations pour 460 millions de francs CFP dans le centre scolaire privé de l'Alliance Scolaire de l'Eglise Evangélique (A.S.E.E.) et pour 240 millions de francs CFP dans le centre scolaire privé de la Fédération de l'Enseignement Libre Protestant (F.E.L.P.). Ces deux organismes n'ayant pu contracter d'emprunt directement, la Nouvelle-Calédonie a intégré, en 2015, leur besoin de financement sans les flécher dans sa propre demande de financement auprès de l'Agence Française de Développement. Ces crédits ouverts au BS 2015 n'ont pu être reportés début 2016. Depuis son inscription initiale, l'état des opérations de travaux a été affiné et priorisé en concertation avec l'ASEE et la FELP. Les travaux financés porteront essentiellement sur des remises aux normes des locaux accueillant des élèves. Leur exécution interviendra sous forme de subventions pour travaux encadrés par des conventions d'objectifs et de moyens.

Compte tenu du caractère pluriannuel de ces travaux, les CP proposés au titre de l'exercice 2016 sont de 346 MF.

Budget supplémentaire 2016
Enseignement

P1106-Enseignement second degré public	Reports	Recettes	0
		Dépenses	639 863 442
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-344 421 884
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	329 284 637
Total BS 2016	Recettes	0	
	Dépenses	624 726 195	

Les moyens

La répartition par action des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme Enseignement second degré public est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	344 066	-	-		-	-	-	-
A1106-08-Soutien et pilotage	344 066	-	-		-	-	-	-
Dépenses	2 088 588 236	2 480 812 593	639 863 442	39,43%	- 344 421 884	329 284 637	624 726 195	3 370 738 788
A1106-01-Enseignement en collège	82 884 752	75 979 946	-	100,00%	-	-	-	75 979 946
A1106-02-Enseignement général et technique en lycée	173 595 231	182 174 605	-	93,96%	- 4 000 000	-	- 4 000 000	178 174 605
A1106-03-Enseignement professionnel sous statut scolaire	89 410 040	92 590 057	-	96,55%	-	-	-	92 590 057
A1106-05-Besoins éducatifs particuliers	8 297 670	9 245 000	229 500	72,39%	- 556 000	-	- 326 500	8 918 500
A1106-06-Information et orientation	7 965 000	8 872 568	426 181	67,68%	- 370 416	-	55 765	8 928 333
A1106-07-Vie de l'élève	469 638 838	520 335 388	7 241 533	89,77%	- 25 805 950	-	- 18 564 417	501 770 971
A1106-08-Soutien et pilotage	1 242 278 261	1 573 908 729	631 890 157	18,31%	- 311 101 818	329 284 637	650 072 976	2 489 181 705
A1106-09-Enseignement des langues et de la culture kanak	14 518 444	17 706 300	76 071	17,90%	- 2 587 700	-	- 2 511 629	15 194 671

Par nature de dépenses, les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016	BS 2016
Recettes	344 066	-	-		-	-	-	-	-
(23) immobilisation en cours	46 309	-	-		-	-	-	-	-
(77) produits exceptionnels	297 757	-	-		-	-	-	-	-
Dépenses	2 088 588 236	2 480 812 593	639 863 442	39,43%	- 344 421 884	329 284 637	624 726 195	3 370 738 788	624 726 195
AP P1106-2013/1 - RENOVATION LYCEES GARNIER ET TOUHO	374 616 755	393 000 000	182 057 884	25,02%	-	85 819 466	267 877 350	660 877 350	267 877 350
AP P1106-2013/2 - RENOVATION SALLE INFORMATIQUE DEZARNALDUS	1 429 332	24 633 000	30 597 196	0,10%	- 4 926 600	-	25 670 596	50 303 596	25 670 596
AP P1106-2013/3 - DEVELOPPEMENT NUMERIQUE SCOLAIRE 2ND DEGRE	124 800 283	108 322 626	94 801 284	26,26%	- 12 000 000	-	82 801 284	191 123 910	82 801 284
AP P1106-2013/4 - RENOVATION DES LYCEES 2013-2017	189 227 076	487 000 000	297 926 387	15,68%	- 275 200 000	235 965 171	258 691 558	1 010 891 558	258 691 558
Autres charges de fonctionnement	61 012 897	69 250 684	7 397 571	38,57%	- 5 073 665	-	2 323 906	71 574 590	2 323 906
Charges de personnel	63 105	-	-		-	-	-	-	-
Charges exceptionnelles	141 924	158 580	-	36,59%	-	-	-	158 580	-
Charges fixes de fonctionnement	86 434 092	89 712 538	18 626 619	50,22%	- 7 894 234	-	10 732 385	100 444 923	10 732 385
Contributions obligatoires	451 609 764	450 300 000	-	97,89%	-	-	-	450 300 000	-
HAP immobilisations corporelles	34 926 513	29 870 000	3 030 320	44,00%	- 7 788 000	-	4 757 680	25 112 320	4 757 680
HAP immobilisations incorporelles	1 352 172	1 436 000	426 181	26,06%	- 287 200	-	138 981	1 574 981	138 981
HAP subventions d'équipement versées	199 342 614	201 062 142	-	95,68%	-	-	-	201 062 142	-
Subventions, participations et autres charges d'activité	563 631 709	626 067 023	5 000 000	28,20%	- 31 252 185	7 500 000	18 752 185	607 314 838	18 752 185

Bilan à mi-parcours

Direction : Vice rectorat

A mi-année, 68 % du budget mis à disposition a été exécuté pour la réalisation de ce programme. L'exécution budgétaire est de 89 % pour le fonctionnement et de 67 % pour l'investissement.

Ainsi, outre les réductions induites par le gel de crédits, les mesure du BS portent notamment sur :

Action A1106-02 – Enseignement général et technique en lycée

Compte tenu du constat d'utilisation des crédits, il est proposé de réduire de 4 millions de francs CFP l'inscription budgétaire correspondant à la mise en œuvre d'un des volets du dispositif destiné à la lutte contre l'absentéisme et la prévention de déscolarisation. Ce dispositif est déployé au sein des lycées Jules Garnier et Auguste Escoffier par convention annuelle en partenariat avec l'Association pour la Sauvegarde de l'Enfance, de l'Adolescence et des Adultes de Nouvelle-Calédonie (ASEA-NC).

Action A1106-07 – Vie de l'élève

Sur cette action, il est proposé de réduire de 25 millions de francs CFP l'inscription budgétaire initialement destinée à la mise en œuvre des conventions « santé scolaire 1^{er} degré ».

Action A1106-08 – Soutien et pilotage

Sur cette action, il est proposé en investissement de replanifier les inscriptions budgétaire en CP destiné au PPI et de réajuster les charges de fonctionnement du vice-rectorat.

1) S'agissant de l'investissement et plus particulièrement du PPI, la réduction des crédits de paiement concerne principalement :

- l'opération de réalisation du pôle des sciences du lycée Jules Garnier dont les travaux devaient débuter en mai 2016. L'opération connaît des retards en raison d'appels d'offres infructueux sur plusieurs lots du marché (lots 01,15 et 19). Le nouvel échéancier fait apparaître un début des travaux en fin d'année 2016 .
- l'opération de construction d'un bâtiment dédié aux STS du lycée Lapérouse dont le planning prévoyait un début de travaux en avril 2016. L'opération est retardée en

raison de compléments d'information demandés par la commune de Nouméa dans le cadre de l'instruction du dossier de permis de construire en lien avec le nouveau plan de raccordement aux réseaux d'assainissement municipaux l'internat et le réfectoire du lycée.

- Dans le cadre du plan de soutien à l'économie, une enveloppe de 688,8 MF est inscrite pour la rénovation des bâtiments scolaires et des internats, réparties en 228,8 MF pour le lycée de Touho, 200 MF pour la cuisine du lycée Attiti, 60 MF pour l'internat de Lifou et 200 MF pour l'internat Petro Attiti.

2) Les mesures en fonctionnement portent essentiellement sur :

- une réduction des coûts de charges de structure rendue possible par la renégociation de contrats et par une réorganisation fonctionnelle du vice-rectorat de la Nouvelle-Calédonie en cours de finalisation.
- des réductions des inscriptions du BP concernant les subventions aux transporteurs scolaires en raison de cessations d'activité en 2016.

Action A1106-09 – Enseignement des langues et de la culture Kanak

Compte tenu du constat d'utilisation des crédits (34 %), il est proposé de réduire les inscriptions budgétaires de cette action. Ceci est rendu possible notamment en raison des économies réalisées par le transfert des locaux du SELCK au sein des services du vice-rectorat de la Nouvelle-Calédonie.

Synthèse des crédits par programme et par chapitre en dépenses

	P1101- Enseignement du premier degré	P1102-Formation initiale des enseignants du 1er degré public	P1103-Enseignement sup, autres actions de soutien à l'enseignement sco. Recherche	P1104- Enseignement technique agricole	P1105- Enseignement privé	P1106- Enseignement second degré public	Total
Investissements	- 96 000	-	- 143 196 480	7 000 000	428 793 707	630 422 089	922 923 316
902	- 96 000	-	- 143 196 480	7 000 000	428 793 707	630 422 089	922 923 316
Fonctionnement	- 10 804 706	- 386 800	57 100 465	1 852 000	- 616 995	- 5 695 894	41 448 070
932	- 10 804 706	- 386 800	56 622 715	1 852 000	- 616 995	- 5 695 894	40 970 320
939	-	-	477 750	-	-	-	477 750
p.m. report	1 640 175	-	30 281 270	7 000 000	385 505	639 863 442	679 170 392
p.m. Total Mesures Nouvelles (crédits et réductions)	- 12 540 881	- 386 800	- 116 377 285	1 852 000	427 791 207	- 15 137 247	285 200 994

Synthèse des crédits par programme et par chapitre en recettes

	P1106- Enseignement second degré public	Total
Investissements	-	-
902	-	-
Fonctionnement	-	-
932	-	-
Total	-	-
p.m. report	42 400 000	42 400 000
p.m. Total Mesures Nouvelles (crédits et réductions)	-	-

Enseignement
Synthèse des crédits par programme et par chapitre

Synthèse des crédits par rubriques

	CA 2015	BP 2016 & Déplacement 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1) + (2) + (3)	Total Budget 2016
Fonctionnement								
Recettes	297 757	0	0		0	0	0	0
(77) produits exceptionnels	297 757	0	0		0	0	0	0
Dépenses	4 626 218 596	4 825 475 375	38 527 620	65,51%	-67 562 550	70 483 000	41 448 070	4 855 923 445
Aides directes et indirectes	33 542 000	20 100 000	0	67,60%	0	0	0	20 100 000
Autres charges de fonctionnement	137 798 376	162 826 500	9 901 001	34,47%	-16 595 889	650 000	-6 044 888	156 781 612
Charges de personnel	63 105	0	0		0	0	0	0
Charges exceptionnelles	544 249	1 058 580	0	9,26%	0	0	0	1 058 580
Charges fixes de fonctionnement	157 422 473	171 981 604	18 626 619	56,85%	-12 214 476	183 000	6 595 143	178 576 747
Contributions obligatoires	2 577 919 730	2 617 077 609	0	71,40%	-3 000 000	0	-3 000 000	2 614 077 609
Subventions, participations et autres charges d'activité	1 718 928 663	1 852 431 082	10 000 000	61,00%	-35 752 185	69 650 000	43 897 815	1 885 328 897
Investissements								
Recettes	46 309	0	0		0	0	0	0
(23) immobilisation en cours	46 309	0	0		0	0	0	0
Dépenses	1 283 586 891	1 715 753 768	640 642 772	33,24%	-468 297 800	750 578 344	922 923 316	2 903 877 084
AP P1103-2013/3 - MAISON DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE	3 150 000	0	0		0	0	0	0
AP P1103-2014/1 - POLE NUMERIQUE ET TECHNOLOGIQUE-POLE NTC	0	224 000 000	0	0,00%	-168 000 000	0	-168 000 000	56 000 000
AP P1106-2013/1 - RENOVATION LYCEES GARNIER ET TOUHO	374 616 755	393 000 000	182 057 884	25,02%	0	85 819 466	267 877 350	660 877 350
AP P1106-2013/2 - RENOVATION SALLE INFORMATIQUE DEZARNAULDS	1 429 332	24 633 000	30 597 196	0,10%	-4 926 600	0	25 670 596	50 303 596
AP P1106-2013/3 - DEVELOPPEMENT NUMERIQUE SCOLAIRE 2ND DEGRE	124 800 283	108 322 626	94 801 284	26,26%	-12 000 000	0	82 801 284	191 123 910
AP P1106-2013/4 - RENOVATION DES LYCEES 2013-2017	189 227 076	487 000 000	297 926 387	15,68%	-275 200 000	235 965 171	258 691 558	1 010 891 558
HAP immobilisations corporelles	35 190 868	30 350 000	3 030 320	44,14%	-7 884 000	0	-4 853 680	25 496 320
HAP immobilisations incorporelles	1 352 172	1 436 000	426 181	26,06%	-287 200	0	138 981	1 574 981
HAP subventions d'équipement versées	553 820 405	447 012 142	31 803 520	93,51%	0	32 793 707	64 597 227	511 609 369
AP P1105-2016/1 - EQUIPEMENT DIRECTIONS ENSEIGNEMENT PRIVE-ASEE	0	0	0		0	296 000 000	296 000 000	296 000 000
AP P1105-2016/3 - EQUIPEMENT DIRECTIONS ENSEIGNEMENT PRIVE-FELP	0	0	0		0	100 000 000	100 000 000	100 000 000

Mission M12 Formation professionnelle continue

Reports	Recettes	-
	Dépenses	1 014 455 521
Crédits complémentaires	Recettes	-
	Dépenses	278 100 000
Réduction proposée	Recettes	-
	Dépenses	- 875 765 624
Total BS 2016	Recettes	-
	Dépenses	416 789 897

❶ Information, orientation, accompagnement

❷ Former pour l'emploi

❸ Animer et piloter la politique de formation professionnelle continue

Assurer l'adéquation entre les attentes des individus et les besoins en compétences des entreprises calédoniennes est l'un des enjeux de la formation professionnelle continue. C'est autour de cette logique que nous avons structuré la mission formation professionnelle en trois programmes. Les deux premiers programmes sont orientés en direction des principaux « clients » de la formation que sont les individus (informer, orienter accompagner) et les entreprises (former pour l'emploi). Le troisième programme concentre quant à lui les moyens destinés à satisfaire aux exigences qualitatives et réglementaires pour une mise en œuvre optimum des deux premiers programmes.

Budget supplémentaire 2016

Formation professionnelle continue

Historique des moyens financiers

En Recettes et en Dépenses

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
M12-Formation professionnelle								
Recettes	1 077 622 124	230 000 000	0	6,41%	0	0	0	230 000 000
P1201-Information, orientation, accompagnement	19 100 862	0	0		0	0	0	0
P1202-Former pour l'emploi	6 873 288	0	0		0	0	0	0
P1203-Animer et piloter la politique de formation professionnelle continue	1 051 647 974	230 000 000	0	0,55%	0	0	0	230 000 000
Dépenses	2 628 797 188	2 657 009 891	1 014 455 521	39,46%	-850 765 624	253 100 000	416 789 897	3 073 799 788
P1201-Information, orientation, accompagnement	878 073 929	1 146 705 988	217 304 178	48,09%	-225 919 561	0	-8 615 383	1 138 090 605
P1202-Former pour l'emploi	940 071 904	871 941 461	103 252 606	43,78%	-99 034 239	10 000 000	14 218 367	886 159 828
P1203-Animer et piloter la politique de formation professionnelle continue	810 651 355	638 362 442	693 898 737	27,46%	-525 811 824	243 100 000	411 186 913	1 049 549 355

P1201-Information, orientation, accompagnement	Reports	Recettes	0
		Dépenses	217 304 178
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	0
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-225 919 561
TOTAL BS 2016		Recettes	0
		Dépenses	-8 615 383

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme information, orientation, accompagnement est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	19 100 862	0	0		0	0	0	0
A1201-04-Prendre en charge les bénéficiaires	19 100 862	0	0		0	0	0	0
Dépenses	878 073 929	1 146 705 988	217 304 178	48,09%	-225 919 561	0	-8 615 383	1 138 090 605
A1201-01-Informer et promouvoir la formation	9 873 820	5 000 000	138 329	6,71%	-500 000	0	-361 671	4 638 329
A1201-02-Accueillir, orienter et positionner les bénéficiaires	585 747	2 700 000	26 110 412	0,00%	-15 100 935	0	11 009 477	13 709 477
A1201-03-Connaître et analyser les publics	480 000	500 000	120 000	19,35%	-500 000	0	-380 000	120 000
A1201-04-Prendre en charge les bénéficiaires	714 584 373	965 916 878	109 086 873	51,01%	-146 444 236	0	-37 357 363	928 559 515
A1201-05-Préparer l'entrée en formation	152 549 989	172 589 110	81 848 564	42,09%	-63 374 390	0	18 474 174	191 063 284

Par nature de dépenses, les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	19 100 862	0	0		0	0	0	0
(77) produits exceptionnels	19 100 862	0	0		0	0	0	0
Dépenses	878 073 929	1 146 705 988	217 304 178	48,09%	-225 919 561	0	-8 615 383	1 138 090 605
Aides directes et indirectes	634 124 707	846 826 778	89 291 223	56,24%	-77 196 690	0	12 094 533	858 921 311
Autres charges de fonctionnement	56 595 003	39 262 800	31 706 742	12,70%	-36 148 481	0	-4 441 739	34 821 061
Charges de personnel	0	2 500 000	0	0,00%	0	0	0	2 500 000
Formation DFPC	160 954 219	236 116 410	96 306 213	34,89%	-112 574 390	0	-16 268 177	219 848 233
Subventions, participations et autres charges d'activité	26 400 000	22 000 000	0	20,00%	0	0	0	22 000 000

Bilan à mi-parcours

Direction : DFPC

Ce programme vise à promouvoir les dispositifs de formation professionnelle auprès des publics cibles, à les orienter vers les parcours de formation et d'insertion les plus adaptés et à les accompagner, y compris financièrement, tout au long de leur formation ; voire à les inscrire dans des dispositifs préparatoires à l'entrée en formation. La DFPC rend sur ce programme 193 MF. Cet effort considérable est rendu possible par un meilleur étalement dans le temps des restes à financer des années antérieures, mais aussi par une analyse plus fine du besoin en financement annuel pour trois domaines d'action : les programmes de mobilité, la prise en charge des stagiaires de la formation professionnelle continue et les actions préparatoires.

Au titre de la mobilité, la direction rend près de 70 MF, essentiellement du fait de la réduction des effectifs gérés par LADOM et de l'internalisation de la gestion des BTF (15 MF).

En ce qui concerne la prise en charge des stagiaires, les réductions concernent l'indemnisation (25 MF) du fait d'un glissement de crédits sur le début d'année 2017, ainsi que la prise en charge de l'intendance et du transport des stagiaires (67 MF) surévalués au regard de la programmation 2016.

Enfin, le volet préparatoire est réduit de 19,8 MF pour les actions préparatoires à l'entrée en formation qui ont été peu sollicitées cette année et de 40 MF pour le Spot de l'ETFPA qui conserve néanmoins près de 130 MF de crédits au titre de 2016, ce qui reste un effort financier considérable. Il conviendra de veiller au BP 2017 à consacrer des moyens suffisants à ces actions qui deviennent strictement nécessaires pour les publics les plus éloignés de l'emploi, priorité de la stratégie emploi-insertion professionnelle de la Nouvelle-Calédonie (SEIP-NC). A cet égard, et dans le cadre du plan de soutien à l'économie et à l'emploi, une convention de partenariat expérimentale est mise en œuvre avec l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE-NC) afin de repérer et d'accompagner les publics éloignés de l'emploi qui ont un projet d'insertion par l'auto-entrepreneuriat (5 MF).

P1202-Former pour l'emploi	Reports	Recettes	0
		Dépenses	103 252 606
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	10 000 000
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-99 034 239
TOTAL BS 2016		Recettes	0
		Dépenses	14 218 367

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme former pour l'emploi est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	6 873 288	0	0		0	0	0	0
A1202-01-Qualifier pour l'emploi (Demandeurs d'emploi formés sur la commande publique)	6 873 288	0	0		0	0	0	0
Dépenses	940 071 904	871 941 461	103 252 606	43,78%	-99 034 239	10 000 000	14 218 367	886 159 828
A1202-01-Qualifier pour l'emploi (Demandeurs d'emploi formés sur la commande publique)	706 808 344	669 980 982	79 590 667	45,31%	-80 752 186	0	-1 161 519	668 819 463
A1202-02-Soutenir les initiatives sectorielles	152 599 939	116 729 854	14 954 373	36,94%	-11 672 986	5 000 000	8 281 387	125 011 241
A1202-03-Accompagner le développement des actifs et des publics spécifiques	63 107 712	78 105 625	8 707 566	40,21%	-6 609 067	5 000 000	7 098 499	85 204 124
A1202-04-Evaluer les besoins	17 555 909	7 125 000	0	52,63%	0	0	0	7 125 000

Par nature de dépenses, les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	6 873 288	0	0		0	0	0	0
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	120 820	0	0		0	0	0	0
(77) produits exceptionnels	6 752 468	0	0		0	0	0	0
Dépenses	940 071 904	871 941 461	103 252 606	43,78%	-99 034 239	10 000 000	14 218 367	886 159 828
Aides directes et indirectes	71 130 314	90 557 101	712 912	45,81%	-5 177 067	0	-4 464 155	86 092 946
Autres charges de fonctionnement	19 928 373	9 175 000	0	54,37%	-215 000	0	-215 000	8 960 000
Formation DFPC	820 663 217	759 709 360	102 539 694	42,64%	-93 642 172	10 000 000	18 897 522	778 606 882
Subventions, participations et autres charges d'activité	28 350 000	12 500 000	0	100,00%	0	0	0	12 500 000

Bilan à mi-parcours

Direction : DFPC

Ce programme représente le cœur de l'activité de la DFPC en termes de volume de crédits d'intervention, puisqu'il concerne la commande publique en matière de formation professionnelle continue, qu'elle soit de nature structurelle (besoins en emplois pérennes et financement intégral par la collectivité) ou conjoncturelle (besoins immédiats en emplois et cofinancements collectivité/entreprises). Fortement contraint au BP 2016, il fait l'objet d'aménagements visant à réduire de 70 MF les crédits alloués à la formation qualifiante, les crédits restants étant soit affectés à de nouvelles actions (Accompagnateur d'autonomie de la personne (IFPSS), BPA travaux des productions horticoles, Constructeur professionnel en Voiries et Réseaux (AFBTP) ou préservés pour l'accompagnement « formation » du plan de soutien à l'économie préparé par le gouvernement.

Dans le même temps et en cohérence avec les priorités fixées par le vice-président, les crédits de l'apprentissage sont augmentés de 26,8 MF.

Enfin, le niveau de financement des actions conjoncturelles est diminué de 11,6 MF du fait du faible nombre de projets soumis à la direction.

A cet égard et malgré les restrictions budgétaires, une nouvelle période de soumission de projets conjoncturels a été ouverte.

De même que pour les actions structurelles, les crédits restants sont prioritairement affectés au volet « formation » du plan de soutien à l'économie.

A cet égard et afin de rendre plus lisible la mobilisation des crédits nécessaires à la mise en œuvre de formations dans le cadre du plan de soutien à l'économie, une ligne de crédit spécifique est créée qui inclut les crédits alloués aux formations structurelles (89 MF) et conjoncturelles (25 MF).

P1203-Animer et piloter la politique de formation professionnelle continue	Reports	Recettes	0
		Dépenses	693 898 737
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	268 100 000
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-550 811 824
	Total BS 2016	Recettes	0
		Dépenses	411 186 913

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme animer et piloter la politique de formation professionnelle continue est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	1 051 647 974	230 000 000	0	0,55%	0	0	0	230 000 000
A1203-01-Dimensionner et adapter les moyens humains et les infrastructures de formation et de péri-formation	749 621 070	0	0		0	0	0	0
A1203-03-Animer et Piloter le dispositif de formation et de certification	3 599 150	0	0		0	0	0	0
A1203-04-Soutien des établissements publics	298 427 754	230 000 000	0	0,50%	0	0	0	230 000 000
Dépenses	810 651 355	638 362 442	693 898 737	27,46%	-525 811 824	243 100 000	411 186 913	1 049 549 355
A1203-01-Dimensionner et adapter les moyens humains et les infrastructures de formation et de péri-formation	151 942 400	92 293 122	640 163 223	4,99%	-476 090 290	158 500 000	322 572 933	414 866 055
A1203-02-Réglementer et contrôler le dispositif de la formation professionnelle	15 241 122	4 500 000	2 500 000	-7,14%	-550 000	0	1 950 000	6 450 000
A1203-03-Animer et Piloter le dispositif de formation et de certification	84 667 220	108 069 320	10 235 514	49,29%	-19 171 534	0	-8 936 020	99 133 300
A1203-04-Soutien des établissements publics	558 800 613	433 500 000	41 000 000	57,22%	-30 000 000	84 600 000	95 600 000	529 100 000

Budget supplémentaire 2016
Formation professionnelle continue

Par nature de dépenses, les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016	BS 2016
Recettes	1 051 647 974	230 000 000	-	71,76%	-	-	-	230 000 000	-
(73) impôts et taxes	298 427 754	230 000 000	-	71,72%	-	-	-	230 000 000	-
(74) dotations, subventions et participations	692 121 070	-	-	-	-	-	-	-	-
(77) produits exceptionnels	3 599 150	-	-	-	-	-	-	-	-
Opération pour tiers CENTRE HEBERGEMENT DE KONE	57 500 000	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses	810 651 355	638 362 442	693 898 737	29,41%	-550 811 824	268 100 000	411 186 913	1 049 549 355	411 186 913
Aides directes et indirectes	1 084 000	-	5 076 000	83,29%	- 848 000	-	4 228 000	4 228 000	4 228 000
AP P1203-2011/1 - PLATEAUX TECHNIQUES FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE X ème FED	42 750 000	-	44 590 290	0,00%	- 28 340 290	-	16 250 000	16 250 000	16 250 000
AP P1203-2014/3 - APPUI MISE EN OEUVRE PES	2 129 000	17 350 950	61 372 933	0,00%	-	10 000 000	71 372 933	88 723 883	71 372 933
AP P1203-2014/4 - SUBVENTIONS ETFFPA - REMISE AUX NORMES	-	-	36 000 000	0,00%	- 30 000 000	-	6 000 000	6 000 000	6 000 000
AP P1203-2014/5 - RENOVATION DES LOCAUX ETFFPA	-	-	266 200 000	0,00%	-258 200 000	-	8 000 000	8 000 000	8 000 000
Autres charges de fonctionnement	45 852 479	41 721 816	6 042 030	36,90%	- 10 981 303	-	- 4 939 273	36 782 543	- 4 939 273
Charges exceptionnelles	6 259 712	1 950 000	-	90,88%	-	-	-	1 950 000	-
Charges fixes de fonctionnement	61 812 868	63 667 280	1 684 658	60,05%	- 7 237 731	-	- 5 553 073	58 114 207	- 5 553 073
Formation DFPC	80 748 328	44 205 146	3 582 936	56,12%	- 5 204 500	-	- 1 621 564	42 583 582	- 1 621 564
HAP immobilisations corporelles	181 765	92 250	349 890	85,30%	-	-	349 890	442 140	349 890
HAP immobilisations incorporelles	339 475	-	-	-	-	-	-	-	-
HAP subventions d'équipement versées	34 793 728	18 000 000	269 000 000	0,70%	-185 000 000	206 600 000	290 600 000	308 600 000	290 600 000
Opération pour tiers CENTRE ACCUEIL EPEFIP PES PECHE OUVEA	-	-	-	-	- 25 000 000	25 000 000	-	25 000 000	-
Subventions, participations et autres charges d'activité	534 700 000	451 375 000	-	66,41%	-	1 500 000	1 500 000	452 875 000	1 500 000
(vide)	-	-	-	-	-	25 000 000	25 000 000	-	25 000 000

Bilan à mi-parcours

Direction : DFPC

Objet	BS 2016
Subvention unités mobiles de l'AFPA PACIFIQUE	-1 000 000
Relogement de la direction générale de l'ETFPA	-10 000 000
Rénovation de villas sises à l'ETFPA de Bourail	-8 000 000
Rénovation de deux ateliers de l'ETFPA	-10 000 000
Relogement pôle tourisme hôtellerie restauration de l'ETFPA	-40 000 000
Remise aux normes des réseaux secs et humides du site de l'ETFPA de Nouville	-30 000 000
Réalisation et équipement réalisation du pôle transport et logistique de l'ETFPA de Bourail	-6 000 000
Pôle transport logistique de l'ETFPA de Bourail	-20 000 000
Réalisation du pôle métallerie de l'ETFPA de Bourail	-24 200 000
Pôle métallerie de l'ETFPA	-100 000 000
Rénovation des ateliers de l'ETFPA de Nouville	-40 000 000
Subvention d'équipement à l'ETFPA	-10 000 000
Subvention d'équipement à l'ETFPA	-27 340 290
Plateau technique non dédié de Touho	-100 000 000
Plateaux techniques non dédiés de Touho	-75 000 000
Antenne de l'EPEFIP à Maré	-2 000 000
Centre d'hébergement à Koné	115 000 000
Centre d'accueil EPEFIP pêche à Ouvéa	25 000 000
Mise aux normes plateau technique de l'EMM	5 000 000
subvention inv FIAF	2 000 000
Total	-358 540 290

Financièrement, ce programme s'articule essentiellement autour d'une politique d'investissement visant à doter les opérateurs de formation d'infrastructures de qualité et, plus marginalement, de la mise en œuvre d'un cadre favorable au développement de la formation professionnelle : adaptation de la réglementation, contrôle des opérateurs et audits des réalisations pour une mise en œuvre sécurisée et de qualité, création de certifications locales adaptées aux besoins des acteurs économiques. Ces actions doivent répondre à des objectifs de simplification administrative et de communication auprès des partenaires concernés.

Les opérations de réduction de crédits de fonctionnement sur ce programme sont donc minimales. Il faut cependant noter que la direction a réussi à diminuer ses crédits de fonctionnement propres de 7,4 MF et que les crédits d'indemnisation des jurys d'examen ont été réduits de 8 millions.

En ce qui concerne les crédits d'investissement, ils font l'objet d'une reventilation sur 3 ans pour les opérations de l'ETFPA et de nouvelles inscriptions au titre du BS 2016 pour des projets provinciaux liés au Xème FED qui jusqu'à présent n'étaient pas suffisamment aboutis en termes de sécurité juridique et de conventionnement entre la Nouvelle-Calédonie et les provinces Nord et Iles. 356 MF sont ainsi Les crédits inscrits correspondent aux premiers versements prévus par les nouvelles conventions de subventions en cours de signature. Ils concernent un plateau technique non dédié et une base de pêche à Touho, un centre d'hébergement de stagiaires à Koné et deux antennes de l'EPEFIP à Ouvéa et Maré.

Synthèse des crédits par programme et par chapitre en dépenses

	P1201-Information, orientation, accompagnement	P1202-Former pour l'emploi	P1203-Animer et piloter la politique de formation professionnelle continue	Total
Investissements	-	-	417 572 823	417 572 823
906	-	-	417 572 823	417 572 823
9241202	-	-	-	-
Fonctionnement	- 8 615 383	14 218 367	- 6 385 910	- 782 926
930	-	- 215 000	-	- 215 000
936	- 8 615 383	14 433 367	- 6 385 910	- 567 926
Total	- 8 615 383	14 218 367	411 186 913	416 789 897
p.m. report	217 304 178	103 252 606	693 898 737	1 014 455 521
p.m. Total Mesures Nouvelles (crédits et réductions)	- 225 919 561	- 89 034 239	- 282 711 824	- 597 665 624

Synthèse des crédits par rubriques (en Recettes / Dépenses) :

	CA 2015	BP 2016 & Déplacement 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Fonctionnement								
Recettes	1 020 122 124	230 000 000	0	77,34%	0	0	0	230 000 000
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	120 820	0	0		0	0	0	0
(73) impôts et taxes	298 427 754	230 000 000	0	71,72%	0	0	0	230 000 000
(74) dotations, subventions et participations	692 121 070	0	0		0	0	0	0
(77) produits exceptionnels	29 452 480	0	0		0	0	0	0
Dépenses	2 548 603 220	2 621 916 691	336 942 408	50,75%	-349 225 334	11 500 000	-782 926	2 621 133 765
Aides directes et indirectes	706 339 021	937 383 879	95 080 135	56,69%	-83 221 757	0	11 858 378	949 242 257
Autres charges de fonctionnement	122 375 855	90 509 616	37 748 772	27,70%	-47 344 784	0	-9 596 012	80 913 604
Charges de personnel	0	2 500 000	0	0,00%	0	0	0	2 500 000
Charges exceptionnelles	6 259 712	1 950 000	0	90,88%	0	0	0	1 950 000
Charges fixes de fonctionnement	61 812 868	63 667 280	1 684 658	60,05%	-7 237 731	0	-5 553 073	58 114 207
Formation DFPC	1 062 365 764	1 040 030 916	202 428 843	41,76%	-211 421 062	10 000 000	1 007 781	1 041 038 697
Subventions, participations et autres charges d'activité	589 450 000	485 875 000	0	66,08%	0	1 500 000	1 500 000	487 375 000
Investissements								
Recettes	57 500 000	0	0		0	0	0	0
Opération pour tiers CENTRE HEBERGEMENT DE KONE	57 500 000	0	0		0	0	0	0
Dépenses	80 193 968	35 443 200	677 513 113	0,33%	-526 540 290	266 600 000	417 572 823	453 016 023
AP P1203-2011/1 - PLATEAUX TECHNIQUES FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE X ème FED	42 750 000	0	44 590 290	0,00%	-28 340 290	0	16 250 000	16 250 000
AP P1203-2014/3 - APPUI MISE EN OEUVRE PES	2 129 000	17 350 950	61 372 933	0,00%	0	10 000 000	71 372 933	88 723 883
AP P1203-2014/4 - SUBVENTIONS ETFPA - REMISE AUX NORMES	0	0	36 000 000	0,00%	-30 000 000	0	6 000 000	6 000 000
AP P1203-2014/5 - RENOVATION DES LOCAUX ETFPA	0	0	266 200 000	0,00%	-258 200 000	0	8 000 000	8 000 000
HAP immobilisations corporelles	181 765	92 250	349 890	85,30%	0	0	349 890	442 140
HAP immobilisations incorporelles	339 475	0	0		0	0	0	0
HAP subventions d'équipement versées	34 793 728	18 000 000	269 000 000	0,70%	-185 000 000	231 600 000	315 600 000	308 600 000
Opération pour tiers CENTRE ACCUEIL EPEFIP PES PECHE OUVEA	0	0	0		-25 000 000	25 000 000	0	25 000 000

Mission M13 Economie et emploi

Reports	Recettes	54 464 356
	Dépenses	125 319 065
Crédits complémentaires	Recettes	84 527 810
	Dépenses	706 671 940
Réduction proposée	Recettes	-
	Dépenses	- 288 964 601
Total BS 2016	Recettes	138 992 166
	Dépenses	543 026 404

Travail et emploi

Le programme travail et emploi concerne exclusivement les actions et interventions de la direction du travail et de l'emploi (DTE). La mise en œuvre de ce programme s'effectue d'une part par l'action opérationnelle des différents services (conseils au public, rédactions de projets de textes, contrôle...), et d'autre part, par des interventions en direction des partenaires sociaux (formations, séminaires, rencontres, soutien à la négociation collective ou encore l'attribution de subventions).

L'ensemble de ces actions contribue au développement de l'économie calédonienne en régulant les relations de travail, en promouvant une politique de qualité des relations professionnelles, en favorisant le règlement amiable des conflits du travail. Cette politique contribue à améliorer la productivité et la compétitivité des entreprises et le bien être et l'efficacité au travail.

Marché intérieur

La Nouvelle-Calédonie est compétente en matière de droit de la concurrence, de répression des fraudes, de réglementation des prix et de réglementation des professions commerciales.

Cette mission a pour finalité la régulation économique du marché intérieur et la protection physique et économique du consommateur.

Etudes économiques et sociales

L'institut de la statistique et des études économiques de la Nouvelle-calédonie (ISEE NC) est l'acteur principal de ce programme. Il collecte, produit, analyse et diffuse des

informations sur l'économie et la 'société' calédonienne. L'ISEE NC réalise des études pérennes mais participe également à des opérations exceptionnelles comme l'ont été la préparation du nouvel indice des prix et le redressement-exploitation du recensement de la population.

Soutien au secteur agricole

Le secteur agricole calédonien est aujourd'hui confronté à la concurrence du marché extérieur qui n'est pas toujours soumis aux mêmes contraintes, d'insularité, d'étroitesse du marché intérieur ou d'aléas en climat tropical. Le soutien au secteur agricole est un programme dont les enjeux ne sont plus uniquement quantitatifs mais se présentent aussi en termes de diversité et de qualité des produits.

Pêche

C'est la direction des affaires maritimes (DAM) qui est en charge de ce programme qui concerne l'exploration, l'exploitation, la gestion et la conservation des ressources naturelles biologiques de la ZEE et la gestion du parc naturel de la mer de Corail. Le présent projet permet une économie de 19 200 000 F par rapport au budget initial, constituée par une diminution des dépenses de 13 500 000 F et une augmentation des recettes de 5 700 000 F.

Mines et carrières

L'activité de la mine et la métallurgie est au coeur des anticipations de l'ensemble des acteurs de l'économie. La loi organique a confié des compétences et responsabilités à la Nouvelle-Calédonie comme le schéma de mise en valeur des richesses minières.

Ce programme a pour objet la mise en oeuvre de politiques publiques susceptibles de garantir le caractère durable du développement de la Nouvelle-Calédonie.

Economie numérique et communication

La cellule économie numérique assure la coordination et le pilotage de ce programme qui a pour objectif de mettre en oeuvre les politiques publiques relatives au développement du numérique. Ce programme s'appuie sur le Plan Stratégique pour l'Economie Numérique (PSEN), dont les orientations ont été votées par le congrès de la Nouvelle-Calédonie (délib. n°321 du 28/10/2013).

Historique des moyens financiers

En recettes et en dépenses

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
M13-Economie et emploi								
Recettes	198 525 274	219 930 000	54 464 356	12,10%	0	84 527 810	138 992 166	358 922 166
P1301-Travail et emploi	8 781 095	11 500 000	0	4,54%	0	0	0	11 500 000
P1302-Marché intérieur	100 584 217	71 200 000	0	16,70%	0	68 967 810	68 967 810	140 167 810
P1304-Soutien au secteur agricole	8 454 119	10 000 000	0	70,20%	0	0	0	10 000 000
P1305-Pêche et environnement marin	6 935 000	0	0		0	15 560 000	15 560 000	15 560 000
P1306-Mines et carrières	73 770 843	127 230 000	54 464 356	7,58%	0	0	54 464 356	181 694 356
P1307-Economie numérique et communication	0	0	0		0	0	0	0
Dépenses	4 785 240 741	3 403 295 367	125 319 065	44,76%	-288 964 601	701 671 940	538 026 404	3 941 321 771
P1301-Travail et emploi	1 413 375 865	805 851 085	52 046 988	17,03%	-58 518 109	411 000 000	404 528 879	1 210 379 964
P1302-Marché intérieur	289 461 078	264 814 754	54 986 112	42,22%	-56 119 839	124 967 810	123 834 083	388 648 837
P1303-Etudes économiques et sociales	340 606 250	310 000 000	0	57,22%	0	25 000 000	25 000 000	335 000 000
P1304-Soutien au secteur agricole	2 309 368 373	1 452 161 100	500 500	65,66%	-59 708 002	86 500 000	27 292 498	1 479 453 598
P1305-Pêche et environnement marin	48 521 685	97 451 255	891 826	29,48%	-3 726 403	7 895 000	5 060 423	102 511 678
P1306-Mines et carrières	159 207 237	131 184 673	16 893 639	28,54%	-16 534 708	0	358 931	131 543 604
P1307-Economie numérique et communication	224 700 253	341 832 500	0	28,04%	-94 357 540	46 309 130	-48 048 410	293 784 090

Budget supplémentaire 2016
Economie et emploi

P1301-Travail et emploi	Reports	Recettes	0
		Dépenses	52 046 988
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-72 358 109
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	411 000 000
Total BS 2016	Recettes	0	
	Dépenses	390 688 879	

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme travail et emploi est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	8 781 095	11 500 000	-	5,38%	-	-	-	11 500 000
A1301-01-Elaborer, moderniser et rendre accessible le droit du travail	1 823 100	1 500 000	-	41,25%	-	-	-	1 500 000
A1301-02-Contrôler l'application du droit du travail	6 957 995	10 000 000	-	0,00%	-	-	-	10 000 000
Dépenses	1 413 375 865	805 851 085	52 046 988	18,04%	- 72 358 109	411 000 000	390 688 879	1 210 379 964
A1301-01-Elaborer, moderniser et rendre accessible le droit du travail	1 793 925	1 950 232	-	30,15%	- 200 000	-	- 200 000	1 750 232
A1301-03-Animer, mesurer et piloter la politique publique du travail et de l'emploi	70 145 602	109 501 085	345 870	45,84%	- 29 523 109	-	- 29 177 239	80 323 846
A1301-04-Contribuer à la progression de la qualité des relations individuelles et collectives au travail	32 810 263	29 000 000	2 100 000	86,82%	- 200 000	-	1 900 000	30 900 000
A1301-05-Contribuer au développement du dialogue social	190 536 920	179 000 000	-	12,29%	- 15 000 000	11 000 000	- 4 000 000	175 000 000
A1301-06-Participer à l'animation de la prévention des risques professionnels	13 053 599	10 579 200	304 159	24,18%	- 6 210 000	-	- 5 905 841	4 673 359
A1301-07-Conduire à faire diminuer les accidents du travail et les maladies professionnelles	7 638 839	4 000 000	7 200 000	0,00%	- 4 000 000	-	3 200 000	7 200 000
A1301-08-Contribuer à la protection et à l'accès à l'emploi	1 097 396 717	471 820 568	42 096 959	10,16%	- 17 225 000	400 000 000	424 871 959	910 532 527

Par nature de dépenses, les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016	BS 2016
Recettes	8 781 095	11 500 000	-	5,38%	-	-	-	11 500 000	-
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	1 823 100	1 500 000	-	41,25%	-	-	-	1 500 000	-
(77) produits exceptionnels	6 957 995	10 000 000	-	0,00%	-	-	-	10 000 000	-
Dépenses	1 413 375 865	805 851 085	52 046 988	18,04%	- 72 358 109	411 000 000	390 688 879	1 210 379 964	390 688 879
Aides directes et indirectes	84 193 917	100 000 000	42 096 959	48,22%	- 13 840 000	-	28 256 959	142 096 959	28 256 959
AP P1301-2006/1 - REFONTE DU SYSTEME INFORMATIQUE DE LA DTE (137/07)	9 625 877	24 200 000	-	0,00%	- 24 200 000	-	- 24 200 000	-	- 24 200 000
Autres charges de fonctionnement	41 369 693	38 056 895	9 950 029	17,76%	- 14 518 500	-	- 4 568 471	33 488 424	- 4 568 471
Charges exceptionnelles	9 000	34 700	-	13,54%	-	-	-	34 700	-
Charges fixes de fonctionnement	55 406 713	78 049 490	-	59,73%	- 4 727 609	-	- 4 727 609	73 321 881	- 4 727 609
Contributions obligatoires	100 000 000	100 000 000	-	0,00%	-	-	-	100 000 000	-
HAP immobilisations corporelles	739 690	360 000	-	9,24%	- 72 000	-	- 72 000	288 000	- 72 000
HAP immobilisations en cours	4 606 875	-	-	-	-	-	-	-	-
HAP immobilisations incorporelles	4 874 100	-	-	-	-	-	-	-	-
Remboursements aux collectivités	-	355 250 000	-	0,00%	-	400 000 000	400 000 000	755 250 000	400 000 000
Subventions, participations et autres charges d'activité	1 112 550 000	109 900 000	-	28,30%	- 15 000 000	11 000 000	- 4 000 000	105 900 000	- 4 000 000

Bilan à mi-parcours

Direction : DTE

Travail et emploi

Le taux d'exécution du budget de la DTE est globalement correct, exception faite de l'autorisation d'engagement ouverte au titre du plan emploi. Si les parcours d'insertion par l'emploi se poursuivent avec les structures que sont la MIJ et ACTIVE, en revanche, le paiement des prestations s'effectue avec retard. Ce retard s'explique par un dispositif novateur qui met d'accent sur la personnalisation des parcours rendant plus complexe le suivi financier et comptable. La convention avec les deux structures d'insertion par le travail étant triennale, de nouveaux parcours sont prévus à l'échéance de cette première période.

Par ailleurs, toujours sur la partie emploi, la convention avec l'ISEE pour la mise en place d'une enquête emploi à partir de 2017 avec une préfiguration fin 2016, est en cours de finalisation. Les crédits prévus pour cette opération seront donc engagés d'ici la fin de l'année.

La DTE prendra en charge les dépenses liées à l'organisation, en coopération avec l'UNC, du colloque sur le rééquilibrage dans l'emploi qui se déroulera le 19 août à l'UNC.

L'autorisation de programme ouverte pour le système d'information de la direction est supprimée et l'ensemble des dépenses à ce titre seront prises en charge dans le budget de la DTSI.

Conformément à ce qui avait été acté par le congrès, des crédits sont demandés au budget supplémentaire pour compléter la somme due aux provinces dans le cadre de la prise en charge par les provinces du placement des demandeurs d'emploi. De la même façon, des crédits de paiement sont également sollicités pour porter le montant de l'aide financière accordée par la Nouvelle-Calédonie aux organisations syndicales d'employeurs à un niveau identique à celui des années antérieures.

Budget supplémentaire 2016
Economie et emploi

P1302-Marché intérieur	Reports	Recettes	0
		Dépenses	54 986 112
	Crédits complémentaires	Recettes	68 967 810
		Dépenses	124 967 810
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-56 119 839
	TOTAL BS 2016	Recettes	68 967 810
		Dépenses	123 834 083

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme marché intérieur est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	100 584 217	71 200 000	0	16,70%	0	68 967 810	68 967 810	140 167 810
A1302-01-Enquêter, réglementer et contrôler le marché intérieur	5 735 000	3 000 000	0	15,83%	0	68 967 810	68 967 810	71 967 810
A1302-04-Enquêter, réglementer et contrôler pour protéger le consommateur	9 966 000	8 000 000	0	19,06%	0	0	0	8 000 000
A1302-06-Délivrer les agréments	165 000	200 000	0	37,50%	0	0	0	200 000
A1302-14-Registre des commerces et des sociétés	84 718 217	60 000 000	0	16,36%	0	0	0	60 000 000
Dépenses	289 461 078	264 814 754	54 986 112	42,22%	-56 119 839	124 967 810	123 834 083	388 648 837
A1302-01-Enquêter, réglementer et contrôler le marché intérieur	543 429	1 479 900	23 625	5,97%	-598 850	0	-575 225	904 675
A1302-04-Enquêter, réglementer et contrôler pour protéger le consommateur	2 798 551	3 641 200	94 725	24,06%	-213 300	68 967 810	68 849 235	72 490 435
A1302-05-Améliorer la protection du consommateur	2 150 048	3 986 875	2 000 000	5,88%	-1 635 125	0	364 875	4 351 750
A1302-07-Veille économique, études et enquêtes exploratoires	43 828 530	50 300 000	0	33,86%	-8 515 000	0	-8 515 000	41 785 000
A1302-08-Soutien et pilotage	157 614 065	115 690 763	631 064	61,21%	-8 420 809	1 000 000	-6 789 745	108 901 018
A1302-09-Gestion administrative et financière des subventions accordées	53 354 440	45 000 000	0	72,83%	-1 600 000	28 000 000	26 400 000	71 400 000
A1302-10-Autorité de la concurrence	0	19 713 816	0	26,39%	-10 102 200	0	-10 102 200	9 611 616
A1302-11-Observatoire des prix	5 337 396	3 205 000	119 400	33,33%	-732 000	0	-612 600	2 592 400
A1302-12-Accompagnement financier à la politique du logement social	604 819	0	37 042 613	0,00%	0	0	37 042 613	37 042 613
A1302-13-Stratégie économique	17 469 471	17 297 200	15 049 785	16,60%	-23 852 555	27 000 000	18 197 230	35 494 430
A1302-14-Registre des commerces et des sociétés	5 760 329	4 500 000	24 900	21,83%	-450 000	0	-425 100	4 074 900

Par nature de dépenses, les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	100 584 217	71 200 000	0	16,70%	0	68 967 810	68 967 810	140 167 810
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	84 883 217	60 200 000	0	16,43%	0	0	0	60 200 000
(73) impôts et taxes	0	0	0		0	68 967 810	68 967 810	68 967 810
(77) produits exceptionnels	15 701 000	11 000 000	0	18,18%	0	0	0	11 000 000
Dépenses	289 461 078	264 814 754	54 986 112	42,22%	-56 119 839	124 967 810	123 834 083	388 648 837
AP P1302-2016/1 - AMENAGEMENT ZODEP	0	0	0		0	27 000 000	27 000 000	27 000 000
Autres charges de fonctionnement	67 035 619	91 307 700	17 607 385	26,83%	-45 550 930	0	-27 943 545	63 364 155
Charges exceptionnelles	1 197 000	0	0		0	68 967 810	68 967 810	68 967 810
Charges fixes de fonctionnement	51 975 429	47 446 804	336 114	48,31%	-8 938 109	0	-8 601 995	38 844 809
HAP autres immobilisations financières	1 597 200	0	0		0	0	0	0
HAP immobilisations corporelles	0	154 000	0	12,73%	-30 800	1 000 000	969 200	1 123 200
HAP immobilisations en cours	117 390	0	0		0	0	0	0
HAP immobilisations incorporelles	2 184 000	0	0		0	0	0	0
HAP subventions d'équipement versées	0	0	37 042 613	0,00%	0	0	37 042 613	37 042 613
Subventions, participations et autres charges d'activité	165 354 440	125 906 250	0	65,67%	-1 600 000	28 000 000	26 400 000	152 306 250

Bilan à mi-parcours

Direction : DAE

Secteur de Philippe GERMAIN

A la suite de sa réorganisation intervenue le 19 janvier 2016 puis du déménagement d'une grande partie de ses services (regroupement dans l'immeuble de la Minoterie), l'une des principales charges de la DAE représente le paiement des loyers et charges locatives des 3 sites (sur 4) de la direction, puis d'un site (sur 2) à compter du 1er juillet 2016.

Le déménagement facilitera le fonctionnement interne de la direction et permettra d'économiser 6 MF de loyers/charges en année pleine.

En parallèle, les travaux de réaménagement des nouveaux bureaux nécessitent une inscription de 1MF en investissement.

Les autres dépenses ont principalement concerné :

- le versement de subventions pour la FINC (15MF), CELECO BTP (10MF), UFC Que choisir (4MF), EPLP (5MF),
- le paiement des subventions aux boulangeries dans le cadre du dispositif ECOPAIN (23 MF), pour lequel un complément de 20 MF est demandé afin de compenser la baisse du montant inscrit au BP 2016, le non report des engagements et les retards de paiement 2015 de cette subvention,
- le versement du reliquat des prestations d'études effectuées en 2015 dans le cadre des travaux sur la compétitivité de quatre filières – Biens de consommation- Automobile – Agroalimentaire- Logement) (19MF).

Sinon, les sommes inscrites au BP/BS 2016 permettront, malgré les coupes, de maintenir les missions de la DAE. Il est à noter que la DAE n'a aucune latitude pour organiser d'autres missions non programmées avant la fin de l'année 2016.

Pour l'A1302-12, la difficulté d'obtenir de l'Etat les justificatifs relatifs à la participation de la Nouvelle-Calédonie au dispositif plan épargne logement, retarde la réalisation de cette dépense.

L'Autorité de la concurrence n'étant pas fonctionnelle, le budget prévisionnel de prestations envisagées n'a pu être réalisé.

Secteur d'Anthony LECREN

Les dépenses concernent le paiement du prestataire chargé du dispositif ZODEP, les frais de déplacement du chargé d'études de la DAE chargé du secrétariat du COPIL ZODEP et du Fonds de garantie pour le développement des terres coutumières (FGDTC), le paiement du schéma d'aménagement de la ZODEP de Ponérihouen (15MF) qui a été engagé tardivement. Les schémas d'aménagement de deux autres ZODEP doivent aboutir dans les prochaines semaines.

Les dépenses concernant les schémas d'aménagement entraînant des travaux sur le terrain, inscrites initialement en dépenses de fonctionnement, seront inscrites à compter de ce BS, en dépenses d'investissement.

P1303-Etudes économiques et sociales	Reports	Dépenses	0
	Crédits complémentaires	Dépenses	25 000 000
	Réduction proposée	Dépenses	0
	TOTAL BS 2016	Dépenses	25 000 000

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme Etudes économiques et sociales est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Dépenses	340 606 250	310 000 000	0	57,22%	0	25 000 000	25 000 000	335 000 000
A 1303-01-Soutien financier à l'ISEE	340 606 250	310 000 000	0	57,22%	0	25 000 000	25 000 000	335 000 000

Par nature de dépenses, les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Dépenses	340 606 250	310 000 000	0	57,22%	0	25 000 000	25 000 000	335 000 000
Charges exceptionnelles	6 525 000	0	0		0	25 000 000	25 000 000	25 000 000
Subventions, participations et autres charges d'activité	334 081 250	310 000 000	0	59,33%	0	0	0	310 000 000

Bilan à mi-parcours

Direction : DBAF

L'ISEE sollicite une subvention complémentaire de 25 MF.

25% de la demande (soit 6,5 MF) servira à financer l'appui nécessaire au traitement de la comparaison spatiale des prix, restée en stand-by en l'absence du personnel dédié, 20% (soit 5 MF) seront utilisés pour le lancement d'une enquête-emploi auprès des entreprises sollicitée par le gouvernement, et le solde (soit 13,5 MF) doit contribuer à la restructuration de l'organigramme de l'établissement (notamment nomination chefs de services et recrutements de 2 agents pour palier à l'absence pour longue maladie de 3 agents).

P1304-Soutien au secteur agricole	Reports	Recettes	0
		Dépenses	500 500
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	86 500 000
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-59 708 002
	TOTAL BS 2016	Recettes	0
		Dépenses	27 292 498

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme soutien au secteur agricole est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	8 454 119	10 000 000	0	70,20%	0	0	0	10 000 000
A1304-02-Gestion des aides au secteur agricole	8 454 119	10 000 000	0	70,20%	0	0	0	10 000 000
Dépenses	2 309 368 373	1 452 161 100	500 500	65,66%	-59 708 002	86 500 000	27 292 498	1 479 453 598
A1304-02-Gestion des aides au secteur agricole	2 256 555 464	1 401 583 810	0	66,01%	-57 766 890	86 500 000	28 733 110	1 430 316 920
A1304-03-Production de statistiques d'intérêt pour la Nouvelle-Calédonie	21 575 979	17 805 500	500 500	68,88%	-530 500	0	-30 000	17 775 500
A1304-04-Efficience des fonctions support et de direction(RH, SI, bâtiments et infra, communication, exécution budgétaire)	31 236 930	32 771 790	0	48,63%	-1 410 612	0	-1 410 612	31 361 178

Par nature de dépenses, les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	8 454 119	10 000 000	0	70,20%	0	0	0	10 000 000
(75) autres produits de gestion courante	8 454 119	10 000 000	0	70,20%	0	0	0	10 000 000
Dépenses	2 309 368 373	1 452 161 100	500 500	65,66%	-59 708 002	86 500 000	27 292 498	1 479 453 598
Aides directes et indirectes	288 440 000	287 500 000	0	51,28%	-7 500 000	0	-7 500 000	280 000 000
AP P1304-2013/2 - ABATTOIR DE PAITA	0	35 000 000	0	100,00%	0	0	0	35 000 000
AP P1304-2013/3 - REFECTON ETALONNERIE BOURAIL	5 000 000	0	0		0	0	0	0
AP P1304-2014/1 - CONSTRUCTION BUREAUX DAVAR/APICAN DAFE	406 455	2 724 000	0	0,00%	0	0	0	2 724 000
AP P1304-2014/2 - AMENAGEMENT DU SITE DE TENE (FEAAB)	60 000 000	0	0		0	0	0	0
AP P1304-2016/1 - CANC POUR LA REFECTON DU MARCHÉ DE GROS	0	45 955 500	0	1,51%	-45 000 000	45 000 000	0	45 955 500
Autres charges de fonctionnement	31 467 453	43 485 817	500 500	42,10%	-2 353 212	0	-1 852 712	41 633 105
Charges exceptionnelles	223 439 744	111 800 000	0	86,85%	-3 611 890	0	-3 611 890	108 188 110
Charges fixes de fonctionnement	18 007 546	18 086 183	0	55,58%	-977 900	0	-977 900	17 108 283
HAP immobilisations corporelles	197 200	1 289 100	0	0,00%	-265 000	0	-265 000	1 024 100
HAP immobilisations incorporelles	2 109 975	2 320 500	0	0,00%	0	0	0	2 320 500
HAP subventions d'équipement versées	37 500 000	0	0		0	40 000 000	40 000 000	40 000 000
Subventions, participations et autres charges d'activité	1 642 800 000	904 000 000	0	71,35%	0	1 500 000	1 500 000	905 500 000

Bilan à mi-parcours

Direction : DAVAR

Ce programme vise à créer les conditions favorables au maintien d'une ruralité forte, en accompagnant les acteurs du développement aux côtés des provinces. Pour ce faire, il est retenu notamment :

- de renforcer la professionnalisation du secteur pour gagner en compétitivité et en qualité ;
- d'explorer les voies et moyens de mieux valoriser les domaines fonciers et faciliter leur accessibilité ;
- de contribuer à la régulation des prix et des marchés agricoles.

Les conditions climatiques des premiers mois 2016 ont été dans l'ensemble plus favorables que celles de début 2015, où la région avait notamment connu fin janvier une vague de chaleur et 6 incidents climatiques. L'équation offre/demande a ainsi été plus aisée sur cette saison chaude, avec un meilleur approvisionnement du marché sur ce début d'année 2016.

En termes d'activités, sur les premiers mois 2016, le développement d'un infocentre a été initié, devant permettre d'exploiter rationnellement les données issues de l'application d'identification bovine IDBOV et servir d'outil de pilotage de la filière. Le bilan 2015 a été diffusé (synthèse annuelle en début d'année et édition du mémento agricole en cours de diffusion) : il fait état d'une baisse de 2,6% du chiffres d'affaires de l'ensemble des filières agricoles.

Concernant les dépenses de fonctionnement, des mesures d'économie ont été identifiées :

- sur le dispositif de mesure d'aide à la vache allaitante (- 7,5 MF) dont le principe est de primer les naissances de veaux de l'année, identifiés avec des boucles auriculaires électroniques. Ce dispositif d'aide bénéficie aujourd'hui à plus de 500 éleveurs du territoire, représentant environ 80% des flux commerciaux. Il a permis, depuis 2007, de distribuer des compléments de revenus aux éleveurs (soit environ 100 F/ kg de viande), de mieux évaluer le cheptel (environ 80 000 têtes), d'initier la mise en place de l'identification bovine en Nouvelle-Calédonie et ainsi de constituer de vrais indicateurs technico-économiques susceptibles d'influer sur l'amélioration de la rentabilité de l'élevage bovin en Nouvelle-Calédonie.
- sur l'aide à l'énergie : - 3 611 890 F.CFP (aucune nouvelle dépense ne devrait intervenir sur 2016)).

Au niveau des dépenses d'investissement, des ajustements techniques sont à réaliser. En effet, des crédits de CP à hauteur de 45 MF ont été votés en 2016 pour des travaux de mise en sécurité pour les personnes travaillant sur le site du marché de gros de Ducos, et du grand public afin de créer des conditions d'accueil correctes aux professionnels

Or, la nature de la dépense a été modifiée. En effet, il a été décidé de lancer un appel d'offres avec pour maître d'œuvre la Nouvelle-Calédonie, en lieu et place de la subvention votée.

Par ailleurs, une subvention de 40 MF permettra à la chambre d'agriculture de réaliser les études pour la construction de l'agropôle.

La majeure partie des dépenses d'intervention a été réalisée ou est en cours. Reste la mesure d'aide à la vache allaitante, où les dépenses sont liées aux naissances et ces dernières sont plus importantes sur les derniers mois de l'année.

En fin d'exercice la consommation des crédits devrait approcher les 100%.

P1305-Pêche et environnement marin	Reports	Recettes	0
		Dépenses	891 826
	Crédits complémentaires	Recettes	15 560 000
		Dépenses	7 895 000
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-3 726 403
TOTAL BS 2016		Recettes	15 560 000
		Dépenses	5 060 423

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme pêche est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	6 935 000	0	0		0	15 560 000	15 560 000	15 560 000
A1305-01-Gestion des zones inscrites au patrimoine mondial de l'Unesco	0	0	0		0	11 380 000	11 380 000	11 380 000
A1305-03-Fonctionnement des moyens nautiques	6 935 000	0	0		0	0	0	0
A1305-05-Soutien et pilotage	0	0	0		0	4 180 000	4 180 000	4 180 000
Dépenses	48 521 685	97 451 255	891 826	29,48%	-3 726 403	7 895 000	5 060 423	102 511 678
A1305-01-Gestion des zones inscrites au patrimoine mondial de l'Unesco	2 212 265	1 320 000	891 826	40,32%	-156 073	0	735 753	2 055 753
A1305-02-Création et gestion du parc marin de la mer de Corail	15 013 956	15 600 000	0	45,62%	-2 840 955	7 895 000	5 054 045	20 654 045
A1305-03-Fonctionnement des moyens nautiques	16 444 463	20 614 099	0	74,93%	-174 600	0	-174 600	20 439 499
A1305-05-Soutien et pilotage	14 851 001	11 147 156	0	49,69%	-554 775	0	-554 775	10 592 381
A1305-06-AQUACULTURE	0	48 770 000	0	0,00%	0	0	0	48 770 000

Par nature de dépenses, la répartition est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	6 935 000	0	0		0	15 560 000	15 560 000	15 560 000
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	6 935 000	0	0		0	4 180 000	4 180 000	4 180 000
(74) dotations, subventions et participations	0	0	0		0	11 380 000	11 380 000	11 380 000
Dépenses	48 521 685	97 451 255	891 826	29,48%	-3 726 403	7 895 000	5 060 423	102 511 678
Autres charges de fonctionnement	25 035 457	22 346 429	891 826	50,72%	-3 022 455	7 895 000	5 764 371	28 110 800
Charges fixes de fonctionnement	19 250 497	20 149 611	0	57,41%	-519 948	0	-519 948	19 629 663
HAP immobilisations corporelles	1 735 731	6 185 215	0	91,19%	-184 000	0	-184 000	6 001 215
HAP subventions d'équipement versées	0	11 770 000	0	0,00%	0	0	0	11 770 000
Subventions, participations et autres charges d'activité	2 500 000	37 000 000	0	0,00%	0	0	0	37 000 000

Bilan à mi-parcours

Direction : DAM

L'activité de la direction des affaires maritimes au titre de la mission 13 soit la pêche et l'environnement marin d'une part, le support de l'ensemble de la direction, d'autre part, n'appelle pas de commentaires particuliers.

Les principaux postes de dépenses (missions du navire l'Amborella et actions relatives à la construction du parc naturel de la mer de Corail) sont consommés à un rythme régulier.

Le programme de communication du parc naturel de la mer de Corail doit répondre en 2016 au défi de la consultation du public sur le projet de plan de gestion. Ce programme comprend le recrutement d'un communicant et la mise en place d'outils de communication. Pour ce faire, la DAM a obtenu un financement sur des fonds européen (Best) à travers le projet « Pacific biodiversity blue belt. En termes comptable, cela se traduit par une recette de plus de 11 millions de francs, et une autorisation de programme de même montant, accompagnée de 7.8 millions de francs en crédits de paiement en 2016, le solde en 2017.

Les subventions de soutien à l'IFREMER (37 millions en fonctionnement, 11.77 millions de francs en investissement) seront liquidées dès que l'avenant à la convention cadre aura été signé et rendu exécutoire.

Enfin, la mise à disposition de l'Amborella devrait rapporter 4.180 millions de francs en recette non inscrite au budget primitif.

P1306-Mines et carrières	Reports	Recettes	54 464 356
		Dépenses	16 893 639
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	0
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-16 534 708
	TOTAL BS 2016	Recettes	54 464 356
		Dépenses	358 931

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme mines et carrières est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	73 770 843	127 230 000	54 464 356	7,58%	0	0	54 464 356	181 694 356
A 1306-01-Amélioration de la connaissance géologique et hydrogéologique de la NC	1 073 986	30 000	0	0,00%	0	0	0	30 000
A 1306-12-Prestations du laboratoire	39 582 476	38 000 000	0	31,49%	0	0	0	38 000 000
A 1306-18-Améliorer l'efficacité des fonctions supports, de direction et organiser le système de qualité	33 114 381	89 200 000	54 464 356	1,26%	0	0	54 464 356	143 664 356
Dépenses	159 207 237	131 184 673	16 893 639	28,54%	-16 534 708	0	358 931	131 543 604
A 1306-01-Amélioration de la connaissance géologique et hydrogéologique de la NC	90 073 144	68 823 986	9 799 165	29,92%	-3 832 000	0	5 967 165	74 791 151
A 1306-03-Evaluation et mise à jour de la réglementation en matière d'exploitation des mines et des carrières et du schéma de mise en valeur des richesses minières	10 608 592	2 500 000	0	0,00%	-250 000	0	-250 000	2 250 000
A 1306-11-Suivi et compréhension des évolutions du marché mondial du Ni et du Co(Observatoire mondial du Ni et du Co)	9 975 537	9 549 400	2 992 661	23,86%	-5 549 400	0	-2 556 739	6 992 661
A 1306-12-Prestations du laboratoire	13 179 712	16 797 748	0	9,78%	-1 925 000	0	-1 925 000	14 872 748
A 1306-14-Qualité et respect des normes pour le laboratoire	3 413 736	1 962 252	0	0,00%	-255 808	0	-255 808	1 706 444
A 1306-18-Améliorer l'efficacité des fonctions supports, de direction et organiser le système de qualité	31 956 516	31 551 287	4 101 813	39,53%	-4 722 500	0	-620 687	30 930 600

Par nature de dépenses, les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	73 770 843	127 230 000	54 464 356	7,58%	0	0	54 464 356	181 694 356
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	39 582 476	40 430 000	0	29,60%	0	0	0	40 430 000
(74) dotations, subventions et participations	30 423 986	86 800 000	54 464 356	1,28%	0	0	54 464 356	141 264 356
(77) produits exceptionnels	3 764 381	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses	159 207 237	131 184 673	16 893 639	28,54%	-16 534 708	0	358 931	131 543 604
Autres charges de fonctionnement	90 571 528	40 349 194	13 474 326	27,70%	-11 573 208	0	1 901 118	42 250 312
Charges de personnel	0	-3 419 313	3 419 313	0	0	0	3 419 313	0
Charges exceptionnelles	137 720	40 000	0	35,73%	0	0	0	40 000
Charges fixes de fonctionnement	26 706 097	31 560 806	0	39,98%	-2 421 500	0	-2 421 500	29 139 306
HAP immobilisations corporelles	5 092 427	12 700 000	0	46,61%	-2 540 000	0	-2 540 000	10 160 000
Subventions, participations et autres charges d'activité	36 699 465	49 953 986	0	17,62%	0	0	0	49 953 986

Bilan à mi-parcours

Direction : DIMENC

Le programme 1306 concentre les crédits de fonctionnement général de la DIMENC ainsi que ceux des actions menées par le service de la géologie pour l'amélioration de la connaissance géologique du pays, par le service des mines et carrières dont l'un des objectifs en 2016 concerne définition de la stratégie nickel de la Nouvelle-Calédonie et par le laboratoire d'analyses..

En termes de connaissance géologique, les projets prévus en 2016 sont engagés financièrement à plus de 71%. Parmi les principaux partenariats en cours d'exécution, on peut citer ceux relatifs au BRGM (assistance scientifique et technique), à l'ADECAL (traitement des données de la campagne TECTA).

S'agissant de la stratégie minière, une prestation d'étude juridique sera réalisée cette année pour un montant de 4,6 millions de francs. S'agissant de l'observatoire du Nickel et du Cobalt, des solutions alternatives sont à l'étude qui conduisent à ne pas renouveler la prestation de maintenance de cet outil. Une réduction de 5,5 millions est ainsi opérée sur cette enveloppe.

Au total, en incluant le gel définitif des crédits de fonctionnement, la programme mines et carrière enregistre une baisse de 14,3 millions de francs.

P1307-Economie numérique et communication	Reports	Recettes	0
		Dépenses	0
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	50 309 130
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-93 357 540
TOTAL BS 2016		Recettes	0
		Dépenses	-43 048 410

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme économie numérique et communication audiovisuelle est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Dépenses	224 700 253	341 832 500	0	28,04%	-93 357 540	50 309 130	-43 048 410	298 784 090
A1307-01-Economie numérique	76 725 253	235 332 500	0	5,45%	-92 357 540	47 809 130	-44 548 410	190 784 090
A1307-02-Soutien à la production et à la diffusion audiovisuelle	50 475 000	9 000 000	0	16,67%	-1 000 000	2 500 000	1 500 000	10 500 000
A1307-03-Soutien à la diffusion radiophonique	97 500 000	97 500 000	0	83,59%	0	0	0	97 500 000

Par nature de dépenses, les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Dépenses	224 700 253	341 832 500	0	28,04%	-94 357 540	46 309 130	-43 048 410	293 784 090
AP P1307-2011/1 - PROJET ECONOMIE NUMERIQUE	534 900	37 520 000	0	5,90%	-1 400 000	3 809 130	2 409 130	39 929 130
AP P1307-2012/2 - FONDS LUTTE FRACTURE NUMERIQUE (INVEST)	61 177 690	150 000 000	0	6,17%	-79 309 130	0	-79 309 130	70 690 870
AP P1307-2013/2 - SOUTIEN EQUIPEMENT SCOLAIRE NUMERIQUE	2 000 000	20 000 000	0	0,00%	-3 500 000	0	-3 500 000	16 500 000
Autres charges de fonctionnement	12 237 663	12 143 610	0	11,23%	-2 204 120	0	-2 204 120	9 939 490
Charges fixes de fonctionnement	0	26 390	0	0,00%	-1 790	0	-1 790	24 600
HAP subventions d'équipement versées	0	0	0		0	45 000 000	45 000 000	45 000 000
Subventions, participations et autres charges d'activité	148 750 000	122 142 500	0	67,95%	-7 942 500	2 500 000	-5 442 500	116 700 000

Bilan à mi-parcours

Direction : ECONUM

Les opérations prévues sur 2016 concernent le développement de l'administration électronique (paiement en ligne, évolution de service-public.nc, dématérialisation des actes civils et coutumiers), de l'inclusion numérique (programme case numérique, Très Haut Débit Internet dans l'éducation secondaire) et de l'économie numérique (filrière numérique, open data).

A la fin du premier semestre 2016, le taux de consommation du budget est faible. Cela s'explique, d'une part, par le lancement tardif des travaux nécessitant au préalable des missions d'expertise et de montée en connaissance des ressources humaines, s'agissant pour certains de projets innovants et nouveaux. D'autre part, les projets à dimension pays, nécessitent le partenariat des collectivités locales (mairies, etc.) ou autres organisations (établissements d'enseignement, associations, etc.), dont les décisions peuvent faire l'objet d'un temps de latence. Enfin, il apparaît au regard de son exécution budgétaire, que le dispositif MIPE² a fait l'objet d'une prévision de consommation surestimée.

Prenant en compte ces éléments et la capacité à faire du service, certaines opérations ne pourront pas être menées ou seront réalisées de manière partielle sur le dernier semestre. Ainsi il est proposé de restituer des crédits. Cependant, l'une des opérations, à savoir l'évolution de service-public.nc, nécessite des crédits complémentaires. A ce titre, il est sollicité le transfert de 3 809 130 F de crédits de subventions de l'AP P1307-2012/2 « Fonds de lutte contre la fracture numérique » vers les lignes de travaux inscrites sur l'AP P1307-2011/1 « Projet Economie numérique ».

A l'issue de la réaffectation des crédits dans le cadre du BS, le taux de consommation de cette action devrait s'améliorer. En effet certains projets seront réalisés avant la clôture de l'exercice budgétaire 2016 (paiement en ligne, évolution de service-public.nc, filrière numérique, suite programme case numérique, suite Très Haut Débit Internet Scolaire).

Synthèse des crédits par programme et par chapitre en dépenses

	P1301-Travail et emploi	P1302-Marché intérieur	P1303-Etudes économiques et sociales	P1304-Soutien au secteur agricole	P1305-Pêche et environnement marin	P1306-Mines et carrières	P1307-Economie numérique et communication	Total
Investissements	-24 272 000	65 011 813	0	39 735 000	-184 000	-2 540 000	-35 400 000	42 350 813
903	0	0	0	0	0	0	5 000 000	5 000 000
906	-24 272 000	0	0	0	0	0	0	-24 272 000
907	0	0	0	0	-24 000	0	0	-24 000
909	0	65 011 813	0	39 735 000	-160 000	-2 540 000	-40 400 000	61 646 813
Fonctionnement	428 800 879	58 822 270	25 000 000	-12 442 502	5 244 423	2 898 931	-7 648 410	500 675 591
933	0	0	0	0	0	0	0	0
936	428 800 879	0	0	0	0	0	0	428 800 879
937	0	0	0	0	5 748 798	0	0	5 748 798
939	0	58 822 270	25 000 000	-12 442 502	-504 375	2 898 931	-7 648 410	66 125 914
Total	404 528 879	123 834 083	25 000 000	27 292 498	5 060 423	358 931	-43 048 410	543 026 404

Synthèse des crédits par programme et par chapitre en recettes

	P1301-Travail et emploi	P1302-Marché intérieur	P1304-Soutien au secteur agricole	P1305-Pêche et environnement marin	P1306-Mines et carrières	Total
Fonctionnement	0	68 967 810	0	15 560 000	54 464 356	138 992 166
936	0	0	0	0	0	0
937	0	0	0	11 380 000	0	11 380 000
938	0	0	0	0	0	0
939	0	68 967 810	0	4 180 000	54 464 356	127 612 166
Total	0	68 967 810	0	15 560 000	54 464 356	138 992 166
p.m. report	0	0	0	0	54 464 356	54 464 356
p.m. Total Mesures Nouvelles (crédits et réductions)	0	68 967 810	0	15 560 000	0	84 527 810

Budget supplémentaires 2016
Synthèse des crédits par rubriques

Synthèse des crédits par rubriques

	CA 2015	BP 2016 & Déplacement 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Fonctionnement								
Recettes	198 525 274	219 930 000	54 464 356	14,81%	0	84 527 810	138 992 166	358 922 166
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	133 223 793	102 130 000	0	27,78%	0	4 180 000	4 180 000	106 310 000
(73) impôts et taxes	0	0	0		0	68 967 810	68 967 810	68 967 810
(74) dotations, subventions et participations	30 423 986	86 800 000	54 464 356	1,28%	0	11 380 000	65 844 356	152 644 356
(75) autres produits de gestion courante	8 454 119	10 000 000	0	70,20%	0	0	0	10 000 000
(77) produits exceptionnels	26 423 376	21 000 000	0	16,32%	0	0	0	21 000 000
Dépenses	4 585 741 231	3 053 057 052	88 276 452	55,41%	-132 463 671	544 862 810	500 675 591	3 553 732 643
Aides directes et indirectes	372 633 917	387 500 000	42 096 959	60,23%	-7 500 000	0	34 596 959	422 096 959
Autres charges de fonctionnement	267 717 413	246 969 571	42 424 066	30,96%	-79 222 425	7 895 000	-28 903 359	218 066 212
Charges de personnel	0	-3 419 313	3 419 313		0	0	3 419 313	0
Charges exceptionnelles	231 308 464	111 874 700	0	90,89%	-3 611 890	93 967 810	90 355 920	202 230 620
Charges fixes de fonctionnement	171 346 282	195 979 358	336 114	55,24%	-17 586 856	0	-17 250 742	178 728 616
Contributions obligatoires	100 000 000	100 000 000	0	0,00%	0	0	0	100 000 000
Remboursements aux collectivités	0	355 250 000	0	0,00%	0	400 000 000	400 000 000	755 250 000
Subventions, participations et autres charges d'activité	3 442 735 155	1 658 902 736	0	71,25%	-24 542 500	43 000 000	18 457 500	1 677 360 236
Investissements								
Dépenses	199 499 510	350 178 315	37 042 613	21,26%	-156 500 930	161 809 130	42 350 813	392 529 128
AP P1301-2006/1 - REFONTE DU SYSTEME INFORMATIQUE DE LA DTE (137/07)	9 625 877	24 200 000	0	0,00%	-24 200 000	0	-24 200 000	0
AP P1302-2016/1 - AMENAGEMENT ZODEP	0	0	0		0	27 000 000	27 000 000	27 000 000
AP P1304-2013/2 - ABATTOIR DE PAITA	0	35 000 000	0	100,00%	0	0	0	35 000 000
AP P1304-2013/3 - REFECTION ETALONNERIE BOURAIL	5 000 000	0	0		0	0	0	0
AP P1304-2014/1 - CONSTRUCTION BUREAUX DAVAR/APICAN DAFE	406 455	534 750	0	0,00%	0	0	0	534 750
AP P1304-2014/2 - AMENAGEMENT DU SITE DE TENE (FEAAB)	60 000 000	0	0		0	0	0	0
AP P1304-2016/1 - CANC POUR LA REFECTION DU MARCHE DE GROS	0	48 144 750	0	1,44%	-45 000 000	45 000 000	0	48 144 750
AP P1307-2011/1 - PROJET ECONOMIE NUMERIQUE	534 900	37 520 000	0	15,27%	-1 400 000	3 809 130	2 409 130	39 929 130
AP P1307-2012/2 - FONDS LUTTE FRACTURE NUMERIQUE (INVEST)	61 177 690	150 000 000	0	19,38%	-79 309 130	0	-79 309 130	70 690 870
AP P1307-2013/2 - SOUTIEN EQUIPEMENT SCOLAIRE NUMERIQUE	2 000 000	20 000 000	0	0,00%	-3 500 000	0	-3 500 000	16 500 000
HAP autres immobilisations financières	1 597 200	0	0		0	0	0	0
HAP immobilisations corporelles	7 765 048	20 688 315	0	57,18%	-3 091 800	1 000 000	-2 091 800	18 596 515
HAP immobilisations en cours	4 724 265	0	0		0	0	0	0
HAP immobilisations incorporelles	9 168 075	2 320 500	0	0,00%	0	0	0	2 320 500
HAP subventions d'équipement versées	37 500 000	11 770 000	37 042 613	0,00%	0	85 000 000	122 042 613	133 812 613

Mission M14 Gestion des finances publiques

Reports	Recettes	-
	Dépenses	4 398 579
Crédits complémentaires	Recettes	-
	Dépenses	27 442 800
Réduction proposée	Recettes	-
	Dépenses	- 56 627 294
Total BS 2016	Recettes	-
	Dépenses	2 214 085

Stratégie et gestion fiscales

La Mission M14, dédiée à la gestion des finances publiques, a pour vocation de contribuer à l'amélioration de la performance et à créer les conditions d'une stratégie soutenable pour les finances publiques du pays

Le programme, stratégie et gestion fiscales, poursuit des objectifs centrés autour :

- de la mise en œuvre de la politique fiscale du gouvernement, par l'élaboration de la législation, la prévision des recettes budgétaires et l'évaluation des dépenses fiscales selon les données disponibles ;

Stratégie et gestion financières

Le programme, stratégie et gestion financières, a pour objectifs centraux le renforcement de la performance des dépenses publiques et de la vision prospective à travers :

- la garantie d'une bonne utilisation des deniers publics par un pilotage efficace des dépenses publiques grâce à des outils de gestion ainsi que des pratiques financières adaptées et par l'instauration d'un dialogue de gestion ;
- le développement d'outils de programmation pluriannuelle et de prospective permettant de simuler les impacts de l'évolution économique de moyen terme, de mesurer l'efficacité et la soutenabilité des finances publiques, de mettre en évidence les risques potentiels et réduire les incertitudes pour éclairer les choix publics et les décisions majeures.

Budget supplémentaire 2016

Gestion des finances publiques

Historique des moyens financiers

En Recettes et en Dépenses

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
M14-Gestion des finances publiques								
Recettes	7 622 444 437	7 593 000 000	-	93,94%	-	-	-	7 593 000 000
P1401-Stratégie et gestion fiscales	1 668 232 072	1 583 000 000	-	70,86%	-	-	-	1 583 000 000
P1402-Stratégie et gestion financières	5 954 212 365	6 010 000 000	-	100,02%	-	-	-	6 010 000 000
Dépenses	471 641 036	411 876 594	4 398 579	51,62%	- 56 627 294	27 442 800	2 214 085	414 090 679
P1401-Stratégie et gestion fiscales	310 781 100	328 554 100	4 398 579	52,51%	- 52 302 448	4 442 800	- 16 461 069	312 093 031
P1402-Stratégie et gestion financières	160 859 936	83 322 494	-	48,09%	- 4 324 846	23 000 000	18 675 154	101 997 648

P1401-Stratégie et gestion fiscales	Reports	Recettes	0
		Dépenses	4 398 579
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	4 442 800
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-52 302 448
Total BS 2016		Recettes	0
		Dépenses	-16 461 069

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme stratégie et gestion fiscales est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	1 668 232 072	1 583 000 000	-	70,86%	-	-	-	1 583 000 000
A1401-10-Recouvrement	1 415 725 602	1 375 000 000	-	74,93%	-	-	-	1 375 000 000
A1401-16-Gestion patrimoniale	252 211 020	208 000 000	-	43,84%	-	-	-	208 000 000
A1401-18-Soutien hors projet Pacifisc (logistique, administratif, financier)	295 450	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses	3 107 811 100	3 285 554 100	4 398 579	52,51%	- 52 302 448	4 442 800	- 16 461 069	3 120 933 031
A1401-02-Elaboration de la législation fiscale et domaniale	-	-	-	-	-	27 000 000	27 000 000	-
A1401-05-Fiscalité des particuliers	3 183 391	6 683 000	-	32,13%	- 2 509 160	-	- 2 509 160	4 173 840
A1401-06-Fiscalité des professionnels	18 189 011	28 153 000	826 009	4,77%	- 27 133 250	- 24 000 000	- 23 307 241	31 845 759
A1401-09-Publicité foncière	2 541 866	3 937 000	126 000	57,57%	- 543 700	-	- 417 700	3 519 300
A1401-10-Recouvrement	38 290 313	35 734 000	-	57,94%	- 457 100	-	- 457 100	35 276 900
A1401-11-Accueil et information des usagers	-	100 000	-	0,00%	- 100 000	-	- 100 000	-
A1401-16-Gestion patrimoniale	44 971 410	30 890 000	2 200 000	66,34%	- 2 710 215	-	- 510 215	30 379 785
A1401-17-Projet Pacifisc (outil, organisation, formation)	82 554 675	94 400 000	472 500	58,88%	- 8 480 000	-	- 8 007 500	86 392 500
A1401-18-Soutien hors projet Pacifisc (logistique, administratif, financier)	121 050 434	128 657 100	774 070	54,42%	- 10 369 023	1 442 800	- 8 152 153	120 504 947

Par nature de dépenses, les propositions sont les suivantes :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016	BS 2016
Recettes	1 668 232 072	1 583 000 000	-	70,86%	-	-	-	1 583 000 000	-
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	1 013 663 923	850 000 000	-	97,36%	-	-	-	850 000 000	-
(73) impôts et taxes	465 346 297	530 000 000	-	39,92%	-	-	-	530 000 000	-
(75) autres produits de gestion courante	43 096 946	130 000 000	-	9,17%	-	-	-	130 000 000	-
(76) produits financiers	82 742 461	55 000 000	-	98,91%	-	-	-	55 000 000	-
(77) produits exceptionnels	63 382 445	18 000 000	-	90,28%	-	-	-	18 000 000	-
Dépenses	3 107 811 100	3 285 554 100	4 398 579	52,51%	- 52 302 448	4 442 800	- 16 461 069	3 120 933 031	- 43 461 069
AP P1401-2005/1 - REFONTE APPLICATION FISCALE "PROJET PACIFISC" (92/05)	82 554 675	94 400 000	472 500	58,88%	- 8 480 000	-	- 8 007 500	86 392 500	- 8 007 500
AP P1401-2012/1 - AMENAGEMENT LOCAUX DSF ET RLT	3 807 578	9 000 000	-	12,26%	-	-	-	9 000 000	-
Autres charges de fonctionnement	53 866 688	71 144 750	1 427 909	29,77%	- 34 712 439	- 22 600 000	- 28 884 530	69 260 220	- 55 884 530
Charges exceptionnelles	6 076 199	1 805 000	-	99,76%	-	27 000 000	27 000 000	1 805 000	27 000 000
Charges fixes de fonctionnement	141 464 248	124 404 150	2 498 170	62,10%	- 9 050 009	-	- 6 551 839	117 852 311	- 6 551 839
Contributions obligatoires	22 797 321	27 650 000	-	56,16%	-	-	-	27 650 000	-
HAP immobilisations corporelles	214 391	150 200	-	79,89%	- 60 000	42 800	- 17 200	133 000	- 17 200

Bilan à mi-parcours

Direction : DSF

Hormis l'activité habituelle engendrée par la gestion du système déclaratif (assiette, recouvrement, contentieux, contrôle), les principaux objectifs 2016 de la DSF portent sur la mise en œuvre des nouvelles mesures fiscales (TGC, IRPP...) et l'amélioration des services rendus aux usagers.

Concernant la TGC, d'indispensables adaptations et formations des services seront nécessaires avant l'entrée en vigueur de cette nouvelle taxe. En outre, la direction interviendra également en appui auprès des chambres consulaires dans le cadre de leur plan d'accompagnement des entreprises (crédits inscrits BP 2016 : 27 MF). A noter, qu'il faudra prévoir le recrutement d'agents supplémentaires (une dizaine) pour assurer la gestion de cette taxe et les remboursements de crédits.

La réforme de l'IRPP qui concerne une population importante (105 000 foyers) va nécessiter de former les agents de la direction, d'informer les contribuables (n°vert), de développer des outils informatiques et d'adapter les imprimés et notices.

Le financement de ces objectifs et des dépenses courantes de la direction ne nécessitent pas de crédit complémentaire dans le cadre du BS 2016. En effet, suite à des économies réalisées sur l'entretien des bâtiments, les frais postaux, les loyers, l'électricité et diverses prestations réalisées en interne, 8,8 MF ont pu être ainsi récupérés et réaffectés sur des actions nouvelles non suffisamment dotées au BP 2016. S'agissant du taux de consommation des crédits pour les 5 prochains mois, il sera fortement lié à l'adoption ou pas des mesures fiscales prévues en 2016. Les crédits alloués pour ces mesures sont essentiellement réservés au financement de prestations de formations et de communications auprès du public calédonien.

P1402-Stratégie et gestion financières	Reports	Recettes	0
		Dépenses	0
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	23 000 000
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-4 324 846
TOTAL BS 2016		Recettes	0
		Dépenses	18 675 154

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme « stratégie et gestion financières » est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	5 954 212 365	6 010 000 000	0	100,02%	0	0	0	6 010 000 000
A 1402-07-Soutien et pilotage des actions financières	5 954 212 365	6 010 000 000	0	100,02%	0	0	0	6 010 000 000
Dépenses	160 859 936	83 322 494	0	42,73%	-4 324 846	23 000 000	18 675 154	101 997 648
A 1402-01-Elaboration et suivi du budget	309 585	300 000	0	0,00%	-30 000	0	-30 000	270 000
A 1402-04-Développement et adaptation des outils	0	50 000	0	0,00%	0	0	0	50 000
A 1402-05-Contrôle et assistance de l'application des règles de l'exécution budgétaire des directions de la NC	113 211 931	42 277 994	0	67,94%	-2 570 000	23 000 000	20 430 000	62 707 994
A 1402-07-Soutien et pilotage des actions financières	37 352 347	29 038 200	0	23,68%	-413 746	0	-413 746	28 624 454
A 1402-08-Développement et exploitation* outils prospective	3 876 648	5 016 300	0	0,10%	-511 100	0	-511 100	4 505 200
A 1402-09-Réforme comptable M52 adaptée	6 109 425	6 640 000	0	0,00%	-800 000	0	-800 000	5 840 000

Par nature de dépenses, les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	5 954 212 365	6 010 000 000	0	100,02%	0	0	0	6 010 000 000
(74) dotations, subventions et participations	5 943 446 659	6 010 000 000	0	100,02%	0	0	0	6 010 000 000
(77) produits exceptionnels	10 765 706	0	0		0	0	0	0
Dépenses	160 859 936	83 322 494	0	42,73%	-4 324 846	23 000 000	18 675 154	101 997 648
AP P1402-2006/1 - LOCAUX ADMINISTRATIFS EX DIRAG (133/06)	21 113 735	10 000 000	0	0,00%	0	0	0	10 000 000
Autres charges de fonctionnement	108 034 772	42 954 758	0	49,01%	-3 963 346	23 000 000	19 036 654	61 991 412
Charges exceptionnelles	818 300	2 500 000	0	1,08%	0	0	0	2 500 000
Charges fixes de fonctionnement	30 537 629	27 817 736	0	52,21%	-361 500	0	-361 500	27 456 236
HAP immobilisations corporelles	355 500	50 000	0	0,00%	0	0	0	50 000

Bilan à mi-parcours

Direction : DBAF

Le programme P1402, stratégie et gestion financières s'inscrit dans une volonté de bonne gouvernance financière en mettant en œuvre les préconisations de la mission d'assistance technique de la commission européenne intervenue en mai dernier pour améliorer la performance de la gestion des finances de la NC.

Depuis 2 ans, la Nouvelle-Calédonie s'est engagée dans une véritable réforme de la gestion de ses finances publiques afin:

- de reconstituer sa trésorerie et
- de retrouver des marges de manœuvres.
- Le travail entrepris ces derniers mois s'est traduit essentiellement par :
- Le resserrement des enveloppes budgétaires contraintes par des recettes de moins en moins dynamiques ;
- La séparation des budgets et la scission entre le budget propre et le budget de répartition devenu budget annexe de répartition qui a pour but :
- d'éviter que le budget propre consomme des excédents non acquis et en attente de répartition,
- de couvrir ses dépenses uniquement par ses propres recettes dont la variabilité reste forte en ce qui concerne les recettes de l'Etat et les recettes fiscales.

Cette situation rend nécessaire le cadencement de la mise à disposition des crédits aux directions et services qui répond aux recommandations de l'Union Européenne. Cette dernière préconise de « piloter la dépense par une mise en place échelonnée des crédits budgétaires, dans le cadre du cycle annuel d'exécution du budget ».

A titre expérimental pour cette année 2016, afin de concilier la préservation de la trésorerie et les engagements déjà pris par la Nouvelle-Calédonie, une retenue de 10% a été opérée sur les dépenses de fonctionnement (soit 500 MF environ) et de 20% sur les dépenses d'investissement. (soit 340 MF environ).

La retenue ne s'applique pas sur les dépenses relatives à la masse salariale, les charges fixes de fonctionnement courant des services, les contributions obligatoires, les impôts, les charges financières et exceptionnelles, les subvention fléchées, les études et travaux.

Toutefois, les sommes réservées ont été pour partie définitivement supprimées lors du BS 2016 et pour partie, rétablis afin de permettre aux directions d'honorer leurs engagements d'ici la clôture de l'exercice.

En 2017, la délivrance échelonnée des crédits sera mise en place dès le 1er janvier afin de faire correspondre le mandatement des dépenses au rythme d'encaissement des recettes.

Dans un contexte de contraintes budgétaires fortes, la DBAF s'est attachée en 2016 à poursuivre ses efforts en matière de simplification administrative et de modernisation de l'administration. Ainsi, une réflexion sur la centralisation en un point unique de la réception des factures de la collectivité a été entamée.).

En effet, il est constaté à ce jour que la réception des factures au format papier est dispersée entre toutes les directions opérationnelles. Cette dispersion engendre des défaillances dans la maîtrise de bout en bout du délai global de paiement et dans le pilotage des en-cours de factures restant à payer. Cette nouvelle organisation devrait permettre à la collectivité :

- de s'assurer du contrôle de conformité des factures dès leur réception ;
- de connaître à tout moment le volume de factures en cours de traitement ;
- de réduire les délais de traitement donc de paiement ;
- d'avoir un meilleur taux d'exécution budgétaire.

Par ailleurs, la DBAF poursuit en 2016 la mise sous contrôle des processus de la gestion financière en développant et en harmonisant les processus dans le cadre d'une démarche qualité, dans laquelle elle s'est engagée en 2015. La DBAF a répertorié 12 processus en cours de finalisation.. Les procédures (environ une soixantaine) et les modes opératoires (environ 200) sont en cours de rédaction dans les services.

Cette démarche est longue car elle nécessite l'adhésion et la participation active des agents. Toujours dans le cadre de la démarche qualité, la DBAF s'est engagée résolument dans une gestion dynamique de ses ressources humaines à travers la GPEC (gestion prévisionnelle des emplois et compétences). Cette démarche anticipative et participative doit lui permettre de trouver la meilleure adéquation entre les compétences existantes et ses besoins actuelles et futures . Ainsi une cartographie des différents types d'emplois existant dans la direction a été faite ainsi que l'inventaire des connaissances et savoirs-faire propres à ces emplois. L'objectif final étant de faire correspondre les emplois aux compétences et de pouvoir anticiper les transferts de compétence avant les départs d'agents.

Dans la poursuite de l'amélioration des délais de paiement, la DBAF a renouvelé son partenariat avec le payeur à travers le contrôle allégé partenarial (CAP) de la dépense qui a pour objectif de supprimer la transmission au payeur des pièces justificatives pour certains types de dépenses inférieures à 120 000FCFP. En outre, le traitement en CAP a obligé l'ordonnateur à mettre en place une politique de contrôle interne. Les délais de paiement sont en légère diminution en 2016 (soit 34 jours en moyenne).

Délai moyen global de paiement	2012	2013	2014	2015	31/07/2016
Nb de mandats total	65 915	65 343	68 426	63 091	30 463
délai moyen ordonnateur	34	30	30	28	27
délai moyen payeur	12	8	10	8	7
délai moyen de paiement	46	38	40	36	34

Pour les paiements sur marché, le délai moyen de paiement à fin juillet est de 43j dont 37j pour l'ordonnateur et 6 jours pour le payeur avec 50% des directions en deca de ce délai et 50% au-delà.

Un projet de modification de la délibération 136 sur les marchés publics est à l'étude afin de définir un délai de paiement à 30 jours dès le 1er janvier 2018 (soit 20 jours pour l'ordonnateur et 10 jours pour le comptable).

Enfin, la DBAF s'est attachée également à développer la prospective et la gestion des risques en menant une réflexion pour la mise en place d'un outil de gestion de trésorerie et la mise en place d'un véritable plan pluriannuel d'investissement (PPI)

Un dossier d'étude et de financement pour l'acquisition d'un logiciel de trésorerie a été transmis à la DTSI pour un arbitrage au prochain comité stratégique informatique. Il est proposé la mise en production de la plateforme au cours du 1er trimestre 2017.

L'agence française de développement, très attentive à l'évolution de la soutenabilité budgétaire de la Nouvelle-Calédonie, propose aujourd'hui son soutien pour permettre la mise en place effective du PPI par le co-financement d'une prestation.

S'agissant des dépenses de fonctionnement dans le cadre du budget supplémentaire, l'objectif reste la recherche de mesures d'économie. Ainsi, il est proposé une réduction globale de 4,3 MF sur les dépenses de fonctionnement courant de la direction et une inscription complémentaire de 20,5MF pour les frais d'huissiers, ce qui ferait un budget global de 45MF. En effet, la NC a demandé au payeur de renforcer les moyens pour améliorer le rendement sur le recouvrement des recettes.

Synthèse des crédits par programme et par chapitre en dépenses

	P1401-Stratégie et gestion fiscales	P1402-Stratégie et gestion financières	Total
Investissements	-8 024 700	0	-8 024 700
900	-8 024 700	0	-8 024 700
Fonctionnement	-8 436 369	18 675 154	10 238 785
930	-8 436 369	18 675 154	10 238 785
943	0	0	0
Total	-16 461 069	18 675 154	2 214 085
p.m. report	4 398 579	0	4 398 579
p.m. Total Mesures Nouvelles (crédits et réductions)	-20 859 648	18 675 154	-2 184 494

Synthèse des crédits par programme et par chapitre en recettes

	P1002-Actes coutumiers	Total
Investissements	84 000 000	84 000 000
900	84 000 000	84 000 000
Fonctionnement	400 000	400 000
930	400 000	400 000
Total	84 400 000	84 400 000
p.m. report	42 400 000	42 400 000
p.m. Total Mesures Nouvelles (crédits et réductions)	42 000 000	42 000 000

Synthèse des crédits par rubriques

	CA 2015	BP 2016 & Déplacement 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Fonctionnement								
Recettes	7 622 444 437	7 593 000 000	0	93,23%	0	0	0	7 593 000 000
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	1 013 663 923	850 000 000	0	92,66%	0	0	0	850 000 000
(73) impôts et taxes	465 346 297	530 000 000	0	38,69%	0	0	0	530 000 000
(74) dotations, subventions et participations	5 943 446 659	6 010 000 000	0	100,02%	0	0	0	6 010 000 000
(75) autres produits de gestion courante	43 096 946	130 000 000	0	9,17%	0	0	0	130 000 000
(76) produits financiers	82 742 461	55 000 000	0	84,75%	0	0	0	55 000 000
(77) produits exceptionnels	74 148 151	18 000 000	0	91,90%	0	0	0	18 000 000
Dépenses	363 595 157	298 276 394	3 926 079	46,85%	-21 087 294	27 400 000	10 238 785	308 515 179
Autres charges de fonctionnement	161 901 460	112 039 258	1 427 909	34,99%	-11 675 785	27 400 000	17 152 124	129 191 382
Charges exceptionnelles	6 894 499	4 100 000	0	39,17%	0	0	0	4 100 000
Charges fixes de fonctionnement	172 001 877	154 137 136	2 498 170	54,43%	-9 411 509	0	-6 913 339	147 223 797
Contributions obligatoires	22 797 321	28 000 000	0	53,61%	0	0	0	28 000 000
Investissements								
Dépenses	108 045 879	113 600 200	472 500	42,78%	-8 540 000	42 800	-8 024 700	105 575 500
AP P1401-2005/1 - REFONTE APPLICATION FISCALE "PROJET PACIFISC" (92/05)	82 554 675	94 400 000	472 500	50,15%	-8 480 000	0	-8 007 500	86 392 500
AP P1401-2012/1 - AMENAGEMENT LOCAUX DSF ET RLT	3 807 578	9 000 000	0	12,26%	0	0	0	9 000 000
AP P1402-2006/1 - LOCAUX ADMINISTRATIFS EX DIRAG (133/06)	21 113 735	10 000 000	0	0,00%	0	0	0	10 000 000
HAP immobilisations corporelles	569 891	200 200	0	59,94%	-60 000	42 800	-17 200	183 000
Total général	8 094 085 473	8 004 876 594	4 398 579	90,76%	-29 627 294	27 442 800	2 214 085	8 007 090 679

Mission M15 Mouvements financiers

Reports	Recettes	0
	Dépenses	0
Crédits complémentaires	Recettes	9 443 578 570
	Dépenses	8 001 122 074
Réduction proposée	Recettes	-1 364 997 030
	Dépenses	-8 200 000
Total BS 2016	Recettes	8 078 581 540
	Dépenses	7 992 922 074

Dette et Trésorerie

Provisions

Mouvements financiers divers

La mission M15 dédiée aux mouvements financiers vise trois finalités :

- proposer des solutions de financement sincères et soutenables à moyen terme et s'assurer des disponibilités financières,
- maîtriser les risques financiers et prévoir les charges futures ;
- contribuer à la qualité et à la sincérité des comptes.

Il s'agit de développer une gestion dynamique de la dette et de la trésorerie par une meilleure connaissance des produits financiers et par une optimisation des disponibilités de la Nouvelle-Calédonie.

Il s'agit de participer au maintien de la qualité du service public par une meilleure maîtrise des risques financiers et une meilleure anticipation des charges futures. Les actions inscrites concourent à l'orthodoxie comptable de la Nouvelle-Calédonie. Elles traduisent la sincérité des comptes, la fluidité et la régularité des paiements dans les délais.

Budget supplémentaire 2016
Mouvements financiers

Historique des moyens financiers

En Recettes et en Dépenses

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
M15-Mouvements financiers								
Recettes	25 365 322 936	29 099 105 657	0	20,97%	-1 364 997 030	9 443 578 570	8 078 581 540	37 177 687 197
P1501-Dette et trésorerie	8 073 536 044	10 697 016 669	0	0,00%	-1 000 000 000	0	-1 000 000 000	9 697 016 669
P1502-Provisions	2 417 214 696	0	0		0	2 236 431 589	2 236 431 589	2 236 431 589
P1503-Mouvements financiers divers	14 874 572 196	18 402 088 988	0	33,16%	-364 997 030	7 207 146 981	6 842 149 951	25 244 238 939
Dépenses	28 356 304 897	22 943 333 617	0	28,03%	-8 200 000	8 001 122 074	7 992 922 074	30 936 255 691
P1501-Dette et trésorerie	1 725 059 766	4 912 731 669	0	15,19%	0	0	0	4 912 731 669
P1502-Provisions	2 619 454 700	0	0		0	76 111 836	76 111 836	76 111 836
P1503-Mouvements financiers divers	24 011 790 431	18 030 601 948	0	31,53%	-8 200 000	7 925 010 238	7 916 810 238	25 947 412 186

P1501-Dette et trésorerie	Reports	Recettes	0
		Dépenses	0
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	0
	Réduction proposée	Recettes	-1 000 000 000
		Dépenses	0
TOTAL BS 2016		Recettes	-1 000 000 000
		Dépenses	0

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme dette et trésorerie est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	8 073 536 044	10 697 016 669	0	0,00%	-1 000 000 000	0	-1 000 000 000	9 697 016 669
A1501-01-Gestion de la dette	8 073 536 044	10 697 016 669	0	0,00%	-1 000 000 000	0	-1 000 000 000	9 697 016 669
Dépenses	1 725 059 766	4 912 731 669	0	15,19%	0	0	0	4 912 731 669
A1501-01-Gestion de la dette	1 725 059 766	4 912 731 669	0	15,19%	0	0	0	4 912 731 669

Par nature de dépenses (chapitres globalisés), les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	8 073 536 044	10 697 016 669	0	0,00%	-1 000 000 000	0	-1 000 000 000	9 697 016 669
(16) emprunts et dettes assimilées	8 073 536 044	10 697 016 669	0	0,00%	-1 000 000 000	0	-1 000 000 000	9 697 016 669
Dépenses	1 725 059 766	4 912 731 669	0	15,19%	0	0	0	4 912 731 669
Autres charges de fonctionnement	1 405 728	0	0		0	0	0	0
Charges financières	423 431 777	551 465 000	0	31,68%	0	0	0	551 465 000
HAP emprunts et dettes assimilées	1 300 222 261	4 361 266 669	0	13,10%	0	0	0	4 361 266 669

Bilan à mi-parcours

Direction : DBAF

Hormis pour le financement d'opérations spécifiques comme le Médipôle de Koutio et l'hôpital de Koné, la Nouvelle-Calédonie bénéficie de peu leviers de subventions pour le financement de son programme d'investissement. Dès lors, celle-ci ne peut financer ses investissements que par son autofinancement et l'emprunt.

L'augmentation du niveau d'endettement couplée à la dégradation de l'autofinancement pose avec acuité la question de la solvabilité de la Nouvelle-calédonie à court et moyen terme.

Au BP 2016, l'équilibre de la section d'investissement a nécessité l'inscription de 7,787 mds F de recettes d'emprunt. L'AFD et la CDC, principaux bailleurs de fonds de la NC ont répondu à la demande de financement 2016 du gouvernement à hauteur de 6,8mds (4,8mds pour l'AFD et 2 mds pour la CDC). Dans la mesure où la totalité des investissements prévus au budget 2016 ne pourront être réalisés, il est proposé de réduire l'inscription d'emprunt de 1 milliard tout en préservant les mesures destinées au soutien de l'économie pour 7 milliards.

Par ailleurs la Nouvelle-Calédonie continue en 2016 de subir des tensions de trésorerie et à gérer les priorités de paiements mais de façon beaucoup moins accentuée qu'en 2015.

Ainsi à fin août 2016, le solde de trésorerie s'élève à 5845MF (contre 3656MF fin août 2015) et le stock de mandats en instance de paiement à la paierie s'élève à 659MF en 2016 (contre 4387MF en 2015) et la NC est à jour du versement des dotations aux collectivités ainsi que des reversements de taxes. Malheureusement, il est à prévoir des tensions de trésorerie au cours du dernier trimestre de l'année 2016.

P1502-Provisions	Reports	Recettes	0
		Dépenses	0
	Crédits complémentaires	Recettes	2 236 431 589
		Dépenses	76 111 836
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	0
	TOTAL BS 2016	Recettes	2 236 431 589
		Dépenses	76 111 836

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme « provisions » est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	2 417 214 696	0	0		0	2 236 431 589	2 236 431 589	2 236 431 589
A1502-02-Provision pour charges	2 417 214 696	0	0		0	2 236 431 589	2 236 431 589	2 236 431 589
Dépenses	2 619 454 700	0	0		0	76 111 836	76 111 836	76 111 836
A1502-02-Provision pour charges	2 619 454 700	0	0		0	76 111 836	76 111 836	76 111 836

Par nature de dépenses (chapitres globalisés), les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	2 417 214 696	0	0		0	2 236 431 589	2 236 431 589	2 236 431 589
opérations d'ordre (dotations/provisions)	2 417 214 696	0	0		0	2 236 431 589	2 236 431 589	2 236 431 589
Dépenses	2 619 454 700	0	0		0	76 111 836	76 111 836	76 111 836
Dépenses HAP opérations d'ordre (dotations/provisions)	2 619 454 700	0	0		0	76 111 836	76 111 836	76 111 836

Bilan à mi-parcours

Direction : DBAF

Les provisions permettent de disposer de moyens d'action suffisants face à des évènements prévisibles mais difficilement estimables et dont la survenance n'est pas encore avérée.

Une provision pour créances irrécouvrables reste inscrite au budget propre pour un montant de 2, 236 milliards de F.

La création du budget de répartition au 1er janvier 2016 ne rend plus opportun cette construction budgétaire. Chacun des budgets annexes (versement et répartition) devra supporter désormais les risques d'irrécouvrabilité de ses créances fiscales. **Il est donc proposé la reprise des provisions pour non recouvrement fiscal et admissions en non-valeur d'un montant de 2,236 milliards** sur le budget propre et de créer des dotations de provisions pour ces mêmes objets dans les budgets de répartition et de versement.

Concernant, le budget propre, il est proposé de constituer des provisions complémentaires d'un montant global de 76 MF :

- pour le remplacement du logiciel de dédouanement SYDONIA (soit 32MF)
- pour risques de contentieux (soit 44MF). Cette provision correspond à 50% des sommes demandées par les requérants devant les juridictions administratives et dont le jugement pourrait intervenir d'ici la fin de l'année. Les autres 50% seront inscrits au BP 2017. Il est à noter que 75 MF de crédits sont également inscrits au BS 2016 pour des litiges devant le tribunal du travail (cf : mission M03).

P1503-Mouvements financiers divers	Reports	Recettes	0
		Dépenses	0
	Crédits complémentaires	Recettes	7 207 146 981
		Dépenses	8 014 510 238
	Réduction proposée	Recettes	-364 997 030
		Dépenses	-8 200 000
	TOTAL BS 2016	Recettes	6 842 149 951
		Dépenses	8 006 310 238

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme « mouvements financiers divers » est la suivante :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	14 874 572 196	18 402 088 988	0	33,16%	-364 997 030	7 207 146 981	6 842 149 951	25 244 238 939
A1503-02-Admissions en non valeur, restitutions et remises gracieuses	59 086 175	0	0		0	0	0	0
A1503-03-Mouvements d'ordre	14 057 896 908	17 902 088 988	0	31,24%	-314 997 030	468 067 100	153 070 070	18 055 159 058
A1503-04-Opérations de clôture et autres mouvements financiers	433 315 820	500 000 000	0	91,85%	-50 000 000	4 681 035 173	4 631 035 173	5 131 035 173
A1503-06-Achats et gestion des tabacs	324 273 293	0	0		0	2 058 044 708	2 058 044 708	2 058 044 708
Dépenses	24 011 790 431	18 030 601 948	0	31,53%	-8 200 000	8 014 510 238	8 006 310 238	26 036 912 186
A1503-02-Admissions en non valeur, restitutions et remises gracieuses	9 615 704 460	25 295 954	0	0,15%	0	105 828 963	105 828 963	131 124 917
A1503-03-Mouvements d'ordre	14 057 896 908	17 902 088 988	0	31,24%	0	153 070 070	153 070 070	18 055 159 058
A1503-04-Opérations de clôture et autres mouvements financiers	3 238 447	90 650 000	0	87,62%	-8 200 000	7 750 611 205	7 742 411 205	7 833 061 205
A1503-05-Intérêts moratoires	7 589 369	12 567 006	0	99,11%	0	5 000 000	5 000 000	17 567 006
A1503-06-Achats et gestion des tabacs	327 361 247	0	0		0	0	0	0

Budget supplémentaire 2016
Mouvements financiers

Par nature de dépenses (chapitres globalisés), les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	14 874 572 196	18 402 088 988	0	33,16%	-364 997 030	7 207 146 981	6 842 149 951	25 244 238 939
(040) opérations d'ordre de transfert entre sections	2 686 540 164	1 841 650 000	0	0,00%	-314 997 030	468 067 100	153 070 070	1 994 720 070
(041) opérations patrimoniales	11 084 068 187	12 915 438 988	0	43,30%	0	0	0	12 915 438 988
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	0	0	0		0	324 273 293	324 273 293	324 273 293
(75) autres produits de gestion courante	0	0	0		0	1 733 771 415	1 733 771 415	1 733 771 415
(76) produits financiers	375 766 680	500 000 000	0	90,03%	-50 000 000	0	-50 000 000	450 000 000
(77) produits exceptionnels	116 635 315	0	0		0	2 008 259 960	2 008 259 960	2 008 259 960
Opération pour tiers OPERATIONS PATRIMONIALES	0	1 585 000 000	0	0,00%	0	0	0	1 585 000 000
opérations d'ordre (dotations/provisions)	611 561 850	0	0		0	0	0	0
Résultat cumulé (I)	0	0	0		0	2 672 775 213	2 672 775 213	2 672 775 213
virement à la section d'investissement - autofinancement	0	1 560 000 000	0	0,00%	0	0	0	1 560 000 000
Dépenses	24 011 790 431	18 030 601 948	0	31,53%	-8 200 000	8 014 510 238	8 006 310 238	26 036 912 186
Autres charges de fonctionnement	318 196 989	88 500 000	0	89,75%	-8 000 000	0	-8 000 000	80 500 000
Charges de personnel	1 742 907	0	0		0	0	0	0
Charges exceptionnelles	9 048 512 072	28 209 706	0	44,28%	0	94 828 963	94 828 963	123 038 669
Charges financières	2 776	150 000	0	0,34%	0	0	0	150 000
Charges fixes de fonctionnement	9 396 967	2 000 000	0	0,00%	-200 000	0	-200 000	1 800 000
Dépenses HAP opérations d'ordre (dotations/provisions)	2 686 540 164	1 841 650 000	0	0,00%	0	153 070 070	153 070 070	1 994 720 070
HAP immobilisations incorporelles	0	5 653 254	0	0,00%	0	0	0	5 653 254
HAP opérations d'ordre de transfert entre sections	287 288 557	0	0		0	0	0	0
HAP opérations patrimoniales	11 084 068 187	14 500 438 988	0	38,57%	0	0	0	14 500 438 988
HAP participations et créances rattachées à des participations	0	0	0		0	333 140 000	333 140 000	333 140 000
Résultat cumulé (F)	0	0	0		0	7 417 471 205	7 417 471 205	7 417 471 205
Subventions, participations et autres charges d'activité	576 041 812	4 000 000	0	0,00%	0	16 000 000	16 000 000	20 000 000
virement à la section d'investissement - autofinancement	0	1 560 000 000	0	0,00%	0	0	0	1 560 000 000

Bilan à mi-parcours

Direction : DBAF

Les crédits inscrits, en recettes comme en dépenses, pour les opérations d'ordres sont liées à la gestion du patrimoine de la collectivité et comprennent l'inscription d'un complément d'amortissement pour 153MF soit une dotation aux amortissements totale de 1 995 MF.

Lors du BP 2016, il a été proposé l'inscription de 500 MF de revenus des dividendes de la BCI. Or il s'avère que les dividendes se sont finalement élevés à 450MF, une réduction de 50MF en recettes est donc proposée. De la même façon, le montant des impôts liés aux dividendes doit être réduit de 8MF

Par ailleurs, l'Office des Postes et Télécommunications a versé, une partie du report à nouveau positif inscrit à son bilan au budget propre de la Nouvelle-Calédonie, ce qui lui génère 2 000 MF de recettes. Ce versement sur les excédents réalisés par l'établissement depuis plusieurs années n'obère pas sa capacité à réaliser les investissements majeurs prévus dans son plan stratégique, ni n'assèche sa trésorerie disponible dont le cumul prévisionnel à fin 2018, prélèvement compris demeure proche de 11 000 MF et lui permet de maintenir sa politique de baisse des prix.

Enfin, pour la dernière fois en 2015, l'arrêté des comptes de la Nouvelle-Calédonie a été présenté en deux budgets : le budget principal et le budget annexe de reversement. Or, au budget supplémentaire 2016 de la Nouvelle-Calédonie, les résultats cumulés 2015 issus du budget principal devront être repris pour une partie au budget de répartition et pour l'autre partie au budget propre. (La méthode de calcul de la détermination des résultats est explicitée en introduction du présent rapport).

Le résultat cumulé du budget propre s'élève donc à – 4 744 695 992 F, composé en :
Résultat cumulé d'investissement du budget propre: + 2 672 775 213 F
Résultat cumulé de fonctionnement du budget propre: - 7 417 471 205 F

En outre une augmentation du capital d'aircalédonie est proposée à hauteur de 319,14 MF et la participation de la NC au SPL CARD de Koutio est prévue à hauteur de 14 MF

Il faut également noter l'inscription complémentaire de 5 MF d'intérêts moratoires à verser pour non mandatement dans le délai réglementaire de 45 jours de dépenses sur marché, ce qui porte le total annuel à 17MF. En effet sur l'exercice 2016, le délai ordonnateur de traitement des dépenses sur marché a varié de 18 à 142 jours, entraînant ainsi le paiement d'intérêt moratoire.

Mouvements financiers
Synthèse des crédits par programme et par chapitre

Synthèse des crédits par programme et par chapitre en dépenses

	P1501- Dette et trésorerie	P1502- Provisions	P1503- Mouvements financiers divers	Total
Investissements	0	0	333 140 000	333 140 000
900	0	0	0	0
923	0	0	333 140 000	333 140 000
925	0	0	0	0
926	0	0	0	0
Fonctionnement	0	76 111 836	7 583 670 238	7 659 782 074
002	0	0	7 417 471 205	7 417 471 205
930	0	0	-8 118 081	-8 118 081
940	0	0	16 000 000	16 000 000
941	0	0	247 044	247 044
943	0	0	5 000 000	5 000 000
945	0	76 111 836	0	76 111 836
946	0	0	153 070 070	153 070 070
953	0	0	0	0
Total	0	76 111 836	7 916 810 238	7 992 922 074
p.m. report	0	0	0	0
p.m. Total Mesures Nouvelles (crédits et réductions)	0	76 111 836	7 916 810 238	7 992 922 074

Synthèse des crédits par programme et par chapitre en recettes

	P1501-Dette et trésorerie	P1502- Provisions	P1503- Mouvements financiers divers	Total
Investissements	-1 000 000 000	0	2 825 845 283	1 825 845 283
001	0	0	2 672 775 213	2 672 775 213
923	-1 000 000 000	0	0	-1 000 000 000
925	0	0	0	0
926	0	0	153 070 070	153 070 070
951	0	0	0	0
Fonctionnement	0	2 236 431 589	4 016 304 668	6 252 736 257
930	0	0	2 066 304 668	2 066 304 668
943	0	0	1 950 000 000	1 950 000 000
945	0	2 236 431 589	0	2 236 431 589
946	0	0	0	0
Total	-1 000 000 000	2 236 431 589	6 842 149 951	8 078 581 540
p.m. report	0	0	0	0
p.m. Total Mesures Nouvelles (crédits et réductions)	-1 000 000 000	2 236 431 589	6 842 149 951	8 078 581 540

Mouvements financiers

Synthèse des crédits par rubriques

Synthèse des crédits par rubriques

	CA 2015	BP 2016 & Déplacement 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Fonctionnement								
Recettes	3 521 178 541	500 000 000	0	101,85%	-50 000 000	6 302 736 257	6 252 736 257	6 752 736 257
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	0	0	0		0	324 273 293	324 273 293	324 273 293
(75) autres produits de gestion courante	0	0	0		0	1 733 771 415	1 733 771 415	1 733 771 415
(76) produits financiers	375 766 680	500 000 000	0	90,03%	-50 000 000	0	-50 000 000	450 000 000
(77) produits exceptionnels	116 635 315	0	0		0	2 008 259 960	2 008 259 960	2 008 259 960
opérations d'ordre (dotations/provisions)	3 028 776 546	0	0		0	2 236 431 589	2 236 431 589	2 236 431 589
Dépenses	15 684 725 892	4 075 974 706	0	6,54%	-8 200 000	7 667 982 074	7 659 782 074	11 735 756 780
Autres charges de fonctionnement	319 602 717	88 500 000	0	89,75%	-8 000 000	0	-8 000 000	80 500 000
Charges de personnel	1 742 907	0	0		0	0	0	0
Charges exceptionnelles	9 048 512 072	28 209 706	0	44,28%	0	5 328 963	5 328 963	33 538 669
Charges financières	423 434 553	551 615 000	0	31,67%	0	0	0	551 615 000
Charges fixes de fonctionnement	9 396 967	2 000 000	0	0,00%	-200 000	0	-200 000	1 800 000
Dépenses HAP opérations d'ordre (dotations/provisions)	5 305 994 864	1 841 650 000	0	0,00%	0	229 181 906	229 181 906	2 070 831 906
Résultat cumulé (F)	0	0	0		0	7 417 471 205	7 417 471 205	7 417 471 205
Subventions, participations et autres charges d'activité	576 041 812	4 000 000	0	0,00%	0	16 000 000	16 000 000	20 000 000
virement à la section d'investissement - autofinancement	0	1 560 000 000	0	0,00%	0	0	0	1 560 000 000
Investissements								
Recettes	21 844 144 395	28 599 105 657	0	19,55%	-1 314 997 030	3 140 842 313	1 825 845 283	30 424 950 940
(040) opérations d'ordre de transfert entre sections	2 686 540 164	1 841 650 000	0	0,00%	-314 997 030	468 067 100	153 070 070	1 994 720 070
(041) opérations patrimoniales	11 084 068 187	12 915 438 988	0	43,30%	0	0	0	12 915 438 988
(16) emprunts et dettes assimilées	8 073 536 044	10 697 016 669	0	0,00%	-1 000 000 000	0	-1 000 000 000	9 697 016 669
Opération pour tiers OPERATIONS PATRIMONIALES	0	1 585 000 000	0	0,00%	0	0	0	1 585 000 000
Résultat cumulé (I)	0	0	0		0	2 672 775 213	2 672 775 213	2 672 775 213
virement à la section d'investissement - autofinancement	0	1 560 000 000	0	0,00%	0	0	0	1 560 000 000
Dépenses	12 671 579 005	18 867 358 911	0	32,67%	0	333 140 000	333 140 000	19 200 498 911
HAP emprunts et dettes assimilées	1 300 222 261	4 361 266 669	0	13,10%	0	0	0	4 361 266 669
HAP immobilisations incorporelles	0	5 653 254	0	0,00%	0	0	0	5 653 254
HAP opérations d'ordre de transfert entre sections	287 288 557	0	0		0	0	0	0
HAP opérations patrimoniales	11 084 068 187	14 500 438 988	0	38,57%	0	0	0	14 500 438 988
HAP participations et créances rattachées à des participations	0	0	0		0	333 140 000	333 140 000	333 140 000

NOUVELLE-CALEDONIE

**BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2016 DE LA
NOUVELLE-CALEDONIE - BUDGET
ANNEXE DE REVERSEMENT**

NOUVELLE-CALEDONIE

Synthèse des crédits par programme et par chapitre
Budget annexe de reversement

Le tableau ci-après récapitule par taxes, centimes et fonds, les inscriptions proposées au budget supplémentaire.

	BP 2016		BS 2016		BP+BS 2016	BP 2016		BS 2016		BP+BS 2016
	Prévisions de recettes	Report de recettes 2016	Recettes nouvelles	Total Recettes au BS 2016		Recettes globales 2016	Prévisions de dépenses	Reports de dépenses 2016	Dépenses nouvelles	
Centimes additionnels	15 158 000 000	-	1 641 169 460	1 641 169 460	16 799 169 460	15 158 000 000	674 893 225	1 717 386 664	2 392 279 889	17 550 279 889
Contribution téléphonique	25 000 000	-	-	-	25 000 000	25 000 000	7 215 049	7 215 049	-	25 000 000
Droit de licences	163 000 000	-	-	-	163 000 000	163 000 000	-	-	-	163 000 000
Droit enregistrement	3 300 000 000	-	1 100 000 000	1 100 000 000	4 400 000 000	3 300 000 000	-	1 100 000 000	1 100 000 000	4 400 000 000
Foncier	1 100 000 000	-	42 721 108	42 721 108	1 142 721 108	1 100 000 000	-	42 721 108	42 721 108	1 142 721 108
IRVM	2 000 000 000	-	-	-	2 000 000 000	2 000 000 000	196 129 135	196 129 135	-	2 000 000 000
Patentes	6 070 000 000	-	620 000 000	620 000 000	6 690 000 000	6 070 000 000	391 668 011	252 843 205	138 824 806	6 208 824 806
TSPJ	2 500 000 000	-	100 000 000	100 000 000	2 600 000 000	2 500 000 000	79 881 030	179 881 030	100 000 000	2 400 000 000
virement excédent au budget propre	-	-	-	-	-	-	-	265 592 233	265 592 233	265 592 233
ANV	-	-	-	-	-	-	-	150 000 000	150 000 000	150 000 000
provision créances irrécouvrables	-	-	-	-	-	-	-	795 141 742	795 141 742	795 141 742
Affectation résultat	-	-	1 218 448 352	1 218 448 352	1 218 448 352	-	-	-	-	-
Fonds de concours	1 615 000 000	1 184 662 155	4 456 502 162	5 641 164 317	7 256 164 317	1 615 000 000	5 565 037 846	76 126 471	5 641 164 317	7 256 164 317
FCME	200 000 000	730 846 722	500 529 524	1 231 376 246	1 431 376 246	200 000 000	1 176 558 807	52 864 500	1 229 423 307	1 429 423 307
FDEB	110 000 000	-	17 422 393	17 422 393	92 577 607	110 000 000	-	17 422 393	17 422 393	92 577 607
FDOC	18 000 000	-	18 760 051	18 760 051	36 760 051	18 000 000	-	18 760 051	18 760 051	36 760 051
FER	960 000 000	424 325 200	2 406 349 464	2 830 674 664	3 790 674 664	960 000 000	2 830 674 664	-	2 830 674 664	3 790 674 664
Fonds action lutte contre les pollutions	187 000 000	-	1 292 634 509	1 292 634 509	1 479 634 509	187 000 000	1 272 663 135	19 844 784	1 292 507 919	1 479 507 919
Fonds péréquation du gazole	140 000 000	29 490 233	255 651 007	285 141 240	425 141 240	140 000 000	285 141 240	-	285 141 240	425 141 240
virement excédent au budget propre	-	-	-	-	-	-	-	2 079 529	2 079 529	2 079 529
Taxes affectées	45 566 100 000	31 097 238	5 112 034 578	5 143 131 816	50 709 231 816	45 566 100 000	106 124 187	4 285 897 200	4 392 021 387	49 958 121 387
Amende forfaitaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CCS SUR IRCDC	60 000 000	-	120 000 000	120 000 000	180 000 000	97 154 818	-	82 845 182	82 845 182	180 000 000
CCS SUR IRVM	1 200 000 000	-	200 000 000	200 000 000	1 400 000 000	1 210 918 310	-	189 081 690	189 081 690	1 400 000 000
CCS sur produits des jeux et spectacles	250 000 000	-	-	-	250 000 000	250 000 000	-	-	-	250 000 000
Cotisation 0,25%	500 000 000	-	-	-	500 000 000	500 000 000	40 855 939	-	40 855 939	540 855 939
CSA	5 300 000 000	-	-	-	5 300 000 000	5 300 000 000	-	-	-	5 300 000 000
Droit de port	92 000 000	-	-	-	92 000 000	92 000 000	-	-	-	92 000 000
Droit de quai	83 000 000	-	-	-	83 000 000	82 858 250	-	141 750	141 750	83 000 000
Redevance immatriculation	255 000 000	-	-	-	255 000 000	255 000 000	-	-	-	255 000 000
Redevance superficière	245 000 000	-	141 750	141 750	245 141 750	245 141 750	-	-	-	245 141 750
Subvention industrielle	43 200 000	31 097 238	-	31 097 238	74 297 238	43 200 000	48 167 913	-	48 167 913	91 367 913
TAT3S	7 831 700 000	-	229 000 000	229 000 000	7 602 700 000	7 831 700 000	-	229 000 000	229 000 000	7 602 700 000
Taxe sur le fret aérien	2 050 000 000	-	-	-	2 050 000 000	2 050 000 000	-	-	-	2 050 000 000
Taxe de magasinage	93 000 000	-	-	-	93 000 000	93 000 000	-	-	-	93 000 000
Taxe de péage	1 326 000 000	-	-	-	1 326 000 000	1 326 000 000	-	-	-	1 326 000 000
Taxe sur les assurances	1 100 000 000	-	100 000 000	100 000 000	1 200 000 000	1 100 000 000	-	100 000 000	100 000 000	1 200 000 000
Taxe sur les contributions téléphoniques	1 700 000 000	-	-	-	1 700 000 000	1 700 000 000	-	-	-	1 700 000 000
Taxe sur les jeux PMU	50 000 000	-	-	-	50 000 000	50 000 000	-	-	-	50 000 000
Taxes sur les nuités	180 000 000	-	20 000 000	20 000 000	160 000 000	180 000 000	-	20 000 000	20 000 000	160 000 000
TPP	1 980 000 000	-	-	-	1 980 000 000	1 980 000 000	-	-	-	1 980 000 000
TSS	19 500 000 000	-	500 000 000	500 000 000	20 000 000 000	19 451 926 872	-	548 073 128	548 073 128	20 000 000 000
virement excédent au budget propre	-	-	-	-	-	-	-	1 466 099 653	1 466 099 653	1 466 099 653
ANV	-	-	-	-	-	-	-	150 000 000	150 000 000	150 000 000
CES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
provision pour créances irrécouvrables	-	-	-	-	-	-	-	1 653 904 462	1 653 904 462	1 653 904 462
Affectation résultat	-	-	4 440 892 828	4 440 892 828	4 440 892 828	-	-	-	-	-
provision pour charges à venir	-	-	-	-	-	-	-	361 851 670	361 851 670	361 851 670
Total général	62 339 100 000	1 215 759 393	11 209 706 200	12 425 465 593	74 764 565 593	62 339 100 000	6 346 055 258	6 079 410 335	12 425 465 593	74 764 565 593

NOUVELLE-CALEDONIE

**BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2016
DE LA NOUVELLE-CALEDONIE -
BUDGET ANNEXE DE REPARTITION**

NOUVELLE-CALEDONIE

BUDGET ANNEXE DE REPARTITION

Mission M01

Relations financières avec les collectivités locales et établissements publics

Reports	Recettes	0
	Dépenses	1 707 943 150
Crédits complémentaires	Recettes	22 433 374 229
	Dépenses	20 725 449 579
Réduction proposée	Recettes	0
	Dépenses	-18 500
Total BS 2016	Recettes	22 433 374 229
	Dépenses	22 433 374 229

Assiette fiscale de répartition

Régie des tabacs

Dotations aux Provinces et aux Communes

Dans le cadre du budget primitif 2016 de la Nouvelle-Calédonie, il a été décidé de créer un budget annexe de répartition destiné à regrouper les crédits dédiés au financement réglementaire des collectivités territoriales.

La Nouvelle-Calédonie assure le recouvrement des impôts, droits et taxes perçus ainsi que les recettes de la régie des tabacs qui sont réparties entre les collectivités. Elle détermine l'assiette du budget de répartition et en prélève une quote-part qui représentera 72,25 % en 2016. Sur cette quote-part, elle reverse aux provinces 55,5 % et aux communes 16,75 %, après avis ou décision des comités de gestion du fond intercommunal de péréquation (FIP) équipements et fonctionnement dont elle assure le secrétariat. Le reliquat, à savoir 27,75%, correspond à la part de la Nouvelle-Calédonie destinée au financement de son budget propre.

Budget supplémentaire 2016
Budget de répartition

Historique des moyens financiers

En recettes et en dépenses

	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
M01-Relations financières avec les collectivités locales et établissements publics							
Recettes	124 873 220 000	0	65,60%	0	22 433 374 229	22 433 374 229	147 306 594 229
P0103-Assiette fiscale de répartition	115 517 220 000	0	66,79%	0	22 433 374 229	22 433 374 229	137 950 594 229
P0104-Régie des tabacs	9 356 000 000	0	50,83%	0	0	0	9 356 000 000
P0105-Dotations aux Provinces et aux Communes	0	0		0	0	0	0
Dépenses	124 873 220 000	1 707 943 150	46,64%	-18 500	20 725 449 579	22 433 374 229	147 306 594 229
P0103-Assiette fiscale de répartition	5 350 000 000	0	29,14%	0	13 903 483 259	13 903 483 259	19 253 483 259
P0104-Régie des tabacs	2 100 000 000	0	45,10%	-18 500	324 273 293	324 254 793	2 424 254 793
P0105-Dotations aux Provinces et aux Communes	117 423 220 000	1 707 943 150	47,45%	0	6 497 693 027	8 205 636 177	125 628 856 177

Budget supplémentaire 2016
Budget de répartition

P0103-Assiette fiscale de répartition	Reports	Recettes	0
		Dépenses	0
	Crédits complémentaires	Recettes	22 433 374 229
		Dépenses	13 903 483 259
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	0
	TOTAL BS 2016	Recettes	22 433 374 229
		Dépenses	13 903 483 259

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme de l'assiette fiscale de répartition est la suivante :

	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	115 517 220 000	0	66,79%	0	22 433 374 229	22 433 374 229	137 950 594 229
A0103-01-Recettes fiscales	115 517 220 000	0	66,79%	0	0	0	115 517 220 000
A0103-03-Restes à répartir	0	0		0	22 433 374 229	22 433 374 229	22 433 374 229
Dépenses	5 350 000 000	0	29,14%	0	13 903 483 259	13 903 483 259	19 253 483 259
A0103-02-Dépenses fiscales	5 350 000 000	0	29,14%	0	13 903 483 259	13 903 483 259	19 253 483 259

Par nature de dépenses, les propositions sont :

	CA 2015	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	0	115 517 220 000	0	66,79%	0	22 433 374 229	22 433 374 229	137 950 594 229
(73) impôts et taxes	0	115 517 220 000	0	66,79%	0	0	0	115 517 220 000
Résultat cumulé (F)	0	0	0		0	22 433 374 229	22 433 374 229	22 433 374 229
Dépenses	0	5 350 000 000	0	29,14%	0	13 903 483 259	13 903 483 259	19 253 483 259
Charges exceptionnelles	0	5 350 000 000	0	29,14%	0	0	0	5 350 000 000
Dépenses HAP opérations d'ordre (dotations/provisions)	0	0	0		0	13 203 483 259	13 203 483 259	13 203 483 259
Subventions, participations et autres charges d'activité	0	0	0		0	700 000 000	700 000 000	700 000 000

Budget supplémentaire 2016

Budget de répartition

Bilan à mi-parcours

Suivi des recettes fiscales au 31/07/2016

Chapitres	Articles	Libellé des taxes et impôts	BP+BS+DM 2016	en cumulé janvier à juillet 2015		en cumulé janvier à juillet 2016		cumulé 2015 vs cumulé 2016		
				Droits constatés	Recouvrements bruts	Droits constatés	Recouvrements bruts	Droits constatés	Recouvrements bruts	
Budget de répartition (budget 03 / budget 107)										
940	7311	Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques	22 000 000 000	1 175 568 936	11 733 405 419	1 200 071 736	2 676 995 366			
		IRPP - Tiers provisionnels						6 889 452 442		
		IRPP - mensualisation						3 536 583 901		
940	7311	Frais poursuites/majorations-IRPP			198 555 320	0	163 121 783	0		
940	7311	IRPP- Prélèvmnt source			483 146 953	482 271 910	198 765 850	198 690 130		
		sous-total IRPP		1 857 271 209	12 215 677 329	1 561 959 369	13 301 721 839	-16%	9%	
940	73124	Impôt forfaitaire Annuel	0	0	6 424 466	0	2 455 147		-62%	
940	73161	Contribution téléphonique (principal)	75 000 000	37 828 723	37 828 723	37 544 031	37 544 031		-1%	
940	73171	Contribution des Patente (principal)		506 400	3 071 136 473	61 055 980	2 967 685 540		-3%	
940	73171	Frais poursuites/majorations- PATENTES	3 500 000 000	77 368 072	0	223 942 011	0		189%	
940	73181	Contribution foncière (principal)		1 211 539 950	333 952 985	1 269 744 534	270 245 506		5%	
940	73181	Frais poursuites/majorations - FONCIER	1 400 000 000	16 397 793	0	1 053 407	0		-94%	
940	7382	Contribution exceptionnelle de Solidarité		272 073 609	272 073 609	2 912 379	9 215 677		-99%	
940	7382	CES/IRVM+ PEC	160 000 000	143 985 055	135 458 129	10 465 056	5 730 404		-93%	
940	7382	CES		24 810 717	67 582 862	12 891 947	62 962 438		-7%	
940	7382	CES-majo-fr-pours		4 924 188	0	1 576 684	0		-68%	
941	73411	Droits de licences (principal)	149 000 000	505 000	6 344 745	6 822 422	10 076 925		1251%	
941	73411	Frais poursuites/majorations - LICENCES		76 465	0	84 590	0		11%	
941	7342	Taxe sur les transferts de licence	1 000 000	62 590	402 556	0	62 315		-100%	
941	7343	Taxe sur les spectacles et les jeux	30 300 000	826 448 889	826 448 889	20 104 133	20 104 133		-98%	
941	7381	Taxe de Consommation Intérieure	560 000 000	360 318 913	360 318 913	323 906 045	370 861 173		-10%	
930	77141	RANV	0	5 922 521	5 922 521	34 947 333	35 348 902		490%	
		<i>sous-total Paerie</i>	27 875 300 000	4 840 040 094	17 339 572 200	3 569 009 901	17 094 014 030	-26%	-1%	
930	7085	Tabacs recettes	8 956 000 000	5 228 979 945	5 228 979 945	4 755 477 221	4 755 477 221		-9%	
940	73121	Impôt sur les Sociétés à 30%	32 000 000 000	15 952 742 490	15 039 888 757	14 922 973 956	14 791 937 653		-6%	
940	73122	Impôt sur les Sociétés à 35%	400 000 000	463 076 462	463 076 462	451 908 307	452 323 599		-2%	
930	73126	Contribution additionnelle à IIS	900 000 000	351 947 796	351 947 796	810 747 356	810 684 214		130%	
940	73131	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (principal)	4 400 000 000	2 970 415 297	2 800 456 558	1 952 558 394	1 842 633 036		-34%	
940	7314	Taxe sur les opérations financières	700 000 000	322 834 354	322 834 354	312 372 052	311 832 052		-3%	
940	7315	Impôt sur le Revenu des Créances, Dépôts et Cautionnements	450 000 000	282 898 519	281 209 593	360 788 815	361 086 884		28%	
941	73311	Droits d'enregistrement (principal)	4 500 000 000	2 593 010 359	2 577 157 964	3 731 842 719	3 746 025 265		44%	
941	7332	Taxe hypothécaire	300 000 000	0	0	0	0			
941	7332	Taxe hypothécaire		215 399 315	216 256 699	250 155 030	208 451 090		16%	
941	7333	Droits de timbre	200 000 000	109 895 540	109 895 540	111 799 980	111 799 980		2%	
941	7334	Contribution sécurité immobilière	155 000 000	102 838 207	102 838 207	109 530 304	122 359 304		7%	
941	73468	Taxe Générale sur les Services-TGPS		0	75 000	0	0		-100%	
930	77141	RANV		3 864 003	8 653 284	10 870 405	10 870 405		181%	
		<i>sous-total DSF</i>	52 961 000 000	28 597 902 287	27 503 270 159	27 781 024 539	27 525 480 703	-3%	0%	
941	73211	Droits de douane	6 500 000 000	3 853 964 567	3 857 613 839	3 305 947 284	3 421 864 608		-14%	
941	73221	Taxe Générale à l'Importation	19 200 000 000	10 924 430 266	10 885 851 353	10 360 297 455	10 571 792 328		-5%	
941	73231	Taxe de consommation intérieure sur les produits importés	1 650 000 000	948 470 457	1 022 798 154	904 772 150	940 215 500		-5%	
941	73224	Taxe de péage - 20%	340 000 000	193 031 843	194 127 323	175 302 918	179 666 414		-9%	
941	73232	Taxe sur les produits pétroliers	5 415 600 000	3 147 002 500	3 264 479 106	3 296 445 144	3 149 171 113		5%	
941	73233	Taxe additionnelle sur les produits pétroliers	2 245 000 000	1 278 860 282	1 333 738 152	1 309 346 548	1 250 884 091		2%	
941	73222	Taxe de base à l'importation	7 100 000 000	4 136 771 392	4 141 495 802	3 860 053 089	3 975 880 897		-7%	
941	73213	Taxe Conjoncturelle de Protection des Productions Locales	892 000 000	515 419 915	529 891 512	388 362 937	413 157 983		-25%	
941	73531	Droit de navigation intérieure	15 270 000	8 934 529	9 141 897	9 127 691	9 439 258		2%	
941	73533	Droit de quai	207 000 000	120 496 702	119 611 038	136 904 127	136 895 764		14%	
941	73534	Droit de port	71 300 000	41 585 564	42 253 921	43 073 976	44 426 974		4%	
		<i>sous-total Douanes</i>	43 636 170 000	25 168 968 017	25 401 002 097	23 789 633 319	24 093 394 930	-5%	-5%	
940	73522	Droits afférents aux autorisations personnelles minières	750 000	238 299 460	182 475 054	0	0		-100%	
TOTAL BUDGET DE REPARTITION			124 473 220 000	58 845 209 858	70 426 319 510	55 139 667 759	68 712 889 663	-6%	-2%	

La recette globale du budget de répartition sur les 7 premiers mois de l'année affiche une baisse de -6% en droits constatés et de -2% en recouvrements brut par rapport à la même période l'année dernière.

La recette d'IS est en régression. Il convient d'attendre la grosse échéance de novembre prochain pour constater si cette tendance se confirme.

Par contre, la recette des droits d'enregistrement poursuit son importante progression.

Inscriptions nouvelles

Le résultat cumulé 2015 du budget de répartition, correspondant aux restes à recouvrer fiscaux relatif à ce budget, s'établit à 22 433,4 MF. Il convient de l'inscrire en recettes de fonctionnement dans le cadre du budget supplémentaire.

Une partie de ces restes à recouvrer étant potentiellement irrécouvrables, une dotation de provision pour créance irrécouvrable est inscrite à hauteur de 5 734,6 MF. Le calcul de la dotation se fait par rapport aux restes à recouvrer arrêtés au 31 décembre 2015 et suivant des taux qui diffèrent suivant l'impôt et l'ancienneté de la créance.

Le tableau ci-joint détaille par impôt et par année les taux retenus.

Taux retenus	année						
	2001-2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
impôts							
IR	90%	90%	90%	90%	10%	10%	5%
IS	90%	90%	80%	80%	40%	40%	5%
IRVM	80%	80%	80%	80%	40%	40%	5%
DE	80%	80%	50%	50%	30%	20%	5%
Patente	90%	90%	90%	80%	30%	10%	5%
Autres "normaux"	90%	90%	90%	80%	30%	10%	5%
RJ/LJ	90%	90%	90%	90%	90%	90%	90%
ANV	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Les RAR retenus sont précisés dans le tableau, en application, des critères exposés dans l'introduction du rapport :

au 31/12/2015	montant	provision
RAR normaux	13 917 336 713	2 860 553 636
RJ/LJ	2 926 544 858	2 633 890 372
Admissions en non-valeur	221 643 853	221 643 853
dégrevement	18 543 431	18 543 431
Total	17 084 068 855	5 734 631 292

Il est à noter que tous les RAR ne font pas l'objet de provision, comme les RAR à caractère douanier dont le recouvrement est quasi certain.

Un montant de créances fiscales admises en non valeur (ANV) est également inscrit pour 700 MF, correspondant à 352,6 MF de côtes irrécouvrables présentées par le payeur de la Nouvelle-Calédonie et à une estimation de 347,4 MF de côtes supplémentaires à venir sur 2016.

Enfin, une provision pour risque et charges financière est constitué pour 7 144,5 MF, correspondant au montant potentiel des recouvrements à venir qu'il conviendrait de reverser aux collectivités.

Budget supplémentaire 2016
Budget de répartition

P0104-Régie des tabacs	Reports	Recettes	0
		Dépenses	0
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	324 273 293
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	-18 500
	TOTAL BS 2016	Recettes	0
		Dépenses	324 254 793

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme Régie des tabacs est la suivante :

	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	9 356 000 000	0	50,83%	0	0	0	9 356 000 000
A0104-02-Vente de tabacs	9 356 000 000	0	50,83%	0	0	0	9 356 000 000
Dépenses	2 100 000 000	0	44,94%	-18 500	324 273 293	324 254 793	2 424 254 793
A0104-01-Fonctionnement de la régie des tabacs	1 700 000 000	0	55,51%	-18 500	0	-18 500	1 699 981 500
A0104-02-Vente de tabacs	400 000 000	0	0,00%	0	324 273 293	324 273 293	724 273 293

Par nature de dépenses, les propositions sont :

	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Recettes	9 356 000 000	0	50,83%	0	0	0	9 356 000 000
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	8 956 000 000	0	53,10%	0	0	0	8 956 000 000
opérations d'ordre (dotations/provisions)	400 000 000	0	0,00%	0	0	0	400 000 000
Dépenses	2 100 000 000	0	44,94%	-18 500	324 273 293	324 254 793	2 424 254 793
Autres charges de fonctionnement	2 039 976 000	0	44,63%	0	324 273 293	324 273 293	2 364 249 293
Charges de personnel	51 700 000	0	56,03%	0	0	0	51 700 000
Charges fixes de fonctionnement	8 324 000	0	50,85%	-18 500	0	-18 500	8 305 500

Bilan à mi-parcours

Direction : DSF

Dans un contexte budgétaire restreint les dépenses globales de fonctionnement ont été calculées au plus juste et permettront sans demande complémentaire au BS de terminer l'année 2016. Toutefois, s'agissant des crédits d'achat de tabacs pour l'année 2017, compte tenu de l'augmentation des prix des fournisseurs, il conviendra de prévoir au BP 2017 un montant de 1 688 MF soit une augmentation de 50 MF par rapport à 2016.

À noter que l'augmentation de 30 % du prix de vente du tabac en septembre 2015 semble avoir impacté assez lourdement la consommation puisque pour la première fois de son existence, la Régie enregistre une baisse de 7% de ses ventes et des recettes en diminution.

Direction : DBAF

Depuis sa création au 1er janvier 2016, les dépenses et recettes de la régie des tabacs sont imputées sur le budget de répartition. Il en sera de même pour les variations de stocks.

Néanmoins, le stock de tabacs a été constitué à la base sur le budget principal de la Nouvelle-Calédonie. Il est proposé de faire « racheter » par le budget de répartition, le stock de tabacs à sa valeur au 31/12/2015 (tel qu'inscrite au compte administratif 2015), soit 324 273 293 F.

Budget supplémentaire 2016
Budget de répartition

P0105-Dotations aux Provinces et aux Communes	Reports	Recettes	0
		Dépenses	1 707 943 150
	Crédits complémentaires	Recettes	0
		Dépenses	6 497 693 027
	Réduction proposée	Recettes	0
		Dépenses	0
	TOTAL BS 2016	Recettes	0
		Dépenses	8 205 636 177

Les moyens

La répartition par actions des crédits proposés au budget supplémentaire 2016 pour le programme Dotations aux Provinces et aux Communes est la suivante :

	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Dépenses	117 423 220 000	1 707 943 150	47,45%	0	6 497 693 027	8 205 636 177	125 628 856 177
A0105-01-Dotations aux Provinces	65 169 887 100	0	63,33%	0	3 606 219 629	3 606 219 629	68 776 106 729
A0105-02-Dotations aux Communes	20 604 003 443	1 707 943 150	68,35%	0	297 964 134	2 005 907 284	22 609 910 727
A0105-03-Dotations Nouvelle-Calédonie	31 649 329 457	0	0,00%	0	2 593 509 264	2 593 509 264	34 242 838 721

Par nature de dépenses, les propositions sont :

	BP 2016 & Dépl 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Dépenses	117 423 220 000	1 707 943 150	47,45%	0	6 497 693 027	8 205 636 177	125 628 856 177
Contributions obligatoires	85 773 890 543	1 707 943 150	64,61%	0	3 904 183 763	5 612 126 913	91 386 017 456
Subventions, participations et autres charges d'activité	31 649 329 457	0	0,00%	0	2 593 509 264	2 593 509 264	34 242 838 721

Bilan à mi-parcours

Direction : DBAF

Le recouvrement net des recettes de l'assiette s'est élevé en 2015 à 124 100 MF pour une prévision de 117 602 MF. Le montant des dotations versées en 2015 aux communes et aux provinces doit donc être ajusté sur l'exercice 2016, ainsi que celui de la quote part 2015 des recettes de l'assiette de répartition qui revient au budget principal propre à la Nouvelle-Calédonie.

Fonds intercommunal de péréquation pour le fonctionnement des communes (FIP fonctionnement)

Du fait de l'application de l'effet cliquet prévue par la loi organique, le montant versé au titre du FIP fonctionnement 2015 est resté identique à celui de la dotation définitive de l'exercice 2014, soit 19 723,3 MF. Ce montant correspond également à la dotation de l'exercice 2016 prévue au budget primitif 2016.

Le montant définitif de la dotation du FIP fonctionnement 2015 étant de 19 856 MF, un réajustement de 132,7 MF doit être opéré sur 2016. D'autre part, l'effet cliquet implique d'abonder la dotation du FIP fonctionnement 2016 de 132,7 MF pour la porter à 19 856 MF.

Fonds intercommunal de péréquation pour l'équipement des communes (FIP Investissement)

Les dotations d'investissement des communes pour l'exercice 2015 sont ajustées à hauteur de 32,5 MF.

Situation comparative des FIP définitifs entre 2013 et 2015 :

En XPF	2013	2014	2015	Evolution 14/15
Fonctionnement	19 707 030 383	19 723 329 293	19 856 045 010	132 715 717
Equipement	923 767 049	924 531 061	930 752 110	6 221 049
Part Etat	51 312 649	0	74 582 339	74 582 339
TOTAL	20 682 110 081	20 647 860 354	20 861 379 459	213 519 105

D'autre un montant de 1 707,9 MF correspondant aux restes à réaliser du FIP équipement est reporté sur l'exercice 2016.

Dotations de fonctionnement versée aux provinces

Le réajustement de la dotation de fonctionnement 2015 versée aux provinces se décline comme suit :

En FCFP	BS 2014	BS 2015	BS 2016	Evolution 2015/2016
Province Sud 50 %	0	795 167 231	1 673 155 954	877 988 723
Province Nord 32 %	0	508 907 028	1 070 819 811	561 912 783
Province Iles Loyauté 18 %	0	286 260 203	602 336 144	316 075 941
TOTAL	0	1 590 334 462	3 346 311 909	1 755 977 447

Budget supplémentaire 2016

Budget de répartition

<i>Dotation de fonct définitive en FCFP</i>	2013	2014	2015	Evolution 2014/2015
Province Sud 50 %	32 947 691 421	31 742 233 081	31 955 822 439	213 589 358
Province Nord 32 %	21 086 522 510	20 315 029 172	20 451 726 361	136 697 189
Province des Iles Loyauté 18 %	11 861 168 912	11 427 203 909	11 504 096 078	76 892 169
TOTAL	65 895 382 843	63 484 466 161	63 911 644 877	427 178 716

Dotation d'équipement versée aux provinces

Le réajustement de la dotation d'équipement 2015 versée aux provinces se décline comme suit :

<i>En FCFP</i>	BS 2014	BS 2015	BS 2016	Evolution 2015/2016
Province Sud 50 %	0	49 408 449	103 963 088	54 554 639
Province Nord 32 %	0	49 408 449	103 963 088	54 554 639
Province Iles Loyauté 18 %	0	24 704 225	51 981 544	27 277 319
TOTAL	0	123 521 123	259 907 721	136 386 598

<i>Dotation d'équipement définitive en FCFP</i>	2013	2014	2015	Evolution 2014/2015
Province Sud 50 %	1 970 703 038	1 972 332 929	1 985 604 501	13 271 572
Province Nord 32 %	1 970 703 038	1 972 332 929	1 985 604 501	13 271 572
Province des Iles Loyauté 18 %	985 351 519	986 166 465	992 802 251	6 635 786
TOTAL	4 926 757 596	4 930 832 323	4 964 011 253	33 178 930

Dotation à la Nouvelle-Calédonie

Le réajustement 2015 de la quote part des recettes de l'assiette de répartition qui revient à la Nouvelle-Calédonie pour le financement du budget principal propre doit s'opérer à hauteur de 2 726,2 MF sur l'exercice 2016.

D'autre part, l'application de l'effet cliquet pour le FIP fonctionnement 2016 générant une inscription supplémentaire de 132,7 MF, il convient de réduire la quote part de la Nouvelle-Calédonie de ce montant. La quote part prévisionnelle de la Nouvelle-Calédonie est ainsi ramenée à 31 516,6 MF (contre 31 649,3 MF au budget primitif 2016).

Au final, et avec le réajustement 2015, la Nouvelle-Calédonie aura bénéficié pour l'exercice 2016 d'une quote-part de 34 242 MF.

Synthèse des crédits par programme et par chapitre
Budget de répartition

Synthèse des crédits par programme et par chapitre en dépenses

	P0103-Assiette fiscale de répartition	P0104-Régie des tabacs	P0105-Dotations aux Provinces et aux Communes	Total
Fonctionnement	13 903 483 259	324 254 793	8 205 636 177	22 433 374 229
930	0	324 254 793	0	324 254 793
940	700 000 000	0	0	700 000 000
941	0	0	0	0
942	0	0	5 612 126 913	5 612 126 913
943	0	0	2 593 509 264	2 593 509 264
945	13 203 483 259	0	0	13 203 483 259
Total	13 903 483 259	324 254 793	8 205 636 177	22 433 374 229
p.m. report	0	0	1 707 943 150	1 707 943 150
p.m. Total Mesures Nouvelles (crédits et réductions)	13 903 483 259	324 254 793	6 497 693 027	20 725 431 079

Synthèse des crédits par programme et par chapitre en recettes

	P0103-Assiette fiscale de répartition	P0104-Régie des tabacs	Total
Fonctionnement	22 433 374 229	0	22 433 374 229
002	22 433 374 229	0	22 433 374 229
930	0	0	0
940	0	0	0
941	0	0	0
945	0	0	0
Total	22 433 374 229	0	22 433 374 229
p.m. report	0	0	0
p.m. Total Mesures Nouvelles (crédits et réductions)	22 433 374 229	0	22 433 374 229

Budget de répartition
Synthèse des crédits par rubriques

Synthèse des crédits par rubriques

	BP 2016 & Déplacement 2016	Reports 2016 (1)	% réalisé au 31/08	Réduction proposée (2)	Crédits complémentaires (3)	BS 2016 (1)+(2)+(3)	Total Budget 2016
Fonctionnement							
Recettes	124 873 220 000	0	65,60%	0	22 433 374 229	22 433 374 229	147 306 594 229
(70) produits des services, du domaine et ventes diverses	8 956 000 000	0	53,10%	0	0	0	8 956 000 000
(73) impôts et taxes	115 517 220 000	0	66,79%	0	0	0	115 517 220 000
opérations d'ordre (dotations/provisions)	400 000 000	0	0,00%	0	0	0	400 000 000
Résultat cumulé (F)	0	0		0	22 433 374 229	22 433 374 229	22 433 374 229
Dépenses	124 873 220 000	1 707 943 150	46,63%	-18 500	20 725 449 579	22 433 374 229	147 306 594 229
Autres charges de fonctionnement	2 039 976 000	0	44,63%	0	324 273 293	324 273 293	2 364 249 293
Charges de personnel	51 700 000	0	56,03%	0	0	0	51 700 000
Charges exceptionnelles	5 350 000 000	0	29,14%	0	0	0	5 350 000 000
Charges fixes de fonctionnement	8 324 000	0	50,85%	-18 500	0	-18 500	8 305 500
Contributions obligatoires	85 773 890 543	1 707 943 150	64,61%	0	3 904 183 763	5 612 126 913	91 386 017 456
Dépenses HAP opérations d'ordre (dotations/provisions)	0	0		0	13 203 483 259	13 203 483 259	13 203 483 259
Subventions, participations et autres charges d'activité	31 649 329 457	0	0,00%	0	3 293 509 264	3 293 509 264	34 942 838 721